

**Les «grands patrons»  
des hôpitaux  
se joignent à la grève  
des internes  
et des chefs de clinique**

LIRE PAGE 11

# Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Laurens

3,60 F

Algérie, 3 DA ; Maroc, 3,60 dr. ; Tunisie, 300 m. ; Allemagne, 1,80 DM ; Belgique, 18 sch. ; Espagne, 28 p. ; Canada, 1,10 \$ ; Grèce, 340 dr. ; Italie, 360 L. ; Japon, 360 ¥ ; Pays-Bas, 3,60 f. ; Portugal, 60 esc. ; Royaume-Uni, 360 s. ; Suède, 3,60 kr. ; Suisse, 3,60 fr. ; Thaïlande, 360 baht. ; Turquie, 360 l. ; Union soviétique, 360 kopecks. ; Viet Nam, 360 đồng. ; Yémen, 360 rial. ; Zaire, 360 francs congolais. ; Indonésie, 360 rupiah. ; Malaisie, 360 ringgit. ; Singapour, 360 dollars. ; Thaïlande, 360 baht. ; Vietnam, 360 đồng. ; Yémen, 360 rial. ; Zaire, 360 francs congolais. ; Indonésie, 360 rupiah. ; Malaisie, 360 ringgit. ; Singapour, 360 dollars.

## L'artillerie chinoise bombarde des positions vietnamiennes

**Un coup de semonce**

Après des mois d'accalmie, la canonade recommence à nouveau à la frontière sino-vietnamienne. Il ne semble pas pour autant que la Chine, qui a pris l'initiative à la fois de « riposter » en bombardant des positions vietnamiennes et de donner à ce geste une grande publicité, ait l'intention d'aggraver à son voisin une seconde « leçon ». Celle-ci n'aurait d'ailleurs guère plus de chances d'être retenue que celle de février 1979. Hanoi est sûr de sa force et de l'invincibilité de ses armes, et Pékin n'est pas en mesure de porter un coup fatal au régime vietnamien.

Pourquoi donc ce coup de semonce de la Chine ? Tout d'abord pour montrer sa présence sur l'échiquier indo-chinois et pour assurer ses alliés, cambodgiens et thaïlandais, qu'elle les soutient toujours en période difficile. Elle se doit de préserver sa crédibilité en tant que contre-poids aux ambitions vietnamiennes sur les gouvernements et de l'opinion publique d'Asie du Sud-Est. En particulier envers la Thaïlande, que la stratégie vietnamienne vise moins à conquérir qu'à affaiblir, en tentant de déstabiliser son régime fragile par un savant usage de la carotte et du bâton.

En même temps, la Chine ne peut s'empêcher de rappeler à son voisin que, si elle ne peut aller trop loin, elle ne peut pas non plus se laisser faire. Non seulement elle ne peut pas se permettre d'être envahie par les troupes de Hanoi, mais elle ne peut pas non plus se laisser envahir par les troupes de Hanoi. Elle ne peut pas se laisser envahir par les troupes de Hanoi, mais elle ne peut pas non plus se laisser envahir par les troupes de Hanoi.

Et ainsi parce que tout nouveau conflit sino-vietnamien pourrait influencer négativement sur les tentatives de normalisation des relations entre les deux « grands » du communisme mondial, Pékin souhaite ce rapprochement et constate que le Krenin a réaffirmé son soutien au Vietnam.

Les soldats vietnamiens doivent donc à nouveau se mobiliser aux deux extrémités de « leur » Indochine, à la frontière chinoise et le long de la frontière thaïlandaise où ils poursuivent, parfois avec brutalité, leur offensive de « nettoyage » des bases de la résistance khmère. Ce ne sont pas quelques coups de canon qui feront une armée qui se targue d'avoir défait les Américains et les Chinois à abandonner le Cambodge conquis il y a quatre ans.

Nouvelle tension ou nouvel espoir ? Il n'est pas impossible que les Chinois, qui, comme les Vietnamiens, affectionnent de « se battre tout en négociant », renforcent ainsi leur position en vue d'une éventuelle trêve. Le 1<sup>er</sup> mars, Pékin avait publié un plan de paix qui, sur certains points, se rapprochait de celui adopté une semaine auparavant par Hanoi et ses protégés indochinois. La semaine dernière, Hanoi a annoncé un second « retrait » anticipé de ses « volontaires » en mai.

Le Vietnam ne semble pas s'y être trompé qui a accueilli avec le plus grand calme la « contre-attaque » chinoise. D'autant que Pékin réaffirme son désir de renouer, sous certaines conditions, avec les Vietnamiens. Car, en dépit des tentatives de négociations entre pays du FASEAN et d'Indochine, qui n'ont toujours pas pris forme, et des efforts de la résistance khmère, toute solution au problème cambodgien suppose un accord entre Hanoi et Pékin.

*Le Vietnam a dénoncé dimanche 17 avril les « provocations armées », les « pillages violents » de son territoire par l'armée chinoise, qui « constituent un fait grave. D'autre part, à Moscou, M. Gromyko a exprimé samedi aux ambassadeurs des trois pays d'Indochine la « solidarité sans réserves » de l'U.R.S.S.*

*Enfin, à Bangkok, le chef de la diplomatie thaïlandaise, le maréchal de l'air Sittih Sawet-tila, a déclaré que, « si le Vietnam est vraiment sincère dans son intention de se retirer du Cambodge, il doit faire reculer ses troupes jusqu'à 30 kilomètres de la Thaïlande ».*

De notre correspondant

Pékin. — La tension monte depuis quelques jours à la frontière sino-vietnamienne. Selon le *Quotidien du peuple*, l'armée chinoise a riposté, samedi 16 et dimanche 17 avril, dans les provinces du Guangxi et du Yunnan, aux « provocations intolérables » des troupes de Hanoi. Celles-ci, d'après l'organe du P.C. chinois, se seraient sensiblement accrues depuis le début d'avril. Une telle « contre-attaque » des gardes-frontières chinois est « absolument juste et nécessaire », souligne le journal, qui déclare qu'elle représente « un sérieux avertissement contre les ambitions vietnamiennes d'hégémonie régionale ».

Dans les faits, les affrontements paraissent se limiter jusqu'à présent à des tirs d'artillerie au-dessus de la ligne frontalière. Il n'en reste pas moins que le calme relatif qui semblait s'être établi au début de l'année aux points de contact des armées des deux pays a disparu. A sa place, se sont manifestées des frictions, qui n'ont fait que croître en intensité ces dernières semaines, surtout depuis le lancement des opérations vietnamiennes contre les camps de réfugiés à la frontière thaïlando-cambodgienne.

Dans une note, remise aux autorités vietnamiennes le 10 avril, le gouvernement chinois avait fait état, pour le seul mois de mars, de soixante-dix cas de « provocations armées frontalières » de la part des troupes de Hanoi, et de quatorze morts parmi la population civile.

MANUEL LUCBERT.

(Lire la suite page 4.)

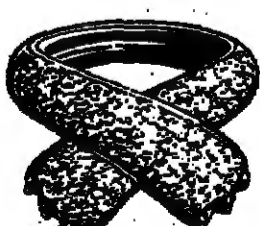
## Les faiseurs d'hommes

Le Monde commencera demain, dans son numéro daté 20 avril, la publication d'une série de quatre articles d'un docteur Escoffier-Lambiotte consacrés aux difficultés sans précédent, d'ordre éthique et juridique, que soulèvent les applications à la reproduction humaine de progrès scientifiques récents.

## Le coup de patte de Fred



Griffe somptueuse pour main voluptueuse : bague « panthère » or et émail.



Une nouvelle griffe plus acérée : or et diamants. (Bague, clips d'oreilles et pendentif).

FRED

Joaillier, 74, Champs-Élysées, Paris 8<sup>e</sup>. Tél. 260.30.65.  
Hôtel Lemaître, Place Carnot - Hôtel Bylandt, Saint-Tropez - Aéroport d'Orly.  
20, rue de Marthe, Genève - New York - Beverly Hills - Houston - Dallas.

## Les signes d'agitation se multiplient en Pologne

Les autorités polonaises ont annoncé l'arrestation, au cours de la semaine écoulée, d'une trentaine de militants de Solidarité. Cette annonce fait suite à l'appel à manifester, le 1<sup>er</sup> mai, qu'ont lancé les dirigeants clandestins du syndicat dissous, soutenus par M. Walesa.

C'est dans ce contexte de tension naissante que le cardinal Glemp a eu, dimanche, un entretien de trente minutes avec le président de Solidarité, qui a été longuement acclamé, le même jour à Gdansk, par quelque vingt mille de ses partisans.

Un cardinal primate qu'embarrassent les défis lancés par Solidarité au général Jaruzelski, un pouvoir qui fait investir par la milice l'ancien quartier du ghetto de Varsovie, une trentaine d'arrestations annoncées à grand renfort de publicité, vingt mille personnes acclamant M. Walesa à Gdansk, un ministre de l'intérieur se prévalant de son accord avec l'Eglise et une presse qui commence à se faire très menaçante : c'est l'image d'un pays en proie à une agitation rampante qu'a donnée, dimanche 17 avril, la Pologne.

Gdansk, 20 h 30 : M. Walesa, sa femme et ses collaborateurs les plus proches sortent de la cathédrale Sainte-Marie, derrière le primate qui vient de célébrer une messe à l'occasion de l'ordination du nouvel évêque auxiliaire de la ville, Mgr Goculowski. Un tonnerre d'applaudissements éclate aussitôt, et la foule, formant une immense haie d'honneur, commence à chanter le nom de son héros sur l'air des lampions. On scandait aussi : « Pas de liberté sans Solidarité ! »

Pressé de toutes parts, M. Walesa a toutes les peines du monde à rejoindre son minibus Volkswagen et à décoller. Ses partisans se forment alors spontanément en cortège et prennent la direction du monument érigé devant le chantier Lénine à la mémoire des victimes des émeutes ouvrières de 1970. La plupart d'entre eux, après avoir continué à scander les mêmes slogans, se dispersent en chemin par petits groupes.

BERNARD GUETTA.

(Lire la suite page 3.)

## Le conseil supérieur de la magistrature va être réformé

(Lire page 10 l'article de BERTRAND LE GENDRE.)

## Le procès de la catastrophe de Seveso s'ouvre en Italie

(Lire page 10.)

## Les difficultés de M. Andropov

Cinq mois après la mort de Brejnev et l'installation de M. Andropov à la tête du P.C. soviétique, un arrêté du comité central et du gouvernement de l'U.R.S.S. donne à penser que la campagne lancée pour la discipline du travail n'a pas donné les résultats escomptés. Cinq ministères techniques, les administrations du plan et des approvisionnements, sont rappelés à l'ordre pour n'avoir « pas respecté

leurs engagements » et pour tolérer d'importants gaspillages.

Par ailleurs, les mots d'ordre du 1<sup>er</sup> mai publiés dimanche font une large place à la « lutte pour la paix » en demandant notamment aux populations de « ne pas laisser déployer en Europe occidentale de nouveaux missiles nucléaires américains » et de « sauvegarder et approfondir la détente ».

## I. - Blocage au sommet

De notre envoyé spécial MICHEL TATU

répond-on ; ou bien : « On attend une réédition ».

M. Tchernenko, le numéro deux du parti, est beaucoup mieux traité : pas moins de trois recueils et ouvrages portant son nom sont en vente, et la Pravda du 5 avril vient encore d'en annoncer un quatrième sous le titre : « Affirmer le style léniniste dans le travail du parti ».

Comme il n'y a pas de rumeur sur ce genre de littérature et que les éditions politiques d'Etat n'ont jamais lésiné sur les moyens pour propager les thèses des maîtres du moment, l'explication de l'« épousé » des ouvrages en question est un peu courte. Il est vrai que M. Andropov répugne à organiser son culte et qu'il le fait savoir. Après avoir vu à la télévision une manifestation se dérouler sous des portraits de Brejnev et de lui-même, il a, dit-on, donné l'ordre de mettre fin au « défilé des icônes ».

C'est peut-être à cette même modestie qu'il faut attribuer la pratique récente consistant à faire signer tous les messages officiels par le conseil des ministres, le comité central et d'autres institutions anonymes plutôt que par lui-même personnellement. D'où l'impression de grisaille redoublée que donne aujourd'hui la vie politique. Une grisaille à peine dissipée par la publication de communiqué des sessions hebdomadaires du Politburo (une innovation du nouveau régime), laquelle ne fait que confirmer que c'est bien au Politburo que tout se décide, de l'essentiel au secondaire : un peu comme s'il fallait se contenter du communiqué du conseil des ministres du mercredi pour juger de la vie politique à Paris.

Tout de même, M. Andropov ne répugne pas aux manifestations « personnalisées », comme l'ont montré sa visite quasi solitaire, fin janvier, à l'usine métallurgique Ordjonikidze de Moscou, ou encore la revue des télégrammes adressés au « Cher Jour » par les Américains inquiets pour la paix et que la

## Le Grand-Orient de France dénonce les « attermoiements » du gouvernement

La principale obédience maçonnique française — le Grand-Orient de France (G.O.D.F.) — qui porte jusqu'à présent un jugement globalement positif sur l'action de la majorité, a entrepris, semble-t-il, d'accentuer ses pressions sur le gouvernement.

A l'occasion d'un colloque sur la promotion civique et sociale, organisé samedi 16 avril à Paris, le grand maître de l'ordre, M. Paul Comdot, a regretté, en présence de trois membres du gouvernement, MM. Pierre Bérégovoy, Michel Rocard et Roger-Gérard Schwartzberg, que la majorité ne se montre pas plus audacieuse dans ses réformes, notamment dans l'affirmation de la laïcité. Il a estimé que « certains attermoiements n'ont aucune justification ». Pour le Grand-Orient de France, le gouvernement tergiverse trop, notamment devant les partisans de l'enseignement libre. La manifestation de cette impatience traduit une évolution de cette obédience à l'égard du pouvoir.

L'arrivée de la gauche au pouvoir a incontestablement entraîné un regain d'influence de la franc-maçonnerie « libérale » dont le Grand-Orient de France (G.O.D.F.) est le maillon le plus actif (1). Non que les loges aient participé directement à la victoire électorale de M. Mitterrand, qui n'est pas franc-maçon. Les obédiences maçonniques sont loin d'être politiquement monolithiques, et la plus socialisante de toutes, le G.O.D.F., n'avait soutenu aucun

candidat à l'élection présidentielle de 1981, bien que, à l'époque, elle ait eu pour grand maître un membre du P.S. en la personne de M. Roger Leray.

Mais entre le G.O.D.F. et le parti socialiste, les convergences politiques sont nombreuses : elles touchent la défense des libertés individuelles, l'attachement à la laïcité, les mots d'ordre de progrès, d'égalité, de justice, de solidarité, ou plus simplement le goût des débats, le rejet des dogmatismes, une certaine propension à l'utopie. Cette influence spirituelle se manifeste naturellement dans l'action gouvernementale à un double niveau : par l'intermédiaire de certains membres du gouvernement et de certains membres des cabinets ministériels. Dans le troisième gouvernement de M. Pierre Mauroy, on compte à peu près autant de francs-maçons que dans le deuxième : de huit à douze (uniquement parmi les socialistes et apparentés, les communistes ayant des convictions incompatibles avec la franc-maçonnerie).

ALAIN ROLLAT.

(Lire la suite page 3.)

(1) Le Grand-Orient de France revendique un effectif de 29 200 membres répartis entre 376 loges en métropole et outre-mer. La Grande Loge de France, avec 15 000 membres et 348 loges, dont 149 à Paris, est la deuxième obédience française par les effectifs.

## AU JOUR LE JOUR

### Déchets

Des fûts baladeurs inquiètent l'Europe. Leur contenu a été contaminé en Italie, ils ont été transportés en France, rejetés Dieu sait où. La France s'interroge, l'Allemagne s'inquiète. L'Italie se souvient.

Où sont ces fûts maudits qui dansent dans nos têtes ? Où est cette terre d'Europe souillée par la dioxine, cette déjection industrielle qui paraît renfermer toutes les peurs du vieux continent ? Nulle part, partout. L'Europe de la pétrole est en marche : pour un peu, elle en oublierait les SS-20, ces déchets de la détente.

BRUNO FRAPPAT.

## LA RENCONTRE EURO-ARABE DE HAMBOURG

### Enfin le dialogue ?

Le dialogue entre les civilisations ne s'est jamais noué spontanément. Le conquérant ne s'inquiétait guère, en effet, des éternités du vaincu : il y intégrait sa vision du monde, qu'il y intégrant des éléments des cultures soumissionnées, comme ce fut le cas par exemple d'Athènes pour Rome ou de l'empire d'Alexandre. La civilisation arabo-islamique et celle de l'Europe de la Renaissance qui lui devait tant ont-elles agi autrement ?

La différence aujourd'hui, c'est que les civilisations portent un regard sur elles-mêmes, parce qu'elles se sentent plus vulnérables devant le menace d'uniformisation que viennent encore accroître l'informatique et les satellites et qu'elles s'interrogent mutuellement. C'est dire les difficultés mais aussi les promesses du dialogue euro-arabe entamé, non sans mal, il y a dix ans au niveau de la Ligue arabe et de la C.E.E. et dont la première réalité concrète aura été le symposium culturel qui vient de se

tenir à Hambourg (le Monde du 14 avril).

Cinq jours durant, au rythme de deux séances plénières quotidiennes, sans compter les travaux en atelier destinés à élaborer des propositions concrètes, des intellectuels des deux rives de la Méditerranée, mais aussi des fonctionnaires de la Ligue arabe et de la C.E.E. ont cherché à jeter des ponts entre le Nord et le Sud, le passé et l'avenir. Les pièges ne manquaient pas, les obstacles non plus, à commencer par les griefs réciproques. Les Arabes reprochent aux Européens de s'intéresser principalement à leur pétrole et à leurs marchés, et de paraître importunés par leurs problèmes, au contraire desquels se trouvent la question palestinienne et le conflit avec Israël, dont l'évocation est revenue à Hambourg de façon lancinante.

PAUL BALTA.

(Lire la suite page 6.)



# idées

## Le combat politique

L'opposition a retrouvé des munitions avec le plan de rigueur. Michel Pinton élargit le sujet : selon lui la passion idéologique du gouvernement ne lui permet pas de reconnaître la nature des blocages qui empêchent la société française de s'adapter. Daniel Amson se demande si la gauche n'est pas à bout de souffle. Quant à Bernard Krief, il étudie les tenants et aboutissants du marketing politique, valable aussi lorsqu'il s'agit pour le gouvernement de convaincre.

## La gauche à bout de souffle ?

par DANIEL AMSON (\*)

DEPUIS le début du siècle, la gauche a été majoritaire en France à quatre reprises : en 1924, en 1932, en 1936 et en 1958. Mais elle a perdu, à chaque fois, le pouvoir avant son terme nominal, faute d'avoir su mener longtemps la politique pour laquelle les citoyens l'avaient élue. En particulier, et après avoir procédé à des réformes sociales, les partis de gauche se sont toujours montrés incapables de donner confiance aux Français dans le succès des mesures qu'ils avaient prises. Et, par le jeu d'une logique inexorable, ils ont, dès lors, été contraints à des dévaluations de la monnaie - parfois innovées - puis à imposer tardivement des mesures économiques rigoureuses, créant ainsi les mécontentements qui leur faisaient perdre le soutien de la majorité de l'opinion.

C'est le drame de la gauche française - contrairement à celle des autres pays occidentaux - que d'avoir toujours perdu en quelques mois l'adhésion profonde des électeurs dont le vote lui avait permis d'accéder au pouvoir. Et c'est l'évolution normale des choses qu'elle renonce alors à gérer une situation abandonnant le pouvoir à un homme d'expérience qui, ayant jadis exercé de hautes responsabilités, rassure l'opinion par sa présence, rétablit la confiance dans l'Etat - et d'abord dans sa monnaie - et crée ainsi les conditions du redressement national.

Ce fut ce rôle que jouèrent parfaitement Raymond Poincaré, et le général de Gaulle, l'un et l'autre anciens chefs de l'Etat, dont le retour aux affaires, en 1926 et en 1958,

redonna aussitôt confiance aux citoyens, permettant la stabilisation du franc et la conduite d'une politique à long terme. Ce fut ce rôle que ne parvint pas à tenir Gaston Doumergue en 1934, dont le retour avait été salué par une large partie de l'opinion, mais auquel les institutions ne permirent sans doute pas de remplir sa mission avec l'autorité et la continuité indispensables. Ce fut ce rôle, enfin, que le maréchal Pétain délaissa de son objet, en 1940, d'abord en raison des événements dramatiques à la faveur desquels il obtint le pouvoir, puis à cause, sans doute, de son tempérament et de l'influence qu'il laissa son entourage exercer sur son action.

Aujourd'hui, après deux ans d'exercice du pouvoir, dans le cadre d'institutions qui lui donnent, il est vrai, des garanties de continuité dont elle n'avait pas bénéficié auparavant, la gauche française paraît à bout de souffle. Minoritaire dans le pays, menant une politique à laquelle ses électeurs traditionnels adhèrent de moins en moins, elle ne donne pas le sentiment d'être assurée de son avenir pendant les trois années qui séparent encore le pays des élections législatives. Sans doute peut-elle changer de politique et réussir à donner aux Français la confiance qu'ils ont perdue. Si elle n'y parvenait pas, ne serait-ce pas à craindre que, pour sortir de la situation de blocage dans laquelle le pays paraît se trouver, le chef de l'Etat soit contraint à la dissolution de l'Assemblée et qu'une majorité hostile à sa politique fût alors désignée par la nation ?

(\*) Avocat à la cour.

## La vérité du socialisme

par MICHEL PINTON (\*)

LES dernières semaines, le sort politique s'est enrichi de quelques perles de belle taille. Un jour, c'est Jacques Delors qui proclame que le capitalisme du monde plan d'aujourd'hui est...

Un autre jour, c'est Pierre Mauroy qui débouche d'autres coupables : nos partenaires européens qui s'obstinent à « mener des politiques de droite ». Et lui qui était si fier de son « autre logique » ! Ne nous avait-il pas dit et répété qu'elle fascinait le monde entier et que les gouvernements voisins seraient conduits, par la force de notre exemple, à nous imiter ?

Ces stupidités mériteraient de l'indulgence si elles n'étaient que des manœuvres d'arrière-garde destinées à préparer un vaste plan gouvernemental enfin adapté aux réalités. Après tout, on a déjà vu des gouvernements dissimuler leur changement de cap derrière un rideau de fumée qui, en égarant les critiques, permet de retrouver une liberté d'action perdue. Mais ce qui est dit, ce qui est fait depuis un mois interdit toute illusion. Les hommes au pouvoir n'ont toujours pas compris. Vingt-deux mois de pratique des affaires de la France, la rude sanction de la triple chute de notre monnaie, le désastre brutal des élections, ne sont pas pour eux des leçons suffisantes. Ils poursuivent les mêmes chimères, poursuivent les mêmes adversaires imaginaires, s'abritent derrière la même illusion

traditionnellement l'existence d'instruments prodigieusement lourds et lents, dont la manière d'agir frôle souvent le paroxysme. Loin de briser le carcan étouffant des réglementations, des privilèges et du gigantisme, les socialistes l'ont renforcé : l'écrasant monopole d'Etat triomphe, les privilèges les moins justifiés sont confortés, l'interventionnisme arbitraire et bureaucratique du pouvoir politique est légitimé. Les « réformes » du gouvernement n'ont en la société ni du goût du public (donc l'épargne est si sollicitée) ni des besoins des entreprises (qu'on supplie tellement d'embaucher et d'exporter). Les chimères de l'idéologie marxiste et la pression de quelques groupes bien organisés ont suffi à aveugler nos gouvernements et à compromettre un des atouts de la France. J'ai parlé aussi d'indulgence. Bien sûr, les socialistes vont brosser leur palette de cinquante semaines de camps payés, traités à soixante ans, droits des travailleurs et autres conquêtes sociales. J'ose dire que ces facilités sont beaucoup moins belles qu'elles ne paraissent à leur destination, parce que leur coût dans les circonstances actuelles est disproportionné aux avantages qu'elles procurent, et surtout parce que ce coût est supporté non par les plus forts, mais par les plus faibles.

## Le nouveau visage aux plus protégés

Observons d'un peu plus près les réalités : j'admets que ces facilités sont un agréable cadeau, par exemple pour quelques millions de fonctionnaires ou d'agents des entreprises publiques. Précisons que ceux-ci sont des privilégiés, puisqu'ils ont la garantie de leur emploi. Mais quelle signification sociale ont-elles pour les deux millions de Français qui sont chômeurs ? On pour les octroyer des milliers d'heures de travail que la concurrence étrangère a presque éliminés ? C'est là sans doute le but de ces facilités, mais ce but est sous le poids des charges. Pour eux, le chômage arrivera avant la retraite à soixante ans. La vraie solidarité nationale, serait-elle à aider les secteurs menacés comme le textile ou l'ameublement, de manière à sauver leurs emplois. C'est ainsi qu'on aurait aidé les faibles. Ce que le gouvernement fait revient à donner de nouveaux avantages aux plus protégés. C'est cela, la justice socialiste. Mais où trouverait-il le courage de résister à la pression de certains syndicats d'entreprises nationales et qui sont, eux aussi, la « base sociale » du régime ? Tant pis pour les faibles, les inorganiques, les sans-voix.

Alors, il ne faut pas s'étonner si, après deux ans de socialisme, les plaies de notre société apparemment plus que jamais. Ni le « plan textile » ni la « fibre bois » n'empêchent les produits étrangers de s'engouffrer chez nous. Ni les nationalisations ni les plans de formation n'ont empêché le chômage de s'étendre. L'échec de l'immigration se fait plus douloureux. Les jeunes, les ouvriers, les femmes, ont de plus en plus de mal à trouver un emploi. Un mauvais diagnostic, aggravé par une faiblesse coupable à l'égard des féodalités de gauche, pouvait-il conduire les socialistes à autre chose qu'à de mauvais remèdes ?

De lors, faut-il s'étonner si l'« expérience » ressemble de plus en plus à une aventure dont personne ne peut plus prédire quand et comment elle finira ? Faut-il s'étonner de l'atonie de notre peuple, qu'on laisse sans projet et sans espoir face à ses inquiétudes et ses difficultés de vivre ? Comme il n'y a plus de grand projet gouvernemental, faut-il s'étonner que le débat politique officiel se ramène à, de dérisoires, querelles de détail au sein de la nomenclature socialiste ?

C'est cela la triste vérité du socialisme « à la française ». Et c'est une réalité encore plus grave que beaucoup de Français commencent à percevoir. Le socialisme appliqué, c'est une magnifique occasion offerte à l'hippocrite communiste pour insérer de précieux réseaux de contrôle et de pression dans les secteurs économiques les plus importants. La puissance de la C.G.T. n'a pas diminué à E.D.F. ; elle s'est fortement accrue chez Citroën. Encore un peu de laxisme, et si M. Mauroy ou M. Mitterrand, si le pouvoir socialiste tout entier, si même un futur gouvernement d'opposition ne seront à même d'imposer quelque mesure économique que ce soit sans l'accord, au moins implicite, de l'appareil communiste. Serait-ce cela la vérité du socialisme ? Lorsque les chimères se seront définitivement évanouies, on sera peut-être que le socialisme n'est rien de plus, rien de grand, rien de nouveau, rien de bon, rien de bon que par un point : c'est une antichambre du communisme.

## Ne pas confondre citoyen et consommateur

par BERNARD KRIEF (\*)

AU mois de février 1981, le gentil publicitaire, responsable de la campagne de M. Giscard d'Estaing disait, goguenard, « le marketing politique, c'est un terme dont j'ignore le sens ». J'ai tenté de le joindre le 11 mai 1981 pour savoir s'il l'avait compris entre-temps. Le marketing politique ne doit pas être confondu avec la promotion électorale, même si cette dernière a vu remplacer les benêts et les « canons » au compo par des badges, dépliant et affiches bien imprimés.

Grâce à notre expérience - ancienne de vingt-cinq ans - du marketing appliqué à la vie de l'entreprise et à celle consacrée à la politique - que nous poursuivons depuis dix-huit ans, - nous nous croyons fondés à en marquer aussi les différences, ce qui est d'un très grand intérêt pratique.

L'homme a un statut complexe : ses attitudes et comportements vont varier de façon spectaculaire selon la situation vécue : est-il père (ou mère), fils, frère, soldat en opération, conducteur de voiture ou de moto, participant dans son école, etc., qu'on le verra être tendu ou agressif, méditant sur la vie ou prêt à tuer. C'est pourquoi il ne faut pas confondre dans le même homme le citoyen et le consommateur. Bien des échecs en marketing politique sont dus à des publicitaires ou à des hommes de marketing sans expérience politique qui n'en ont pas tenu compte et ont fait dépenser beaucoup d'argent en pure perte.

Ainsi, on ne consomme pas le produit X pour empêcher le produit Y de réussir : en politique on peut voter A pour que B ne passe pas. On peut reporter un achat au lendemain ou à la semaine suivante ; il faut savoir voter un certain jour et pas un autre, quels que soient ses projets par ailleurs. Si on ne trouve pas sa marque d'essence ou de café, on passe à une autre selon des lois connues (1) ; en

politique on ne passe pas avec indifférence de l'un à l'autre. On fait ses courses « mécaniquement » ; l'implication est forte dans l'isolement. Un acheteur de marque X n'a pas à se méfier des affiches de la marque Y, quelle que soit la force de sa fidélité à la marque ; en politique, qui vote pour A se laissera aller à arracher une affiche de B.

En conséquence, traiter le citoyen en consommateur peut avoir des effets très négatifs : il peut le ressentir comme un mépris pour son jugement, ce qui lui donne une mauvaise image de lui-même comme citoyen ; la contrepartie en est qu'il méprisera à son tour l'homme politique qui usera d'outils inadéquats.

On l'aura compris, il ne suffit pas de savoir ce que veulent les électeurs et de le leur restituer pour être élu (2). A plus forte raison ne faut-il pas se tromper sur ce qu'ils veulent en s'appuyant sur des études superficielles qui ont leur utilité mais leurs limites.

## Une méthodologie rigoureuse

Il convient donc de suivre une méthodologie rigoureuse pour mettre toutes les chances de son côté.

1) De l'analyse primaire aux études complexes et fines. Découpage en zones de comportement homogène.

Ce premier travail, très connu de tous les directeurs de cabinet et des spécialistes du ministère de l'Intérieur, consiste à découper le pays, la circonscription, la ville, la région, le canton, etc., en zones géographiques ayant un comportement homogène.

On va rapprocher ensuite ces renseignements des courants d'idées ou partis politiques représentés par les concurrents et les candidats que l'on

défend. On essaie d'appréhender les zones dans lesquelles, en toute première analyse, on aurait des chances et celles où l'on rencontrerait des difficultés. On approfondit le tout. On procède à une enquête qualitative qui n'est pas scientifique, ne nécessite pas de statistiques, mais doit être faite par du personnel expérimenté (chaque spécialiste a ses recettes). A ce stade, on peut déjà apprécier grossièrement si des chances de réélection ou d'élection existent.

Si le but du candidat est de témoigner, peu important les résultats ; il faut forcer et dire ce qu'on a à dire ; mais si on veut faire tout son possible pour être élu, il est bon de supporter ses chances avant d'engager des dépenses importantes.

2) Détermination des groupes ayant un comportement électoral homogène.

Des entretiens non directifs (3) conduits par des psychologues expérimentés auprès d'un petit échantillon (15 à 60 personnes selon les cas et les moyens mis en œuvre) donnent une matière de 400 à 2 500 pages à analyser. L'analyse, complexe, permet de déterminer les centres d'intérêt les plus forts dans l'électorat et de les hiérarchiser. Tous les spécialistes savent que 30 entretiens de ce type bien analysés valent pour cet usage tous les sondages d'opinion, même avec 2 000 questionnaires !

Un questionnaire peut alors être mis au point, fondé sur les analyses de ces entretiens antérieurs. Il nécessite toutefois une persécution de trente à soixante minutes par des enquêteurs bien formés. Le dépouillement exige l'usage de un ou plusieurs programmes, voire modifiés. Y parviennent notamment l'analyse factorielle, le mapping, à base d'échelles multidimensionnelles métriques ou non métriques, les recherches psychométriques, etc.

Certains chercheurs ont eu le grand mérite de développer la notion de « marais ». Cette réflexion féconde a enrichi la recherche. Cependant, d'après notre expérience, cette notion selon laquelle il y aurait des indécis prêts à voter jusqu'au dernier moment pour X ou pour son adversaire Y est fautive, et cela entraîne des conséquences désastreuses que de le croire.

En effet, s'il y a un marais d'indécis, alors il faut absolument, si on est X, faire du chemin vers les thèses d'Y. Ainsi cherche-t-on à obtenir en sa faveur le vote d'une partie de ces indécis. Erreur dramatique, qui fut celle de M. Giscard d'Estaing, que ce comportement-là ! Elle se fonde sur un contresens et peut entraîner l'échec.

En fait, s'il y a-t-il dans ce « marais » ? Des indécis du vote qui, s'ils votaient, voteraient pour X, et en aucun cas pour Y, mais qui ne se départiraient pas (ou ne s'inscrivent pas en temps voulu) pour voter, soit qu'ils ne soient pas suffisamment motivés pour aller voter (c'est la me me convenue pas vraiment) ; « tout ça, c'est la même chose » ; « qu'est-ce que ça change pour moi ? » ; « le système est vicieux et je ne veux pas y participer » ; « il (X ou Y) sera bien élu sans moi », etc., soit qu'ils

« bouillent » leur candidat « naturel ».

La majorité l'a compris pour le deuxième tour des élections municipales, ce qui lui a évité une déroute totale.

Comme on le voit, le marketing scientifique est loin de la belle affaire « ou du bon slogan. Il n'y a créabilité que s'il y a adéquation entre la réalité perçue et l'image qu'on veut donner : foi de l'astuce ou de l'esthétisme. M. Quilès est un homme politique de qualité, mais en raison de toutes ses déclarations antérieures, était-il raisonnable d'associer son nom à la tendresse ? Et la tendresse, est-ce ce qu'on attend d'un leader politique ?

## Répéter n'est pas convaincre

« La belle affiche » du parti communiste, « le nouvel élan », primé en numéro un par un jury prestigieux de publicitaires précède la chute du P.C., le prix de l'affiche ringarde attribuée par le même jury va (de quel côté est la déviation ?) à la campagne du candidat R.P.R. qui remporte la ville de Carcassonne !

Le choix de la cravate, la chemise bleue ou pour la T.V., et les couleurs de décoration, le bleu ou le rouge, les électeurs ne sont pas stupides. Ce qui compte, c'est le contenu. La question à poser en communication doit être claire. Ce n'est pas « a-t-elle été bien ? », « ma photo est-elle bonne ? », « l'affiche est-elle belle ? », « le slogan va-t-il plaire aux militants ? », etc. Mais elle doit être, et exclusivement « mon message est-il perçu, est-il reçu, est-il crédible ? ».

On voit bien comment, en politique comme pour l'industrie, c'est le marketing qui doit déterminer la communication si l'on veut qu'elle permette de gagner. Mais il faut dire aussi, et c'est heureux, que les électeurs jugent un comportement politique.

Le 30 mars 1977, j'écrivais dans ce journal, en conclusion d'un long article démontrant que la majorité de l'époque risquait de se déloger, « (...) cette coïncidence au président de la République sa majorité ». Aujourd'hui, je crois pouvoir dire qu'on fait fausse route à vouloir expliquer et réexpliquer aux citoyens qu'une politique suivie est bonne, dès lors que cause d'en juger autrement ; répéter n'est pas convaincre.

Tout le monde sait bien que le dernier scrutin des municipales qui fut un grand succès pour l'opposition eût été un véritable raz de marée si les mesures retardées jusqu'à ces derniers jours avaient été annoncées entre les deux tours, au nom de la vérité.

La réussite en politique, avec ou sans marketing, ne peut passer que par la crédibilité.

(1) Le brand-switch, ou changement de marque, est une technique d'étude qui permet de déterminer de quels concurrents viendront les acheteurs, quels concurrents profiteront de vos clients infidèles.

(2) Voir le *Littérature*, de Robert Escarpit, Flammarion, 1964.

(3) Le *Marketing* en action, de Bernard Krief, Fayard, 1971.

(\*) Conseil en communication

**NOUVEAU**  
Collection  
"Bibliothèque historique"  
99 F

**PISCATOR**  
L'image et son Juif  
Le Juif dans le cinéma nazi  
Payot

Collection  
"Aux origines de notre temps"  
99 F

**PAYOT**

**Le Monde**  
Service des Abonnements  
5, rue des Italiens  
75207 PARIS CEDEX 09  
C.C.P. Paris 4297-23

**ABONNEMENTS**  
3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

**FRANCE**  
341 F 364 F 367 F 399 F  
TOUS PAYS ÉTRANGERS  
PAR VIRE NORMALE  
601 F 1 074 F 1 547 F 2 020 F

**ÉTRANGER**  
(tarif minimum)  
L - BELGIQUE-LUXEMBOURG  
PAYS-BAS  
381 F 634 F 877 F 1 140 F  
II - SUISSE, TUNISIE  
454 F 779 F 1 105 F 1 430 F

Par voie aérienne  
Tarif par demande.  
Les abonnés qui paient par chèque postal (vrais chèques) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse difficiles en province (deux semaines ou plus) ; les abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine ou deux avant leur départ.

Joindre le dernier bandeau d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en capitales d'imprimerie.



EUROPE

Les signes d'agitation se multiplient en Pologne

(Suite de la première page.)

Quelques centaines de personnes, pourtant, poursuivent jusqu'aux trois innombrables églises, le recueillement, chantant dans le recueillement le cantique polonois « Dieu sauve la Pologne », livrant la braise pour la « V » de la victoire et se dispersent en courant à l'arrivée d'une longue colonne de véhicules de la milice.

Avant la messe, Mgr Giamp, dont c'était le premier voyage à Gdansk depuis l'office solennel qu'il était venu y célébrer en septembre 1981, le jour de l'ouverture du congrès de Solidarité, s'était entretenu pendant une demi-heure avec M. Walesa dans la cathédrale. L'église a fait savoir que la conversation avait porté sur les interrogatoires que subissent depuis mercredi dernier M. Walesa et ses proches. Après le président de Solidarité, se faisant son « chauffeur » bénévoles (notamment un journaliste communiste), c'est en effet maintenant son porte-parole, M. Adam Kwasniewski, qui a été convoqué pour ce lundi à la messe. Dans ce contexte, l'entretien avec le cardinal prend la valeur d'un soutien d'autant plus remarquable qu'il appuyait l'appel à manifester le 1<sup>er</sup> mai lancé par les dirigeants clandestins de Solidarité. M. Walesa s'est placé en position d'opposition ouverte avec Mgr Giamp.

Cela a certainement été évoqué entre les deux hommes, mais, dans l'homélie qu'il prononce durant la messe, le prêtre a gardé de toute allusion à l'échéance du 1<sup>er</sup> mai. Il se contente de rappeler les jours du congrès de Solidarité en disant : « Combien d'enthousiasme y avait-il alors, tandis qu'aujourd'hui il y a tant d'amertume, de malaise, d'abattement, d'apathie, et que règne un climat de martyre. A Gdansk, ajoutez-il, il y a des milliers de jeunes qui ont besoin d'une vie de dignité, de justice

et de vérité. » Parlant après lui, le nouvel évêque auxiliaire de Gdansk, le cardinal Józef Glemp, a dit : « Je viens, dit-il, servir cette ville qui a vu naître la solidarité humaine et ouvrière (...). Je désire me mettre au service des ouvriers de notre ville. »

Une homélie du prêtre

Le matin même à Varsovie, dans une cérémonie célébrée en plein air devant plusieurs dizaines de milliers de fidèles qui avaient envahi les abords de la vieille ville, Mgr Glemp avait affirmé que les Polonais allaient vivre « une année décisive pour l'avenir de leur patrie ». Sous un soleil printanier, tandis que les troupes de la milice, kalachnikov en bandoulière, détournant la circulation, chacun guettait ses mots : va-t-il ou non condamner d'une manière ou d'une autre les appels à manifester ?

Il demande l'intercession de la Vierge pour que « s'ouvrent les portes des prisons et celles des cœurs ». Il dresse un constat d'échec des efforts entrepris depuis seize mois d'état de guerre pour promouvoir ce que le gouvernement appelle « entente nationale », ce que l'Eglise désigne sous le nom de « concorde » et ce que Solidarité réclame sur tous les tons en demandant un compromis politique.

« Nous avons fait des dépenses de vocabulaire », dit-il, pour trouver des synonymes de « réconciliation » et de « concorde » mais ni les mots ni les gestes n'ont eu les effets escomptés (...). Ce n'est, ajoute-t-il, dans un discours sous-entendu sur la nécessité de s'abstenir de violence, que dans un large processus de dialogue confirmé dans les faits par des gestes de bonne volonté que l'on pourra rapprocher les hommes des

campes opposés ». Parlant de la prochaine visite du pape, il lance un appel à « la sauvegarde de la dignité humaine » qui est « le respect de chaque personne quelle que soient sa race, sa nationalité, son opinion ou son éducation ».

Mgr Glemp est resté d'une totale prudence et, contrairement à ce qu'il avait fait à la veille de la grève générale du 10 novembre, ne s'est pas démarqué des mots d'ordre de la clandestinité — cette fois-ci soutenu, il est vrai, par M. Walesa. Dans le cœur de Varsovie, une forêt de bras se dresse alors dans ce « V » de la victoire qui est le signe de ralliement, depuis l'instauration de l'état de guerre, des partisans de Solidarité. Longuement, la foule chante : « Dieu, rends-nous la Pologne libre. » Ces dizaines de milliers de personnes seront-elles dans les rues le 1<sup>er</sup> mai ? Impossible de le dire, car une messe n'est pas une manifestation.

La cérémonie dans le quartier de l'ancien ghetto

Pendant que le cardinal prend la route de Gdansk, au début d'après-midi, un millier de personnes se rassemblent à Varsovie, dans le quartier de l'ancien ghetto, dont il ne reste plus le moindre vestige. Les manifestants, dont le nombre est ouvert par un prêtre, entendant commémorer, loin des cérémonies officielles, l'insurrection d'il y a quarante ans. Une vingtaine de véhicules de la milice plus deux autocars de fonctionnaires de la police politique ont pris position et défilent leurs troupes. Les manifestants tentent de s'approcher de la place désignée l'endroit d'où les habitants du ghetto partaient vers les camps de la mort. L'ancien président de l'association (dissoute) des journalistes, M. Bratkowski et son homologue pour Varsovie, M. Kabisinski, sont retournés avant d'avoir pu déposer leur gerbe de fleurs.

« Quittez les lieux, il n'y a pas de cérémonie », leur lance un officier de police. Choquée, une vieille dame traite un milicien de « nazi » et n'échappe à l'arrestation qu'en se perdant dans la foule au premier rang de laquelle on reconnaît une célèbre actrice membre du KOR M<sup>me</sup> Wilkowska, l'écrivain Marian Brandys et le professeur Klemens Szaniawski, un universitaire très respecté. Malgré tout, les manifestants se regroupent devant le monument aux héros du ghetto, distant de 500 mètres. Les camions de la milice leur barrent le route, on interpelle à tour de bras mais comme si de rien n'était des hymnes chantés dans un yiddish maladroite se font entendre, entrecoupés du très catholique « Dieu sauve la Pologne ».

M. Ziman, un collaborateur de l'Académie des sciences, lit une lettre du commandant en second de l'insurrection, M. Edelman, empêché de venir par une assignation à résidence à Lodz. La lettre dit : (les insurgés) « n'avaient pas de chance réelle de réussir mais avaient un espoir et j'espère que cet espoir vit toujours ».

jours, dans nos cœurs aussi. Ce peuple (...) combattait (...) pour le respect des droits de l'homme. J'espère voir un jour un monde (...) où les droits des hommes et la vérité seront respectés. J'espère également qu'un jour vous trouverez le bon chemin menant vers ces idéaux ».

C'est ensuite, dans un symbole voulu et parlant, l'ancien porte-parole de Solidarité, M. Onyszkiewicz qui prend la parole : « Nous célébrons la mémoire de ceux qui, dans une période d'humiliation, se sont soulevés contre des gens bien plus forts qu'eux-mêmes pour lutter en faveur de leurs idéaux : la dignité humaine, la liberté, la vérité, les mêmes idéaux qui se trouvaient à l'origine du soulèvement du mois d'août 1980. »

Rendant hommage à l'apport des juifs à la culture polonoise, l'orateur rappelle la motion votée au congrès de Solidarité en faveur des droits des minorités, juive notamment. M. Walesa, qui devait être présent, a fait savoir qu'il a été retenu à Gdansk par l'arrestation de son chauffeur, en fait, par son entretien avec le cardinal. La police achève de disperser la manifestation et interpelle entre autres M. Onyszkiewicz.

Trente arrestations

La veille, la télévision avait annoncé à grand bruit l'arrestation d'une trentaine de personnes dont un ancien membre de la commission nationale du syndicat, M. Jastrzebski, et un ancien membre de la commission de contrôle financier, M. Belz, qui aurait récemment pris la tête de la clandestinité dans le région nord-ouest du pays. Ont également été arrêtés dix sympathisants de la Confédération de la Pologne indépendante et des amateurs d'imprimerie clandestines chez lesquels aurait été saisi du matériel fourni par les « centres spéciaux de diversion de l'Ouest ». Selon la télévision, M. Jastrzebski aurait été l'un des responsables de Radio-Solidarité, qui a pourtant émis vendredi soir dans la capitale, malgré cette arrestation datant de mercredi.

Dans une interview publiée ce lundi par le Figaro, le ministre de l'Intérieur, le général Kiszczak, estime que la visite du pape doit servir « la poursuite de la normalisation » et que les autorités et l'Eglise « sont décidées à tout faire » pour qu'elle « se déroule dignement, dans une atmosphère appropriée ». Samedi, le quotidien de l'Armée, Zolnier Wolnosci, accusait les militants clandestins de Solidarité de « continuer à agiter dans l'impasse de leur hostilité de jour en jour ». Citant le général Jenzewski, le journal ajoutait : « Il n'y a souvent qu'un pas entre ceux qui se parent du plumage de l'opposition et ceux qui se trouvent au bord de la trahison. »

Questionné dimanche par les journalistes, M. Walesa répondait, lui : « Je n'ai pas peur. »

BERNARD GUETTA.

Hongrie

Le parti a décidé de continuer la réforme économique engagée en 1968

Le comité central élargi du parti socialiste ouvrier hongrois, qui s'est tenu les 12 et 13 avril à Budapest, n'a, contrairement aux rumeurs, procédé à aucun changement de personne. Dans une résolution de trente-cinq pages publiée par la presse, samedi 16 avril, le parti manifeste sa volonté de poursuivre de façon pragmatique la réforme économique engagée en 1968. Mais il critique vivement l'opposition qui se manifeste « dans une infime partie » de la population.

Ainsi, par exemple, la résolution condamne fermement les « manifestations de nationalisme bourgeois », c'est-à-dire les protestations publiques qui se sont multipliées à Budapest en faveur des minorités hongroises en Roumanie et en Tchécoslovaquie. De telles manifestations ne peuvent qu'« affaiblir l'unité des pays socialistes » et « infliger des torts à notre peuple ». « Seul le développement du socialisme pourra assurer une solution durable aux problèmes des nationalités, particulièrement compliqués dans l'est de l'Europe », ajoute la résolution.

La résolution souligne le rôle actif dans l'économie socialiste du plan, du marché et de la nécessaire indépendance des entreprises, laissant ouvertes toutes les portes à de futures réformes. Elle réaffirme les objectifs de l'économie pour 1985 : le maintien de la solvabilité du pays et la réduction de la dette extérieure (environ 8 milliards de dollars).

Se penchant sur les conséquences sociales du développement du secteur privé, le comité central estime qu'une « plus grande disparité des revenus doit être plus largement acceptée par la population ». Car, dit-il, « nous continuons à soutenir ceux qui font montre d'esprit d'entrepreneur, qui ont obtenu pour satisfaire la demande, ainsi que les petites entreprises et les associations de travail qui exploitent le potentiel de production non utilisé ».

Toutefois, le comité central a procédé à une autocritique : « La pratique n'a pas justifié nos prévisions », souligne la résolution, faisant référence à la productivité, aux estimations du comportement du marché financier international et au retard de la mise en activité de la centrale nucléaire hongroise.

A PARIS

Recueillement et émotion pour le quarantième anniversaire du soulèvement du ghetto de Varsovie

Mille cinq cents personnes ont participé, dimanche 17 avril, au Mémorial du martyr juif inconnu, à Paris, à la cérémonie du quarantième anniversaire du soulèvement du ghetto de Varsovie (le Monde daté 17-18 avril).

De nombreuses personnalités, parmi lesquelles M<sup>me</sup> Simone Veil, M. Meir Roseman, ambassadeur d'Israël en France, le grand rabbin René-Samuel Sirat, M. Roger-Gérard Schwartzberg, secrétaire d'Etat à l'éducation nationale, représentant le gouvernement, M. Lionel Jospin (P.S.) et M. Bernard Pons (R.P.R.), etc., assistaient à cette cérémonie.

Il était 10 heures quand le cortège, drapeaux tricolores en tête, a quitté, sous une pluie fine, cette école communale de la rue des Hospitalières-Saint-Gervais, dans le quatrième arrondissement, où cent soixante-sept enfants juifs furent arrêtés en juillet 1942, puis déportés.

Après une halte devant le restaurant Goldenberg, rue des Rosiers, où fut commis un attentat meurtrier en août 1982, puis une encore à la porte de la synagogue de la rue Pavée, qui avait servi de cible, dans les premiers mois de l'occupation, à une bombe fasciste, le défilé silencieux atteignait vers 11 heures le Mémorial de la rue Geoffroy-l'Asnier.

Des chants yiddish

Si la police s'était faite d'une rare discrétion, en revanche, le service d'ordre interne, assuré par de nombreux jeunes militants, a fait montre d'une extrême vigilance.

La foule, composée en grande majorité d'hommes et de femmes âgés, dont on devinait, à voir leur recueillement et leur émotion, que nombre d'entre eux avaient vécu l'horreur, allait écouter successivement M. Henry Bulawko, président de la commission du souvenir, évoquant l'enfer du ghetto polonois et sa résistance exemplaire ; le grand rabbin Jacob Kaplan, rappelant l'intégrité d'une population tout entière dressée contre l'ennemi ; M. Claude Kelman, président du Mémorial, parlant des « avions et des tanks s'acharnant sur des

ombres familiales » ; M. Théo Klein, président du CRIF (Consistoire représentatif des institutions juives en France), qui allait être vivement applaudi lorsqu'il déclara : « Nous ne comprendrions pas que ce gouvernement puisse laisser se réunir à Paris une conférence sur la Palestine », demandant « à tous les partis politiques français » d'intervenir « pour que les juifs de France ne commémorent pas le premier anniversaire de la ruée de la rue des Rosiers à côté de ceux dont les mains et les cœurs ne sont pas innocents (1) ».

Moments d'émotion, soulignés, s'il en était besoin, par l'audition de chants yiddish chantés dans le ghetto et par le souvenir de ceux, « martyrisés et massacrés » pour n'avoir pas accepté l'ombre (Paul Eluard), devant la haute façade grise frappée de l'étoile à six branches.

J.-M. D.-S.

(1) M. Klein faisait allusion à la décision, en date du 19 août 1982, de l'Assemblée générale de l'ONU, de réunir une conférence sur la Palestine, au siège de l'UNESCO, à Paris, du 16 au 27 août prochain.

M. Claude Cheysson, ministre des relations extérieures, avait pour sa part, qualifié de « mauvais coup porté à la France » le choix de Paris pour une telle réunion, et un porte-parole du Quai d'Orsay avait déclaré, le 17 mars, que « la France était choquée par cette décision », prise par les Nations unies sans l'accord de la France (le Monde du 19 mars).

R.F.A.  
DE RETOUR DE WASHINGTON  
M. Kohl espère pouvoir se rendre à Moscou en juillet

Bonn (A.F.P. Reuter). — Le chancelier Helmut Kohl, de retour de Washington où il s'était entretenu notamment avec le président Reagan, a déclaré, samedi 16 avril, qu'il espérait pouvoir se rendre à Moscou prochainement. Le chancelier avait accepté le 4 avril une invitation de Moscou, en même temps que celle de Washington. La date de ce voyage en U.R.S.S. n'a pas encore été fixée, mais M. Kohl a précisé, dans un entretien télévisé, qu'elle se situerait probablement en juillet. Le chef du gouvernement ouest-allemand doit poursuivre dès

cette semaine sa tournée des grandes capitales en se rendant à Londres le 22 avril.

Commentant ses entretiens de la semaine dernière avec les dirigeants américains, le chancelier Kohl a confirmé que les Etats-Unis ne tentaient pas, lors du prochain sommet des pays industrialisés à Williamsburg, d'obtenir de nouvelles restrictions du commerce européen avec l'Est. Le même optimisme ne semble pas prévaloir, en revanche, en ce qui concerne les négociations de Genève, et le désir exprimé par M. Kohl de rencontrer M. Youri Andropov est interprété en R.F.A. comme un signe de l'inquiétude grandissante de Bonn devant l'impasse des conversations Est-Ouest sur la réduction des armements nucléaires en Europe.

Le chancelier a exclu de jouer un rôle d'arbitre entre Washington et Moscou et déclaré qu'il ne porterait aucun message du président Reagan à M. Andropov. Dans une interview à l'hebdomadaire Welt am Sonntag, il a dénoncé la menace « des centaines de fusées de l'Est dirigées contre nous, alors que notre réarmement n'existe que sur le papier (...). Il dépend maintenant des Soviétiques que l'on parvienne à un accord à l'automne. Nous attendons de l'U.R.S.S. qu'elle parle à la table des négociations un langage clair que celui du refus. C'est ce que l'U.R.S.S. doit à la cause de la paix ».

Inquiet quant à l'issue des négociations de Genève, le gouvernement de Bonn s'efforce ostensiblement de resserrer les liens avec les Etats-Unis. « Il sera déjà assez difficile de déployer les fusées américaines en R.F.A. face aux pacifistes et les négociations de Genève échouant, nous avons en plus à résoudre une nouvelle crise transatlantique du type de celle du gazoduc euro-sibérien l'an dernier », indiquait, dimanche, à l'A.F.P., une source proche de la chancellerie. Les divergences entre les Etats-Unis, qui insistent pour obtenir des Européens un renforcement des contrôles sur les exportations de haute technologie vers l'Est, et les Allemands de l'Ouest qui refusent de se servir du commerce comme d'une arme politique, ne sont pourtant pas dissipées. La présence, lundi, à Bonn, de M. Mittag, membre du bureau politique du parti est-allemand, qui doit s'entretenir avec le ministre de l'économie, en témoigne.

R.D.A.  
BONN DEMANDE DES EXPLICATIONS A BERLIN-EST SUR LA MORT D'UN DE SES RESORTISSANTS AU COURS D'UN INTERROGATOIRE

Bonn (A.F.P.). — Le ministre ouest-allemand des relations avec la R.D.A. a mis en garde les autorités de Berlin-Est contre toute tentative de masquer la vérité sur la mort d'un chauffeur routier ouest-allemand alors qu'il était interrogé par des garde-frontières est-allemands. M. Rudolf Burkert, âgé de quarante-trois ans, a, en effet, trouvé la mort le 10 avril au poste de contrôle de Berlin-Drewitz. Le certificat de décès communiqué par la R.D.A. affirme que la victime a succombé à un arrêt du cœur. Le parquet de Hambourg confirme la cause du décès, mais réclame que le corps parvienne à la tête des blessures dont l'origine n'a pas été déterminée.

Le ministre a demandé à la R.D.A. de fournir rapidement une explication sur l'incident. Selon la presse, qui l'avait révélé samedi, le chauffeur est mort des coups reçus. Il avait été arrêté en infraction à la réglementation est-allemande : il avait remis des faux-papiers à un passant sur l'autoroute entre Berlin-Ouest et la R.F.A., toujours selon les journaux ouest-allemands.

L'agence de presse est-allemande A.D.N. a qualifié de « tissu de mensonges » les informations publiées à l'Ouest sur l'interrogatoire du routier et ses conséquences, mais n'a fourni aucune précision quant aux circonstances de sa mort.

Une carte économique maîtresse

Michel DEBATISSE  
Le projet paysan

Un atout pour la France  
Seuil

Après avoir, dans une France saisis par la crise, devant l'apreté mortelle de la concurrence internationale, l'agriculture - le « pétrole vert » - est devenue l'un des plus précieux atouts de la France. Pourquoi ? A quel prix ? Comment faire en sorte que cette richesse-là ne soit pas dilapidée ? Le témoignage d'une vie, un bilan, un projet.

L'HISTOIRE IMMEDIATE AU SEUIL

tion du voyage, au et les par les il faut-il agne de versée -France- nocurs a francs l'entre- son

ait dose rds de 2,6 m. au. cloppée pas sam ugnem- tion d' rnoris, nauchés re 1982 empla arée du ente- puis à lécom- a. Les a, une naires bases

ntation 5) à 3,5 %), itivé a on l'an de

roduc- orque i clai- a pro- deux visque ts) et nains. rélat- art la austus de ement a un sage :

exem- p. les laque - les s de pour se de

qu'il n'ait ment se de mble sou- une : traque pou- tous. iné- nent rier, s au les nan- est les s.

es de ne, na- ces les ) : as- de la es- o- le r- r- s

es de ne, na- ces les ) : as- de la es- o- le r- r- s

es de ne, na- ces les ) : as- de la es- o- le r- r- s



# ASIE

## Chine

### Des chiffres accablants sur les infanticides

De notre correspondante

Pékin. — Cause principale des décès : la noyade. Victimes : les bébés de sexe féminin. Ces pratiques étaient connues en Chine. Mais, jusqu'à présent, on en ignorait l'ampleur. Depuis quelques jours, la presse chinoise livre un coin du voile et ne se contente plus de dénoncer ces crimes sous de larges titres stigmatisant « l'idée selon laquelle les hommes sont supérieurs aux femmes » ou réclamant « la défense des droits et des intérêts des femmes et des enfants ».

C'est ainsi que, dans son édition du 7 avril, le *Quotidien du peuple* a révélé non seulement des éléments précis, mais a rapporté également les résultats accablants d'une enquête menée dans la province de l'Anhui. Un fait d'abord, le plus éloquent : sur cinq filles et trois garçons nés en 1982 dans la brigade de Meizhuang (commune populaire de Junwan), trois des filles ont été noyées, les deux autres abandonnées dans un champ ou au bord d'une route.

Quant aux chiffres, ils montrent que, dans cette province, le district de Huaiyuan y décline une triste palme d'honneur : en 1980, parmi les 13 487 enfants qui y sont nés et qui ont « survécu », ceux du sexe mâle comptent pour 56,3 % et ceux du sexe féminin pour 43,7 %. En 1981, l'écart entre le nombre de filles et le nombre de garçons « survivants » s'est encore accru, puisque sur un total de 10 768 nouveaux-nés vivants, 58,2 % sont des garçons et 41,8 % des filles. Bien que le

*Quotidien du peuple* ne donne aucune explication détaillée sur ces résultats globaux, l'information qu'il y ajoute suffit à les éclaircir. Il précise, en effet, que dans une seule brigade de production de ce district « plus de quarante petites filles ont été noyées entre 1980 et 1981 ».

La situation semble être à peu près aussi grave dans d'autres districts de l'Anhui comme ceux de Mengcheng, Shouqian, Faidong et Xuning. Par ailleurs, le *Quotidien du peuple* révèle que, dans les zones rurales de Xiaogan, on dénombre un peu plus de cinq cents garçons de moins de cinq ans pour cent filles du même âge.

Jusqu'à une date récente, la presse s'était montrée très discrète sur les sanctions infligées aux auteurs d'infanticide. Le *Jingji Ribao* (quotidien économique) a fait état, le 5 avril, du jugement d'un tribunal du Jiangxi condamnant l'oncle et la mère d'un bébé de sexe féminin pour avoir provoqué sa mort par étouffement. Les peines prononcées sont faibles : quatre et trois ans de prison. Mais elles marquent peut-être un changement d'attitude des autorités envers ce phénomène. Dans un discours devant l'Assemblée populaire, en novembre dernier, M. Zhao Ziyang, chef du gouvernement, avait appelé les organes judiciaires à « sanctionner résolument » les coupables de meurtres de nourrissons de sexe féminin.

ANITA RIND.

## Les bombardements chinois

(Suite de la première page.)

Pékin avait dénoncé aussi à cette occasion trois incursions vietnamiennes en territoire chinois. La note prévenait énergiquement Hanoï que, s'il n'était pas mis promptement fin à de tels agissements, le Vietnam devrait être tenu pour « responsable des graves conséquences qui en découleraient ».

### « L'HUMANITÉ » EST DE NOUVEAU REPRÉSENTÉE À PÉKIN

(De notre correspondant.)

Pékin. — Après une interruption d'une vingtaine d'années, l'*Humanité* est de nouveau représentée en Chine. La réouverture du bureau de l'organe central du P.C. français, décidée dans son principe lors de la visite de M. Marchais en octobre dernier, a été marquée officiellement, le samedi 16 avril à Pékin, par une réception à laquelle assistait M. Roland Leroy, membre du bureau politique et directeur du journal.

Comme ses confrères des autres partis communistes fidèles à l'U.R.S.S., l'*Humanité* avait interrompu ses activités en République populaire à la suite de l'éclatement, au début des années 60, de la querelle sino-soviétique. Le nouveau correspondant du journal à Pékin est M. Laurent Ballouez.

Dans une brève allocution, M. Leroy s'est dit « heureux que la période des excommunications soit révolue ». « Tout plaisir, a-t-il ajouté, pour le développement de rapports de coopération et d'amitié entre la France et la Chine. » Le directeur de l'*Humanité* devait être reçu, ce lundi, par M. Hu Yaobang, secrétaire général du P.C. chinois.

M. L.

En comparaison, le commentaire publié dimanche par le *Quotidien du peuple* paraît sensiblement plus conciliant, dans la mesure où il rappelle que la Chine est favorable à l'établissement de relations amicales avec tous les pays sur la base de la coexistence pacifique et que « le Vietnam ne fait pas exception ». Le journal rappelle toutefois que la condition d'une amélioration des rapports entre les deux pays est que le Vietnam abandonne sa politique « d'agression et d'expansion », et qu'il mette fin à ses « activités antichinoises ».

En dépit de la nervosité ambiante, qui se traduit tant en actes qu'en paroles, on ne pense généralement pas à Pékin être à la veille d'une nouvelle opération punitive de la Chine contre le Vietnam, dans le genre de celle lancée en février 1979. Compte tenu des autres données de sa politique étrangère, on estime ici, dans les milieux diplomatiques, que Pékin y réfléchirait à deux fois avant de se décider à donner une « seconde leçon » à Hanoï. Une telle escalade militaire n'aurait-elle pas pour effet immédiat de ruiner les délicates manœuvres d'approche menées depuis l'an dernier envers Moscou et que Pékin, selon toute apparence, tient à poursuivre ?

MANUEL LUCBERT.

## BIO ENERGIE LOWEN

MAI 1983  
STAGES • CONFÉRENCE  
JOURNÉES D'ÉTUDE  
RÉALISATION D'UN FILM

Entrée : A.P.P.H. et A.G.A.P.E. 2  
184, rue Saint-Maur - 75010 PARIS

## Birmanie

### L'armée de Rangoun a relancé l'offensive contre les trafiquants de drogue, les communistes et les minorités ethniques

De notre correspondant en Asie du Sud-Est

Bangkok. — Les troupes birmanes, au cours d'une offensive lancée contre l'Armée révolutionnaire unie shan (SURA) début avril à proximité de la frontière thaïlandaise, à hauteur de Mae-Hong-Song, ont réussi à détruire six raffineries clandestines d'opium et à saisir 10,8 kilos d'héroïne et 74,5 kilos de morphine-bas. Ces combats, auxquels les autorités de Rangoun ont donné une publicité inhabituelle dans un pays où presque tout est secret d'État, ont coûté la vie au moins à trente-six trafiquants de drogue et à sept soldats gouvernementaux.

Trente-huit mille drogués sont répertoriés en Birmanie ; un chiffre probablement très inférieur à la réalité. « Leur nombre s'accroît de 30 à 40 % par an », assure-t-on, avec quelque exagération, dans les cercles gouvernementaux, qui se plaignent de « l'absence de coopération du public ». Et de citer, pour frapper les imaginations, l'exemple d'individus qui, sous l'empire des stu-

péfiants, « en arrivent même à découper leurs parents à la hache ».

L'Assemblée nationale, lors de sa session de mars, a renforcé les dispositions de la loi sur la prévention des narcotiques votée en 1975. Les drogués, qui dépensent en moyenne 2,5 millions de dollars par an, seront désormais passibles de peines de trois à cinq ans d'emprisonnement, au lieu de six mois à trois ans auparavant, s'ils omettent de se faire enregistrer.

Entre 1974 et 1981, l'armée régulière a détruit 22 000 hectares de pavot et 136 000 plants de marijuana, précise-t-on de source officielle. Mais les saisies d'opium ne dépassent pas 5 tonnes par an, alors que la production annuelle tourne en moyenne autour de 400 tonnes et qu'elle pourrait même atteindre 700 tonnes en 1983 pour l'ensemble du Triangle d'or, situé au confins de

la Birmanie, du Laos et de la Thaïlande.

Au cours d'une manifestation populaire, qui réunissait, autour du colonel Bo Ni, ministre de l'Intérieur et des affaires religieuses, plus de quarante mille paysans, en février dernier à Taunggyi, dans l'État Shan, les autorités locales s'en sont prises, avec une rare violence, à tous les « éléments destructifs insurgés » qui forment les populations des régions frontalières à intensifier la culture du pavot. Elles ont notamment cité le parti communiste birman (B.C.P.), prochiñois, qui, fort d'un million dix mille marquisards, contrôle une partie du nord-est du pays. « Lorsque les laqueurs de l'étranger qui composent (ce) parti ont commencé à subir une réduction de l'aide fournie par leurs maîtres étrangers, ils se sont lancés dans des trafics de drogue sur une vaste échelle », ont-elles déclaré, au risque de froisser Pékin.

Ne craignant pas de donner à leur discours une coloration franchement xénophobe, ces mêmes autorités ont dénoncé l'activité de « centaines de milliers, voire d'un million d'immigrants illégaux » qui, dans les zones urbaines, commercialisent l'héroïne. A leur avis, ces Chinois et ces Indiens — pour ne pas les nommer — se sont glissés furtivement dans le pays et n'ont aucune tradition historique d'attachement à la Birmanie et à sa population.

### La main tendue du B.C.P.

Cette attaque en règle contre tous les ennemis du régime, cibles d'un seul et même combat, a été faite au moment même où le B.C.P. et certaines minorités ethniques paraissent manifester davantage d'ardeur à déferler les autorités de Rangoun. Quelques centaines de soldats de l'Armée de libération nationale ka-

ren (K.L.N.A.) ont ainsi réussi, à la mi-février, à s'installer en Birmanie centrale, dans les montagnes de Pegu-Yoma qui commandent le passage entre le nord et le sud du pays, à attaquer des postes militaires et à faire sauter des ponts militaires avant de se replier vers leurs bases, contre lesquelles les troupes gouvernementales ont, depuis lors, lancé plusieurs offensives.

Le plus inquiétant pour le gouvernement, dans ce coup d'autorité, serait la possible présence, aux côtés des guérilleros karens, d'éléments du B.C.P., trop heureux de remettre pied dans sa bastion stratégique dont il avait été chassé en 1975. Soucieux de ne pas rester confiné dans les zones périphériques et de se mettre en bonne position de marchandage envers le pouvoir central, le B.C.P. prônerait, à l'égard de minorités ethniques, dans l'Armée de l'Indépendance kachin (K.I.A.), l'Armée de l'État shan (E.S.A.) et surtout de certains éléments de l'Union nationale karens (K.N.U.), la même structure de toutes ces « forces », la politique de la main tendue.

Les responsables birmanes ne font plus mystère des opérations qu'ils conduisent contre cette guérilla. Ils viennent de préciser que, du 4 janvier au 6 avril, il y avait eu, entre militaires gouvernementaux et insurgés divers — sergents, commandants — quinze batailles et deux cents trente accrochages au cours desquels quatre-vingt-cinq soldats kachins et deux cents quatre-vingts « rebelles » avaient trouvé la mort. On estime, de source digne de foi, que l'Armée de Rangoun perd ainsi, chaque année, de cinq cents à six cents hommes, un combat qui finit par miner le moral des troupes.

JACQUES DE BARNH.

(1) Cette loi est strictement anticomuniste, et son exécution général a été toute cohérente avec le B.C.P.

## A TRAVERS LE MONDE

### Bolivie

LE RESSORTISSANT FRANÇAIS JACQUES LECLERC, arrêté au début du mois d'avril en Bolivie et soupçonné d'avoir participé à des activités paramilitaires et au trafic de stupéfiants, a mis en cause des officiers boliviens dans des activités de répression. Jacques Leclerc a affirmé avoir travaillé sous les ordres du colonel Shirkel, ancien commandant d'un régiment de Santa Cruz en 1979 et en 1980. Après le coup d'État du général García Meza, en juillet 1980, il a été sous les ordres du commandant Javier Hinojosa qu'il accuse d'avoir organisé l'assassinat de huit dirigeants du mouvement de la gauche révolutionnaire (MIR), le 15 janvier 1981. — (A.F.P.)

### Chine

LES AVIONS DE LA COMPAGNIE AÉRIENNE NÉERLANDAISE K.L.M. n'auront plus le droit de se poser à Canton en cas de détresse. La Chine populaire a en effet pris cette mesure de rétorsion contre la K.L.M. à la suite de la décision des Pays-Bas d'accorder un droit d'escale, à Amsterdam, à la compagnie de Taïwan China Airlines (CAL). — (A.F.P.)

### Gibraltar

LE SYSTÈME DE DÉFENSE BRITANNIQUE de Gibraltar aurait été récemment renforcé afin de « prévenir toute tentative, de la part de l'Espagne, de lancer d'une opération amphibie à celle qui a lieu aux Malouines pour reprendre le rocher », écrit dimanche 17 avril l'hebdomadaire conservateur *Sunday Telegraph*, qui assure tirer cette information de sources haut placées dans les affaires étrangères britanniques. A Londres, le ministre de la Défense a démenti cette affirmation, se contentant de signaler que des unités étaient déployées de temps à autre à Gibraltar pour leur entraînement. — (A.F.P.)

### Kenya

ARRÊSTATION DU FILS DE L'ANCIEN VICE-PRÉSIDENT ODINGA. — Le fils de l'ancien premier vice-président Odinga ainsi qu'un journaliste et un professeur d'université ont été officiellement placés, vendredi

15 avril, en détention administrative. Cette mesure, prise en vertu de la réglementation sur la sécurité publique, porte à douze le nombre de personnes officiellement détenues sans procès. — (Reuter.)

### Niger

VISITE DE M. GUY PENNE. — M. Guy Penne, conseiller à l'Élysée pour les affaires africaines, est arrivé vendredi 15 avril à Niamey, venant de Brazzaville. M. Penne est accompagné notamment de son adjoint, M. Jean-Christophe Mitterrand, et du général Saubier, chef de l'état-major particulier du chef de l'État. — (A.F.P.)

### Nigéria

DÉCES D'UN CANDIDAT À LA PRÉSIDENTIE. — Malam Aminu Kano, candidat à la présidence de la République à l'élection d'août prochain, leader du parti pour la rédemption du peuple (P.R.P., opposition), est décédé dimanche 17 avril à Kano, dans le nord du Nigéria, où il a été enterré dans l'après-midi. Malam Aminu Kano, soixante-trois ans, musulman, fut l'un des fondateurs en 1950 de l'Union des partis progressistes du Nord (N.P.U.) et l'un des politiciens nigériens qui avait participé à la révision de la Constitution juste avant l'indépendance de 1960. Par ailleurs, le fils d'un autre candidat à la présidence de la République, présenté par le Nigeria Advance Party (NAP), a été interpellé à l'aéroport international de Lagos alors qu'il transportait 2 kilos de charbon indien, a indiqué, vendredi 15 avril, son propre père, M. Tunji Braithwaite. — (A.F.P.)

### République Sud-Africaine

LES PREMIÈRES DE « GANDHI » OUVERTES À TOUS. — Les premières du film *Gandhi*, de Sir Richard Attenborough, organisées dans les grandes villes sud-africaines (le *Monde* du 15 avril), seront finalement ouvertes à tous les publics sans distinction de race. Le ministre sud-africain du développement communautaire, M. P. W. Botha, a expliqué, vendredi 15 avril, que, « en raison de l'intérêt international exceptionnel suscité par le film, celui-ci pourrait être projeté devant des publics mixtes dans les véritables premières ». — (A.F.P.)

## L'EQUILIBRE MILITAIRE DES SUPERPUISSANCES

Préface du général BUIS.

SS 20, Pershing, Awacs, Sam... Un livre de pleine actualité, très abondamment illustré, sur l'équilibre des deux grands blocs, l'Alliance atlantique et le Pacte de Varsovie.



Une comparaison qualitative et quantitative des forces stratégiques (nucléaires) et conventionnelles (aérospaciales, navales et aériennes) qui permet de mieux évaluer l'issue d'un éventuel conflit armé. 208 pages, format 22x30. 500 photos en couleurs et en noir reliées sous jaquette illustrée. Prix : 179 F.

Bordas

DU MARDI 19  
AU SAMEDI 30  
AVRIL

AUX TROIS  
QUARTIERS

17, Boulevard de la Madeleine, Paris.

## LA FÊTE des ACCESSOIRES

Une sélection séduction d'accessoires très mode.

| CARRÉ                          | MAXI-CARRÉ                     | MOUCHOIR            | FANCHON                   | CANOTIER                | COLLIER        | COLLIER    |
|--------------------------------|--------------------------------|---------------------|---------------------------|-------------------------|----------------|------------|
| uni 72% coton,<br>28% viscose. | uni 72% coton,<br>28% viscose. | imprimé 100% coton. | 100% soie imprimée.       | peau.                   | léger et bois. | fantaisie. |
| 25F                            | 75F                            | 8F                  | 40F                       | 125F                    | 50F            | 75F        |
| ÉCHARPE                        | ÉCHARPE                        | GAVROCHE            | SÉRET                     | CLIPS                   |                |            |
| uni 72% coton,<br>28% viscose. | 100% soie.                     | imprimé 100% coton. | 100% laine,<br>bord gané. | oreilles,<br>fantaisie. |                |            |
| 40F                            | 85F                            | 18F                 | 48F                       | 35F                     |                |            |



## PROCHE-ORIENT

### DANS UN MESSAGE AU PRÉSIDENT HAFEZ EL ASSAD M. Reagan estime que la résolution 242 s'applique aussi au Golan

A l'occasion du trentième anniversaire de l'indépendance de la Syrie, le président Reagan a adressé un message au président Hafez El Assad, dans lequel il l'invite à participer à « des négociations élargies au Proche-Orient sur la base de la résolution 242 des Nations unies ».

Selon la presse de Damas qui fait état de ce message, le président Reagan souligne que « la résolution 242 du Conseil de sécurité s'applique à la Cisjordanie, à la bande de Gaza et aux hauteurs du Golan ». « Nous pensons que le meilleur moyen de servir l'intérêt de votre pays et le bien-être de votre peuple est de parvenir à une solution pacifique et juste des problèmes de la région. Nous pensons que les événements de l'année dernière ont accru plus que jamais notre détermination à agir sans défaillance pour déployer nos efforts dans ce but », ajoute le président américain.

Le message conciliant du président Reagan au chef de l'Etat syrien intervient à un moment où l'on attendait un net durcissement de ton à l'égard d'Irak à propos du Liban. M. Hamid Khof, rédacteur en chef du quotidien pro-gouvernemental syrien *Tchichine*, considéré comme un proche du président Hafez El Assad, estimait samedi dans un éditorial que la Syrie pourrait être amenée à ne pas retirer ses troupes du Liban si des avantages — en matière de sécurité notamment — étaient consentis à Israël en échange de son retrait du Liban. L'éditorialiste syrien rejette l'idée d'un retrait simultané des forces syriennes et israéliennes du territoire libanais. Il estime qu'Irak doit payer « le prix de son agression et non obtenir des engagements, des garanties, des arrangements qui portent atteinte à la sécurité du Liban, de la Syrie et de la nation arabe (...) ». Le *Liban* de Choura, dans la Région libanaise, est plus proche de Damas que toute ville syrienne. Il est par conséquent impossible de séparer la sécurité du Liban de celle de la Syrie, dans l'état de guerre qui prévaut entre la Syrie et Israël.

Entre-temps, M. Philip Habib poursuit ses efforts pour relancer les négociations libano-iraniennes. De

passage samedi au Caire, il a déclaré, à l'issue d'un entretien avec le président Mubarak, qu'il « ne voyait pas d'issue prochaine aux pourparlers sur le Liban » et ne « partageait pas les vues optimistes exprimées récemment par différents médias ». L'agence libanaise d'information *Al Markabya* avait annoncé, jeudi, qu'un accord global israélo-libanais sur le retrait du Liban serait signé dans deux semaines. Pour sa part, M. Henry Kissinger, ancien secrétaire d'Etat américain, avait affirmé, jeudi, au Caire, que « le retrait des troupes étrangères du Liban commencera dans les prochaines semaines, avant l'été ».

A Beyrouth, un attentat à la bombe a eu lieu, dimanche soir, contre le contingent français de la force multinationale sans faire toutefois de victimes. Les occupants d'une Mercedes blanche ont lancé une charge explosive contre le mur d'un poste du contingent français dans le camp de réfugiés palestiniens à Chatila. C'est le troisième attentat contre des soldats français depuis le 24 septembre 1982. Le 29 janvier dernier, un attentat à la grenade contre une jeep, près du centre-ville, avait fait un blessé parmi les militaires. Trois jours plus tard, deux soldats français étaient blessés, dont un grièvement, par les tirs d'armes automatiques dans le secteur ouest de Beyrouth.

A Jérusalem, M. Begin, dans son message au pays à l'occasion du jour de l'indépendance de l'Etat hébreu, a déclaré que « les implantations israéliennes en Cisjordanie et dans la bande de Gaza flouent les règles et justifient » et que « tout arrêt des implantations mettrait en danger non seulement la sécurité de ceux qui se sont déjà installés (en Cisjordanie) mais celle de tous les citoyens de l'Etat ». Le porte-parole du ministre israélien de la défense a, pour sa part, annoncé que Washington avait autorisé des sociétés américaines à participer à l'installation en Israël de trois unités industrielles permettant le développement et la production de l'aviation de combat israélienne à géométrie variable. « Le vie », (A.F.P., A.P.)

### L'Irak annonce l'échec de la dernière offensive iranienne

L'Irak a annoncé, samedi soir, l'échec de la dernière offensive iranienne lancée, le 10 avril, contre une brigade irakienne opérant sur un front de 10 kilomètres dans le secteur de Missan, sur le front sud. Selon le général Hicham al-Fakhri, les forces iraniennes ont réussi à franchir la frontière irakienne au cours de leur dernière offensive, mais seulement sur quelques centaines de mètres, et elles ont ensuite été repoussées. L'hopital de lam Rafsanjani avait annoncé, jeudi 14, que les forces iraniennes occupaient 30 kilomètres carrés en territoire irakien, à proximité de la localité de Fakkeh.

La radio de Téhéran a indiqué samedi, pour sa part, que le front de la dernière offensive s'était stabilisé et que les forces iraniennes s'employaient « à renforcer leurs positions, à récupérer le matériel capturé et à enterrer les corps des agresseurs irakiens ».

Prenant la parole samedi devant une assemblée d'oulémas venus de quarante pays islamiques, le président Saddam Hussein avait déclaré qu'il était prêt à recevoir, en Irak, le chef de la révolution iranienne, l'imam Khomeiny, et qu'il espérait qu'un tel geste ouvrirait la voie à la paix entre les deux pays. En réponse à cette invitation, le premier ministre iranien, M. Hussein Moussavi, a déclaré que l'Irak accepterait l'offre d'envoyer une délégation à la conférence de Bagdad, à condition que le régime irakien identifie « les meurtriers de l'ayatollah Bagher Sadr » et « condamne cet assassinat ». L'ayatollah Bagher Sadr était un dirigeant chiite irakien, mort dans une prison irakienne avec sa sœur il y a environ trois ans. L'Irak soulève que tous deux sont morts sous la torture.

Le Conseil de coopération du Golfe (C.C.G.), réuni samedi à Dharan en Arabie Saoudite, au niveau des ministres des affaires étrangères des pays membres (Arabie Saoudite, Koweït, Qatar, Emirats arabes unis, Oman, Bahrein), a décidé de laisser à l'organisation régio-

nale pour la protection de l'environnement marin (ROPME) le soin de trouver une solution à la pollution créée par les fuites de pétrole dans le Golfe. Vendredi, la réunion informelle ministérielle du ROPME de Koweït avait été reportée sine die devant l'intransigeance de l'Irak et de l'Iran, qui s'opposent sur les modalités et les conditions d'une trêve permettant d'envoyer sans danger des techniciens colmater les puits des champs iraniens offshore de Nowrouz, dont les fuites sont à l'origine de la pollution. — (A.F.P.)

## LE DEF ECONOMIQUE DU JAPON

G.C. Allen

Comment un pays ruiné par la guerre, surpeuplé, qui importe 70 % des matières premières nécessaires à son activité industrielle, est-il devenu l'une des plus grandes puissances économiques du monde ? Une analyse passionnante du système japonais et de ses atouts pour les années à venir.

1 vol. 66 F

l'essentiel de l'informatique  
rédigé pour les gestionnaires  
**DATAFRANCE**  
LA REVUE DES GRANDS CHOIX INFORMATIQUES  
Specimen sur demande DATAFRANCE - tel : 548.52.06 poste 445

## AFRIQUE

### Angola

### Jean-Paul II lance un appel pour la libération des otages de l'UNITA

Jean-Paul II a lancé, dimanche 17 avril, un appel pour la libération des soixante-quatre Tchecoslovaques et des vingt Portugais enlevés il y a plus d'un mois en Angola (*Le Monde* du 18 mars). Le souverain pontife, après avoir prié avec plusieurs milliers de fidèles rassemblés pour l'Angelus sur la place Saint-Pierre, a rappelé que l'archevêque de Prague, le cardinal Frantisek Tomasek, s'est déjà fait l'interprète de l'angoisse des parents des personnes enlevées. Il s'est adressé « à ceux

qui les gardent prisonniers », afin qu'ils fassent preuve d'« humanité en les libérant ». « Que Dieu touche leurs cœurs, a-t-il ajouté, afin que la libération des prisonniers constitue non seulement la fin de leurs peines, mais soit aussi un premier pas vers la paix souhaitée dans cette région déchirée du monde ».

Rude Bravo, organe du parti communiste tchécoslovaque, s'était indigné il y a trois semaines du silence du pape.

D'autre part, M. Perez de Cuellar, secrétaire général de l'ONU, s'est déclaré, jeudi 14 avril, « gravement préoccupé par les informations concernant la dégradation de l'état de santé » des otages détenus par les rebelles de l'UNITA. — (A.F.P., A.P., Reuter.)

### Zimbabwe

### M. MUGABE A ANNONCÉ DE NOUVELLES NATIONALISATIONS

Dans un discours prononcé à l'occasion du troisième anniversaire de l'indépendance, M. Mugabe a dénoncé les « tendances bourgeoises » de certains ministres qui « accumulent des richesses sous couvert de fausses convictions socialistes ». La veille, le premier ministre avait annoncé l'intention de son gouvernement d'étendre son contrôle à plusieurs secteurs (approvisionnement en hydrocarbures, menuiserie et transports en commun).

D'autre part, dans un entretien diffusé dimanche par l'hebdomadaire américain *Newsweek*, M. Nkomo, chef de l'opposition, exilé à Londres, a accusé M. Mugabe de recourir au « terrorisme » pour supprimer toute opposition à son projet de parti unique.

De son côté, la conférence épiscopale, qui avait dénoncé les exactions commises par l'armée au Matabeleland (*Le Monde* du 31 mars), a estimé jeudi 14 avril que la situation dans cette région s'était améliorée ces derniers temps. Enfin, les trains qui traversent cette région pour gagner le Botswana et l'Afrique du Sud bénéficieront désormais d'une protection militaire, l'un d'entre eux ayant été attaqué il y a huit jours. — (A.F.P., Reuter.)

## Canon AP 500. La machine électronique à gagner du temps.

Quelle mémoire ! Et quelle sécurité la machine à écrire AP 500 ! A croire qu'elle a signé un pacte avec le temps pour mieux l'utiliser ! Mettez-la à l'épreuve ! Confiez-lui les tâches les plus fastidieuses, les mises en pages les plus soignées : elle s'en acquitte en vraie professionnelle... et en silence !

Grâce à sa mémoire extensible par modules — jusqu'à 32000 caractères, soit environ 20 pages de texte — elle évite les frappes répétitives, les complications inutiles.

Finis maintenant les corrections interminables, les rapports et les courriers à refaire en hâte pour quelques mots ou quelques phrases : désormais, l'AP 500 s'en charge elle-même, sous vos yeux, à l'écran, libérant ainsi un temps précieux pour des travaux plus efficaces.

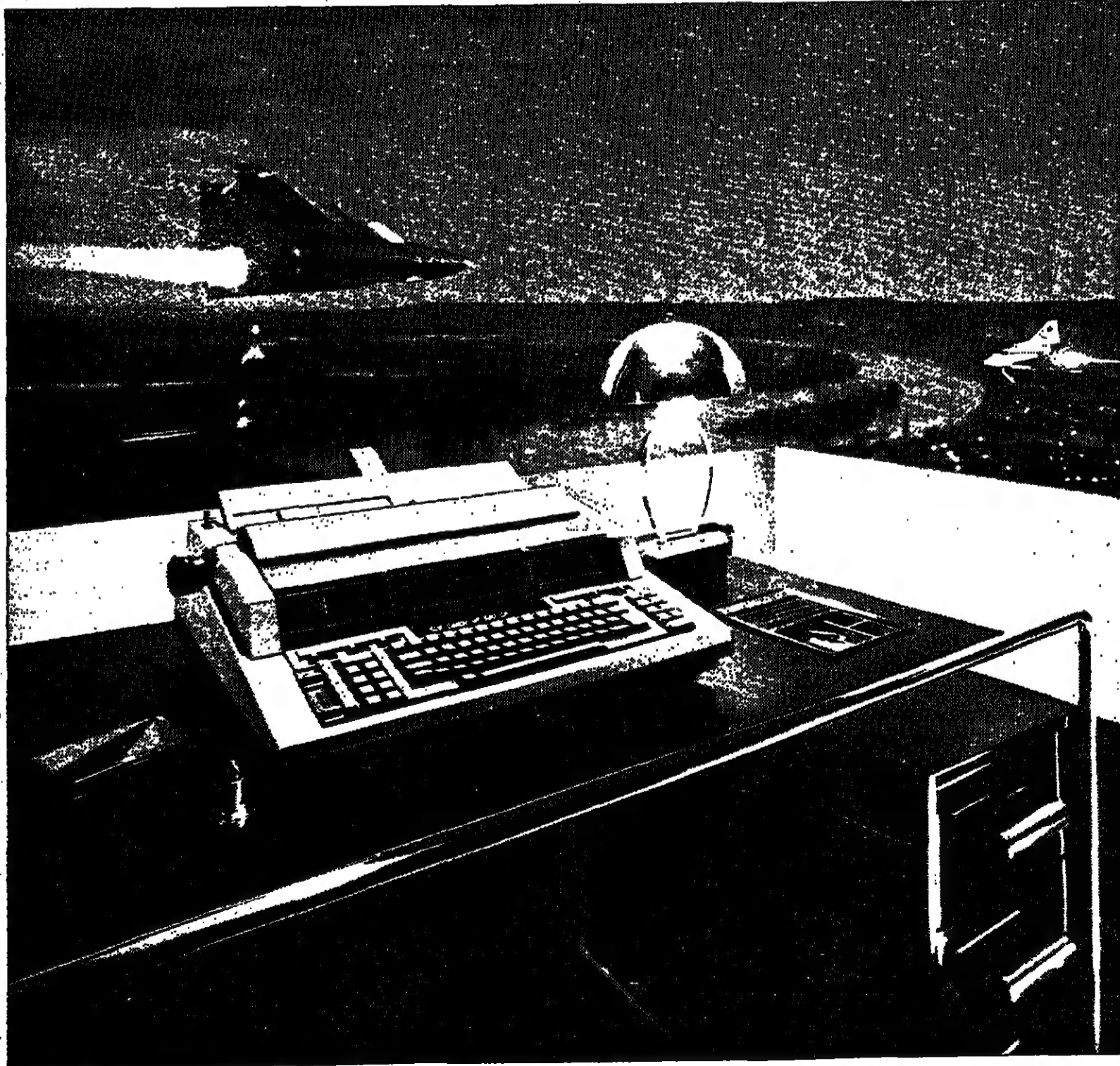
C'est sans doute cela le génie de l'AP 500 : allier, grâce à sa conception électronique de A à Z, une telle technologie à une si grande simplicité d'utilisation.

La Canon AP 500, c'est une nouvelle page de la dactylographie qui vient d'être tournée.

Je souhaiterais recevoir votre documentation complète sur la machine à écrire AP 500. Voici mon nom et mon adresse :

Nom \_\_\_\_\_  
Société \_\_\_\_\_  
N° \_\_\_\_\_ Rue \_\_\_\_\_  
Ville \_\_\_\_\_  
Code postal \_\_\_\_\_

Demande d'information à renvoyer à Canon France 93154 Le Blanc-Mesnil Cedex. Téléphone 865.42.23.



**Canon**  
Haute technicité. Haute simplicité.

LIBRAIRIE  
TAIRE  
PUISSANCES

50.

75.







# DIPLOMATIE

age 13

VT

LE

## Les difficultés de M. Andropov

(Suite de la première page.)

M. Zagladine, premier chef adjoint du département international du comité central, qui nous reçoit dans son vaste bureau de la Vieille-Place sous une photographie du buste de Lénine ou du portrait d'Intouchkine. (C'est un cadavre du commandant Mironov, présumé-41), veut bien aller au-delà de la mort de Brejnev pour expliquer ce qui s'est produit au sommet de l'appareil du parti depuis un an. Selon lui, ce n'est pas une mais trois têtes qui ont disparu en 1982 : Brejnev, bien sûr, mais aussi Soudakov et Kirilenko (écarté en principe pour des raisons de santé en novembre), qui siègent tous trois à la fois au politburo et au secrétariat. Leurs remplaçants sont respectivement MM. Andropov, Tchernenko et Gorbatchev, qui exercent, toujours selon lui, les mêmes fonctions : la direction générale pour le premier, l'idéologie pour le second, l'économie pour le troisième. C'est déjà une nouveauté, car les activités politiques de M. Gorbatchev relevaient jusqu'à présent de la seule agriculture, tandis que la direction de l'industrie semble être partagée entre MM. Dolguikh et Rykov, deux secrétaires du parti dont le second, promu en novembre, a pris la direction du « service économique » du comité central nouvellement créé (il est vrai que l'un et l'autre ne siègent pas de plein droit au politburo, comme M. Gorbatchev).

Mais la présentation de M. Tchernenko comme « nouveau Soudakov » ne fait pas l'unanimité, même parmi les personnes travaillant dans l'orbite du comité central. Pour les uns, l'homme que Brejnev avait désigné comme son successeur n'a hérité que de la direction de la propagande, de l'idéologie et de la culture, ce qui lui permet par exemple de contrôler les éditions et de signer, comme nous l'avons vu, la diffusion de ses propres « pensées ». Pour les autres, il dirige aussi la « diplomatie » du parti, comme le faisait Soudakov, et contrôle en plus le département d'organisation, comme il le faisait déjà avant 1982. Pour les uns et les autres, cependant, il aura bien du mal à passer pour un « idéologue » et encore plus pour le « faiseur de rois », l'arbitre quasiment incontrôlé qu'était devenu Soudakov. Ne dit-on pas qu'il a commencé sa carrière comme chauffeur de Brejnev dans les années 30 et l'a poursuivie jusqu'au dernier moment comme factotum du secrétaire général, l'homme qui portait ses documents et ouvrait pour lui les bouteilles d'eau minérale ?

### Le cas Tchernenko

Et pourtant c'est bien autour du « cas Tchernenko » que la vie politique soviétique est condamnée à tourner dans les mois qui viennent, car c'est de lui que dépendent l'avenir et peut-être même l'avenir de M. Andropov. Selon les sources les plus sérieuses, celui-ci n'a été désigné comme secrétaire général par le politburo, le 10 novembre dernier, que par une très courte majorité. Les deux principaux artisans de cette décision ont été le maréchal Oustinov, ministre de la défense, qui s'est écarté contre la candidature Tchernenko, présentée par M. Tikhonov, chef du gouvernement et brejnevien fidèle, — puis M. Gromyko, qui a appuyé son collègue de la défense. Mais cela ne veut pas dire que la même majorité, déjà faible, se retrouve pour appuyer tous les projets du secrétaire général. Bien au contraire, le « clan Tchernenko », vers lequel convergent tous les brejnevistes inquiets et une bonne partie de l'appareil traditionnel du parti, a depuis lors regroupé ses forces, à tel point que M. Andropov, comme l'affirment aujourd'hui les

meilleurs analystes, n'a plus de majorité « à lui » au politburo.

Le blocage qui en résulte au sommet se manifeste sous différentes formes :

1) M. Tchernenko, comme nous l'avons vu, tient en main un nombre suffisant de leviers pour exercer un « effet nocif » substantiel, mais il est lui-même bloqué par M. Andropov, qui limite sévèrement ses activités. Ainsi la conférence des secrétaires des partis frères en charge de l'idéologie et des relations internationales, tenue en mars, apparemment sous l'égide de M. Tchernenko, n'a pas mis ce dernier spécialement en valeur — bien qu'il ait reçu les chefs de délégation — car ce n'est pas lui, mais M. Ponomarev, qui a dirigé la délégation soviétique. C'est encore M. Ponomarev qui a lu le rapport sur l'anniversaire de Marx au début d'avril (alors que le nouvel « idéologue en chef » autoproclamé aurait pu prétendre à ce rôle) et c'est M. Zimianine, secrétaire « junior » chargé de l'idéologie, qui a présenté un exposé sur le même thème à une récente conférence organisée à Berlin. Au total le « numéro 2 » du parti a droit de recevoir un ambassadeur de ce-ci de-là, il accueille parfois une délégation étrangère à l'aéroport (comme M. Samora Machel, président du Mozambique, qu'il a salué toutfois après M. Gromyko), mais il ne participe à aucune négociation et reste le dirigeant que l'on voit le moins.

### Peu de changements en province

2) Les changements de personnel, qui semblaient s'annoncer nombreux au début du nouveau règne, sont restés limités, au moins géographiquement. Plusieurs ministres ont été remplacés, avec même pour certains (comme pour le ministre des voies ferrées, M. Pavlovski), les autres sans explication. Mais à part quelques exceptions peu remarquées

(ainsi du remplacement annoncé le 9 avril du ministre des « constructions mécaniques générales », l'homme qui s'occupe en fait de tous les programmes de missiles militaires), il s'est agi essentiellement de changements techniques. Il y a eu aussi plusieurs mutations à la tête de l'appareil de propagande (le chef du service du même nom du comité central, les responsables des *Pravda*, de l'agence Novosti et des journaux communistes), sans qu'il soit possible de déterminer la part qu'y a prise M. Tchernenko.

Mais les changements ont été beaucoup moins nombreux dans les provinces, notamment à la tête des *oblasts*, ces comités régionaux du parti qui exercent sur le terrain l'essentiel du pouvoir. Comme d'autre part, les rares premiers secrétaires remplacés l'ont été, dans la grande majorité des cas, par des personnes recrutées sur place (le deuxième secrétaire, ou le président du soviet régional) et non par des « envoyés spéciaux » de Moscou, l'impression s'impose que ces appareils restent plus que jamais les « fiefs », pour ne pas dire les forteresses, qu'ils étaient devenus sous Brejnev. Or non seulement ils échappent au contrôle de M. Andropov, qui n'a pas pu se constituer une base de pouvoir dans le parti, mais ils semblent avoir trouvé en M. Tchernenko leur « parrain » naturel, l'homme qui les rassure le mieux sur le maintien de la continuité brejnevienne.

Cet ancrage des brejnevistes au cœur de la machine est attesté par le maintien, partiel il est vrai, des membres les plus visibles du « clan » : ainsi le fils du défunt secrétaire général, M. Iouri Brejnev, est toujours premier ministre du commerce extérieur, nous ont confirmé ses subordonnés ; son gendre, M. Tchoubaev, ancien premier vice-ministre de l'intérieur, se fait aujourd'hui chef du K.G.B. à Moscou. Il n'en va pas de même pour l'ancien patron de ce dernier, le ministre de l'intérieur Tchicholov, qui n'a pas trouvé de nouvelles fonc-

tions après son limogeage en décembre, et dont l'épouse s'est suicidée à la fin de mars, en raison des enquêtes sur des affaires de corruption touchant son entourage.

3) La paralysie sensible au niveau du secrétariat du parti du fait de la rivalité Andropov-Tchernenko explique peut-être le regain de faveur dont semble bénéficier l'appareil gouvernemental. Un peu comme en 1953 après la mort de Staline, c'est là, et non au secrétariat, que l'on trouve les « grosses têtes » du régime, notamment quatre membres du politburo : M. Tikhonov, chef du gouvernement, MM. Oustinov, Gromyko et Aliiev, ces deux derniers étant premiers vice-présidents du conseil.

Mais un reclassement s'est opéré dans ce groupe ces derniers mois. M. Aliiev, l'ancien chef du K.G.B. puis du parti en Azerbaïdjan, était, en novembre, « l'homme qui monte » : il serait plutôt en perte de vitesse aujourd'hui. Des diplomates auxquels M. Aliiev était présent naguère comme assumant des responsabilités universelles s'entendent dire maintenant qu'il s'occupe surtout... des chemins de fer. On raconte encore que lorsque M. Andropov fit décider la remise à l'Etat, par chacun des membres du politburo, de tous les cadeaux officiels reçus dans les diverses régions et qu'une liste fut établie, la République qui venait en tête parmi les donateurs était l'Azerbaïdjan, et son chef d'alors M. Aliiev. Un mauvais point pour celui qui se veut un champion du combat contre la corruption. En outre, l'allégeance « andropovienne » de M. Aliiev est sujette à caution : on raconte qu'il a été, en mai 1982, le candidat proposé par Brejnev pour prendre la direction du K.G.B. contre M. Fedotchouk, soutenu par M. Andropov et qui fut finalement désigné.

En revanche, l'homme qui monte aujourd'hui est M. Gromyko, comme l'ont montré successivement sa promotion au rang de premier

vice-président du gouvernement (alors que son collègue de la défense, M. Oustinov, ne bénéficiait d'aucun galon supplémentaire) et l'intense publicité faite dans les médias à sa spectaculaire conférence de presse du 2 avril.

Selon une version entendue à bonne source, ce n'est pas lui, mais M. Dolguikh, secrétaire du parti et spécialiste des questions industrielles, que M. Andropov voulait promouvoir dans l'échelle gouvernementale. Le « clan Tchernenko » a préféré soutenir M. Gromyko afin de flatter un « indépendant », un homme qui, tout en ayant soutenu la candidature de M. Andropov à la tête du parti, ne doit rien à ce dernier et est le mieux à même de limiter son autorité dans un domaine essentiel, celui de la politique extérieure. D'où les critiques voilées adressées par certains fonctionnaires du parti au ministre des affaires étrangères, jugé parfois excessivement rigide. Comme en tout cas deux autres principaux membres du gouvernement, M. Tikhonov et M. Arkhipov, un autre premier vice-président du conseil, chargé des relations économiques extérieures, sont des membres notoires du clan « Brejnev-Tchernenko », il faut bien admettre que le glissement du pouvoir vers l'Etat se accompagne d'aucun avantage pour M. Andropov, toujours en quête d'une majorité « à lui ».

Le blocage est tel que, selon les meilleurs analystes, il devra prendre fin d'une manière ou d'une autre. La prochaine session plénière du comité

central, annoncée officiellement pour le 14 juin, sera-t-elle l'occasion d'une salutaire explication ? Cette session sera consacrée à l'idéologie et, selon M. Zagladine, le rapport introductif sera présenté par M. Tchernenko lui-même — qui aura ainsi l'occasion de faire son premier grand discours public depuis sa défaite de novembre. Mais l'on sait aussi qu'une autre équipe travaille déjà à préparer le « discours de conclusion » de M. Andropov, autrement dit une sorte de contrepoint. On sait aussi qu'une session du Soviet suprême sera convoquée aussitôt après et qu'elle devra élire un président à son présidium, autrement dit ce chef d'Etat qui, contre toute attente, n'a pas été désigné en décembre : M. Andropov aurait lui-même donné cette assurance en réponse à une question — non publiée — d'un ouvrier lors de sa visite à l'usine Ordjonikidze, fin janvier.

On peut donc s'attendre à des changements, encore qu'il soit impossible d'en évaluer l'importance. Peut-être ne procédera-t-on qu'à un remaniement limité, la prudence manœuvrière de M. Andropov ne le portant pas à forcer les barrages. C'est bien pourquoi il se serait écarté, à ce stade, de réformer en profondeur le système.

MICHEL TATU.

### Prochain article :

« UNE RÉFORME ? QUELLE RÉFORME ? »

l'essentiel de l'informatique  
analyse pour les dirigeants  
**DATAFRANCE**  
LA REVUE DES GRANDS CHOIX INFORMATIQUES  
Spécimen sur demande à DATAFRANCE - tél : 548.52.06 poste 445

## EVASION REUSSIE.

Compte tenu des dernières dispositions réglementaires, votre agent de voyage peut vous faire passer au pays des dieux, en Grèce. En effet, il est seul habilité à vous donner tous les moyens de prendre votre liberté et réussir les plus belles vacances de votre vie.

A moins de trois heures de Paris, les dieux vous attendent, peinairement installés au bord de l'eau.

Avec votre argent de poche, ils opèrent la multiplication des plaisirs. Ils veillent personnellement à ce que vous aussi vous puissiez dire : "En Grèce, tout est plus beau".

Votre agent de voyage sait comment faire.

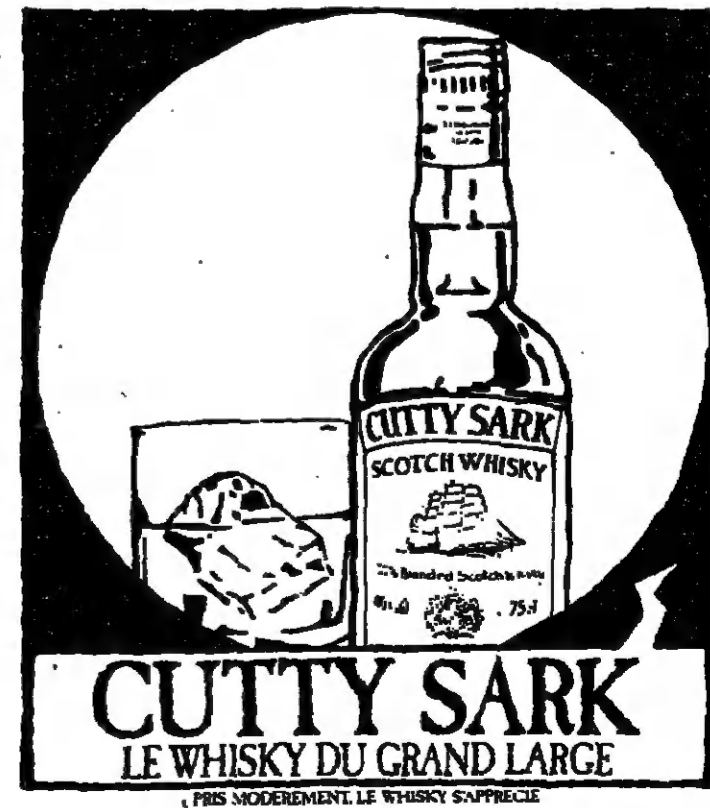
## GRECE

Office National Hellénique  
du Tourisme  
3, avenue de l'Opéra - 75001 PARIS.  
Tél. : 260.65.34 - 260.65.75  
Partez en Grèce avec  
**EXOTIC**

## Swissair : 20 destinations en Afrique. Où irez-vous ?

Nos 20 destinations africaines sont toutes bien réparties sur l'ensemble du continent. A savoir 7 au nord, 8 à l'ouest et 5 au sud et à l'est. Et presque toutes sont desservies par Swissair plusieurs fois par semaine. Et vous avez une correspondance pour ce réseau africain tous les jours via la Suisse.  
Votre agent de voyages ou Swissair se fera un plaisir de vous fournir de plus amples renseignements.

swissair



**CUTTY SARK**  
LE WHISKY DU GRAND LARGE  
PREMIER MODEREMENT LE WHISKY S'APPRÉCIE



**WHISKY EN SOLITAIRE!**

NCES-PO

BERLITZ

BERLITZ



## UN COLLOQUE DU GRAND-ORIENT DE FRANCE

### Les « attermoissements » du gouvernement

(Suite de la première page.)  
Certe incertitude quant au nombre tient au fait que l'appartenance à la franc-maçonnerie étant du domaine de la vie privée, l'affiliation à une loge n'est pas toujours de notoriété publique. Par exemple, si M. Charles Hernu, ministre de la Défense nationale, ne fait pas mystère de son appartenance au G.O.D.F. puis à la G.L.D.F. (la double appartenance est possible) d'autres membres du gouvernement préfèrent ne pas exposer publiquement leur affiliation. Il en est de même dans les cabinets ministériels, où les franc-maçons sont présents. C'est le cas notamment à l'hôtel Matignon où leur chef de file auprès du premier ministre est M. Roger Fajardie, membre du bureau exécutif du P.S., conseiller officieux de M. Mauroy pour les affaires électorales et internes, et animateur du Cercle Paul-Ramadier, réunissant de temps en temps les franc-maçons du P.S.

Plusieurs des décisions politiques prises depuis le printemps 1981 correspondent aux orientations du G.O.D.F. qui a approuvé la mise en œuvre de la décentralisation, les nouvelles mesures sociales, l'abrogation de la peine de mort, la suppression des juridictions d'exception. L'intérêt du gouvernement pour l'économie sociale traduit aussi une convergence. En mai 1982, le G.O.D.F. organisait un colloque sur l'économie sociale. En novembre 1981, M. Pierre Roussel, franc-maçon, alors conseiller technique de M. Mauroy, avait été nommé délégué interministériel à l'économie sociale, fonction nouvellement créée. C'est d'ailleurs en se référant à cette initiative que le G.O.D.F. demande aujourd'hui l'institution d'une délégation interministérielle chargée de la promotion de l'insertion civique.

De fréquentes similitudes apparaissent tout simplement dans les thèmes des discours officiels. Ainsi le thème de la « nouvelle citoyenneté », évoqué par M. Mauroy dès le printemps 1981 renvoie-t-il directement au vocabulaire maçonnique, ainsi que l'a souligné le colloque du G.O.D.F. organisé samedi à Paris. Ainsi en est-il aussi du thème analogue de la « nouvelle naissance », évoqué par le premier ministre, dimanche 17 avril, à la Foire internationale de Lille (2).

Toutefois, il serait simpliste et erroné de croire que, dans beau-

coup de domaines, la politique socialiste est dictée secrètement par la franc-maçonnerie. Les orientations maçonniques ont elles-mêmes été imprégnées, au cours de la décennie écoulée, par les apports du parti socialiste. Il existe plutôt, sur certains plans, un phénomène d'osmose.

Il n'est pas surprenant que le gouvernement et le G.O.D.F. se rencontrent à nouveau, aujourd'hui, pour en appeler au sens civique de la collectivité nationale contre la montée des égoïsmes catégoriels au détriment de l'intérêt général et que trois membres du gouvernement, et non des moindres, MM. Pierre Bérégovoy, Michel Rocard et Roger Gervais, aient pris la peine d'intervenir à ce sujet, samedi, au colloque du G.O.D.F. En la circonstance, les impératifs de la majorité rejoignent le souci d'éthique de la franc-maçonnerie « libérale ».

Bien que son influence intellectuelle et morale paraisse ainsi atteindre dans le gouvernement un degré sans équivalent sous la V<sup>e</sup> République, le G.O.D.F. n'entend pas relâcher sa pression sur le pouvoir. Son grand-maître actuel, M. Paul Gourdot - dont l'élection avait bénéficié, en septembre 1981 du soutien de M. Lery - insiste sur l'indépendance de son obédience à l'égard de tout parti, mais il incite vivement le gouvernement à se montrer plus entreprenant dans trois domaines, qu'il juge prioritaires : « La préservation de la paix mondiale, la restitution du caractère laïque de l'Etat et le retour à des institutions démocratiques de la République ». M. Gourdot avait écrit à M. Mitterrand, le 22 décembre dernier, lui demandant, notamment, de prendre « l'initiative d'une conférence mondiale sur la paix », d'arrêter rapidement « les mesures destinées à la construction d'un grand service unifié et laïque d'éducation », excluant « toute possibilité de dualisme au sein du service public », et d'engager une réforme constitutionnelle pour « construire une République basée sur la démocratie renouée et effective que réclament les franc-maçons depuis des temps les plus reculés de leur histoire ». Le G.O.D.F. consacrera d'ailleurs un colloque aux institutions de la République le samedi 11 juin.

S'adressant à MM. Bérégovoy et Rocard, samedi, le grand-maître

du Grand-Orient a estimé que « certains attermoissements n'ont aucune justification ». Les deux ministres ont préféré insister sur les vertus du réalisme. Le ministre des affaires sociales a souligné que l'ampleur des difficultés économiques à surmonter exige la mobilisation des forces de progrès : « La principale menace aujourd'hui pour la cohésion nationale, ce serait incontestablement le repli sur soi, a-t-il dit, mais une autre menace serait de ne pas prendre conscience des enjeux économiques de la crise, de la nécessité d'un sursaut national ». Le ministre de l'Agriculture a évoqué les vertus du monde paysan : « On ne peut gouverner, et dans le contexte actuel, appeler à l'effort, à la mobilisation, si l'on avance d'un pas trop rapide par rapport à la société dont a la charge. (...) Nous avons, de temps à autre, d'appréhensions des travailleurs de la terre, il en est des hommes et des choses comme du temps ou de la loi de la pesanteur ; on ne leur commande rien qu'en leur obéissant ».

Ce double appel à la patience n'a guère eu d'effet, semble-t-il, sur le grand maître du G.O.D.F. Dans sa conclusion, M. Gourdot a recommandé aux membres de son obédience d'inviter, voire obliger « les responsables de la vie publique de se souvenir » de

l'esprit de consensus qui les a portés aux responsabilités. « Rien ne justifie le recul pris avec les fondements mêmes de la vie civique et sociale, a-t-il déclaré, même pas les opportunités, même pas les questions urgentes et immédiates, quelle que soit leur importance. (...) Si l'on se donne le droit de conduire des hommes on se crée le devoir de mener de front l'immédiat, le conjoncturel, et le lendemain, l'avenir. (...) Voilà le grand-maître du Grand-Orient ne sont pas des adeptes de la pause dans les réformes.

ALAIN ROLLAT.

(2) M. Pierre Mauroy a notamment déclaré, dimanche, à Lille, avant de lancer un nouvel appel au « civisme » et au « sens des responsabilités » des Français : « La crise n'est pas comme une maladie dont on ne sort pas, elle est comme une nouvelle forme de naissance. Ceux qui ne feront pas l'effort pour assainir leurs consciences seront balayés, et lorsque la crise se dissipera, on referra le tableau des pays et des nations, et vous verrez comment l'ordre des pays et des nations aura changé. La France n'est pas seulement un message à lancer au monde, mais un message à lancer à elle-même, vis-à-vis d'elle-même, celui de rester forte et compétitive ».

### La promotion de l'éducation civique : entre la réalité et l'utopie...

Entre la réalité et l'utopie : ainsi pourrait-on résumer les réflexions échangées, samedi 16 avril, à Paris, au cours du colloque sur la promotion de l'éducation civique et sociale organisé par le Grand-Orient de France.

Réalité, parce qu'il est vrai que « les égoïsmes s'exacerbent de plus en plus aux dépens de l'intérêt général », parce qu'il est vrai que « la notion du bien public est trop souvent subordonnée à la recherche du profit privé », parce qu'il est vrai, enfin, que « l'idéalisme se perd ».

Pour remédier à cette réalité, il fallait un peu réviser, faire prendre corps à « cette citoyenneté nouvelle dont la France et la République ont un besoin urgent ».

Durant toute la journée, les orateurs se sont succédés : des responsables politiques parmi lesquels trois membres du gouvernement, MM. Bérégovoy, Rocard, Schwartzkopf, mais aussi des hauts fonctionnaires et des responsables de l'enseignement.

Pourtant, il n'y a pas eu véritablement de débat. Les intervenants étant d'accord sur l'objectif et sur les moyens. Ils ont tous à tour enchaîné le constat. Il en est résulté, à quelques exceptions près, une répétition du même style de discours sur des thèmes que l'on croyait, à l'origine, différents.

Partant de la définition selon laquelle le « civisme » est « la vertu du bon citoyen, la qualité de celui qui se dévoue au bien de l'Etat », les orateurs ont évoqué la « solidarité », dont « l'esprit », a souligné M. Bérégovoy, prend toute sa signification face à la crise. On n'a pas manqué aussi de « réviser les sociétés fondées sur des privilèges socio-économiques, sur la prééminence d'une minorité à vocation dirigeante pré-établie ».

« Enseignement de la liberté », « droits de l'homme », « démocratie », personne n'a oublié. Il en est résulté, à quelques exceptions près, une répétition du même style de discours sur des thèmes que l'on croyait, à l'origine, différents.

Partant de ces principes, on pouvait s'interroger avec M. Marangé, président du comité Solidarité Laïque : « Quel homme pour quelle société ? ». Chez tous les enfants, dit-il, il faut éveiller, avec l'intelligence, le sentiment de la dignité personnelle joint à celui de la responsabilité morale, les disposer à penser librement. Enfin, l'école doit former « des hommes au sens plein du terme qui se sentent comptables de leur avenir au sein d'une nation unie, cohérente et solidaire ».

Le Grand-Orient de France a souligné que cette définition écourtée de ce que devrait être l'homme responsable et actif dans la société soit davantage traduite dans la réalité. Aussi préconise-t-il de réinstaurer

l'éducation civique dans l'enseignement « par le moyen d'une matière spécifique et d'un horaire régulier ».

Cette possibilité d'apprendre le civisme aux enfants existe déjà, a rappelé M. Mouchoux, secrétaire national de la Fédération de l'éducation nationale, en reprochant à la loi Haby d'avoir été à l'origine d'une dégradation de l'enseignement civique.

L'éducation des citoyens, ou... mais des citoyens ? M. Roudy, ministre des Droits de la femme, était attendue. Empêchée, elle a été remplacée par M. Jean-Pierre Goldet, sénateur socialiste de Paris, dont l'intervention courte, mais vigoureuse, a tranché sur la monotonie générale. Elle a rappelé le rôle essentiel des femmes dans l'enfant, le futur citoyen, dépend entièrement. Ces femmes qui ont été, pour une grande part, à l'origine du changement politique de 1981. Ces femmes auxquelles les auteurs des Droits de l'homme n'avaient pas pensé quand il les ont rédigés, « sinon », dit M. Goldet, le texte en serait assurément différent.

Faisant, pour conclure, la synthèse des échanges de vues, M. Pion, conseiller de l'ordre, a présenté plusieurs suggestions. Il a souhaité d'abord que soit créé dans chaque ministère un centre de réflexion sur les questions relatives à l'éducation civique. Il a proposé l'institution d'une délégation interministérielle pour la promotion de l'éducation civique. Il a suggéré enfin que les mouvements associatifs les plus dynamiques contribuent à la création d'une fondation pour la promotion du civisme. Et que tous réunissent organisent des journées d'études sur ce thème. Conformément à la vocation humaniste de la franc-maçonnerie « libérale », ce colloque du Grand-Orient a permis non pas d'ouvrir une voie nouvelle, mais de rappeler une voie quelque peu oubliée, celle qui mène tout simplement à « l'honnête homme ».

J.-M. F.

## LA RÉUNION DU COMITÉ CENTRAL DU P.C.F.

### M<sup>me</sup> Thorez-Vermeersch et ses amis dressent un nouveau réquisitoire contre la direction

Le comité central du parti communiste se réunit, mardi 19 et mercredi 20 avril, avec l'ordre du jour suivant : « Examen de la situation politique, analyse des résultats des élections municipales, enseignements tirés à l'activité du parti dans la mise en œuvre de la politique du vingt-quatrième congrès ». Le rapport introductif doit être présenté par M. Georges Marchais.

La réunion du comité central aura été précédée d'une discussion aux différents niveaux d'organisation du parti. Les dernières réunions de comités fédéraux devaient avoir lieu lundi soir, dans la région parisienne. M<sup>me</sup> Jeannette Thorez-Vermeersch, ancien membre du bureau politique, et huit autres militants ayant exercé des responsabilités au P.C.F. (1), ont décidé d'intervenir dans le débat en déposant, au siège du parti, le 11 avril, puis en communiquant à la presse « une déclaration écrite au comité central ». La veuve de l'ancien secrétaire général du P.C.F. et ses amis avaient accompli une démarche identique en novembre 1981, trois mois avant la réunion du vingt-quatrième congrès du parti.

Le document de cinquante-sept pages, rédigé par M<sup>me</sup> Thorez-Vermeersch et ses amis, prolonge les critiques qu'ils avaient formulées, il y a un an et demi, contre l'« opportunisme » de la direction du parti, rendu responsable du recul électoral de celui-ci. Cette fois, les neuf signataires du document concentrent leurs attaques sur la politique économique et sociale de gouvernement et sur sa politique étrangère.

Soulignant que la crise économique a « par nature (comme le capital lui-même) un caractère international », M<sup>me</sup> Thorez-Vermeersch et ses amis estiment que le gouvernement pratique « une pure et simple gestion social-démocrate » de cette crise. Chômage, récession et austérité caractérisent la situation française comme celle de l'ensemble du monde capitaliste. La politique de la gauche est alignée sur celle des gouvernements les plus conservateurs, notamment par le renouement à l'indépendance des salaires sur les prix, qui était « un acquis historique de la classe ouvrière ». Le prébénéfice opéré sur les salaires « est sans doute le plus important depuis vingt-cinq ans (...) Jamais un gouvernement de droite n'aurait osé ni n'aurait pu aller si loin, si fort ! ».

Selon les auteurs du texte, les dirigeants de la gauche, en dépit de leurs affirmations contraires, ont accompli en

« retournement complet » par rapport à leurs engagements, et leur politique « laisse présager un retour en force de la droite au pouvoir ».

### La « surenchère atlantiste »

Sur le plan international, M<sup>me</sup> Thorez-Vermeersch et ses amis soulignent le rôle positif, à leurs yeux, de l'Union soviétique et des pays socialistes, qui « consacrent un progrès économique et social continu », tandis que s'accumulent, à l'Ouest, des « préparatifs de guerre ». Ils dénoncent la « surenchère atlantiste » de M. Mitterrand et du gouvernement, et ils critiquent tout particulièrement le discours que le président de la République avait prononcé, en janvier dernier, devant le Bundestag.

Estimant que l'indépendance de la France est « compromise », les auteurs du texte soulignent la direction du P.C.F. de se démarquer de cette politique et de s'employer à développer en France un mouvement pacifiste comparable à celui qui connaît les pays voisins. La France, estiment-ils, doit « quitter l'alliance atlantique ».

(1) MM. Georges Boudier, Marcel Freymann, Pierre Hengès, Jean Mérot, Jean Salem, Paul Tressat, Louis Turrel et Jean Zaffagny.

## Le cabinet du premier ministre

### est réduit à trente-trois personnes

Le nouveau cabinet du premier ministre, dont la composition a été publiée au Journal officiel du 17 avril, se caractérise par un resserrement des effectifs, à l'image du nouveau gouvernement. L'équipe des collaborateurs officiels de M. Pierre Mauroy ne compte plus que trente-trois membres, contre cinquante-quatre dans le cabinet précédent. Cette nouvelle équipe, qui demeure dirigée par M. Michel Delbarre et au sein de laquelle M. Thierry Pfister prend le titre de chargé de mission auprès du premier ministre en restant le « numéro deux », ne comporte que deux nouveaux noms : celui de M. Pascal Lamy, ancien directeur adjoint du cabinet de M. Jacques Delors, qui devient directeur adjoint du cabinet du chef du gouvernement et qui supervisera les affaires économiques en remplacement de M. Jean Peyrelevade, nommé président de la Compagnie financière de Suez ; celui de M. Gilles Johannet, ancien directeur de cabinet de M<sup>me</sup> Georgina Duflos au secrétariat d'Etat chargé de la famille, qui est nommé chargé de mission pour les dossiers relatifs à la santé et à la Sécurité sociale.

Le nombre des conseillers techniques augmente : il passe de onze à treize. Celui des chargés de mission diminue : il passe de dix-neuf à huit. Au service de presse, le poste de chef de service, qui était occupé par M. Didier Willot, est supprimé.

Le cabinet de M. Mauroy a désormais la composition suivante :

- Chef du secrétariat particulier : M<sup>me</sup> Marie-Joséphine Pontillon.
- Chargé de mission auprès du premier ministre : M. Thierry Pfister.
- Conseillers auprès du premier ministre : MM. Jean-Claude Casassus, François Gros, Henri Guillaumet.

- Directeur de cabinet : M. Michel Delbarre.
- Directeur adjoint : M. Pascal Lamy.
- Chef du cabinet militaire : général Simon.
- Chef de cabinet : M. Michel Pellissier.

- Conseillers techniques : MM. Claude Blondel (éducation nationale), Jérôme Clément (culture, communication), René Cassiaux (travail, emploi), Bernard Garcia (relations extérieures), Richard Granel (relations avec le Parlement), Hervé Hanquou (économie, finances et budget), Louis Joinet (justice), Yves Lyon-Caen (agriculture, commerce, artisanat), Paul Mangonot (transport, aménagement du territoire), Pierre Rodier (industrie), Christian Rollet (fonction publique, politique salariale), Jacques Séral (industrie), Jacques Warin (tourisme, jeunesse et sports).

- Chargés de mission : M<sup>me</sup> Marie-Ange Lumbier (droits de la femme), MM. Jean-Claude Derlan (recrute), Pierre-Henri Gourgeon (handicapés en situation), Gilles Johannet (santé, Sécurité sociale), Patrick Azoua (commerce extérieur), François Monier (questions économiques), Raymond Vallant (sans attribution), Pierre-Jean Vandorne (relations extérieures).

- Attachés de presse : M<sup>me</sup> Brigitte Douay, M. Jean-Michel Kneiffeld.
- Aide de cabinet : M. Emmanuel de Richemont de Meunier.

### Des canaux influents en Afrique

Quand l'agence Tass accuse les services secrets français de recourir aux « liens de solidarité maçonnique » dans leur activité en Afrique, comme elle l'a fait le 10 avril, à la suite de l'expulsion des quarante-sept membres de l'ambassade soviétique devenus indésirables à Paris (le Monde du 12 avril), elle enfonce une porte ouverte.

Dans tous les domaines de l'action politique et diplomatique de la France en Afrique, la franc-maçonnerie a toujours tenu un rôle important pour la simple raison que sa présence y est solidement entretenue depuis le commencement de l'époque coloniale. Sous la Troisième République, qu'ils considéraient comme l'incarnation de leurs idéaux progressistes, les membres des loges maçonniques furent nombreux, en effet, parmi les artisans de la politique « humanitaire » mise en œuvre dans les colonies, sous la présidence de Jules Ferry, lui-même franc-maçon.

Le corps des administrateurs de l'outre-mer devint, très vite, à la fois un relais et un vivier pour les fibres penseuses des différentes obédiences qui se posaient en missionnaires laïcs face aux missions religieuses. L'action culturelle des loges à travers l'empire de l'Afrique occidentale et équatoriale fut d'autant plus influente que la société coloniale comptait moins de centres d'éducation et de contre-pouvoir qu'en métropole. Ces loges contribuèrent ainsi à la formation d'élites locales qui fournirent ensuite bon nombre de cadres supérieurs aux Etats devenus indépendants.

La décolonisation n'a pas mis fin à cette influence. Les deux principales obédiences françaises - le Grand-Orient de France (G.O.D.F.) et la Grande Loge de France (G.L.D.F.) - sont aujourd'hui représentées dans la plupart des pays francophones, principalement au Sénégal, en Côte-d'Ivoire, au Togo ; elles entretiennent des relations suivies

avec des sociétés sœurs du Gabon, du Zaïre, de Madagascar. Certes, la vocation africaine de la franc-maçonnerie a changé. Les loges ne prétendent plus imposer aux populations une culture d'origine étrangère, mais elles continuent de répandre, au-delà des clivages politiques auxquels elles n'échappent pas, une éthique qui s'accommode mal des totalitarismes.

Si l'Union soviétique prend souvent la franc-maçonnerie pour cible, c'est bien parce qu'elle y voit, à juste titre, un courant de résistance aux dogmes marxistes. A l'inverse, si le gouvernement français s'est pratiquement montré favorable au maintien de ces liens historiques, c'est bien parce que les loges constituent des canaux privilégiés pour perpétuer l'influence de l'ancienne puissance colonisatrice par l'intermédiaire des conseillers des chefs d'Etat ou des chefs d'Etat eux-mêmes.

La politique africaine du général de Gaulle, animée par M. Jacques Foccart, n'a pas négligé ces canaux. Celle de M. François Mitterrand ne les néglige pas non plus. Ce n'est pas un hasard si le conseiller du président de la République pour les affaires africaines, M. Guy Pénne, ancien président de l'UNEF, est membre du G.O.D.F., au sein duquel il assure jusqu'à présent, avec d'autres, les contacts de M. Mitterrand avec la franc-maçonnerie. Il n'est pas étonnant non plus que M. Jean-Pierre Cot ait rencontré des difficultés particulières à intégrer son action de ministre de la coopération et du développement dans un domaine qui appelait ainsi doublement « réservé » à l'Elysée. Les arcanes de la franc-maçonnerie ont été d'autant moins étrangers à son départ du gouvernement que le G.O.D.F. accorde une attention très soutenue aux dossiers relatifs au développement du tiers-monde.

A. R.

## UNIVERSITÉ LIBRE INTERNATIONALE

INTERNATIONAL OPEN UNIVERSITY

AVIS DE CONCOURS

pour étudiants en cours de

I.M.B.A. programs

Le programme de l'Université Libre Internationale est un programme unique au monde. Il est conçu pour répondre aux besoins des étudiants qui souhaitent acquérir une formation internationale et qui ont des contraintes de temps et de lieu.

Les étudiants peuvent suivre le programme à distance ou en présentiel. Le programme est conçu pour être flexible et adaptable aux besoins de chaque étudiant.

Le programme est conçu pour être flexible et adaptable aux besoins de chaque étudiant.

Le programme est conçu pour être flexible et adaptable aux besoins de chaque étudiant.

Le programme est conçu pour être flexible et adaptable aux besoins de chaque étudiant.

Le programme est conçu pour être flexible et adaptable aux besoins de chaque étudiant.

Le programme est conçu pour être flexible et adaptable aux besoins de chaque étudiant.

Le programme est conçu pour être flexible et adaptable aux besoins de chaque étudiant.

Le programme est conçu pour être flexible et adaptable aux besoins de chaque étudiant.

Le programme est conçu pour être flexible et adaptable aux besoins de chaque étudiant.

Le programme est conçu pour être flexible et adaptable aux besoins de chaque étudiant.

Le programme est conçu pour être flexible et adaptable aux besoins de chaque étudiant.



# SIX ÉLECTIONS CANTONALES PARTIELLES

## Le P.S. perd deux sièges

Le recul de la gauche enregistré lors des élections municipales de mars dernier se confirme, au niveau cantonal, d'un dimanche à l'autre. Six élections cantonales partielles étaient organisées dimanche 17 avril. Sur les cinq sièges qui ont été pourvus, la gauche régresse dans trois cantons. Elle perd deux sièges, à

Dampierre (Jura) et à Forcalquier (Alpes-de-Haute-Provence), qui passent du P.S. à l'U.D.F., dans le premier cas, et à un candidat modéré, proche du R.P.R., dans le second.

A Oloron-Ouest (Pyrénées-Atlantiques), le candidat socialiste est élu

aisément, mais le P.S. enregistre un recul de 2,16 points. Les scrutins qui se sont déroulés à Labastide-de-Sérou (Ariège) et Barenton (Manche) sont moins significatifs, en raison d'une implantation traditionnellement forte des prédécesseurs des candidats élus.

**JURA :** canton de Dampierre (2<sup>e</sup> tour).

Inscr. 3 861; vot. 2 731; suff. expr. 2 703. MM. Jean-Paul Girard, U.D.F., 1 058 voix; ELU; Pierre Reynaud, P.S., 947; René Boy, div. dr., 698.

[Il s'agissait de pourvoir au remplacement de M. Yves Cury (P.S.), qui était décédé de son mandat pour cancer, en l'honneur d'un bon rapport des voix, qui s'était tenu sur la candidate communiste au premier tour, ne recueillant que 35,05 % des suffrages. De mars 1979 à avril 1983, la gauche perd donc 18,57 points dans ce canton.]

Les résultats du premier tour avaient été les suivants : inscr. 3 861; vot. 2 358; suff. expr. 2 338. MM. Girard, 729 voix; Boy, 629; Reynaud, 548; Daniel Bournais (P.C.), 216; Pierre Kestine (div. dr.), 268.

**ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE :** canton de Forcalquier (1<sup>er</sup> tour).

Inscr. 6 963; vot. 4 728; suff. expr. 4 638. MM. Michel Capelle, P.C., 703 voix; Pierre Aillaud, P.S., 1 544; Pierre Delmar, modéré, 2 391; ELU.

[Il s'agissait de pourvoir le siège laissé vacant à la suite du décès, en janvier dernier, de Claude Delorme (P.S.), ancien député, président du conseil général des Alpes-de-Haute-Provence. L'élection, du 1<sup>er</sup> tour, avec 41,55 % des suffrages exprimés, de M. Delmar, qui est proche du R.P.R., a modifié la composition du conseil général qui est désormais la suivante : 4 P.C., 1 P.S., 1 M.R.G., 4 U.D.F., R.P.R., 5 modérés, 1 soc. ind. Le conseil général se réunira, le 28 avril, pour procéder à cette élection. Rappelons que M. Pierre Delmar avait obtenu le poste de Forcalquier aux élections municipales, le 13 mars dernier. En mars 1979, au second tour des élections cantonales, les résultats avaient été les suivants : inscr. 5 940; vot. 4 620; suff. expr. 4 365. MM. Delorme (P.S.), 2 227 voix; Pierre Delmar, mod. ind., 2 138.]

**MANCHE :** canton de Barenton (1<sup>er</sup> tour).

Inscr. 2 931; vot. 2 169; suff. expr. 2 109. MM. Hubert Guesdon, div. dr., 1 103 voix; ELU; Roger Le Monnier, U.D.F., 944; Louis Jehan, P.C., 62.

[Il s'agissait de pourvoir au remplacement d'Emile Bizet, app. R.P.R., ancien député et maire de Barenton, décédé en février dernier. Inscr. 8 170; vot. 6 022; suff. expr. 5 789. MM. Henri Grechez, P.S., 3 124 voix; ELU; Michel Lacaze, R.P.R., 2 665.]

[Il s'agissait de pourvoir au remplacement d'Henri Lacaze (P.S.), conseiller général et maire d'Oloron, décédé en janvier dernier. Au premier tour, les résultats avaient été les suivants : inscr. 8 170; vot. 6 022; suff. expr. 5 789. MM. Lacaze, 2 152 voix; Grechez, 1 682; Michel Martin, P.C., 1 490. Au second tour des élections cantonales de mars 1982, Henri Lacaze avait été élu avec 3 548 voix contre 2 774 à M. Lacaze, sur 5 322 suffrages exprimés, 4 090 voix et 8 169 inscrits. Henri Lacaze avait obtenu, alors

56,12 % des suffrages. Par rapport à ce score, M. Grechez, qui totalise 53,96 % des suffrages, perd 2,16 points, ce qui correspond à la progression de M. Lacaze d'un score de 1 à l'autre.]

**ARIÈGE :** canton de Labastide-de-Sérou (1<sup>er</sup> tour).

Inscr. 1 674; vot. 1 276; suff. expr. 1 201. MM. Henri Nuyrou, P.S., 915 voix; ELU; Paul Begou, P.C., 207; Jean-Michel Boineau, sans étiqu., 79.

[Il s'agissait de pourvoir au remplacement de Jean Nuyrou (P.S.), ancien député, sénateur socialiste, décédé en février dernier. En mars 1982, Jean Nuyrou avait été élu au premier tour avec 929 voix contre 162 pour M. Begou et 73 pour M. Boineau, sur 1 164 suffrages exprimés et 1 781 inscrits. M. Henri Nuyrou obtient 76,18 % des suf-

frages exprimés; son père, en mars 1982, avait obtenu 79,81 %. Le candidat du P.C., M. Begou, amène son score de 3,32 points.]

**PUY-DE-DOME :** Châteldon (1<sup>er</sup> tour).

Inscr. 4 482; vot. 3 047; suff. expr. 2 990. MM. Claude Desbordes, P.R., 1 263 voix; Genest Fradin, P.S., 1 221; André Raoult, P.C., 506. Il y a ballottage.

Il s'agit de pourvoir le siège laissé vacant par le décès, en décembre dernier, de Michel Citerne, socialiste indépendant. M. Fradin, maire socialiste de Châteldon, paraît en mesure de l'emporter au second tour. La gauche totalise en effet 57,75 % des suffrages exprimés. En mars 1982, au premier tour, les résultats avaient été les suivants : inscr. 4 395; vot. 3 442; suff. expr. 3 336. MM. Citerne, 1 204 voix; aise U.D.F. 1155; Jaillot, P.S., 600; Ayme, P.C., 407. Au second tour, Michel Citerne l'avait emporté avec 2 077 voix contre 1 393 pour M. Maire, sur 3 470 suffrages exprimés et 4 393 inscrits.

## M. Le Penec (P.S.) va tenter de retrouver son siège de député

M. Louis Le Penec, ancien ministre de la mer, a été désigné, samedi 16 avril, par les instances fédérales du parti socialiste, pour être le candidat de son parti à l'élection législative partielle qui se déroulera le 8 mai prochain dans la huitième circonscription du Finistère. Après le remaniement ministériel du 24 mars, M. Gilbert Le Bris, député socialiste, avait démissionné pour permettre à M. Le Penec de retrouver son siège à l'Assemblée nationale. M. Le Bris se présente comme suppléant de l'ancien ministre.

Des primaires se dérouleront à la fois dans la majorité et dans l'opposition. Le parti communiste a en effet désigné M. Claude Stephan, adjoint au maire de Concarneau, comme candidat. M. Guy Lezard, membre se présente au nom du R.P.R. et M. Christian Chartrain au nom de l'U.D.F. Enfin, M. Guy Flego a fait acte de candidature sous l'étiquette « fédéraliste ».

## Le parti républicain n'est pas pressé de négocier une « plate-forme » commune avec le R.P.R.

Malentendu sémantique ou divergence de fond ? Le R.P.R. et le P.R. ne parlent pas ou affectent de ne pas parler le même langage. Alors qu'après M. Bernard Pons, secrétaire général du R.P.R., M. Jacques Toubon, député R.P.R. de Paris, propose à l'ensemble de l'opposition de préparer « l'élaboration d'une plate-forme commune », M. François Léotard, secrétaire général du parti républicain, assure que « l'opposition n'a pas besoin de programme commun ».

Il est vrai que les deux formations n'ont pas les mêmes préoccupations. Le R.P.R., qui se considère comme le principal vainqueur des élections municipales, veut apparaître comme le champion de l'union de l'opposition. En revanche, le parti républicain préfère utiliser le temps qui reste avant les élections législatives de 1986 à renouveler et renforcer son implantation et son audience. Mais en exprimant ses réticences à l'égard des offres du R.P.R., le parti républicain court le risque d'apparaître moins unitaire que son allié. Il est vrai qu'à l'U.D.F., on assure que, pour le moment, rien ne presse, voyant surtout dans le comportement du R.P.R. une attitude tactique. — A.P.

Dans une interview accordée au *Journal du Dimanche* du 17 avril, M. François Léotard, député U.D.F. du Var, secrétaire général du P.R., estime notamment : « L'opposition n'a vraiment pas besoin de programme commun, mais plutôt d'un projet d'une société pluraliste. Celui-ci doit se reposer sur deux documents de fond, celui du R.P.R. et celui que nous sommes en train d'élaborer à l'U.D.F., avec la volonté de travailler ensemble. »

M. Jacques Toubon, député R.P.R. de Paris, maire du XIII<sup>e</sup> arrondissement, a déclaré le même jour au « Club de la presse » d'Europe 1 : « Etre une plate-forme commune, c'est-à-dire des principes d'actions communes, des valeurs sur lesquelles nous nous battons en commun et un programme de gouvernement commun, il existe une grande différence. Il faut que nous nous battons le jour des échéances sur des idées d'ensemble que nous avons en commun et pour lesquelles nous sommes prêts à nous battre tous ensemble, ce qui nous différencie essentiellement de la majorité actuelle socialiste et communiste. Nous ne disons pas que nous devons nous mettre d'accord sur le détail des mesures. On verra lorsque nous serons dans la majorité et au gouvernement. »

« A propos de cette discussion sur une plate-forme, il ne faut pas confondre avec un programme commun de gouvernement. Pour ma part, je crois que dans l'opposition, tout ce qui doit être privilégié et tout ce qui doit être écarté. C'est ce que demandent les Français. L'opinion publique a besoin d'unité, de concertation, de collaboration et de travail en commun au sein de l'opposition. Nous sommes, me semble-t-il, complètement dans cette ligne et, à mon avis, nous irons à des principes communs, à une plate-forme commune. »

A propos des élections européennes, prévues pour 1984, M. Toubon a déclaré : « Nous sommes ouverts à toute formule, à tous contacts, à toute discussion. On verra bien ! Le R.P.R. est prêt à faire une liste unique, à faire une liste du R.P.R. élargie à d'autres concours. Il y aura peut-être une liste, il y en aura peut-être deux ou trois. »

Il a ajouté : « Il est clair aujourd'hui que le débat, en ce qui concerne l'Europe, se pose en termes de renforcement de la solidarité européenne, et nous ferons campagne, sur ce plan, dans quelle configuration que ce soit, pour plus d'Europe. Nous considérons qu'il faut une coordination plus grande des politiques à la fois sur le plan économique, sur le plan monétaire et sur le plan diplomatique. Il faut plus de coopération sur des projets plus précis. En matière de défense, il faut certainement réfléchir à renforcer nos solidarités, naturellement dans le cadre de l'alliance atlantique, mais aussi entre les pays de la Communauté. Nous ferons des propositions. »

De son côté, M. Léotard a pris position en faveur de deux listes, l'une R.P.R., l'autre U.D.F. Il a souligné que la liste U.D.F. soit conduite par M<sup>me</sup> Simone Veil.

Face à l'immobilier; certains ont des problèmes.

Nous, nous avons des solutions.

Quand face à l'immobilier, certains se fixent sur les problèmes, à la Banque de La Hénin nous préférons apporter des solutions. Pas d'attentisme : des idées.

Pour la Banque de La Hénin, l'immobilier n'est pas seulement une spécialité : c'est une vocation. La Banque de La Hénin a toujours été à la pointe de ce secteur économique : pionnière dans la distribution de prêts conventionnés, inventrice du Compte Epargne Résidence Secondaire, innovatrice, avec les crédits travaux sans hypothèque.

A la Banque de La Hénin, les conseillers que vous rencontrez sont tous des experts, des partenaires qui connaissent en ces temps difficiles, la valeur du conseil, l'importance de la souplesse et des décisions rapides.

Pour la Banque de La Hénin, l'ennemi n° 1 de l'immobilier, c'est l'immobilisme.

C'est comme cela que l'on devient et que l'on reste la première banque française de l'immobilier : il y a près de 100 banques spécialistes de l'immobilier en France, elles s'appellent toutes La Hénin.

**Banque de La Hénin**  
La Banque-orchestre de l'immobilier



Siège social : 16 rue de la Ville-Évêque 75384 Paris Cedex 08. Tél. (1) 265.35.15

ation du  
voyages,  
au et les  
par les  
il faut-il  
signe de  
versée  
-France  
accetées  
à francs  
l'entre-  
et son

ait donc  
irés de  
2,6 m.  
an.

eloppe  
pas sans  
l'impén-  
tion de  
recrise  
sauchés  
re 1982  
emplois  
arée du  
rente-  
puis à  
décom-  
a. Les  
a. une  
ntaires  
basses

ntation  
5%) à  
5%),  
invité à  
la l'an  
on de

roduc-  
orque  
l'clat-  
e pro-  
deux  
volque  
si) et  
mains  
relat-  
la  
aussi  
ns de  
tment  
à un  
vège :

rem-  
P. les  
laque  
les  
s de  
pour  
se de

qu'il  
hui  
ment  
se de  
mble  
gou-  
une  
tra-  
lique  
pou-  
tou-  
is  
in-  
ent  
ries,  
s au  
les  
nan-  
est  
les

es

de  
ne,  
na-  
co  
les  
);  
je-  
de  
la  
es  
le  
le  
e  
li  
s  
-

es

de  
ne,  
na-  
co  
les  
);  
je-  
de  
la  
es  
le  
le  
e  
li  
s  
-

es

de  
ne,  
na-  
co  
les  
);  
je-  
de  
la  
es  
le  
le  
e  
li  
s  
-

es



ENVIRONNEMENT

Cinq personnes sont jugées à Monza pour la catastrophe écologique de Seveso

C'est ce lundi 18 avril que s'est ouvert à Monza, dans la banlieue de Milan, le procès des cinq personnes inculpées en octobre 1982 pour la catastrophe de Seveso, survenue six ans plus tôt. Il s'agit de MM. Guy Waldvogel, président suisse d'ICMESA, la société chimique italienne contrôlée par la firme suisse Givaudan, elle-même filiale du groupe

Hoffmann-La Roche; Herwig von Zwehl, directeur général (allemand) d'ICMESA; Jörg Anton Sameth, directeur technique (allemand) du groupe Givaudan; Giovanni Radice, directeur technique (italien) d'ICMESA; Fritz Moeri, responsable (suisse) de projets industriels chez Givaudan.

Le 10 juillet 1976, dans la torpeur estivale d'un samedi après-midi, un nuage de vapeurs toxiques chargées de dioxine s'est abattu sur Seveso, une ville de la banlieue industrielle de Milan comptant alors quatorze mille habitants. Le nuage toxique émane d'une usine de produits chimiques située dans la localité voisine de Modica. Cette usine, construite après la guerre à la suite du bombardement de Naples qui a détruit les premières installations d'ICMESA, fabrique des produits pour la parfumerie, les cosmétiques et l'industrie pharmaceutique. Depuis 1970, une unité est spécialement conçue pour la production de trichlorophénol (T.C.P.) et d'hexachlorophénol (G 11), l'agent bactéricide que le groupe Givaudan a mis au point en 1941 dans ses laboratoires de Clifton (Etats-Unis).

Mais, ce 10 juillet, un disque de sécurité cède dans le réacteur chimique qui produit le T.C.P., sous

l'effet d'une pression excessive résultant d'une réaction exothermique, et dont la cause est encore inconnue. Aussitôt s'échappent dans l'atmosphère toutes sortes de composés chimiques, dont le T.C.P. et environ 150 grammes de dioxine. On mettra dix jours à identifier le produit toxique, après la mort de nombreux petits animaux et la multiplication des « brûlures » et lésions cutanées diverses dans la population.

Au total, on enregistrera cent quatre-vingt-trois cas de chloracné, une lésion de la peau proche de l'acné juvénile qui se déclenche au contact de la dioxine. Trois ans après, presque toutes les victimes de chloracné étaient guéries, mais certaines, semble-t-il brûlées par des émanations de soude caustique, en gardent encore les traces.

Quelque trente-six mille habitants se sont retrouvés dans la zone « potentiellement contaminée ». En zone centrale, sept cent trente-six per-

De la dioxine « douce » en Charente

De notre correspondant

Angoulême. — Il y a bien de la dioxine dans la décharge de Roumazières (Charente), mais ce n'est pas celle de Seveso. Vendredi 15 avril, la société Rhône-Poulenc a reconnu y avoir entreposé, en 1981, 350 tonnes de déchets contenant de la dioxine.

L'affaire des déchets de Seveso a bouleversé Roumazières, un gros bourg du nord de la Charente voué à la production de briques et de tuiles (le Monde du 31 mars). C'est là, dans une carrière d'argile désaffectée qu'une entreprise marseillaise, l'Agence pour le conditionnement des déchets (ACODEC), gère une décharge contrôlée.

Au fil des ans, des milliers de fûts amenés par des camions néerlandais, belges, italiens et français ont été entassés dans cette carrière. Or, M. Bernard Paringsaux, aujourd'hui écroué à Saint-Quentin, a été l'un des responsables de l'ACODEC avant de fonder sa propre société, la Speldec.

La dioxine de Seveso était-elle à Roumazières? Le maire, M. Rioux, demanda, en effet, la fermeture provisoire de la décharge, tandis que le conseil général décidait la formation d'une commission d'enquête. De son côté, l'administration s'efforçait surtout de rassurer la population, allant jusqu'à faire mesurer la radioactivité de la décharge pour démontrer que l'on n'y avait pas entoufflé clandestinement des déchets d'origine nucléaire.

Cependant, il ne semble pas que le contenu des fûts ait été analysé. C'était de toute façon, impossible pour ceux des fûts qui, entre mai et novembre 1981, ont été noyés dans le béton. En fin de semaine dernière, Jacqueline Denis-Lempereur, journaliste à « Science et Vie », a donné à « Sud-Ouest » la clé du mystère : ces fûts contenaient 550 tonnes de déchets parmi lesquels de la dioxine « douce » (hexa-octochlorodibenzodioxine) en provenance des usines de l'Isère du groupe Rhône-Poulenc, ainsi que 250 tonnes de résidus de produits phytosanitaires.

Au cours d'une réunion publique, le 15 avril à Roumazières, M. Salomon, délégué de l'environnement

de la société Rhône-Poulenc, a confirmé les faits, tout en expliquant qu'il n'y avait rien de commun entre cette dioxine, comprenant six, sept ou huit atomes de chlore, et la dioxine de Seveso comprenant, elle, quatre atomes de chlore : « Il faut un gramme de dioxine de Roumazières pour tuer un rat, alors qu'il suffit de 0,003 milligrammes de celle de Seveso pour obtenir le même résultat », a-t-il précisé.

La société Rhône-Poulenc a souligné que la mention « contenant de la dioxine » figurait sur les fiches remises au gérant de la carrière et, donc, à l'administration, ce qui contredit la version officielle du directeur régional des Mines, selon lequel ses services n'auraient appris la présence de dioxine à Roumazières que depuis quelques jours.

M. Barrai, conseiller général, a été acclamé vendredi par les habitants de Roumazières lorsqu'il a annoncé son intention de demander au conseil général une enquête pour casser le béton sous lequel reposent les fûts, ceux de Rhône-Poulenc et les autres, même s'il ne peut pas s'agir de la dioxine de Seveso, puisque l'on ne trouve plus à Roumazières depuis novembre 1981.

L'activité a cessé dans la décharge depuis le 11 avril et plus personne ne pompe l'eau de pluie qui inondait peu à peu le fond de la carrière et baigne les fûts de déchets. Déchets dont personne ne sait s'ils sont, ou non, solubles dans l'eau, puisque personne ne sait réellement ce que contiennent ces milliers de fûts.

Le groupe pharmaceutique Roche proteste contre les menaces de boycottage. La société Roche-France, filiale du groupe suisse Hoffmann-La Roche, s'élève dans un communiqué diffusé le 17 avril contre les menaces de boycottage lancées par plusieurs organisations (Greenpeace, les Amis de la Terre, l'Union fédérale des consommateurs).

Le communiqué affirme que « le groupe Roche n'a jamais exigé le secret quant au lieu du stockage (...) ». Il ajoute : « Il n'a jamais eu connaissance du lieu de stockage (...) ». Il regrette aujourd'hui amèrement de se trouver dans l'impossibilité de répondre à l'attente de l'opinion publique et des autorités.

« INCIDENT A L'ÉMISSION « DROIT DE RÉPONSE ». — Au cours de l'émission « Droit de réponse » diffusée le 16 avril par TF 1, la responsable de Greenpeace, Mme Katia Kanax, a tenté de passer symboliquement les menaces à un invité de l'émission, M. Luigi Neri, le sénateur italien qui a écroué les déchets de Seveso jusqu'à la frontière française, le 10 septembre 1982. « Vous écrouez les déchets chez vous, mais cela vous devient complètement égal après », lui a dit M. Alain Bombard, député socialiste au Parlement européen, qui participait aussi à l'émission.

Le Monde publiera dans ses éditions datées mercredi 20 avril un dossier sur le stockage et l'élimination des déchets industriels en France.

Le souvenir du talc

Beaucoup plus grave que l'accident de Seveso a été l'affaire du talc Morhange, fabriqué par Givaudan-France — qui, comme l'usine italienne ICMESA appartenait à la société suisse Givaudan, elle-même filiale du groupe Hoffmann-La Roche. En 1972, trente-six bébés sont morts et quatre-vingt autres ont été plus ou moins gravement blessés parce qu'ils ont été intoxiqués par du talc contenant une trop forte dose d'hexachlorophène (600 kilos de talc, à la suite d'une erreur de manipulation, contenaient un taux de 6,35 % d'hexachlorophène, alors que le seuil tolérable pour ce bactéricide est de 0,5 %).

Huit ans après, en février 1980, cinq personnes ont été condamnées à des peines de prison avec sursis, ramenées ensuite en appel à des peines inférieures à douze mois et, de ce fait, amnisties après l'élection présidentielle de 1981...

DEJA EN 1963 PRES DE PARIS...

Le groupe Hoffmann-La Roche n'est pas à sa première affaire avec les déchets de Seveso. Lorsque, en 1963, une de ses sociétés, La Quinolène, qui fabrique des produits fongicides, démolit la Vernou-sur-Seine (Seine-et-Marne) à Orléans (Seine-Maritime), elle doit abandonner sur place plusieurs tonnes de déchets chimiques liquides, non pas toxiques mais hautement polluants. La Quinolène trouve un transporteur qui prend en charge plusieurs centaines de fûts et les dépose dans une carrière de la commune d'Amponville, à quelques kilomètres de la forêt de Fontainebleau.

Les fûts, dont l'étanchéité laisse à désirer, ne tardent pas à dégorger des odeurs nauséabondes et, plus grave, laissent filtrer dans la nappe phréatique des produits fortement phénolés. Des exploitants agricoles du voisinage voient leurs récoltes devenir impropres à la consommation.

Le préfet ordonne l'enlèvement des fûts. Peine perdue. Les responsables de la Quinolène, qui ont abandonné leurs déchets à 200 kilomètres de leur nouvelle usine, font la sourde oreille.

En 1965, l'administration fait procéder à des sondages pour évaluer l'étendue de l'infiltration des produits polluants. Et elle envoie la note au pollueur, qui est légalement tenu de payer les frais. Il faut attendre... 1975 pour que le tribunal administratif de Versailles confirme la décision préfectorale, et 1978 pour que le Conseil d'Etat confirme à son tour.

La Quinolène refuse toujours d'obtempérer, alors même que la nappe phréatique d'Amponville, régulièrement analysée depuis 1974, reste polluée par des produits phénolés. Le préfet de Seine-et-Marne, en 1981, ordonne à la société chimique de procéder elle-même aux analyses indispensables et d'installer des dispositifs de contrôle sur le site de décharge. Non seulement La Quinolène ne le fait pas, mais elle introduit un recours devant le tribunal administratif, recours rejeté le 29 janvier 1982. La société chimique est contrainte de verser au Trésor une consignation de 180 000 francs, remboursable en cas d'exécution des travaux, et, le 7 février 1983, le tribunal d'instance de Fontainebleau condamne le directeur de La Quinolène à... 2 000 francs d'amende pour ne pas avoir respecté l'arrêté préfectoral lui enjoignant de mettre en place une surveillance du site.

C'est seulement le 10 mars dernier que le tribunal administratif de Versailles a confirmé les arrêtés du commissaire de la République de Seine-et-Marne. Mais, apparemment, la société du groupe Hoffmann-La Roche n'en a cure...

R.C.

MUSÉE DES BEAUX ARTS  
DIJON  
magdeleine  
VESSEREAU  
JUSQU'AU 2 MAI

JUSTICE

Le Conseil supérieur de la magistrature va être réformé

Comme M. Mitterrand s'y était engagé au cours de la campagne présidentielle, le Conseil supérieur de la magistrature (C.S.M.) va être réformé. Ce projet vient de franchir une étape décisive avec le point final apporté au rapport demandé à quatorze « sages » par M. Robert Badinter, garde des sceaux. Ce rapport, qui doit être bientôt remis officiellement, envisage deux hypothèses : une révision constitutionnelle et, dans le cas où celle-ci se révélerait impossible, une série de réformes qui démocratiseraient le mode de désignation des membres de ce Conseil. Cette réforme du C.S.M., clé de voûte de l'institution judiciaire,

aurait de pair avec une refonte du statut de la magistrature destinée à garantir l'indépendance de celle-ci. La remise de ce rapport ouvre une période de concertation et, sans doute, de controverses, déjà marquée par le refus de deux des membres de la commission, MM. Gilbert Azibert et André Brunschweig, de signer le rapport final. Comme M. Azibert, M. Brunschweig, qui fut directeur de cabinet de M. Badinter et président de l'Union syndicale des magistrats, estime qu'une réforme digne de ce nom passe par une révision de la Constitution.

Cinq mille six cents magistrats attendent avec anxiété la réforme qui se prépare. Cinq mille six cents citoyens dont les préoccupations de carrière et de statut dépassent l'importance numérique. De cette réforme dépend, en effet, la liberté laissée à l'autorité judiciaire, libérée jusqu'ici malmenée.

Elle le fut, pourrait-on dire, délibérément. Le général de Gaulle ne faisait-il pas dépendre l'autorité « indivisible » de l'Etat, y compris l'autorité judiciaire, du seul président de la République? De cette conception découle le statut accordé en 1958 à la magistrature. Clé de voûte de ce statut, le Conseil supérieur est composé de neuf membres, tous nommés par le chef de l'Etat, même s'il le fait pour six d'entre eux sur une liste de noms proposés par le bureau de la Cour de cassation.

Organe disciplinaire des magistrats du siège — la dernière révocation prononcée par lui remonte au mois de février 1981, — le Conseil supérieur de la magistrature, dont la composition est ainsi laissée à la discrétion du président de la République, joue un rôle-clé dans les nominations des hauts magistrats. C'est lui, en effet, qui propose au chef de l'Etat le nom des candidats appelés à siéger à la Cour de cassation ou à devenir premier président de cour d'appel.

Sujétion

Cette sujétion du corps judiciaire est, depuis longtemps, critiquée par la gauche. De là l'une des « cent dix propositions pour la France », faites par M. Mitterrand au cours de la campagne présidentielle : « L'indépendance des magistrats sera assurée par la réforme du Conseil supérieur de la magistrature ». Cet engagement, M. Mitterrand devait le renouveler sous une forme voisine lors de la première réunion, sous sa présidence, du Conseil supérieur le 25 juin 1981, signifiant qu'une réforme de cet organisme ne passe pas nécessairement par une révision constitutionnelle.

Au cours de la campagne présidentielle, M. Mitterrand a cependant été beaucoup plus précis. « Je propose, lit-on dans une lettre adressée par lui à cette époque aux syndicats de magistrats, de modifier la composition et les règles de désignation des membres du Conseil supérieur de la magistrature, afin qu'y siègent pour moitié des membres élus par les juges et, pour moitié, des personnalités non-parlementaires désignées à la proportionnelle ».

A l'opposé des autres déclarations de M. Mitterrand, cette réforme-là suppose une révision de la Constitution, à laquelle M. Badinter est lui aussi favorable, mais qui est une entreprise aléatoire dans laquelle on voit mal le gouvernement se lancer pour l'instant.

Tel est le dilemme devant lequel s'est trouvée la commission nommée par le garde des sceaux : soit proposer une réforme idéale, supposant une révision constitutionnelle, soit avancer des propositions de changements, au cas où cette révision s'avérerait impossible. Pour éviter le choix, la majorité des membres de la commission a finalement retenu les deux hypothèses.

LES ALÉAS D'UNE RÉVISION CONSTITUTIONNELLE

Faut-il réviser la Constitution pour réformer le Conseil supérieur de la magistrature? Si l'on veut procéder à une vraie réforme, oui, l'article 65 de la Constitution précise en effet que, en plus du président de la République et du garde des sceaux, « le Conseil supérieur de la magistrature comprend (...) neuf membres désignés par le président de la République ». Cette disposition exclut notamment que l'on augmente le nombre des membres du conseil et que certains soient désignés par les présidents de l'Assemblée nationale et du Sénat.

La révision de la Constitution est une procédure assez lourde puisque le projet de révision doit être d'abord voté par l'Assemblée nationale et le Sénat en termes identiques, puis, si l'on exclut le recours au référendum, adopté par le Parlement réuni en congrès à la majorité des trois cinquièmes des suffrages exprimés.

Pas de révision de la Constitution. — En ce cas la loi organique, qui régit la désignation des membres du Conseil supérieur, serait seule modifiée. Cette modification permettrait de faire élire directement à la proportionnelle les six magistrats qui sont actuellement désignés par le président de la République sur proposition du bureau de la Cour de cassation. Limitée, cette réforme aurait néanmoins l'avantage de démocratiser quelque peu l'institution.

Entre cette hypothèse basse et l'hypothèse haute, M. Badinter devra bientôt trancher. Dans le même temps, il lui faudra opter pour une réforme du statut de la magistrature qui, sans être liée à celle du Conseil supérieur, en est le complément logique.

L'un des inconvénients du statut actuel est de transformer la carrière du magistrat en une course d'ésta-

bles à cinq paliers : quatre groupes répartis en deux grades, auxquels s'ajoute un échelon hors hiérarchie. Pour progresser dans leur carrière, les magistrats du siège doivent franchir ces cinq étapes, cinq examens qui les placent de fait sous la dépendance de la hiérarchie et du pouvoir politique, seuls maîtres du choix. La réforme envisagée par la commission consisterait à remplacer ces cinq barrières par deux échelons seulement, dissociant ainsi partiellement le grade du magistrat de l'emploi qu'il occupe effectivement.

Au lieu d'avoir à grimper dans la hiérarchie pour avancer dans leur carrière, les magistrats progresseraient dans un premier temps à l'ancienneté à l'intérieur d'un grade unique, leur changement d'affectation n'ayant pas d'incidence sur cette progression. Ce grade unique dit « grade normal », engloberait la quasi-totalité des magistrats des tribunaux de grande instance, ainsi que les conseillers des cours d'appel de province, à l'exception des cours de Versailles et des DOM-TOM. Seuls également inclus dans ce grade normal les emplois de parquet correspondant au même niveau hiérarchique.

Il y aurait un second grade dit « grade supérieur », auquel on accéderait après dix ou quinze ans de fonctions minimales, sur proposition du Conseil de la magistrature en cas de révision constitutionnelle, soit, si cette révision s'avérait impossible, sur décision préalable de l'actuelle commission d'avancement, dont le mode de désignation serait démocratisé. Les grades de la magistrature étant ainsi ramifiés de cinq à deux, les possibilités d'avancement seraient réduites d'autant. Du même coup, seraient limitées les occasions de porter atteinte à l'indépendance des juges du siège, dont le système actuel favorise la décadence.

Les semaines qui s'ouvrent permettront de mesurer les réactions des principaux intéressés. Le Syndicat de la magistrature (gauche), réuni en effet jeudi dans une conférence de presse sur ce thème, à la veille de l'ouverture à Paris du congrès annuel de l'Union syndicale des magistrats (modérée).

Ces deux organisations n'étaient pas représentées et tant que telles au sein de la commission de réforme mais elles y avaient chacune deux porte-parole : MM. Claude Parodi et Maurice Zavarro pour le syndicat de la magistrature et MM. Azibert et Brunschweig pour l'U.S.M. Si l'on se réfère aux positions antérieures des deux organisations, les propositions retenues consistent pour chacune un compromis. Il existe en effet des partisans convaincus du grade unique intégral au sein du syndicat de la magistrature, alors que la commission en a finalement retenu deux. Quant à l'Union syndicale, elle souhaite depuis toujours une réforme constitutionnelle hors de laquelle elle ne voit point de salut, alors que la commission propose une solution de repli. Pour le syndicat de la magistrature, cette solution serait un « vœu », mais il estime qu'en modifiant la loi organique, il est quand même possible de démocratiser l'institution judiciaire, son aspect principal.

BERTHARD LE GENDRE.

**SAVOIR DECIDER**  
POUR 1986, RAISONNABLEMENT.  
QUELS NOUVEAUX MOYENS DE COMMUNICATION?  
31 MAI  
IMPACT VIDEOTEX SUR LE GRAND PUBLIC  
14 JUIN  
EN ASSOCIATION AVEC GEORGES R. PARISOT  
RESEAUX TELEINFORMATIQUES OUVERTS AUX DIFFERENTS CONSTRUCTEURS  
PROBLEMES D'INTERCONNECTION  
17/18/19 MAI  
**LES RENCONTRES**  
DE TELESYSTEMES-CONSULTANTS  
CONDITIONS D'INSCRIPTION ET PROGRAMMES  
TELESYSTEMES CONSULTANTS  
23 QUAI LE GALLO  
92100 BOULOGNE BILLANCOURT  
TEL : 825.36.32

MEDECINE  
Les « gr...

A la Fin...

Les mai...

Quelques...  
M. Mitterrand...  
M. Badinter...  
M. Brunschweig...  
M. Azibert...  
M. Parodi...  
M. Zavarro...  
M. Le Gendre...

هكذا من الأصل



● Littérature Américaine  
● Atelier ■ théâtre  
● Coffee break  
● Cours pour les ■  
■ : travaillez  
■ U.S.A. ■ grâce  
au programme  
"WORK and TRAVEL"  
COUNCIL CENTRE ODEON  
1, place de l'Odéon  
P ■ Tél. : 634.16.10



## La retraite des cadres

**CHRISTIANE GROLIER.**  
(1) AGIRC (Association générale des institutions de retraite des cadres), 4, rue Lavoisier, 75116 Paris. Tél. : (1) 501-53...

« Hôtel d'Aumont », 15 heures,  
metro Pont-Marie (Les Invalides).  
« Atelier d'un relieur  
doreur », 10 à 15, 211, Salin-  
Germain-des-Près (La France et son  
passé).  
« Musée des passages de Clignan-  
court », 14 à 30, 11, Joffrin  
(Paris pittoresque et insolite).

20 h 30, 16, rue Cadet, P. Boccara  
C. Goux, N. Chouraqui, L. ...  
« Le partage du travail peut-il résoudre  
le problème de ... ? » (Grand  
Orient de France, tribune publi...

## 50

— *Journal of the American Medical Association*, 1997



**MICRO-ORDINATEURS PROFESSIONNELS • TERMINAUX SPÉCIALISÉS • RESEAUX INFORMATIQUES DE MICRO • CONCEPTION DE SYSTÈMES SUR MESURE • LOGICIELS • PROGICIELS • FABRICATION INDUSTRIELLE • INSTALLATION • FORMATION • MAINTENANCE • IMPLANTATION NATIONALE**



**MATRA MICRO SYSTEMES**

# ! always

MMS :Matra-Micro-Systèmes : la structure Matra pour répondre aux besoins des organisations dans le domaine de la micro-informatique professionnelle.

## L'ENVERGURE DES AMBITIONS

La micro-informatique professionnelle représente l'un des grands enjeux économiques et culturels des années à venir. Le Groupe Matra est prêt à relever ce défi.

Matra Micro-Systèmes confirme aujourd'hui l'ambition du Groupe :

- participer, en tête, au développement d'une industrie micro-informatique française compétitive, capable d'offrir valeur ses compétences sur les marchés étrangers,
- proposer à toutes les entreprises une gamme de solutions standard performantes (micro-ordinateurs, terminaux spécialisés, logiciels) conçues à partir de leurs besoins réels et fabriquées industriellement dans l'une des unités du groupe,
- développer sur mesure et fabriquer en série des matériels répondant à des besoins spécifiques.

## L'ENVERGURE DES MOYENS

La vocation ■ Matra Micro-Systèmes est ambitieuse. Mais à l'envergure du projet, Matra répond par l'envergure des moyens : des moyens de recherche qui bénéficient de l'exceptionnel potentiel technique et industriel du Groupe Matra et d'une expérience prouvée en informatique professionnelle.

■ la maîtrise des techniques qui conditionnent le développement ■ Industrie micro-informatique : composants, montage électronique, programmation, télécommunication, intégration de systèmes, ■ une unité de production informatique qui fabrique déjà les systèmes micro Alcatel, des terminaux spécialisés, les unités centrales TFS 80/III, pour le compte de Matra Tandy Electronique,

- des réseaux - commercial et de maintenance - répartis sur tout le territoire national.

## L'ENVERGURE DES RÉALISATIONS

Metra Micro-Systèmes, une structure opérationnelle, dès sa création :


- des milliers de micro-ordinateurs professionnels **IBM** installés dans tous les secteurs de l'économie nationale :
- administrations, entreprises privées, professeurs **IBM** ;
- la production industrielle de matériels spécialisés (dont 17.000 terminaux pour le PMI).

**IBM** qui confie l'envergure des **IBM** et des moyens mis **IBM** œuvre.

Parallèlement, **IBM** élabore de nouveaux équipements micro-informatiques : systèmes d'interrogation, nouvelles configurations d'après des systèmes Alcyane, interconnexion de micros...

ils confirment la capacité industrielle de la nouvelle unité.

## L'ENVERGURE AU QUOTIDIEN

Qualité du matériel, bonne adaptation aux besoins, nouveaux systèmes plus performants. Ces qualités se traduisent pour tous les professionnels utilisateurs  termes d'efficacité quotidienne.

C'est ainsi que l'envergure des moyens rassemblés par Matra Micro-Systèmes trouve aujourd'hui une première application :

l'ALCYANE A 200, une nouvelle configuration plus performante qui rassemble toutes les qualités des systèmes de micro-informatique professionnelle ALCYANE.

**■** sa création MIMS Matra Micro-Systèmes s'affirme comme le leader capable de donner à la micro-informatique française l'envergure qu'elle mérite.

**MMS**  
**IMATRA MICRO SYSTEMES**  
Z.A. DE COURTABOEUF - 91 DU QUEBEC - B.P. 111  
91120 PALAISEAU - FRANCE  
Tél. (01) 69 90 72 31 - Fax (01) 69 90 72 32



















Que savez-vous du verre?

## Il n'y a pas que les hommes d'Etat que nous protégeons contre les attentats.



Un verre feuilleté pare-balles protège les hommes d'Etat. Dans le cas des «Quatre Apôtres» de Dürer, c'est un verre anti-reflet de Desag qui supprime les réflexions gênantes.

«Une toile de maître lacérée au couteau», «une agression à l'acide contre un tableau». Que faire? Aucun musée ne souhaite remiser un Rubens, un Van Gogh, un Greco ou un Raphaël, dans un grenier. Un verre permet de protéger ces tableaux.

Ce verre, c'est le verre anti-reflet de Desag: il réfléchit la lumière environ dix fois moins qu'un verre normal. On peut donc admirer les «Quatre Apôtres» sans effet miroir.

De plus, ce verre a le mérite de protéger les chefs-d'oeuvre des doigts trop curieux de certains visiteurs.

**Le verre a de nombreuses fonctions de protection.**

Le verre feuilleté pare-balles met à l'abri les hommes politiques et les

caissiers de banque. Les verres spéciaux, qui réfléchissent et absorbent la lumière et la chaleur, sont utilisés dans la fabrication des lunettes de protection des soudeurs et pour la protection solaire en architecture. Un verre contenant jusqu'à 70% d'oxyde de plomb protège contre les rayons X et les rayons gamma.

Les verres protecteurs ne sont qu'un des exemples des propriétés particulières que nous pouvons donner au verre. Et les possibilités de ce matériau sont loin d'être épuisées: nous travaillons sans cesse à des projets de recherche et à de nouveaux produits.

**Le groupe SCHOTT:**

34 entreprises avec 40 centres de production dans le monde entier, plus

de 250 agences de distribution en France et à l'étranger. Plus de 50.000 articles fabriqués pour un chiffre d'affaires de 3,5 milliards de francs.

**SCHOTT FRANCE**  
6, rue des Bateliers - 92110 Clichy.



# SCHOTT

**Nous perfectionnons  
sans cesse le verre.**







## La hausse des cours des matières premières industrielles

### Une remontée fragile ?

DEPUIS six mois, et surtout depuis le début de l'année, les cours des matières premières industrielles, essentiellement des métaux non ferreux, ont progressé de 30 à 60 %. Il est vrai que leur niveau de départ était, historiquement, très bas. Une anticipation de la reprise mondiale, avouons-le, comme explication (*le Monde* du 15 février 1983), confirmée par le redémarrage, dans certains secteurs, de l'économie américaine et, plus récemment, de l'économie allemande.

Cette remontée des cours apparaît bien fragile à M. Jean Poincaré, président de la Fédération française des chambres syndicales des métaux et des métaux non ferreux. Pour lui, l'optimisme, tout relatif, et les espoirs qu'elle a suscités chez les producteurs et les transformateurs doivent être tempérés, du fait de la persistance des facteurs défavorables : maintien des taux d'intérêt élevés outre-Atlantique, écart des monnaies mondiales, surtout, importance des capacités de production non utilisées. A tout moment, les installations arrêtées risquent d'être remises en activité, ce qui est susceptible de faire peser une nouvelle menace de surproduction et d'envoyer les cours de remonter.

Cette opinion s'appuie, certes, sur une large expérience des marchés et se nourrit des déceptions éprouvées depuis trois ans, faux départs et reprises avortées. Elle peut, toutefois, être associée à la reprise des économies occidentales se confirme et se généralise, ce qui n'est pas inconcevable, et si les taux d'intérêt s'orientent de nouveau à la baisse, ce qui est probable à moyen terme, si non à court terme.

Une chose est sûre en tout cas : assurer une reprise vigoureuse et durable de l'activité économique mondiale permettrait de redonner aux entreprises de secteurs réputés stratégiques la rentabilité, indispensable gage de leur survie.

C'est que la chute des cours, revenus au niveau des années 30, en dollars constants, pour la plupart des métaux, a suivi une forte contraction de la demande. Cette dernière a diminué en trois ans de 15 % pour l'aluminium, de 8 % pour le cuivre, de 10 % pour le zinc, de 13 % pour

le plomb et de 23 % pour le nickel, dont les cours d'extraction, en 1982, n'ont pas dépassé ceux de leur capacité.

Ce phénomène a provoqué, logiquement, et dans le monde entier, une forte dégradation de la structure financière des entreprises du secteur, dont les comptes ont viré au rouge, avec des pertes atteignant, par exemple, 25 milliards de francs d'affaires. En France, a déclaré M. Poincaré, la situation a été un peu moins catastrophique, avec un déficit de l'ordre de 12 à 15 milliards de francs dans l'industrie métallurgique (métaux bruts et affinés, employant 980 000 salariés). La perte a été du même ordre dans l'industrie de première transformation (semi-produits), occupant 24 200 personnes et réalisant 16 milliards de francs de chiffre d'affaires. Pour ces deux secteurs, la préoccupation essentielle est d'éviter la dégradation supplémentaire des comptes, causée par une guerre des prix meurtrière sur les marchés en dépression, susceptible de ruiner les efforts déployés ces dernières années pour développer les échanges extérieurs.

Dans la transformation, par exemple, depuis 1973, si les importations ont augmenté de 33 %, les exportations, en revanche, ont progressé de 95 %, leur part dans le chiffre d'affaires total passant de 17,9 à 30,7 %. Cette évolution a eu pour conséquence de rendre nettement positive la balance commerciale française de demi-produits. Il est à noter, toutefois, qu'en 1982, le processus d'amélioration du solde des échanges s'est interrompu. Il s'est même inversé, en raison de la dégradation de la compétitivité des producteurs français, due à l'alignement de leurs prix de revient et à la surévaluation du franc français. Ce phénomène incite les entreprises du secteur, que la crise a rendus généralement esquivants à demander non seulement un alignement de leurs charges, mais aussi la mise en œuvre d'une véritable politique industrielle communautaire, ce qui ne constitue pas le point le moins brûlant de leur dossier.

F. R.

## La Hongrie se prépare à l'austérité

C'EST l'une des dernières histoires que l'on se raconte du côté d'Irli Uca (rue des Seigneurs) : dans une salle de restaurant de la capitale, trois hommes déjeunent. Deux se partagent avec appétit un excellent déjeuner. A l'autre bout de la table, le troisième homme est assis. Il se contente de quelques tranches de pain ramassé d'un verre d'eau. L'un des deux premiers convives est M. Yuri Andropov. Le secrétaire général du parti communiste soviétique interroge son voisin :

« N'est-ce pas M. Kadar, cet homme là-bas, seul ? Pourquoi le secrétaire général du P.C. hongrois se nourrit-il si pauvrement ? »

« Oui, c'est bien le pauvre M. Kadar... Comme toujours, il préfère avoir trois ans d'avance... »

La Hongrie affirme ainsi avec un humour grinçant la distance qu'elle entend maintenir avec les « pays frères ». L'histoire a aussi une autre morale, à usage interne celle-là. Que les Hongrois ne s'y trompent pas : les prochaines années seront dures, très dures, pour la population.

Car, comme nombre d'autres pays, la Hongrie est entrée au pas dans la crise. Le poids de son endettement extérieur est écrasant (700 dollars par habitant), et il lui faudra de nombreuses années pour remettre à flot son économie. La population l'a-t-elle bien compris ? D'où l'image pédagogique d'un repas frugal.

Mais c'est par crainte d'un refus ou d'un soutien un peu plus grand adhésion, ici, on ne blâme pas. Pas de doute, l'histoire, on le sait, est difficile. Oui, le niveau de vie est bas. Oui, le prix de détail est très élevé, augmentant... On le dit à toute occasion, un peu comme on répète une formule magique d'économie. Le témoin extérieur en ressent bientôt comme un malaise.

La Hongrie a bâti sa croissance en développant considérablement son commerce avec - notamment - les pays occidentaux. C'est grâce à ses échanges et aux devises fortes qu'elle en tire que la Hongrie a pu offrir depuis une quinzaine d'années à ses habitants un bon niveau de vie. Ainsi - le pouvoir avait bien calculé - sont oubliées moins facilement

les contraintes politiques et sociales du régime.

Les victimes de Budapest continuent à faire des envies chez les voisins socialistes de la Hongrie. Ici, pas de file d'attente aux portes des magasins ; les marchandises sont abondantes et variées sur les étals ou sur les comptoirs. Depuis 1965, des milliers de responsables magyars ont dû rendre plus rigoureux les contrôles aux frontières : les Polonais et les Tchécoslovaques étaient décidément trop nombreux à venir s'approvisionner dans les boutiques hongroises.

### Le rôle du F.M.I.

Les difficultés financières de la Pologne, puis celles de la Roumanie, ont conduit à la fin de 1981 l'entrée des bailleurs internationaux plus réticents à l'égard des autres pays du Comecon.

A la fin de 1982, la Hongrie avait un endettement (à court, moyen et long terme) d'environ 7,5 milliards de dollars. L'an dernier, le service de la dette (capitaux à rembourser et intérêts) a été de 1,5 milliard de dollars (dont 650 millions de dollars en principal), soit le tiers de l'apport en devises, résultat des ventes aux pays non membres du camp socialiste. Cette année, pour faire face à ses engagements internationaux, le pays devra rembourser à ses prêteurs environ 1,7 milliard de dollars, dont 1 milliard pour les seuls intérêts.

Grâce au Fonds monétaire international (F.M.I.), dont elle est devenue membre à la veille de 1983, la Hongrie a pu obtenir de nouveaux prêts pour consolider sa dette. Elle en aura besoin d'autres.

### La responsabilité de mesures impopulaires...

Depuis quelques mois, l'économie magyare est sous examen. Des hauts fonctionnaires du F.M.I., de la Banque des règlements internationaux (B.R.I.), des responsables bancaires occidentaux, font un tour de sur les bords du Danube. Ici, sans le dire, on n'est pas trop mécontent. Une autre façon d'afficher sa différence par rapport aux voisins « frères ».

Remettre le pays à flot, retrouver la pleine confiance des pays créanciers, demain reprendre en solitaire son développement économique... voilà le triple objectif poursuivi par le gouvernement de M. Kadar. Pour l'atteindre, il faudra y mettre le prix. En doute-t-on ? La réponse vient de M. Havasi, secrétaire général du comité central du P.C. Il a mis les choses au clair en décembre dernier devant le Parlement :

« [...] Pour conserver la souveraineté internationale, il faudra maintenir la responsabilité de mesures impopulaires [...] ». Peut-être aurait-il dû dire de « nouvelles » mesures impopulaires.

Car le pays avait dû entreprendre, il y a quatre ans déjà, de rétablir l'équilibre de ses échanges en devises, défavorable à partir de 1978 en raison de la dégradation de la conjoncture internationale. Sans cesse, le vent se levait, le congrès du P.C. (mars 1980) avait donné la bénédiction à ce changement de cap, qui supposait une réduction de l'investissement et aussi le maintien, sans plus, du niveau de vie et des avantages sociaux.

Des succès ont été obtenus. La balance commerciale en devises est passée d'un déficit de 925 millions de dollars en 1978 à un surplus de l'ordre de 200 millions de dollars l'an dernier... Au prix de quels efforts ? En cinq ans, les importations ont diminué de 24 % (en raison d'une réduction de 15 % des investissements) et les exportations se sont accrues d'un quart. Le revenu national avait progressé de 4,9 % en moyenne annuelle entre 1978 et 1980 ; au cours des quatre dernières années (arrêté en 1982) la croissance aura été de 1,1 %.

Qu'en sera-t-il demain ? Selon les « comptes de la nation » adoptés par le Parlement de Budapest en décembre dernier, la production (industrielle et agricole) progressera entre 1 et 2 % et le revenu national entre 1,5 et 2 %. Les revenus des ménages diminueront de 1,5 à 2 % et les investissements de 5 à 6 %. Les exportations, sur la base d'actuels progrès, progresseront de 5 %.

Comment la population acceptera-t-elle le « pain ramassé » dont se contente M. Kadar ? De côté des pouvoirs publics, il y a cette recherche, presque forcée, de consensus. Au début de cette année, des représentants des syndicats et des planificateurs se sont rencontrés. Il leur fallait s'entendre sur l'évolution des salaires et sur celle des prix en 1983. Le plan prévoyait 5,5 % pour les salaires, contre deux d'une progression des prix de 9,5 %. Les syndicats défendaient une hypothèse différente, et l'on peut dire : 3,5 % pour les salaires et 7,5 % pour les prix. Ce furent les représentants des ouvriers qui eurent gain de cause, au regret de leurs partenaires.

### Continuer à s'adapter aux lois du marché

Aujourd'hui, assurément, le doute gagne l'esprit de militants et de responsables du parti. Il est fort bien résumé par un bon observateur de la situation. La Hongrie, pays socialiste, doit-elle subir les conséquences de la crise qui secoue le monde capitaliste ? L'interrogation est légitime. Elle conduit à faire concourir les entreprises sur un marché international où leur travail est, par la force des choses, déprécié ? Faut-il continuer à employer les modestes surplus d'une économie en voie de développement à payer des intérêts usuraires ?

La réponse paraît déjà avoir été posée, étant données les énormes avances tirées d'une participation active aux échanges internationaux. Les débats théoriques (ceux qui apparaissent dans l'opinion, de moins) qui préparent le prochain congrès du parti (en 1985) ne laissent guère de doute sur le choix. Il faut, avance-t-on, continuer à adapter l'économie nationale aux lois du marché, réduire le rôle interventionniste de l'Etat dans la gestion des entreprises. Un sommet des pays du Comecon qui doit se tenir à Moscou en mai prochain livrera peut-être des incertitudes « socialistes ».

Retrouver la pleine confiance des créanciers des pays créanciers est une tâche ardue. Pour cela, elle doit tirer parti du maximum de ses possibilités de production. Elle ne peut pas, en tout cas, vouloir « résister » à cette économie seconde qui s'est rapidement développée depuis quelques années. En termes clairs, il s'agit d'inciter les Hongrois à avoir un second métier. Avec la bénédiction de l'Etat s'est en effet développé ce qu'on appelle improprement une petite économie privée (par opposition à l'économie étatique).

### Des communautés pour travailler à l'intérieur

Ailleurs, plus paradoxal, des communautés de travail (sans statut juridique) se créent dans des usines, souvent sous l'impulsion de la direction. Ceux qu'elles regroupent deviennent, le soir et à la fin de la

semaine, des sortes d'employés industriels de l'entreprise qui les emploient dans la journée. Ainsi se sont créées des équipes de nettoyeurs de locaux ou de machines, travaux que l'on ne faisait plus faire de candidats.

Le pays et ses habitants en tirent de bons profits. Pour ces travailleurs au second métier d'abord : les bénéfices de cette activité parallèle, selon un rapport du F.M.I., représenteraient le sixième du revenu de la consommation intérieure. Pour l'Etat ensuite, le travail au soir aurait été réduit des deux tiers, d'où une source nouvelle de recettes fiscales. Pour les firmes enfin, puisque ainsi est mis partiellement un terme au si coûteux « chômage des machines ».

Plus généralement, cette économie seconde a mis en jeu des « forces créatrices » nouvelles, reconnait M. Havasi, deuxième vice-président du Conseil des ministres : « nous n'avons pas attendu jusqu'ici, l'attention des médias n'est pas sur ces initiatives ».

Deux initiatives gouvernementales notables apparaissent encore : la thèse de ceux qui, à Budapest, sont en faveur d'une économie plus équilibrée du point de vue : l'une a trait à l'artisanat, l'autre à l'ouverture de zones franches.

La reconnaissance à l'artisanat... C'est l'initiative la plus récente, durablement implantée d'ailleurs, symbolisant une activité traditionnelle type dont le caractère de diversité n'est pas à écarter. Aujourd'hui, l'artisanat est redécouvert par l'artisanat, car il est responsable d'une bonne économie, par la rentabilité qu'il apporte à ceux qui l'exercent et par la rapide satisfaction rendue aux besoins des consommateurs. De nombreux artisans, mille artisans que l'on dénombre encore en Hongrie se trouvent en situation de monopole étant donné qu'ils étaient seuls à rendre certains services, pour lesquels ils étaient plus ou moins nombreux.

Changement de cap, donc. Les artisans ont obtenu les bénéfices de la sécurité sociale. Deux mille échoppes artisanales ont été ouvertes en un an. Elles ont droit à des prêts pour leur matériel, leur outillage, leur matériel. Elles ont droit à la collecte d'une petite épargne. Il peut aussi jusqu'à trente pourcents de parts (la plupart du temps, de sa part), chacun d'eux étant responsable des dettes contractées par le chef de file.

### La création de zones franches

Les mesures ont été votées ; elle a été déclinée en janvier dernier. Des entreprises mixtes à capitaux majoritairement étrangers peuvent venir s'installer en Hongrie. On les y engage, même si elles sont petites, des droits de douane nationaux, des réglementations sur le commerce extérieur et les devises étrangères, et aussi de la plupart des dispositions sur les revenus. A part leur capital, ces firmes peuvent déposer leurs fonds en devises dans des banques étrangères. De même, les rapports sociaux dans ces sociétés sont pour l'essentiel hors des normes nationales (salaires, embauches, heures supplémentaires).

En parlant de zones franches, Budapest entend en fait l'échec de la coopération industrielle qu'il avait tentée de lancer il y a une dizaine d'années en cherchant à associer des firmes nationales et des sociétés étrangères. Onze seulement de ces « entreprises », dont la majorité du capital devait être hongrois, ont été créées. L'une d'elles est française, les autres, la Société générale, le Crédit lyonnais, le capital d'un établissement financier « mixte ».

Des négociations pour trois sociétés mixtes nouvelles sont en cours. L'une d'entre elles concerne une entreprise française nouvellement nationalisée. Il s'agit de C.S. - Hongrois-Bels.

Continuons à d'autres pays, qui ont ouvert des zones franches pour attirer les investissements étrangers, pour réduire le chômage, que cette initiative a été prise. Il est incertain, c'est pour gagner des devises.

En contrepartie, dit l'un des responsables de l'opération, la Hongrie peut offrir aux industriels étrangers « beaucoup de choses qui n'existent pas ailleurs » - on se croit à 1 000 lieues d'un pays socialiste. Et d'ajouter : « une meilleure rentabilité, le voisinage avec les principaux pays consommateurs, la qualité des travailleurs, la sécurité politique ».

ALPHONSE THIÉRY  
Édité par S. P. L. le Monde  
Ancien directeur de la rédaction  
Ancien directeur :  
Robert Bédouin (1944-1968)  
Jacques Fauriol (1968-1982)  
Rédaction : 10, rue de la Harpe, 75001 Paris  
Téléphone : 01 47 33 11 11  
Reproduction interdite d'une partie ou d'un ensemble de son contenu sans l'autorisation écrite de l'éditeur.  
Commissaire aux publications : M. J. P. 97 37  
ISSN : 0000-0000

## Banque verte et Afrique noire

(Suite de la page 19.)

Quel qu'il en soit, l'image de la C.N.C.A. est bonne dans le pays. « Je reçois dix demandes d'emploi de gens diplômés par jour », dit un cadre. Avec huit agences principales (dont trois sont dirigées par des femmes, ce qui n'est pas étonnant dans un pays où les femmes tiennent la commerce), dix agences locales et des bureaux à activité périodique « dans le nombre est difficile à recenser », la C.N.C.A. possède plus d'agences que l'ensemble des autres banques du pays réunies. Le fait que les fonctionnaires (il y en a 40 000 environ) aient leur compte à la « banque verte » fait beaucoup pour sa réputation. Et si d'aventure un contrôle policier (ils sont nombreux) se révèle trop tatillon ou onéreux, la carte de la C.N.C.A. vaut bien un laissez-passer.

La banque tourne. Reste à faire l'apprentissage de l'épargne et de la gestion des coopératives. Une première tentative de récupération de l'épargne par les coopératives a échoué. Plusieurs aventures montrent les difficultés à organiser un circuit de l'argent dans un pays en développement. La C.N.C.A. a par exemple, avancé l'argent des T.O.P.A.T. - les associations paysannes - à des agriculteurs qui ont pris l'argent, ils ont acheté des produits et leur matériel s'est élevé à un milliard de francs C.F.A. - Il y a quelques années les caisses de l'Ouest ont débordé de l'Union des coopératives de Koto : 85 millions de francs C.F.A. - Le budget 450 millions, avaient disparu. Le principal témoin est décédé précipitamment. La volonté d'organiser les producteurs, le transfert de savoir-faire, se heurtent à la réalité africaine.

Pourtant le fait coopératif est réel et les assistants techniques mis à la disposition du développement rural togolais se trouvent dans les organisations existantes. Celles-ci sont surtout « cultures d'exportation » : café, cacao, coton, pour lesquelles il existe des prix garantis et une organisation commerciale nationale. Les agriculteurs regroupés en coopératives sont considérés par les offices de commercialisation comme des acheteurs agréés, c'est-à-dire qu'ils bénéficient de la marge d'intermédiaire réservée aux acheteurs. Ces coopératives fourniraient le quart de la production (doublement en trois ans) mais seulement de 5 à 7 % des exportations. Cet écart s'explique par la contrebande, qui gonfle le tonnage exporté mais ce phénomène serait cessé depuis la fermeture franche de la frontière avec le Ghana. Toutefois, si le fait coopératif est une priorité nationale, les coopératives ont des handicaps. L'OPAT paie

les produits plus cher au privé, pour rétablir l'équilibre de concurrence avec les coopératives, qui ne sont pas soumises à l'impôt. En fait, la concurrence n'est pas réelle puisque 85 % des achats sont réalisés par un acheteur agréé, la S.C.T.F.A. (Société commerciale togolaise de produits agricoles), dont l'OPAT détient 30 % du capital.

Pour les cultures vivrières, l'organisation nationale d'organiser la commercialisation est moins pressante. Il existe un organisme d'achat, Togograin, créé en 1971, qui achète une très faible part de la production. Les circuits du négoce traditionnel restent puissants et, de ce fait, la coopération est limitée.

En finançant, d'une part, la coopération (avec des crédits régionaux de Poitou-Charentes), et, d'autre part, le fonctionnement (avec le concours partiel du B.I.T.) de deux centres régionaux de promotion coopérative - à Kpodjé et à Dapaong - les amis de l'épargne et de l'épargne de la Loire ont l'espoir de voir se lever une nouvelle génération de paysans coopérateurs. Pas forcément parmi les jeunes, puisque, en Afrique, il faut d'abord convaincre les aînés pour lancer un mouvement. Ces centres ont été conçus dans un grand souci d'économie en respectant les données villageoises, avec, par exemple, une cuisine traditionnelle au feu de bois, et ont été réalisés avec beaucoup d'astuce, comme ces pages qui servent à la fois de rideau de douche et de serviette. Des paysans ou des « entrepreneurs » sont initiés pendant quelques jours - et toujours en saison sèche, quand il n'y a pas de travaux - au b, a, ba de la coopération.

On leur apprend à tenir un livre de comptes. Une fois le principe acquis, ils retournent au village. Mais, un enfant, qui lui, sait compter, qui inscrit les chiffres et fait les calculs. Ces centres, à création récente (1980 pour celui de Kpodjé), dirigés par un fonctionnaire togolais, seront peut-être perennalisés dans la mesure où ils seront utilisés dans les futurs programmes des organismes internationaux de développement. En attendant, ce sont les caisses du Crédit agricole qui touchent les trois dixièmes du budget de fonctionnement.

Il est assez paradoxal que les banques mutualistes soient aussi amenées à contribuer à la mise en place d'une banque d'Etat. L'image de la création du Crédit agricole en France, on aurait pu imaginer une banque d'Etat. L'image de la création à la base de banques locales, puis ensuite d'un échelon national, est-elle réalisable ? Le président Eyadéma, qui apporte une grande attention à son Crédit agricole (au point de recevoir à Abidjan son président et les directeurs des caisses de l'Ouest, invité dit-on rarisime), a-t-il une construction moins officielle et moins centralisée ?

Assurément, le développement d'un service bancaire participe au mouvement d'intégration au marché des paysans togolais, qui n'en demandent pas tant. Un tel service leur permettrait de libérer les paysans de la prison des moeurs, autrement plus coûteuse et contraignante. Les banquiers mutualistes de l'Ouest peuvent encore se féliciter d'aider l'économie d'un pays qui

a fait de l'agriculture une priorité. Mais il ne faut pas se laisser aller à croire que les choses se passent comme dans un premier temps, le Togo a choisi la voie de l'intégration des surfaces, partant du principe que 20 % seulement des terres exploitables - qui couvraient au total 70 % du pays - sont effectivement en culture. Il est vite apparu que, pour des questions de main-d'œuvre notamment, d'investissements aussi, le choix d'une culture plus intensive, avec augmentation des intrants minéraux, était préférable. Le Togo n'a pas échappé à la maladie de la mécanisation importée : on a pu voir, abandonnés sous un hangar à Dapaong, vingt-cinq tracteurs qui avaient été achetés et huit cents heures d'utilisation. Coût estimé de ce gâchis : 10 millions de francs, francs cette fois. L'agriculture est une priorité, mais l'explosion des populations de plusieurs millions de paysans pour la constitution de réserves d'animaux dans le nord du pays, les réquisitions d'agriculteurs dans les « groupes choc », pour les fêtes nationales, pour les « champs du président », pour les journées à donner au peuple - le Rassemblement du peuple togolais - montrent que cette priorité est relative. Elle est en fait dictée par la baisse des productions de coton, dont le tonnage a été multiplié par quatre en dix ans - baisse catastrophique pour les finances de l'Etat.

Peut-être les centres régionaux de promotion coopérative seront-ils utiles pour donner aux paysans le goût d'une organisation de la production qui dépasse les seuls besoins de l'Etat. L'aide apportée tant par la France que par les officiels togolais conforte les seules cultures de rente et semble ignorer les cultures vivrières.

Mais le pays, comme on l'a vu, attire l'attention internationale et met l'accent aujourd'hui sur le développement de l'élevage pour diversifier les sources de produits.

« Quand le poulet fait deux, quatre ou cinq ans, on le regarde. On ne peut pas l'abattre », raconte un agriculteur. La tradition de l'élevage est faible au Togo, surtout dans le sud du pays. La culture attelle, la petite mécanisation sans moteur, le développement des troupeaux de petits ruminants (moutons surtout) et l'organisation du marché de la viande, comme on s'y emploie à la saison expérimentale d'Abidjan, sont autant de voies où les coopératives pourraient croquer leur talent, pour une véritable mobilisation villageoise, une mise en coopération qui ne serait plus seulement dictée par les impératifs des programmes de rénovation de la culture et du commerce ni par ceux de la balance commerciale.

JACQUES GRALL

## mémogenda 83

DES OPPORTUNITÉS DE CARRIÈRES

3 000 adresses pour choisir votre prochain emploi et gérer votre carrière

- L'annuaire des responsables et services de recrutement cadres
- Les chasseurs de tête et les cabinets de recrutement
- Prenez rendez-vous avec les entreprises qui recrutent
- Le guide des cycles des formations complémentaires et les principaux centres de formation continue

Par correspondance contre chèque de 82 F adressé à IDECOM, 57, Montaigne, 75008 Paris. En 1983 par Bordes

مكتبة الأمل



## Marks and Spencer : des « boutiquiers » britanniques qui réalisent près de 25 milliards de francs de chiffre d'affaires

Sans jamais transiger avec les principes de qualité et de rigueur dans le choix des produits qui ont fait la réputation des deux fondateurs de l'entreprise - Michael Marks et Thomas Spencer - leurs successeurs ont su bâtir un groupe qui figure à présent à la première place des chaînes britanniques de vente au détail et parmi les cinq premières entreprises de distribution d'articles alimentaires au Royaume-Uni.

UN antécédent sur chaque téléphone : « Soyez bref ! » une pancarte dans les toilettes : « Pourquoi n'écrivez pas la lumière ? » C'est ainsi, après les vieux principes élémentaires d'économie et de rigueur de gestion, patiemment inculqués par Michael Marks à ses collaborateurs et amis, sont encore la règle chez Marks and Spencer.

C'est vrai, nous sommes encore des « boutiquiers », admet M. J.H.M. Samuel, administrateur de la société mère et responsable financier, en recevant le Club Presse Finance. Si le bien dit « boutiquiers » et non pas « petits boutiquiers », cette fiente modeste n'empêche pas M. Samuel de glisser au passage que cette entreprise, dont les fondateurs ont dressé leur premier échafaudage sur le marché de Leeds en 1884, réalise à présent près de 25 milliards de francs de chiffre d'affaires par an. L'équivalent, à peu de chose près, d'un groupe français de la taille de Carrefour.

« A soixante-dix ans, explique M. Samuel, l'actuel président continue à se rendre chaque jour dans l'un ou l'autre des magasins. Il veut tout voir, interroger les clients, mais aussi, les vendeuses, pour savoir, par exemple, si elles aimeraient porter cette adorable petite robe mauve à 18 livres. Et si la vendeuse fait la moue en expliquant qu'elle ne lui plaît guère, alors c'est le drame et la réunion immédiate de

la direction pour chercher à améliorer le modèle. »

Qualité, prix, égards pour les fournisseurs et la clientèle, ce sont ces trois piliers de la Baker Street, dans ce bâtiment d'allure austère où plus de trois cents experts et techniciens infligent les pires sévices aux produits nouveaux avant de leur donner le feu vert. L'insigne « St Michael », qui porte seul leur nom, confère une qualité reconnue.

La Baker Street, en effet, est, au cours de l'année 1982, sur un total de quatre cents produits alimentaires testés en laboratoire, la première à obtenir un résultat satisfaisant. De même, dans le secteur textile où travaillent de nombreux ingénieurs et chercheurs, l'équivalent de 20 millions de francs ont été dépensés en essais techniques pour valider les caractéristiques de qualité, tiens, l'absence d'acide en Grande-Bretagne pour le tissu d'entre eux, même si l'usage des matières premières est beaucoup plus lointain.

Résultat : on peut acheter son costume en « pièces détachées » chez Marks and Spencer puisqu'on en connaît la taille, la texture, et toutes les données sont répertoriées. On peut l'essayer chez soi - sans passer par la traditionnelle cabine d'essayage - et le rapporter éventuellement au magasin.

### Pas de publicité

Pour mériter la confiance de la clientèle, il faut d'abord acquiescer celle-ci. « Nous travaillons », un slogan qui se trouve sur les murs de la Baker Street, souligne M. Samuel, « environ quatre cents fois par jour et trois cents fois par jour pour les produits alimentaires, ce qui permet d'assurer un service de première fabrication. » Pour autant, Marks and Spencer s'interdit de posséder une participation ou un intérêt quelconque chez l'un ou l'autre de ses fournisseurs, ce qui n'exclut pas de les aider financièrement dans des

cas bien précis pour les inciter à s'équiper en matériel nouveau et, par voie de conséquence, à améliorer la qualité du produit.

Sans entraîner de majoration des prix ? « Oh ! si, bien sûr, nous sommes peut-être un peu plus chers, concède-on, mais la qualité est tellement meilleure. » Sans doute, mais encore faudrait-il le faire savoir, par la publicité, par exemple. La publicité ? La question est presque incongrue. En Grande-Bretagne, tout le monde connaît Marks and Spencer, ce n'est pas la peine de faire de la publicité. Evidemment, mais ailleurs ? Au Canada, notamment, les résultats ne sont pas à la hauteur des espérances, ce qui a contraint Marks and Spencer à racheter deux magasins de magasins, à Paris et à D'Almeida, pour rétablir une marge bénéficiaire amputée par les déficits de seuls magasins à l'enseigne Marks and Spencer ?

« Au Canada, nous avons mal apprécié les conséquences de la proximité des Etats-Unis et le recours systématique à la publicité y est pratiqué, explique David de Saxe, responsable des affaires internationales. Mais nous allons modifier notre attitude, et il ne faudra pas longtemps avant que l'équilibre des magasins Marks and Spencer ne soit rétabli. » En Europe, le groupe s'est contenté jusqu'à présent d'embarquer la Manche pour ouvrir en 1975 le magasin du boulevard Haussmann à Paris, puis à servir de base à l'ouverture d'un autre magasin à Lyon, Reims, Strasbourg et, enfin, Lille en novembre 1982. En dehors de la France, un seul magasin a été ouvert à Bruxelles, et une seconde implantation est prévue en Belgique, à Anvers, en août prochain.

Visiblement, l'expérience est restée à l'état de projet. En effet, pour l'instant, un seul magasin, celui du boulevard Haussmann, « gère de l'argent » au détriment du handicap

d'être situé sur la « mauvaise voie », le « mauvais trottoir » étant celui qui lui fait face, où deux grands magasins canalisaient une partie importante des chalandes. Depuis qu'il s'est agrandi, ce magasin parisien réparti sur quatre niveaux et 5 000 mètres carrés de vente a pratiquement doublé son chiffre d'affaires en trois ans, mais il ne consacre encore que 20 % de ses articles et de ses ventes à l'alimentation, contre un pourcentage de 30 % en moyenne dans les magasins britanniques.

S'il ne veulent pas ouvrir de nouveaux magasins en France dans l'immédiat, les dirigeants de Marks and Spencer sont décidés à conserver ceux qui existent. « Nous avons investi 200 millions de francs en France », indique M. Samuel, « et nous ne pouvons pas déterminer quelle est notre politique. »

Le choix est clair : comme le groupe a dû s'adapter pour le moment ses implantations à l'étranger, il préfère élargir son assise dans les villes britanniques où il n'était pas représenté pour l'instant. Ainsi, entre août 1983 et août 1986, une dizaine de nouveaux magasins de 2 500 mètres carrés en moyenne pour chacun d'entre eux et sur la base d'un investissement de 1 000 livres sterling par mètre carré de surface commerciale créée.

Ce développement dans le seul Royaume-Uni devrait permettre à Marks and Spencer de continuer à progresser au rythme de 10 % à 15 % de croissance annuelle constatée jusqu'à présent, sans que les successeurs de Michael Marks se montrent particulièrement préoccupés par les effets de la crise économique en Grande-Bretagne, où trois millions de personnes sont au chômage.

SEERGE MARTI

## INSTITUT DE GESTION SOCIALE

Cycles organisés en alternance avec les entreprises

### 2<sup>e</sup> CYCLE

## GESTION DE PERSONNEL

12 mois de formation de haut niveau  
7 mois de stages spécialisés en entreprise

L'admission est réservée aux titulaires d'un DEUG, DUT, BTS, Licence ou 2 ans de Prépa.

### 3<sup>e</sup> CYCLE

## MANAGEMENT AVANCE

8 mois de formation de haut niveau  
7 mois de missions opérationnelles en entreprise

L'admission est réservée aux diplômés de l'enseignement supérieur (écoles d'ingénieurs, I.E.P., maîtrise) et à des jeunes cadres.



IGS  
ENSEIGNEMENT  
SUPERIEUR

Etablissement privé d'enseignement supérieur

Prochaine session de recrutement  
22 avril 1983  
Date limite de dépôt des dossiers  
8 avril 1983

Dossier de candidature  
brochure détaillée (en précisant le cycle)  
IGS, 63, Avenue de Villiers  
75017 PARIS.

## DENTIFRICE

LJC MARK ALLEN  
CO USA



POUDRE USAGE QUOTIDIEN  
PATES : à la menthe ou au saucyolate

Vente exclusive en France

## « Tout à 1 penny ! »

LORSQU'IL débarque en 1884 à Leeds, cette banlieue de Yorkshire, le jeune Michael Marks - il a alors vingt et un ans - n'a qu'une idée en tête : fuir les pogroms polonais. Mais, vers un soir d'été, il lui faut pourtant bien vivre, et les 5 livres sterling prêtées par un petit commerçant lui permettent non seulement de subsister quelques jours, mais d'installer son propre échafaudage sur la place du marché avec une enseigne unique : « Le bazar de Marks ». Tout à 1 penny ! la seule note qu'il connaisse en anglais.

Ca qu'il vend ? N'importe quoi : des casseroles, de la mercerie, des jouets, des partitions musicales, pourquoi pas ? L'essentiel, c'est le prix : 1 penny. C'est simple, pas cher, et ça évite de rendre la monnaie... En peu de temps, les affaires ne vont pas bien : à tel point que, à force de parcourir incessamment les marchés du nord de l'Angleterre où le qualité de ses produits lui ont bien vite forgé une solide réputation, Michael Marks décide de prendre un associé.

En signe de reconnaissance, il se tourne d'abord vers Isaac Dewhurst, ce commerçant de Leeds qui lui avait permis de démarrer avec 5 livres en poche. Tout en déclinant l'offre de Michael Marks, ce commerçant en gros, qui fournit à présent tous les bazars de l'émigré polonais, lui présente aussitôt son homme de confiance en la personne de son compatriote : Thomas Spencer. Les deux complices vont aussitôt former une solide association en 1884 tout en assurant à la famille Dewhurst le rôle de fournisseur privilégié - qui est encore le sien de nos jours - pour le compte de ce nouveau tandem : Marks and Spencer.

L'association survit à la mort de Thomas Spencer, en 1905, puis, deux ans plus tard, à celle de Michael Marks, et ce sera le fils de ce dernier, Simon Marks, qui prendra la direction générale de l'entreprise pour accéder en 1916 au poste de président-directeur général, une fonction qu'il occupera

jusqu'à sa mort, en 1964, avec le sous-titre d'avoir été un « homme d'entre-temps » sous le nom de Lord Marks.

Cette consécration, Simon Marks la doit aussi à son ancien patron d'école, lord Sief, venu à son tour lord Sief, avec lequel il va rapidement tisser des liens familiaux d'autant plus étroits qu'il épouse la sœur de l'autre. Ils furent heureux, et ils furent naturellement beaucoup d'enfants. Pour parachever ce joli conte de fées à la mode britannique, l'actuel président-directeur général de Marks and Spencer, lord Sief de Brimpton, n'est autre que Marcus, le petit-fils de Michael Marks. D'autre part, M. Michael Secher, autre petit-fils du fondateur, assure encore aujourd'hui les fonctions de directeur général adjoint au sein de la première chaîne britannique de commerce de détail bâtie sur un bazar il y a tout juste cent ans. Un an près.

### La devise « St Michael »

A l'heure actuelle, plus de quatorze millions de clients franchissent chaque semaine les portes d'un des deux cents magasins Marks and Spencer répartis dans le Royaume-Uni, en Europe et au Canada, et où tout article vendu doit obligatoirement arborer la marque unique « St Michael », en l'honneur du fondateur de la dynastie Marks and Spencer. Depuis 1929, elle représente bien plus qu'un simple label apposé sur une étiquette. C'est d'une véritable devise dont il s'agit. A Marble Arch, au cœur de Londres, le magasin-pilote à l'enseigne Marks and Spencer figure en bonne place dans le célèbre Livre des records « Guinness » pour le nombre inégalé dans le monde des ventes de détail au mètre carré.

Pour les dirigeants - et pour un nombre toujours croissant de Britanniques si l'on en croit la courbe des ventes - la marque « St Michael » est avant tout le

symbole d'un bon produit qui, par son prix, Marks and Spencer occupe à présent environ 900 000 m<sup>2</sup> de surface commerciale qui lui permettent de figurer largement au premier rang des principales chaînes de magasins de détail et parmi les cinq premiers détaillants pour les produits alimentaires dans l'ensemble du Royaume-Uni. Sur un chiffre d'affaires qui devrait atteindre 2,4 milliards de livres sterling pour l'exercice 1982-1983, les deux tiers environ sont destinés à la vente de produits alimentaires (vêtements pour l'essentiel, mais également accessoires, bijoux, chaussures, tissus d'ameublement, articles pour la maison...) et le solde dans les produits alimentaires, qui portent également la marque « St Michael ».

Classée au quatrième rang des entreprises britanniques en termes de capitalisation boursière (11 250 000 actionnaires figurent sur les registres), le groupe Marks and Spencer possède à lui seul 15 % du marché national du vêtement. Ce qui explique qu'un Anglais achète un pyjama Marks and Spencer qu'une Anglaise achète un pyjama Marks and Spencer.

Si elle n'est pas décernée en 1977 le « Queen's Award » destiné à récompenser ses efforts à l'exportation, la société doit cultiver le marché national. Quand le St Michael News, le nouveau magazine distribué dans tous les rayons Marks and Spencer, invite ses clients - et clientes - à acheter anglais « Buy British » (« Achetez anglais ! ») dans son numéro de février dernier, c'est toute la Grande-Bretagne qui se drape fièrement dans la bannière de l'Union Jack.

S. M.

(1) L'action Marks and Spencer est cotée depuis 1973 à la Bourse de Paris.

## Résultats financiers consolidés

(en millions de livres sterling)

| EXERCICES AU 31 MARS                       | 1980-1981 | 1981-1982 | Augmentation en % | 1982-1983 (P. provisoire) |
|--|-----------|-----------|-------------------|---------------------------|
| Chiffre d'affaires                         | 1 872,9   | 2 198,7   | + 17,4            | 3 117,0                   |
| Royaume-Uni                                | 1 739,2   | 2 025,3   | + 16,4            | 3 027,1                   |
| Europe                                     | 78,1      | 103,3     | + 32,3            | 51,2                      |
| Ventes à l'exportation en dehors du groupe | 22,3      | 26,5      | + 18,8            | 33,3                      |
| Bénéfice net                               | 99,5      | 128,7     | + 29,3            | 51,7                      |
| dont :                                     |           |           |                   |                           |
| Royaume-Uni                                | 94,5      | 117,8     | + 24,2            | -                         |
| Europe                                     | 1,7       | 2,1       | + 23,5            | -                         |
| Canada                                     | 1,4       | 1,5       | + 7,1             | -                         |
| Bénéfice par action :                      |           |           |                   |                           |
| (En pence)                                 | 7,62      | 9,22      | + 21              | 3,94                      |
| Dividende par action :                     |           |           |                   |                           |
| (En pence)                                 | 3,80      | 4,68      | + 23              | 1,95                      |



LIFFE  
FINANCIAL FUTURES  
PARIS - 1983

Informations et inscriptions :  
23, rue aux Fers, 75004 PARIS  
Tél. (1) 46 46 46

## l'industrie du logiciel a sa Grande Ecole... faites votre M.S. en France

Le CERICS a été créé par le CERAM, CII HONEYWELL BULL, l'INRIA, avec le soutien de l'Agence de l'Informatique.



Le CERICS vous permet d'accéder aux fonctions d'INGENIEUR LOGICIEL en un an de formation dans un programme de l'enseignement international.

Des bourses de formation sont offertes aux étudiants par le CERICS et par les grandes entreprises qui lui proposent de les recruter.



Sophie Antipolis 06561 Valbonne Cedex. Tél. (93) 33.95.95.

## messagerie électronique..

RÉCEVOIR, LIRE, RÉPONDRE, FAIRE SUIVRE, ARCHIVER en 2 secondes, sur tout le globe, c'est la messagerie électronique. MISSIVE seul, apporte ce service. Il a été conçu pour répondre aux vœux des responsables d'entreprise désirant correspondre dans l'instant de leur décision avec un ou plusieurs partenaires, en toute quiétude technique et en toute confidentialité.



FRANCE CÂBLES ET RADIO  
PRODUITS ET SERVICES NOUVEAUX  
73 rue Richelieu, 75002 Paris  
tél. 296 14 11

pour tous renseignements...



un ouvrage intitulé

the *Journal of the American Medical Association* (JAMA) and the *British Medical Journal* (BMJ) are the most widely read and cited medical journals in the world. They are both published weekly and cover a wide range of medical topics. JAMA is published by the American Medical Association (AMA) and the BMJ is published by the British Medical Association (BMA). Both journals are highly respected and their content is often used as a reference in the medical community.



| OFFRES D'EMPLOI     | La semaine | La semaine T.T.C. |
|---------------------|------------|-------------------|
| DEMANDES D'EMPLOI   | 77,00      | 91,32             |
| IMMOBILIER          | 22,80      | 27,04             |
| AUTOMOBILES         | 52,00      | 61,67             |
| AGENDA              | 52,00      | 61,67             |
| PROP. COMM. CAPITAL | 151,80     | 180,03            |

# ANNONCES CLASSEES

| ANNONCES ENCADREES | La semaine | La semaine T.T.C. |
|--------------------|------------|-------------------|
| DEMANDES D'EMPLOI  | 43,40      | 51,47             |
| IMMOBILIER         | 13,00      | 15,42             |
| AUTOMOBILES        | 33,60      | 39,60             |
| AGENDA             | 33,60      | 39,60             |



## DIRECTIONS . DIRECTIONS . DIRECTIONS

Fonctions nationales et internationales

**Groupe de Sociétés de Services**  
recrute

**Directeurs Régionaux**  
AUVERGNE (19 agences)  
et PARIS EST (12 Agences)

Priorité sera donnée à un diplômé supérieur.

So mission :  
par son action commerciale directe  
les entreprises :

Il améliore les résultats des agences  
il établit un programme d'action commerciale  
il entraîne les responsables sur le terrain, recrute,  
forme les collaborateurs permanents, dirige,  
anime, contrôle le réseau et supervise la gestion  
des agences.

Rémunération liée aux résultats. Salaire annuel  
à partir de 180.000 F selon expérience + frais.

Adresser CV, photo et lettre manuscrite  
sous réf. 9926 à LTP: 31, Bd Bonne Nouvelle  
75003 Paris Cedex 02 - qui transmettra

**PA**

**Directeur commercial - futur directeur de filiale** 280.000 F

Périphériques informatiques - Une société britannique en forte croissance est spécialisée dans la conception, la fabrication et la commercialisation de périphériques informatiques performants, en CAO, DAO, EAO, et jouissent d'une image de marque recherchée pour ses produits innovants. Elle recherche un directeur commercial expérimenté et placé sous l'autorité du directeur général, pour la principale mission de développer la pénétration des systèmes auprès des constructeurs, des OEM et des principaux utilisateurs : grands industriels, administrations... Au départ, la mission sera confiée à un homme expérimenté, possédant une négociation de haut niveau tant que commerciale, qu'administrative, dans l'informatique scientifique. La direction commerciale sera confiée en cas de réussite à la direction de la filiale. Ce poste est un défi de 3 à 5 ans minimum, avec formation supérieure en ingénierie électronique, MAGE... ayant une expérience significative de la vente de type B2B et se situant autant à l'aise dans les techniques de vente que dans la gestion commerciale. L'anglais courant est nécessaire. La rémunération est de 280.000 F par an, sera assortie d'une prime de fonction. Ecrire à H. MICHERON, Réf. AR9011M.

Aucun renseignement ne sera communiqué sans l'accord préalable des candidats.

Adresser C.V. en rappelant la référence à :

**PA Conseiller de Direction S.A.**  
3, rue des Gravières - 92200 NEUILLY - Tél. 747.11.84

Paris - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon  
Madrid - Milan - Rome - Strasbourg - Toulouse

**PA**

**Manager centre de distribution** Amiens

première européenne de jeans, constante progression sur le marché (1200 personnes) à Amiens, production en France) recherche un responsable de son centre de distribution, et d'action, il animer, dirigera une équipe de 65 personnes, la responsabilité d'objectifs d'expédition, Organisateur, l'ensemble de la gestion et le développement. Agissant de manière autonome, il disposera d'un outil informatique indépendant et performant, et l'appui d'une structure fonctionnelle de la société dans les domaines de la production, de la logistique, de la maintenance, de la gestion d'un budget, du fonctionnement annuel personnel, investissement... s'adresse à un candidat tourné vers l'action, minimum, formation supérieure (technique ou gestion) ayant une expérience significative en conduite d'équipe, acquise dans une fonction similaire (industrie ou distribution). La rémunération, ouverte, essentiellement fonction de l'expérience du candidat. Ecrire à H. MICHERON, Réf. AR9011M.

Aucun renseignement ne sera communiqué sans l'accord préalable des candidats.

Adresser C.V. en rappelant la référence à :

**PA Conseiller de Direction S.A.**  
3, rue des Gravières - 92200 NEUILLY - Tél. 747.11.84

Paris - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon  
Madrid - Milan - Rome - Strasbourg - Toulouse

**La fonction Personnel**  
dans un Groupe pharmaceutique international réputé

Notre société, grâce à la qualité de ses produits et au dynamisme de son personnel (550 personnes) est en pleine croissance : son C.A. 1982 de 360 MF. doublera dans les 4 ans qui viennent.

Pour faire face à ce développement, notre Directeur de Personnel crée le poste de **Chef de Personnel Siège-Vente Médicale**, de même qu'il existe déjà un poste de **Personnel Usines-Centre de Recherche**.

Vos obligations : 200 personnes à gérer, Assister les Directions dans les tâches de recrutement, la formation, la gestion des rémunérations, les définitions de fonctions, les systèmes de stimulation pour la vente médicale, la communication interne, etc. Participer étroitement à la définition de la politique du Personnel.

Ce poste est évolutif étant dans le cadre d'une délégation de plus en plus large de la part du Directeur du Personnel, que dans l'optique du développement rapide de notre société.

Vous avez 28/32 ans environ. Une première expérience de la fonction Personnel vous a permis de mesurer votre goût et vos aptitudes pour ce poste alliant sens de la communication et capacité à rendre service avec rigueur et précision.

Le fourchette de salaire pour ce poste basé à Paris se situe entre 170 et 200.000 francs.

Merci d'adresser votre dossier complet (lettre manuscrite, C.V., photo et salaire actuel) sous réf. 4/PEL/M à notre Conseil qui vous garantira toute discrétion.

**Raymond Poulin Consultants** 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

**DIRECTEUR FINANCIER**

Société industrielle, 1200 personnes, 3 usines, ayant un plan de charges assuré 3 ans, leader sur le marché français, fortement présente à l'étranger, spécialisée dans le matériel ferroviaire inox (réseau, métro, banlieue) recherche un Responsable Financier haut niveau.

Exigences du poste :

- formation Ecole Supérieure de Commerce, ou Ingénieur
- solide expérience du contrôle de gestion acquise en milieu industriel
- parfaite maîtrise de l'anglais.

Ses responsabilités :

- comptabilité générale et analytique informatisée
- contrôle de gestion des 2 usines
- montage financier des dossiers export et leur suivi
- relation avec les banques, la COFACE et la Société Mère.

Le lieu de travail est au siège situé à 100 km à l'Ouest de Paris, facile d'accès.

Merci d'adresser CV + rémunération actuelle sous réf. 224/M à :

**DICA SELECTION**  
69, rue Lecourbe 75015 PARIS dica

**directeur des ventes**

**CHAINE DE MAGASINS** **PAP FEMININ**

Nous sommes un important groupe de distribution à fort développement et créons aujourd'hui pour l'une de nos Sociétés le poste de Directeur des Ventes. Cette Société qui a déjà plusieurs magasins de PAP féminin a un ambitieux programme d'ouverture : 100 points de vente dans un délai de 5 ans ; 65 succursales et 35 franchises. Le nouveau collaborateur que nous recherchons aura pour mission de contrôler et de développer cette chaîne. Il sera responsable de l'animation commerciale : recrutement et formation du personnel de vente ; il sera capable de concevoir et de suivre des actions promotionnelles ; il travaillera en étroite collaboration avec notre service achats afin d'optimiser la sélection de nos produits. Ce poste qui est évolutif nécessite une très bonne connaissance du PAP féminin et de la distribution. Il s'adresse à un homme jeune, diplômé d'études supérieures et parlant, si possible, l'anglais. Une première expérience de responsable d'une chaîne de magasins ou de chef de département confection féminine acquise dans un grand magasin ou dans la distribution moderne est nécessaire.

Si cette proposition vous intéresse, nous vous demandons d'adresser votre candidature sous référence 258.83 M à notre Conseil - 81, boulevard Haussmann - 75008 PARIS

**CB Chantal Baudron. s.a.**

**IMPORTANT SOCIÉTÉ DE PROMOTION IMMOBILIÈRE DU LANGUEDOC-ROUSSILLON**  
recherche

**DIRECTEUR DE PROGRAMMES**

- Le candidat aura la responsabilité d'opérer les opérations immobilières.
- Il devra acquiescer une bonne connaissance du marché foncier immobilier de son secteur et en suivre l'évolution.
- Il participera au montage de ses opérations avec les architectes et les administrations concernées.
- Il sera chargé de la gestion administrative et financière de ses opérations et représentera le maître d'ouvrage dans ses relations avec les tiers.
- Il participera à l'élaboration de la politique commerciale et en suivra l'évolution.

Le profil du candidat sera le suivant :

- 30 ans minimum
- une expérience de 5 ans dans le secteur immobilier
- formation supérieure

Rémunération motivante comportant fixe + prime fonction

Adresser lettre manuscrite + CV + photo + prétentions à :

**urbat**  
14, avenue Frédéric MONTPELLIER

**directeur des ventes**

Nous sommes l'un des premiers groupes français de l'équipement de la maison. Notre croissance est régulière et équilibrée, et nous disposons de l'appui de groupes financiers solides.

Ce développement nous amène à créer un poste de Directeur des Ventes.

Ses missions consisteront à :

- animer une équipe d'attachés commerciaux (suivi, contrôle des performances, formation...)
- assurer le suivi d'une partie des opérations commerciales
- contribuer au développement du chiffre d'affaires (prospection, actions spécifiques, ...)
- participer à la mise au point de la stratégie commerciale, méthodologie...

Le poste pourrait convenir à un diplômé d'une école de commerce ou équivalent, âgé d'environ 30 ans, ayant une expérience réussie dans le domaine de la vente de services aux entreprises.

Poste pouvant évoluer à long terme.

Adresser C.V., photo et salaire actuel sous référence 33.91/00115 à ADEQUATION, 62/64 avenue Emile Zola 75015 Paris.

**chef du service comptabilité générale**

**ALSACE**

Vous avez 30 ans minimum et après avoir terminé votre école de gestion et passé votre DEC, vous avez souhaité vous former à la comptabilité anglo-saxonne pour vous permettre de travailler dans des entreprises dynamiques et rigoureuses.

Vous êtes devenu un spécialiste des systèmes d'information de gestion que vous avez déjà personnellement conçus et mis en place. Vous souhaitez aujourd'hui mettre cet acquis au service d'une entreprise plus importante vous offrant de larges perspectives de promotion.

Un groupe français spécialisé dans les techniques militaires et la construction mécanique et électronique vous offre l'opportunité de devenir le Chef de son Service Comptabilité Générale au sein d'une direction financière qui achève de se restructurer.

Vous dirigerez 22 personnes et vos objectifs principaux seront d'améliorer ou d'implanter de nouveaux systèmes, de contribuer à l'intégration de la comptabilité générale et de la comptabilité analytique et d'établir des systèmes de reporting fiables.

Votre C.V. détaillé avec salaire actuel sera adressé sous réf. 8659-M à I.C.A. - 3 rue d'Hauteville 75010 Paris, qui transmettra.

**I.C.A. International Classified Advertising NEW YORK PARIS**

**FOYER JEUNES TRAVAILLEURS DE PARIS (150 Bn)**  
recherche

**DIRECTEUR ADJOINT** (H. ou F.)

Formation requise. Adresser C.V. - photo à :

**296-15-01**  
95 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

**PRODUITS DE BEAUTÉ ELLA BACHÉ - NY EPL**  
recherche

**DIRECTEUR DES VENTES**

Bonnes références dans la profession. Responsable des Représentants et Démonstratrices. Ayant contacts avec Grands Magasins et principaux clients. Disponible pour déplacements en Province.

Adresser C.V. + photo - 87, rue de Valenciennes 93100 ROUBAIX FRANCE.

**YOSGES** (C.A. 400 M.F.) recrute un

**DIRECTEUR FINANCIER**

chargé de la gestion financière et administrative de la société.

Tél. (01) 338-42-83 ou écrire sous réf. F. 300

**CLAUDE BLIQUE**  
54013 NANCY CEDEX

**ANNONCES CLASSEES**  
TÉLÉPHONÉES

**296-15-01**

**PRODUCTION ET DÉVELOPPEMENT PRODUITS**

**DIRECTEUR**  
CHARGÉ DE LA PROMOTION ET DU DÉVELOPPEMENT D'UNE LIGNE DE PRODUITS À HAUTE VALEUR AJOUTÉE

Action France et export. Anglais et allemand indispensables.

Supérieure en expérience industrielle 30 ans.

Envoyer C.V. + lettre manuscrite + S.N.T. M. H. RÉGUE PRESSE 75002 PARIS







REPRODUCTION INTERDITE



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

**GROUPE INDUSTRIEL FRANÇAIS DE PREMIER PLAN IMPLANTATION INTERNATIONALE**  
recherche pour Région Ouest

**jeune D.U.T. FONCTION "PERSONNEL"**  
débutant ou quelques années d'expérience

**TECHNICIEN SUPÉRIEUR**  
Fabrication mécanique  
pour technique  
Formation complémentaire gastronomique appréciée  
Bilingue, allemand ou anglais.

**TECHNICIEN D'APRÈS-VENTE et ESSAIS**  
Diplômé Bac technique ou B.T.S. ou D.U.T.  
Mécanique et électromécanique.  
Déplacement France et étranger.  
Notions d'électricité et d'électronique appréciées.

**TECHNICIEN assistance - qualité**  
Formation B.T.S.-D.U.T.  
Travaux thermiques - Mécatronique  
Résistance des matériaux  
Connaissance de l'anglais indispensable  
Connaissance de l'allemand souhaitée

**TECHNICIEN**  
assistance - qualité  
Formation B.T.S.-D.U.T.  
Travaux thermiques - Mécatronique  
Résistance des matériaux  
Connaissance de l'anglais indispensable  
Connaissance de l'allemand souhaitée

**Ecrire à :**  
H.A.P. Hall des petites annonces  
n° 950940  
I X - 44040 NANTES CEDEX

**Entreprise DUCLES - Travaux Publics -**  
32300 MIRANDE, recherche pour son  
siège social

**• Chef comptable**  
Envoyer C.V., photo et prétentions sous  
référence "CCM" à l'Entreprise DUCLES,  
32300 MIRANDE - Tél. : (021) 95 54 80.



**Secrétaire général**

**300.000 F**

Sud-ouest - Une importante (plus de 1000) personnel du  
telle, membre d'un groupe international, recherche, dans son im-  
portant développement (+ 35 % de chiffre d'affaires par an), un  
directeur général, titulaire d'un diplôme de niveau supérieur, en  
directement la gestion du personnel, en liaison avec les deux  
directions de fabrication, le contrôle de la gestion du risque client  
l'ensemble des problèmes juridiques, la gestion du risque client  
ces missions, sur les bases d'un diplôme de niveau supérieur  
un candidat âgé d'au moins 35 ans, diplômé d'un niveau supé-  
rieur et pouvant justifier d'une expérience similaire, le possible  
des biens de la région. La rémunération annuelle brute, de 300.000 francs, sera  
du niveau du candidat retenu. Ecrire à D. DELRIEU, 101, AT

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats.  
Adresser C.V. en rappelant la référence à :

**PA Conseiller de Direction S.A.**  
1, rue des Gravières - 92200 NEUILLY - Tél. 747.11.04

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon  
Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse



**Gestion des effectifs - bilan social**

**Nord**

**BANQUE SCALBERT DUPONT**

Chargé d'études - Avec un réseau de  
160 agences et un effectif supérieur à  
2500 personnes, la Banque Scalbert  
Dupont est une des grandes banques  
régionales du groupe C.I.C. Plus de 100  
informes et 100 agences d'effort  
directions du siège et de l'exploitation  
en matière de gestion des effectifs et de l'exploitation des effectifs, la  
Banque Scalbert Dupont est une des grandes banques régionales du groupe C.I.C.  
en matière de gestion des effectifs et de l'exploitation des effectifs, la  
Banque Scalbert Dupont est une des grandes banques régionales du groupe C.I.C.  
en matière de gestion des effectifs et de l'exploitation des effectifs, la  
Banque Scalbert Dupont est une des grandes banques régionales du groupe C.I.C.

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats.  
Adresser C.V. en rappelant la référence à :

**PA Conseiller de Direction S.A.**  
19, Résidence Flandre - 59179 CROIX - Tél. (20) 72.52.25

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon  
Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse



**Responsable études et développement**

**Normandie**

Matériaux bâtiment et travaux publics - Membre d'un groupe interna-  
tional leader mondial sur les marchés, cette société française recherche le responsable  
de la direction études et développement, il aura pour mission  
la production des études et des plans de construction, la conception  
publics (chiffre d'affaires 70 millions). Basé dans une petite ville nor-  
mande, en liaison étroite avec la direction générale, il aura pour mission  
de participer à l'analyse des coûts de production, il aura la responsabilité d'une  
équipe qu'il animera, sur le plan technique que logistique. Il sera membre  
du comité de direction et collaborera au développement international du groupe.  
Il possèdera un diplôme d'ingénieur de 15 ans environ, de forma-  
tion supérieure (AM, Supélec ou équivalent), justifiant plusieurs années  
d'expérience acquises en milieu industriel (mécanique générale, électricité,  
électronique) dans la recherche études et développement, ayant un intérêt  
confirmé pour le marketing et pour la gestion de produits de biens d'équie-  
ment, si possible du bâtiment et des travaux publics. Le candidat international  
du groupe exige la maîtrise de l'anglais. Pour indiquer les réponses à  
cette offre, le candidat doit joindre à sa lettre de motivation, les noms des  
auxquelles elles ne doivent pas être communiquées. Ecrire en précisant pré-  
férer à : 101, AT

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats.  
Adresser C.V. en rappelant la référence à :

**PA Conseiller de Direction S.A.**  
1, rue des Gravières - 92200 NEUILLY - Tél. 747.11.04

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon  
Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse



**Jeune chef de fabrication**

**180.000 F**

Vendée - Dans le cadre d'un développement de promotion interne, une  
française de première importance recherche, pour l'un de ses  
usines (effectif : 1000 personnes), 850 personnes, un jeune chef de fabrication  
à l'export, spécialisé dans la conception et la réalisation d'équipements de  
grande série, un jeune chef de fabrication capable d'évoluer, à court terme (1 à  
2 ans), vers une fonction de chef d'unité. Un premier temps de formation  
responsable d'une unité de montage, il aura chargé, à la fin d'un effectif de  
300 personnes, la mise en œuvre des programmes de fabrication, en quantité,  
qualité et coût. Responsable des budgets et des objectifs, il veillera par  
ailleurs à l'optimisation des ressources humaines et à la baisse des coûts de production.  
Ce poste, basé en Vendée, nécessite un ingénieur diplômé, homme de terrain  
et personnalité affirmée, âgé de 27 ans au moins, ayant justifié d'une pre-  
mière expérience industrielle, acquise de préférence en production de grande  
série (mécanique, électronique, etc.). De préférence, il devra être en automatisation  
industrielle et avoir une expérience en gestion de ressources humaines. Le candidat  
d'homme, percevant sa mission en tant que gestionnaire des ressources  
humaines. La rémunération annuelle brute, de 180.000 francs  
tiendra compte de la valeur de l'expérience et de la maîtrise de l'anglais et  
de la maîtrise de l'anglais et de la maîtrise de l'anglais et de la maîtrise de l'anglais.

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats.  
Adresser C.V. en rappelant la référence à :

**PA Conseiller de Direction S.A.**  
1, rue des Gravières - 92200 NEUILLY - Tél. (40) 48.48.82

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon  
Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse



**NOUS SOMMES LEADER EN EUROPE POUR TRANSFORMATION DES MATIERES PLASTIQUES.**  
EQUIPES EN FRANCE D'UN IBM 4331/2 - 3 IBM DOS/VSE - CICS - SAM, nous recherchons

**RESPONSABLE ETUDES METHODES ET PROCEDURES**

La responsabilité du Chef du Service Informatique :  
- Il rédige et suit les procédures de traitement et d'utilisation  
de l'information.  
- participe à l'ensemble des projets informatiques, en qualité  
de conseil ou de responsable, optimises et applique la méthode  
de traitement de projets, réalise certaines analyses fonctionnelles  
- met en place et fait respecter les procédures informatiques.  
Le poste requiert un ingénieur de formation, possédant plusieurs  
années d'expérience en conduite de projets pour le développement  
d'applications informatiques, la gestion (financière, comptable,  
stocks...) de préférence en milieu industriel.  
Langue souhaitée : Anglais  
Lieu d'emploi : 15 000 VICHY (03)  
Merci de transmettre C.V., photo et prétentions à  
WAVIN - BP 2 - 03150 VARENNES SUR ALLIER.

**WAVIN - BP 2 - 03150 VARENNES SUR ALLIER.**

Notre entreprise spécialisée dans la fabrication des consommables pour  
bureautique - micro-informatique - informatique - traitement de textes, est  
fortement implantée sur les marchés français et internationaux.

Nous renforçons notre potentiel en matière de production et d'optimisation de la production  
de recrutement :

**notre futur : responsable recherche-développement**  
CHIMISTE, diplômé d'une grande école - âge de 30-35 ans, il prendra pro-  
gressivement en charge un sein d'une équipe dynamique :  
- l'amélioration des qualités des produits  
- les recherches de pointe à partir d'axes définis.  
Sa rémunération sera comprise, ne sera pas inférieure à 150.000 F.

**notre futur : responsable "suivi de production"**  
Il sera chargé dans un premier temps de développer la rationalisation  
des éléments qui favorisent l'analyse des résultats.  
Il évoluera ultérieurement vers des tâches de régulation de la production.  
Ce poste requerra tout particulièrement un ingénieur généraliste de  
type Arts et Métiers - ION - ENSM ou équivalent doté d'une expérience  
de 3 à 5 ans dans l'organisation de production.  
Une bonne connaissance de l'utilisation des moyens informatiques appliqués  
à la gestion de production est nécessaire.  
Sa rémunération : selon capacités.

Ces deux postes exigent une bonne pratique de l'anglais et la maîtrise  
de l'allemand. Ils sont à pourvoir dans une ville universitaire de l'Ouest - proche  
de la mer.  
Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature sous pli fermé à  
MICHEL DRHON - A.P.A.V.E. - Recrutement - BP 54 - 44803 St-Herblain Cedex  
qui vous répondra rapidement et avec discrétion.



**IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL RÉGION OUEST**

recherche pour ses ateliers d'usinage

**TECHNICIENS CELLULE FLEXIBLE**

Ces postes s'adressent à des techni-  
ciens de moins de 30 ans libérés des obliga-  
tions militaires, pouvant effectuer un travail  
ponctué, y compris la nuit

- Titulaires du D.U.T. génie mécanique

**CONNAISSANCES :**

Méthodes d'usinage sur centres à com-  
mande numérique

Notions d'usinage sur centres à commande  
numérique

Notions de programmation commande  
numérique et informatique

Electronique

Anglais et/ou Italien souhaité

Expérience de 2 à 3 ans en production méca-  
nique souhaitée.

Préférence pour les déplacements  
durées en France ou à l'étranger

**Ecrire à :**

**H.A.P. Hall des petites annonces,**  
n° 950939

**I X - 44040 NANTES CEDEX**

**HYPERLEC (Groupe PHILIPS)**  
recherche pour BRIVE (Corrèze)

**2 ingénieurs GRANDE ECOLE**

Départés O.M., anglais indispensable  
• UN PHYSICIEN OU PHYSICO-CHEMISTE, ayant  
des connaissances approfondies dans le domaine  
de la physique et de la chimie, ainsi qu'une formation complé-  
mentaire en informatique.

• UN MECANICIEN OU ELECTRONICIEN capable  
d'assumer la responsabilité du service chargé de  
l'automatisation des procédés de fabrication et la  
conception

Envoyer C.V., photo et prêt. à HYPERLEC  
Département du Personnel av. E. Freyssinet  
19106 BRIVE.

**Pharma-Gummi France**

Entreprise de 150 personnes  
filiale du 1er groupe européen sur son marché  
augmente son chiffre d'affaires de 30 % l'an  
fournit l'industrie Pharmaceutique en  
produits de conditionnement  
crée un nouveau poste de

**RESPONSABLE COMMERCIAL**

SA MISSION, SOUS L'AUTORITE DU DIRECTEUR  
COMMERCIAL, CONSISTE A :  
- gérer et développer le fonds de commerce qui lui est attribué  
- mener, avec l'aide des services compétents, les interventions  
techniques auprès de la clientèle

LE CANDIDAT RETENU DEVRA :  
- justifier d'une expérience réussie de la vente de produits techni-  
ques à l'industrie  
- avoir une bonne connaissance de la langue allemande  
- disposer d'une culture générale notamment acquise par  
études supérieures.

La connaissance de l'Industrie Pharmaceutique, Chimique ou  
Biologique est un atout supplémentaire.

La rémunération sera fonction du niveau du candidat retenu.

Adresser lettre, C.V. et prêt. à M. le Chef du Personnel  
PHARMA-GUMMI FRANCE 38, rue d'Alsace  
BP 26 - 13111 LA NOUVION EN THIERACHE

**LIPHA**

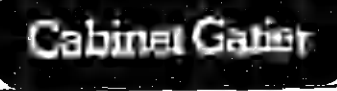
Un des premiers groupes pharmaceutiques français implantation  
internationale, son Siège Social à LYON la fonction de

**Juriste d'entreprise**

Nous accueillerons un candidat possédant des connaissances pratiques  
de Droit international acquises en entreprise ou en Cabinet  
d'avocats. Il aura pour mission de gérer, d'une manière autonome,  
la responsabilité du suivi des affaires d'exploitation des licences ou des  
marques, en jouant un rôle de conseiller auprès des filiales.

Il s'agit d'une exceptionnelle opportunité de carrière pour un développe-  
ment prévu pour un diplômé d'ETUDES SUPERIEURES juridi-  
ques (DESS) ou économiques (HEC, SUP, etc.) acceptant  
déplacements à l'étranger, maîtrisant au moins la langue anglaise.

Ecrire au CABINET GATIER 33 Barrème 69600 Lyon  
sous réf. M 820.







emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

## Elle sera en Rhône-Alpes, votre première vraie direction de département.

Déjà une dizaine d'années depuis que vous avez été diplômé d'ingénieur (AM, ENSI...), pendant cette première partie de votre carrière qui s'est déroulée dans la mécanique ou la transformation, vous vous êtes efforcé de diversifier votre expérience en passant par les phases de production et logistique : méthodes, fabrication, ordonnancement... Particulièrement sensible aux problèmes du marché et de rentabilité, peut-être avez-vous complété vos connaissances en gestion par un cycle ISA, INSEAD, IAE, ICG...

Le moment est venu d'aborder un poste de synthèse où vous pourrez affirmer votre autorité dans les questions d'organisation et de relations sociales. Venez superviser l'une de nos unités qui emploie 260 personnes. Directement rattaché au DG, vous coifferez la production, les méthodes, l'administration des ventes, l'ordonnancement, les expéditions, le développement des nouveaux produits. Il s'agit d'articles de papeterie où les facteurs de succès sont la réactivité apportée à la clientèle, la souplesse des articulations entre les services, la maîtrise des techniques, les exigences de qualité et de productivité.

Autant d'objectifs qui peuvent devenir des préoccupations quotidiennes si vous n'avez pas une équipe de direction jeune et motivée, si vous ne prenez le temps d'écrire une première référence 135 avant de vous présenter à SIRCA qui vous assurera l'efficacité de votre recrutement. Merci de préciser le numéro de votre rémunération.

**Sirca**  
64, rue La Fayette - 75001 PARIS

## Responsable atelier de production Normandie

La Normandie est hautement compétente dans la fabrication du verre moulé. Son prestige et son savoir-faire lui ont largement ouvert les portes internationales.

Pour son usine de Normandie, elle recherche un Ingénieur de Production. Il organisera et contrôlera l'activité de 200 personnes environ (en continu). Il sera garant de la meilleure qualité et des meilleurs coûts.

Dans un atelier où le savoir-faire est d'importance, il interviendra pour résoudre les problèmes spécifiques (moules, thermique...).

C'est un responsable qu'il nous faut : jeune ingénieur généraliste (ICAM, IDN, INSA...) initié par la gestion des problèmes techniques et humains. Sa formation spécifique sera assurée.

La rémunération prévue est de l'ordre de 150 000F/an.

Nous remercions les personnes intéressées de nous adresser leur candidature sous référence RA 429M.

**SEFOP** 11 Rue des Pyramides, 75001 Paris.

MEMBRE DE SYNTHEC

## sepro ROBOTIQUE

LA-ROCHE-SUR-YON (Vendée)

Constructeur d'équipements industriels pour l'automatisation du travail de la tôle et des plastiques ; N°1 français dans sa spécialité, recrute pour son secteur Robotique

## Ingénieur d'affaires

Electromécanicien, A.M., INSA ou équivalent

Expérience 3 ans environ. Après une période d'essai de 3 mois, il sera chargé :  
- d'analyser les besoins des clients,  
- de présenter les devis,  
- de participer à la mise en service des équipements,  
- d'assurer le suivi en clientèle.

Ce poste, essentiellement technique, comporte de nombreux contacts en clientèle et des déplacements courts durée en France et en Europe.

Adresser C.V. manuscrit, avec 3 références et 2 photos, à :  
DIRECTION DU PERSONNEL - SEPRO - 67 - 85002 LA-ROCHE-SUR-YON CEDEX

## 2 analystes fonctionnels

La Région Rhône-Alpes du Nord Rhin offre actuellement, dans le cadre de l'expansion de son service Informatique, 2 postes d'analystes fonctionnels. Ils s'intégreront dans un service d'une trentaine de personnes, et auront pour mission de définir les besoins et d'élaborer les programmes informatiques. Ils auront en outre la charge de la mise en œuvre de ces programmes. Le changement de matériel qui s'effectuera courant 1983 (IBM 3081) nécessitera l'élaboration de programmes applicatifs nouveaux dans les domaines bancaires. Ces postes intéresseront des candidats ayant au minimum un DUT Informatique et 3 à 4 ans d'expérience d'analyse fonctionnelle, de préférence dans les secteurs Banques, Assurances ou Services. Ils seront intégrés dans une équipe jeune et très motivée. Merci d'adresser votre lettre manuscrite, avec C.V. détaillé, votre niveau actuel de rémunération, et 2 photos, à : M. LARIVIERE, qui étudiera votre dossier en toute discrétion, 544-CEGOS, Tour Chénouet, 92516 BOULOGNE Cedex.

**sélé  
CEGOS**

Important Groupe Industriel  
FABRICATION PAPIER  
recherche pour son laboratoire  
de Recherche et d'Application

## JEUNE INGENIEUR

GRANDE ECOLE  
D'INGENIEURS CHIMIQUES  
OU DOCTORAT 3<sup>e</sup> CYCLE

Ce collaborateur travaillera  
ADJOINT A L'UN DES CHEFS  
DE SERVICE  
sur des études précises.

Connaissance pratique de la chimie physique  
de la chimie des hauts polymères,  
expérience des dernières techniques d'analyse,  
connaissance de la technologie papetière  
et des colorants, souhaitées.

Anglais parlé indispensable.  
Allemand apprécié.

Lieu de travail : RHONE-ALPES

**Cabinet  
Lecomte**  
Envoyer lettre manuscrite  
avec CV 4, 2 photos, à :  
M. Courbet 75116 PARIS,  
référence 67793.

Notre Groupe compte parmi les grands de l'électronique professionnelle.  
Dans le cadre d'une petite unité de micro-électronique basée dans le grand Ouest,  
nous recherchons

## INGENIEUR ELECTRONICIEN CONFIRMÉ

MISSION:  
Intégré au service technique son objectif de travail sera double :  
- d'une part, interlocuteur de l'atelier de production, il créera les moyens de tests des circuits, définira les procédures de contrôle et assurera l'assistance technique des services opérationnels exploitant les systèmes automatisés ;  
- d'autre part, il assurera l'interface avec les services techniques du groupe afin d'envisager les hybridations possibles et d'assurer la promotion des produits du service.

PROFIL:  
Nous recherchons un ingénieur électronicien dont la première expérience lui a permis d'approfondir ses connaissances des circuits analogiques et logiques et souhaiterait orienter sa carrière vers les technologies de pointe liées à la micro-électronique.

Adresser CV photo et prétentions à N° 67343 CONTESSA PUBLICITE

20, av. de l'Opéra - 75004 PARIS CEDEX 01  
La rémunération dépendra du profil du candidat retenu.  
Discrétion totale et réponse rapide assurées.

## Ingénieurs informaticiens

IMPORTANTE SOCIÉTÉ  
D'INGENIERIE INFORMATIQUE

recherche  
Des ingénieurs spécialisés dans les domaines  
techniques et industriels, désireux de participer à  
son développement dans la région Gironde.

Nous intéressons particulièrement  
les ingénieurs de formation  
universitaire, expérimentés.

Adresser votre C.V. sous 100 996 mentionnant  
l'enveloppe à Media-System  
104 rue Racine 75002 Paris

L'Association nationale pour la Formation des  
Adultes recherche pour son Centre de LOMME  
(10 km Lille) QUATRE enseignants :

## AGENTS de MAINTENANCE en matériel de traitement de l'information

Les candidats âgés de 18 ans révolus, possédant le niveau DUT,  
ou ont travaillé 5 ans au moins comme inspecteurs de matériel (micro-ordinateurs),  
ils assureront, au sein d'une équipe de formateurs, des groupes d'adultes en formation initiale, en  
conversion ou en perfectionnement.

Si vous correspondez à ce profil, merci d'adresser votre curriculum vitae à :

**afpa**  
Jean-Pierre DUFOUT  
Directeur C.F.P.A.  
35, rue de la Mairie  
59100 LOMME

Banque Régionale recherche pour Quimper  
Chargé(e) d'études  
pour la Direction des Engagements

Formations : Licence Sciences Économiques, Ecole Supérieure  
de Commerce, HEC, Sup. de Co.

Expérience : Minimum de 5 à 5 ans dans les Crédits aux  
Entreprises.

Nature du Poste : Études financières clientèle entreprises  
et particuliers.

- Relations avec les organismes extérieurs ;  
- Relations avec les emprunteurs ;  
- Assistance au crédit.

Envoyer C.V., photo et prétentions à : M. HAVAS  
10000, B.P. 400, 29102 Quimper Cedex.

## JEUNE CHEF DU SERVICE FINANCIER ET ADMINISTRATIF DECS ou BTS comptable

Une industrie compétitive env. 200 personnes  
Nord Bas-Rhin recherche ce jeune cadre comptable.

Responsabilités :  
- Comptabilité (générale, analytique, bilan).  
- Gestion financière (trésorerie, relations avec les banques, études de financement).  
- exploitation informatique, supervision de mise en place de nouveaux traitements.  
- Relations fiscales - juridiques.

5 à 10 ans d'expérience de responsabilité de  
gestion financière et comptable, une bonne connaissance de l'informatique de gestion sont  
nécessaires.

Allemand et/ou anglais efficaces appréciés.

Poste d'avenir stable, logement facilité.

Ad. C.V. détaillé  
ss réf. F à

**STRASBOURG  
GIE**

TRES IMPORTANT GROUPE FRANCAIS DE PREVOYANCE  
ayant une activité diversifiée de l'assurance au tourisme social  
recherche

## SPECIALISTE VACANCES

Formation supérieure (H.E.C., Ecole de Commerce, Maîtrise de  
Sciences Économiques ou équivalent), plus expérience hôtelière  
dans Organisme de Tourisme.

Conseiller de la Direction Générale, il sera chargé des études de  
développement et du contrôle de gestion des Villages de Vacances,  
en France et à l'étranger.

Rémunération en fonction valeur et expérience.

Envoyer C.V., photo et prétentions à : M. 6994 à

VALERIE CORRELL, BP 659, 75004 PARIS Cedex 02.

OWENS-CORNING FIBERGLAS  
Leader mondial de la fibre de verre

pour son usine proche d'  
AVIGNON

## Jeune Ingénieur

Organisation industrielle

mission : étudier, résoudre, superviser la réalisation de projets liés à l'évolution  
technique d'une installation de process, dans un environnement industriel qui  
pourra être appelé à évoluer.

Profil : 1ère expérience industrielle réussie, homme de terrain, apte à  
travailler en étroite collaboration avec la production, dans un environnement très  
informatisé. Anglais nécessaire.

Adresser CV à la Direction du Personnel O.C.F. - BP 13, 13400  
MAYENNE LAUDON.

## Entre Méthodes et Fabrication : Tremplin pour un jeune ingénieur

Dans son contexte industriel (décolletage), notre unité de Haute  
Sécherie, 300 personnes, garde un visage humain. Les meilleurs atouts  
pour s'y sentir bien et pour évoluer rapidement sont la polyvalence et  
les responsabilités variées.

C'est ainsi que nous recherchons un ingénieur ENIG, ENAM... ayant  
une première expérience de la fonction méthodes/ordonnancement  
pour élargir son champ d'action depuis la définition, avec les clients,  
des profils et de leurs normes techniques (80 % de notre production  
sont des produits spéciaux) jusqu'à leur livraison en passant bien sûr  
par l'établissement des devis, la mise en route de la fabrication et le  
suivi qualité.

Vous acquiessez ainsi une connaissance d'ensemble de l'usine qui vous  
permettra à court terme d'évoluer vers la fabrication ou vers les  
méthodes. Un dernier point : la pratique de l'anglais technique est  
vivement souhaitée.

Veillez prendre contact avec notre conseil ALGOE en adressant votre  
candidature et votre rémunération actuelle sous référence 775 M  
à Pascal GEMIN.

**ALGOE** 9 bis, route de Champagne  
69130 ECOLLY.

MEMBRE DE SYNTHEC





**De formation Grandes Ecoles ou Universitaires (option informatique), vous voulez débiter ■■ étendre votre expérience dans le cadre de démar- ■■ informatiques ■■ clientèle.**  
**Vous prendrez ■■ charge la conception, la réalisation ■■ le suivi de logiciels spécifiques. Capables d'animer une équipe d'analystes-programmeurs, vous évoluerez ■■ le rôle de Chef de Projet.**  
**Ces postes à pourvoir sont basés à NANTES, RENNES et TOURS.**  
**Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions ■■ précisant la réf. 267 M à Citi Honeywell Bull PCOG 0221 - 94, ■■ Gambetta 75990 PARIS CEDEX 20.**





emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

## 2 Jeunes Pharmaciens

Nous sommes la filiale (450 personnes) de l'un des dix plus grands Groupes Pharmaceutiques mondiaux. Aujourd'hui nous recherchons deux jeunes Pharmaciens pour une unité de production située à environ 10 km à l'Ouest de Paris.

Le premier, rattaché à notre Directeur d'Usine, sera chargé d'assurer la coordination de la production (élaboration et mise en place des procédures de fabrication, mise à jour des formules, technique à la production...).

Le second dépendra du Directeur du contrôle qualité et prendra en charge notre service Inspection (4 personnes).

Pharmaciens option industrie, nous recherchons des collaborateurs ayant une possible acquisition de première expérience ou, à défaut, une maîtrise de la production.

Pour ces candidats de valeur, nos postes constituent un tremplin qui leur permettra d'évoluer de façon positive au sein d'une Entreprise performante.

Vos KERNÉVEZ recrute vos collaborateurs dans les régions de 473.



Mette KERNÉVEZ - ASS. s.c.m.  
27, rue du Général Foy 75001 PARIS

## RESPONSABLE ADMINISTRATIF

Sous l'autorité du Directeur de filiale et en liaison avec les services centraux, il établit les budgets et en suit la réalisation, supervise la comptabilité et l'administration des ventes. Il participe à la définition des systèmes modernes d'information et en pilote la réalisation.

Ce poste s'adresse à un diplômé d'Ecole Supérieure de Commerce, disposant d'une expérience de 4 à 10 ans minimum acquise en PME ou unité décentralisée.

Poste évolutif au sein du groupe.

Ecrire avec curriculum vitae, prétentions, en précisant la référence : RENNES (201 M) - ROUEN (203 M) à CONTEXTE PUBLICITE - 20, av. de l'Opéra 75004 PARIS CEDEX 01

## SECTEUR PARA-PUBLIQUE de pointe

Recherche pour RENNES

## Cadre de direction Administratif

Environnement très dynamique  
Il aura les responsabilités, les interlocuteurs et la rémunération d'un SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

Diplôme exigé : DOCTORAT D'ÉTAT ou équivalent - 3 ans d'expérience minimum.

Adresser C.V. et lettre sous réf. 117 LM à Jean Valois  
4, rue de la République - B.P. 2225 - 35022 RENNES

## CHARGÉ DE CLIENTÈLE

débutant ou expérimenté, diplômé de l'enseignement supérieur (HEC, ESSEC, ENSAE, IEP, Eco, etc.)  
détailé avec photo à SECOP  
2, rue F. - 78241 CHAMBOURCY

## INGÉNIEUR CHIMISTE

Technico-Commercial  
Pour son département Produits Chimiques  
Conditionnement des Eaux Industrielles  
Il sera chargé de l'assistance technique et du développement de la clientèle.  
Sa zone d'activité sera la grande industrie de la Basse-Seine et du Nord de la France.

Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à :  
EATPC  
18-22, rue d'Aras, 92000 NANTERRE

## INDUSTRIE AGRO-ALIMENTAIRE (850 personnes)

ALIX-EN-PROVENCE

## AUDIT INTERNE

Rattaché au directeur administratif et financier de la société, l'auditeur recruté aura pour mission :

- La révision des comptes de la société ;
- La réorganisation des services comptables (système et procédures) dans le cadre de la mise en place d'un système d'information comptable (S.I.C.) ;
- A court terme, nous recherchons également une fonction similaire pour notre filiale opérant dans la région.

Le candidat retenu, de formation supérieure (école de commerce ou maîtrise) sera en outre titulaire de D.E.C.S. 1 à 2 ans d'expérience acquise en cabinet d'audit ou d'expertise comptable, sera un atout supplémentaire.

Adresser C.V., photo et prétentions à :  
RSCIP-PRESS 200 rue de la République 75002 PARIS

## SKIS ROSSIGNOL S.A.

VOIRON 38

## SON RESPONSABLE

DES RELATIONS SOCIALES

ET DE COMMUNICATION

RATTACHÉ AU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

Il aura pour mission principale d'assurer la liaison entre le service des relations sociales et le service de la communication. A ce titre, il devra assurer la mise en œuvre de la politique sociale de l'entreprise et de la communication interne.

Il aura aussi pour mission de représenter l'entreprise auprès des partenaires sociaux (syndicats, associations, etc.).

De formation juridique (droit, sociologie, etc.), il devra être titulaire d'un diplôme de chef de service ou d'un diplôme de chef de département en relations sociales, communication, etc. Il devra également avoir une expérience de 5 à 10 ans dans une entreprise industrielle ou commerciale.

Adresser C.V., photo et prétentions à :  
SKIS ROSSIGNOL S.A. - 38100 VOIRON

## UN COORDINATEUR DES ACTIVITÉS SOCIALES

avec des compétences en :

SECTEUR DU PERSONNEL

ORGANISATION DE SERVICES

INFORMATIQUE

COMPTABILITÉ (PAYE, BILAN, BUDGETS)

TRAVAUX ET ACHATS

Des connaissances en :

ACTIVITÉS SOCIALES DES

MILIEU ASSOCIATIF

NIV. DE CONNAISSANCES

J.V. de 11 à 14 (éducation nationale, baccalauréat 11-7-87)

SALAIRE SUIVANT COMPÉTENCES, EXPÉRIENCE, etc.

Adresser C.V., photo et prétentions à :  
C.C.S. MERLIN-GERIN, 20000 GRENoble CEDEX

CLAUDE MERLIN-GERIN

200 km. Paris recherche

SECRÉTAIRE

D'ÉDITIONS LOCALES

Env. C.V. à : Mlle. Constat, 21000 DIJON, tél. 238 23 2

## CHEF DE SERVICE GESTION

Une importante Société d'I.L.M. (150 personnes) recherche son Chef de Service Gestion. Rattaché à la Direction Générale, il aura la responsabilité d'un service de 12 personnes. Il sera chargé notamment de la gestion administrative et commerciale d'un parc immobilier de 7500 logements ; du contrôle des lieux (sortie et entrée des locataires) ; de la maintenance et de la sécurité de l'activité des gardiens qui assurent l'entretien des immeubles. Il représentera la Direction Générale auprès des locataires et des bailleurs. Agé de 35 ans minimum, de formation supérieure (droit, lettres, sciences humaines) il aura la possibilité de remplir des fonctions analogues dans des branches d'activités similaires. Il devra avoir une expérience de 5 à 10 ans ; son expression écrite sera particulièrement soignée. Lieu de travail : ville universitaire du Centre de la France.

Adresser : lettre manuscrite, C.V., détaillé et prétentions sous référence : 01. Réponse et discrétion assurées.

## INGÉNIEUR COMMERCIAUX

Notre société, de grande notoriété, filiale française d'un des grands de la profession conçoit, fabrique et commercialise des appareils de haute technologie.

NOUS RECHERCHONS POUR RÉGION BRETAGNE ET SUD-EST

INGÉNIEURS COMMERCIAUX

- Bien introduits milieu médical et hospitalier ;
- Capacité de négociation de haut niveau ;
- Connaissance et maîtrise de l'organisation médicale ;
- Aiment relever des défis ;
- Désirent évoluer sur le terrain.

NOUS OFFRONS :

- Situation évolutive en fonction des résultats ;
- Appui technique de réseau commercial et S.A.V. ;
- Rémunération motivante pour candidat de valeur (fixe + incitatif).

Merci d'adresser dossier de candidature comprenant :

- Lettre manuscrite de motivation ;
- C.V. complet ;
- Photo.

En prix, le rém. actualisé, Env. à n° 8.032 le Monde Pub., serv. annonces classées B, r. des Italiens, 75009 PARIS.

## OFFRES D'EMPLOIS

Un Groupe International de distribution et production de biens destinés au grand public (8500 personnes, C.A. MMF en 1982) recherche pour Direction Informatique

## UN CHEF DE PROJET

Intéressé par l'approche systématique de la gestion de l'entreprise, pour participer à un gros projet d'organisation administrative et commerciale. De formation supérieure, le candidat aura au moins 5 ans d'expérience, et de bonnes connaissances de l'entreprise, et possible dans le domaine commercial. Ce poste peut être très évolutif vers d'autres fonctions au sein du Groupe.

## UN CHEF DE PROJET BUREAUTIQUE

pour participer à l'élaboration et à la mise en œuvre du plan bureautique du Groupe. Une première expérience en conduite d'applications bureautiques serait appréciée. De formation supérieure, le candidat aura au moins 3 ans d'expérience en informatique.

Intéressé par l'approche systématique de la gestion de l'entreprise, pour participer à un gros projet d'organisation administrative et commerciale. Ce poste peut être très évolutif vers d'autres fonctions au sein du Groupe.

Merci d'adresser un Curriculum-Vitae détaillé (ou appeler 742.21.11), sous référence BO 34 à :

CGS CARRIERS

19, rue de la Paix 75002 PARIS

## INGÉNIEUR D'ÉTUDES

Responsable de l'animation d'une équipe de Dessinateurs, il la pilotera et saura l'impliquer dans la réalisation d'études d'exécution de réseaux de tuyauteries (centrales thermiques, nucléaires, installations d'usines...).

Interlocuteur technique du client, il saura négocier avec les services internes et veiller à la gestion rigoureuse des études et à l'information de ses collaborateurs.

5 ans d'expérience minimum dans la fonction, acquise de préférence chez un constructeur.

Connaissances souhaitées : codes ASME-SNCT-CODAP.

Lieu de travail : PARIS.

Adresser C.V., lettre manuscrite, photo et prétentions à :

N. 2824 - PUBLICITES REUNIES - 112, Bd

Voltaire - 75011 Paris qui transmettra.

## LE CREDIT MUTUEL OCEAN

recherche

pour son siège à LA ROCHE-SUR-YON

## UN TECHNICIEN DES CREDITS PROFESSIONNELS

Formation supérieure, possible complétée par I.T.B., D.E.C.S....

Pratique indispensable de plusieurs années de crédits professionnels.

Large expérience dans l'animation d'une équipe.

Envoyer lettre manuscrite + C.V. avec photo et prétentions à :

DIRECTION DES REL. HUM. du CREDIT MUTUEL OCEAN

34, rue Léandre Millaud - 44100 LA ROCHE-SUR-YON Gare

## Ingénieur

PME, 300 personnes, 40 % C.A. à l'exportation conçoit, étudie, réalise et vend matériels armement électronique, hydraulique, mécanique

recherche

FORMATION EQUIVALENTE TECHNICO-COMMERCIAL basé à TOULON.

formation technique, goût des responsabilités et sens des contacts humains, connaissance du milieu maritime, qualités de rédaction en français, maîtrise de l'anglais (déplacements à l'étranger, correspondance), etc.

Env. C.V., photo et prétentions à : PIERRE LICHOU - 112 220 75063 PARIS CEDEX 02 qui transmettra

Entreprise DUCLER - Travaux Publics - 32300 MIRANDE, recherche pour son siège social

Chargé de service financier

Envoyer C.V., photo et prétentions sous référence CFM à Entreprise DUCLER, 32300 MIRANDE - Tél. : (02) 54 80.

## UN (E) RESP. DU SERV. LANGUES

Etude et chargement de :

Profil des langues : français, anglais, allemand, etc.

Assurer l'entretien de ses ressources.

Assurer l'entretien de ses ressources.

Assurer l'entretien de ses ressources.

Assurer l'entretien de ses ressources.

Assurer l'entretien de ses ressources.

Assurer l'entretien de ses ressources.

Assurer l'entretien de ses ressources.

Assurer l'entretien de ses ressources.

Assurer l'entretien de ses ressources.

Assurer l'entretien de ses ressources.

Assurer l'entretien de ses ressources.

Assurer l'entretien de ses ressources.

Assurer l'entretien de ses ressources.

Assurer l'entretien de ses ressources.

Assurer l'entretien de ses ressources.

Assurer l'entretien de ses ressources.

Assurer l'entretien de ses ressources.

Assurer l'entretien de ses ressources.

Assurer l'entretien de ses ressources.

Assurer l'entretien de ses ressources.

Assurer l'entretien de ses ressources.

Assurer l'entretien de ses ressources.

Assurer l'entretien de ses ressources.

Assurer l'entretien de ses ressources.

Assurer l'entretien de ses ressources.

Assurer l'entretien de ses ressources.

Assurer l'entretien de ses ressources.

Assurer l'entretien de ses ressources.

Assurer l'entretien de ses ressources.

Assurer l'entretien de ses ressources.

Assurer l'entretien de ses ressources.

Assurer l'entretien de ses ressources.

Assurer l'entretien de ses ressources.



OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

**LCT**  
Laboratoire Central de Télécommunications  
recherche

**ingénieurs grandes écoles**  
ESE - ENST - ENSEEIHT - ECP - ENSERG

pour participer à ses études dans le domaine de la télématique et des réseaux locaux pour téléphonie et données.

► **ingénieurs électroniciens**  
débutants ou quelques années d'expérience en étude de circuits analogiques ou logiques, utilisation des technologies LSI et des microprocesseurs. réf. C

► **ingénieurs logiciel temps réel**  
débutants ou quelques années d'expérience dans la programmation de systèmes à microprocesseurs. réf. NT

Pour ces postes, la nationalité française est exigée. Bonne connaissance de l'anglais. Avantages sociaux.

Merci d'adresser votre candidature (CV et prétentions) en rappelant la référence du poste, à LCT - BP 40 - 78141 VELIZY - VILLACOUBLAY Cedex.

**Votre avenir de jeune ingénieur,**



**anticipez-le avec nous...**

Chez Citroën, l'anticipation est une réalité. Avec nos techniques d'avant-garde, nous maîtrisons déjà l'avenir. Et en promouvant le progrès, nous allons dans le sens d'un élargissement des connaissances et des responsabilités humaines.

Nos ingénieurs le savent bien. Ils travaillent en équipe sur des projets passionnants. Ils trouvent, au sein de notre Groupe, l'appui et les moyens nécessaires à leurs réalisations.

Ces fonctions aussi différentes que la PRODUCTION, L'INFORMATIQUE, les METHODES et la QUALITE, ont en facteurs communs, l'enthousiasme et la volonté des précurseurs.

Cet état d'esprit ne les quitte pas ; à chaque étape de leur vie professionnelle, ils enrichissent leur acquis en lançant des expériences nouvelles.

Une façon intelligente de gérer leur carrière qui peut devenir la vôtre...

Diplôme tout neuf en poche ou forts d'une première expérience, nous choisirons ceux qui sauront nous démontrer, à travers leur C.V. et les deux ou trois entretiens que nous aurons, qu'ils envisagent ainsi la construction de leur carrière.

**Citroën**

DCP/INGENIEURS ■ CADRES - 62, Boulevard Victor Hugo - 92208 NEUILLY S/SEINE CEDEX

**INTER G**  
IMPORTANTE SOCIÉTÉ D'ENGINEERING  
à vocation internationale, recherche

**Chef du Personnel**

rendant compte à la Direction Générale, il a pour mission :

- d'assister et de conseiller les directeurs de départements dans la gestion de leur personnel,
- de contrôler et de coordonner l'application de la législation sociale et d'en assurer l'évolution,
- d'élaborer les procédures existantes,
- de concevoir et d'organiser un plan de formation adapté aux besoins de l'entreprise.

Ses responsabilités recouvrent l'intégralité de la fonction (recrutement, formation, gestion, paie, relations avec les partenaires sociaux).

Pour ce faire, il est assisté d'une équipe.

Pour mener à bien sa mission, il doit être de formation supérieure juridique, avoir acquis une connaissance approfondie de la législation sociale et justifier d'une expérience de quelques années dans l'exercice de cette fonction.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (C.V., photo et prétentions) à la Direction Générale d'INTER G, Route de l'Orme, Saint-Aubin 91190 GIF-SUR-YVETTE.

**Un juriste de terrain...**

L'UCB, premier établissement privé, spécialisé dans les financements immobiliers se porte bien dans une conjoncture générale plutôt difficile. Les raisons de nos succès : des produits « créés » particulièrement adaptés aux nouveaux besoins du marché.

Le candidat que nous recherchons, 30 ans environ, de formation maîtrise de droit minimum, doit bénéficier d'une bonne connaissance du milieu des promoteurs.

Homme de terrain, pour sa double activité : précontentieux et contentieux, son dynamisme et son aptitude à la négociation lui seront nécessaires pour imposer à des professionnels des solutions qu'il saura faire aboutir avec doigté. Des déplacements de courte durée sont à prévoir.

A ce gagnant, des perspectives d'évolution existent tant au niveau de la Société qu'au niveau du Groupe.

Pour un premier contact, merci d'adresser votre dossier de candidature à Frédéric Bouly, réf. 702  
Service Orientation - Recrutement ■ avenue Kléber - 75016 Paris

**compagnie bancaire**

**élargissez votre expérience dans un groupe multinational**  
en devenant

**adjoint du directeur des relations humaines**

au siège social à Paris de la première filiale européenne du groupe chimique HENKEL (2000 personnes en France réparties dans 10 sociétés).

Vous participerez à la définition de la politique du personnel et bénéficiez d'une large délégation pour sa mise en œuvre. Vous accomplirez des missions importantes au niveau de l'ensemble des sociétés en France dans les domaines de l'administration, des relations et du développement social. Vous aurez également la responsabilité complète de l'entretien et assurez le suivi de la gestion des ressources humaines appuyant sur les compétences de l'équipe en place.

De formation supérieure, vous aurez acquis un minimum d'expérience en l'administration et de la gestion du personnel ainsi qu'une bonne pratique du droit du travail. La connaissance de l'anglais ou de l'allemand serait appréciée.

Mais vous remercions d'écrire, sous référence H 4222, à Hélène REFREGIER qui étudiera votre candidature.

**SERTI SELECTION** 49, av. de la République 75002 Paris

**SPERRY**  
LEADER EN INFORMATIQUE RECHERCHE

**ingénieurs commerciaux**  
PARIS & BORDEAUX

Pour commercialiser l'intégralité de sa gamme : terminaux - bureautique - petits ordinateurs de gestion et grands ensembles. Les candidats - de formation universitaire ou équivalente - posséderont au moins 3 ans d'expérience réussie dans la vente de produits similaires avec une bonne connaissance des applications et du marché.

Cette offre s'adresse à des candidats dynamiques et accrocheurs qui bénéficieront d'un niveau de revenu élevé. Complément de formation à l'entrée dans la société. Bonnes notions d'anglais.

Adresser votre CV détaillé avec photo en indiquant la ville souhaitée, DIRECTION PERSONNEL, 3 Bellini, 92806 PUTEAUX - Discretion assurée.

Très important organisme de Formation Professionnelle recherche au titre du Contrat Solidarité deux

**ASSISTANTS DE GESTION**

pour effectuer auprès des Centres Régionaux des missions d'assistance, de conseil et de formation à la gestion.

Il est souhaité une formation spécialisée à la gestion ou une pratique dans un cabinet comptable ou d'audit avec préparation du D.E.C.S.

Ils pourront développer dans ces fonctions leurs aptitudes au travail en équipe et à la pédagogie.

Postes basés à Paris avec déplacements de courte durée.

Rémunération : 115 à 140 000 F l'expérience et la situation acquise.

Ecrire sous réf. 342 M à Alain Sartori  
**plein emploi**  
1, rue du Mail - 75002 PARIS  
Conseils en Ressources Humaines.

**GROUPE BANCAIRE**  
recherche dans le cadre de son développement pour son siège situé à Nanterre (2 stations de l'Etoile, à 150 m du RER Nanterre-Préfecture).

**2 INSPECTEURS DE BANQUE de haut niveau**

spécialisés en particulier dans les études de crédits court terme.

Vous avez :

- ITB ou formation supérieure économique ;
- 5 à 10 ans d'expérience bancaire en crédits court terme.

Avantages sociaux, parking, self, salle sport.

Adresser C.V., lettre manuscrite, photo et prétentions à N.2984 - PUBLICITES REUNIES, 112 Bd Voltaire 75011 Paris qui transmettra

ation du  
au et les  
par les  
3. Faut-il  
signe de  
versée  
France.  
France  
l'entre-  
et

ait donc  
irés de  
2,6 m-  
ac.  
eloppé  
umeca-  
tion de  
repris-  
tauchés  
re 1382  
emplois  
arce de  
« nite-  
puls  
lécom-  
n. Les  
n. Les  
naires  
basses

ntation  
« à  
5 %).  
ivité a  
l'an

roduc-  
orque  
clai-  
r  
deux  
visique  
si) et  
rela-  
est la  
aussi  
va de  
a un  
rage :

P. les  
sage  
les  
pour  
se

qu'il  
l'hui  
ment  
ne de  
mble  
gou-  
une  
tra-  
tique  
pou-  
tou-  
35.  
iné-  
nent  
ries,  
s au  
les  
nan-  
est  
les  
s.

de  
na-  
ces  
ce les  
): le-  
de la  
es  
le  
r-  
e li  
s



REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

**steria**

LOCOMOTIVE DU VIDEOTEX FRANCAIS  
LEADER SUR LE MARCHÉ MONDIAL  
recherche des

**INGENIEURS  
TECHNICO-COMMERCIAUX**

chargés de la DEFINITION D'APPLICATION VIDEOTEX  
la force de vente.  
- Goût pour la clientèle.  
- Compétences appréciées en Télématique et hétérogènes.  
- Postes à Vélizy, Agences à Toulouse, Marseille, Lyon, Lille, Nantes.  
Déplacements fréquents de courte durée.

Ecrivez à : Pierre HUGOT

**steria** Directeur STERIA INTER  
26, avenue de l'Europe  
78140 VELIZY

**steria**

LOCOMOTIVE DU VIDEOTEX FRANCAIS  
LEADER SUR LE MARCHÉ MONDIAL  
recherche des

**INGENIEURS  
COMMERCIAUX**

pour la gamme de ses produits vidéographiques.

- Vous êtes âgés d'environ 30 ans et avez réussi une première expérience de la vente de logiciels.
- Vous serez rattachés à Vélizy ou à nos Agences de Toulouse, Marseille, Lyon, Lille, Nantes et devrez fréquemment déplacer.

Ecrivez à : Pierre HUGOT

**steria** Directeur STERIA INTER  
26, avenue de l'Europe  
78140 VELIZY

Au premier rang en Région Parisienne dans sa spécialité de Bâtiment Second Oeuvre : rénovations de prestige, travaux neufs et entretien; cette PME (250 personnes, C.A. en progression de 20%)

crée la fonction de

**CONTROLE  
de  
GESTION**

de l'ensemble de ses chantiers

Pour ce poste, en prise directe avec le PDG, nous recherchons un **JEUNE DIPLOME d'ECOLE de COMMERCE ou de GESTION** ayant au moins 2 à 3 ans d'expérience, de préférence dans le B.T.P., désireux de s'impliquer activement dans la gestion d'une PME.

Adresser lettre manuscrite, photo et C.V. sous référence 56061 à :

ORGACONSEIL

64, rue Ranelagh 75016 PARIS

**RESPONSABLE**

**Administratif et juridique**

Dans une société internationale de produits de grande consommation.

Nous sommes leader sur le marché des produits d'entretien et fortement implantés sur le marché hygiène et beauté (380 personnes, 700 millions de C.A.) Nous recherchons un (e) juriste d'entreprise ouvert (e) aux différents aspects de l'administration des affaires.

Vous avez une formation supérieure (droit des affaires), une première expérience en entreprise et une bonne pratique de l'anglais. Vous êtes particulièrement intéressé (e) par les problèmes liés au droit de la consommation et des activités promotionnelles et publicitaires. Vous avez une bonne maîtrise de l'élaboration et du suivi des contrats ainsi que la gestion des activités contentieuses, marques brevets et assurance. Vous avez de bonnes qualités de contacts, indispensables dans une fonction de conseil et d'assistance auprès des différents services de la société (en particulier marketing et ventes).

Nous serions heureux de vous rencontrer rapidement pour vous présenter plus en détail notre société et le poste que nous avons à pourvoir.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et rémunération souhaitée) à :

O. DE PREMARE - Directeur du personnel.  
JOHNSON FRANCAISE - 111 606.  
98004 CANNES - FRANCE CEDEX.



Société des Supermarchés DOC  
Filiale du groupe DOC DE FRANCE  
recherche

**suma**

**responsable  
du service expansion**

Ce poste convient à un candidat de formation SUP DE CO ayant 4 à 5 ans d'expérience dans la distribution à un poste opérationnel. Après une période d'intégration il sera chargé de toutes les opérations de recherches, d'études, et de négociations concernant les créations de magasins.

Envoyer C.V. + photo et prétentions  
Société SMD, Service du Personnel  
17, avenue de la République  
92180 ANTONY

IMPORTANT CENTRE DE DOCUMENTATION  
PARIS  
recherche pour son département

DROIT DE LA COMPTABILITÉ  
DROIT FISCAL - DROIT DES ENTREPRISES

**UN COLLABORATEUR**

DE FORMATION JURIDIQUE  
ET D'EXPERT COMPTABLE  
avec des préoccupations de la pratique

pour lui confier au sein d'une équipe la responsabilité à plein temps d'un secteur d'activité susceptible d'être élargi.

Le titulaire doit être apte à des travaux de rédaction et d'animation. Il bénéficie d'une large autonomie et est intéressé aux affaires.

Prière d'adresser candidature manuscrite  
C.V. et prétentions sous n° 54 à OPLEC  
2, rue Séguier, 75006 PARIS.

**ROUX S.A.**

EXPERTISE INDUSTRIELLE  
recherche d'urgence UN (E)

**JEUNE DIPLOME(E)**

ESC ou DECS ou équivalent

pour activités nécessitant goût pour les chiffres, déplacements, contacts multiples, rédaction de rapports.

- Rémunération liée à l'activité.
- Fixe + primes + frais.
- Avantages sociaux.
- Voiture indispensable.

Adresser candidature à Direction du Personnel - 51, rue Ampère 75017 Paris

**MAISON D'ÉDITION**

**L'ASSISTANT  
DU DIRECTEUR  
GÉNÉRAL**

NOUS DEMANDONS :

- Un bon niveau culturel et un esprit d'organisation ;
- Une expérience commerciale réussie dans une position analogue ;
- Une connaissance approfondie des méthodes modernes de gestion ;
- De qualités de manager ayant le sens des responsabilités, une force de travail et une autonomie opérationnelle complète qui lui permettent de remplacer périodiquement le Directeur Général ;

NOUS OFFRONS :

- Le siège social Paris ;
- Une rémunération motivante adaptée aux qualités du candidat ;
- Une possibilité de progression au sein d'une société moderne et dynamique ;
- Discretions assurées.

Envoyer C.V. + photo + prétentions à : REGIE-PRESSE  
n° T 039.624 M bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.



**l'innovation technique**

**COMPAGNIE GENERALE  
DE CONSTRUCTIONS TELEPHONIQUES**

Centraux téléphoniques, péritelphonie, télématique, et commutation à bande, la vocation de la CGCT est de concevoir, produire et installer des équipements de télécommunication dans le monde entier. Pour participer à notre expansion, nous



Département Télématique recrute

**INGENIEURS  
ELECTRONICIENS  
DEBUTANTS ET CONFIRMES**

**TECHNICIENS  
ELECTRONICIENS  
BTS, DEBUTANTS ET CONFIRMES**

pour ETUDE, DEVELOPPEMENT ET MAINTENANCE de terminaux et commutateurs données spécialisées bureautique et communication.

Expérience appréciée sur circuits analogiques et logiques, sur systèmes à microprocesseurs et processeurs spécialisés traitement de données et traitement du signal.

Nous remercions d'adresser CV et photo et rémunération à CGCT Direction du Personnel 251, rue de Vaugirard 75740 PARIS CEDEX 16.

**professionnels du recrutement**

**sema metra**

Groupe européen de conseil, d'études et d'ingénierie informatique (CA 800 MF - 2.200 personnes). Notre objectif est de doubler notre chiffre d'affaires quatre ans. Nous recherchons un :

**Chargé du recrutement des cadres**

(ref. 10412/M)

Il fait partie du service chargé du recrutement interne des ingénieurs, notamment des informaticiens, en liaison hiérarchique avec la Direction des Relations Humaines du groupe. Il contribue à l'étude des besoins, à la sélection des candidatures, participe au suivi de l'intégration des personnes recrutées. De formation supérieure, sciences humaines si possible, le candidat a déjà acquis une expérience d'au moins 3 ans en recrutement de cadres. Lieu de travail : Paris.

**Consultant en recrutement**

(ref. 10413/M)

Il est responsable de la délégation de Lille de Sema-Selection, département spécialisé des conseils et entreprises pour le recrutement d'ingénieurs et de techniciens, fonctions, l'orientation et l'évaluation du personnel et la formation aux relations humaines. Autonome dans sa région, il bénéficie de l'appui d'une équipe de consultants expérimentés. Ce poste s'adresse à un professionnel de formation supérieure, rigoureux dans ses méthodes de travail, ayant déjà une expérience d'au moins 5 ans dans la gestion des ressources humaines acquise en entreprise ou en conseil.

Ces deux postes peuvent évoluer vers des fonctions au sein de départements opérationnels ou conseil de la Direction des Relations Humaines du groupe.

Adresser CV + photo + une courte lettre manuscrite en précisant la référence du poste à : Parichika Sefaberry, Sema-Selection, Centre Metra, 16/18, rue Barbès 92126 MONTRouGE.

**sema selection** Paris - Lille - Lyon - Marseille - Toulouse

Pour le Filiale Études de Marché  
VOPAN MARKETING RESEARCH  
spécialisée en test de produits  
test de communication par la méthode VOPAN  
recherche

**DIRECTEUR D'ÉTUDES  
ET DE CLIENTÈLE**

- Ayant une expérience de 10 ans minimum en cabinet d'études de marché ;
- Parlant couramment anglais ;
- Capable d'organiser de façon autonome les contacts de développement et la gestion des études.

**CHARGÉ(E) D'ÉTUDES**

- Ayant 3/4 années d'expérience en études ;
- Bilingue (e) par les méthodes de pointe ;
- Parlant anglais couramment.

Envoyer lettre de candidature avec rémunération désirée à : J.P. DE FEDERICI VOPAN CONSEIL, 38, rue Boissière, 75116 PARIS.

Société de Services  
recherche pour renforcer ses équipes  
de ventes à Paris

**DÉLEGUES  
COMMERCIAUX**

Le candidat devra :

- développer et maintenir les ventes dans un marché en pleine expansion ;
- Les candidats retenus :
- auront une formation commerciale expérimentée (B.S.C. ou équivalente et la capacité de négocier à tous les niveaux, se seront disponibles rapidement ;
- Nous leur offrons :
- une organisation et un bon salaire fixe + intéressement ;
- une voiture de service et des avantages sociaux.

Envoyer CV détaillé, photo, prétentions sous n° 7023 à : Mada-System, 104 rue Réaumur 75002 Paris qui transmettra.

**AUDIT**

POUR FAIRE FACE À LEUR DÉVELOPPEMENT  
DANS LE CADRE DE LEURS ACTIVITÉS INTERNATIONALES,  
NOTAMMENT EN AFRIQUE

Bernard MONTAGNE, André AMIC et Associés  
328, boulevard Haussmann,  
75008 PARIS

recherchent

**CHEFS DE MISSION**

Expérience de 3 à 5 ans dans un cabinet d'audit disposant d'une clientèle de grands groupes.  
Diplôme d'expertise comptable en préparation.  
Langues étrangères : indispensables (anglais, allemand, espagnol, italien).

**AUDITEURS DÉBUTANTS**

Diplôme de l'enseignement supérieur (Grandes Ecoles ou Université).  
D.E.C.S. et langues étrangères appréciées.  
Adresser C.V. et photo à : Bernard MONTAGNE, André AMIC et Associés, 328, boulevard Haussmann, 75008 PARIS.



مركزنا من الأهل

age 13  
VT  
LE

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

Electromécanique - Régulation et Process automatisé  
**INGENIEUR RESPONSABLE RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT**

Cette Société (27 personnes, 27 millions de francs de CA) étudie, fabrique et commercialise une gamme complète et originale de commandes et de régulation. Leader sur son créneau, elle connaît une expansion constante et une rentabilité exceptionnelle qui la conduisent à créer le poste d'ingénieur Responsable de la Recherche et du Développement. Dépendant du P.D.G. et dans le cadre d'une large délégation, cet ingénieur prend en charge tous les développements produits, il participe à la définition des produits nouveaux, et à l'évolution des produits existants, depuis l'analyse des tendances du marché jusqu'à la mise en œuvre. Il est donc en relation fonctionnelle constante avec tous les services de l'entreprise. Pour ce poste évolutif, nous souhaitons rencontrer un ingénieur électromécanicien de formation supérieure (type I.N.R.S.A. par exemple), possédant une première expérience professionnelle significative (5 ans environ), acquise de préférence dans un Bureau d'Etudes, dans un Service Recherche/Développement ou dans un Service «Produits». Il vient du secteur de la mécanique ou de l'électromécanique. Le poste est basé à Mussy, banlieue Sud de Paris. Les conditions offertes, les perspectives de développement de l'entreprise, et l'intérêt technique du poste sont de nature à intéresser un candidat de grande valeur. Pour recevoir informations complémentaires, écrire sous réf. M 14622 R, à EGOR INDUSTRIE 163 rue de Fontenay 75008 Paris



PARIS LYON NANTES TOULOUSE MILANO PERUBA ROMA DUSSELDORF LONDON MADRID MONTREAL

DIRECTION DES RELATIONS HUMAINES  
**Responsable des communications internes**  
ESCP ou INGENIEUR

Entreprise industrielle française, 22 milliards, près de 100 000 personnes dans le monde, nous sommes connus comme innovateurs, et nous le sommes dans le domaine technologique et dans le domaine social. Nous créons à Paris, auprès du Directeur des Relations Humaines, le poste de Responsable des Communications Internes. Il a pour missions de répondre aux besoins d'information, de communication et de dialogue, à tous les niveaux hiérarchiques, entre tous les services. Il dispose de moyens humains (journaliers, permanents, existants et à développer) et pédagogiques et agit personnellement comme animateur, organisateur, promoteur, réunit et met en place des groupes de progrès, action, essentiellement, concrète, se situe dans le cadre d'une politique générale dont les principes de clarté, d'équité, d'ouverture et de partage impliquent une participation de fait importante du personnel à l'actionnariat de l'entreprise. Cette situation, très active, l'homme de terrain, convient à un diplômé ESCP ou Ecole d'ingénieur, parlant l'anglais, ayant une expérience de 3 à 5 ans en milieu industriel, une préférence, sachant écouter, animer et convaincre. Le moyen terme est une évolution vers une opérationnelle en France ou à l'étranger peut être envisagée. Merci d'adresser votre lettre man. à C.V. à M.J. FOURNIAT, secrét. SÉLÉ-CEGOS, Tour Chénouzeaux, 204 rond-point du Pont de Suresne, 92516 BOULOGNE CEDEX.



**STEIN INDUSTRIE**

(Commandes enregistrées en 1981 : 1,5 milliard)  
Effectif : 2000 personnes  
**GROUPE ALSTHOM-ATLANTIQUE**  
Etude et construction de grands matériels thermiques industriels, chaudières pour centrales classiques, tuyauteries nucléaires recherche pour son service du personnel

**UN ASSISTANT**

Chargé du suivi de la formation et de l'expression des salariés dans le cadre de la loi "Auroux"  
• Niveau minimum DUT "Gestion du Personnel"  
• Pratique des contacts dans importante société industrielle appréciée.

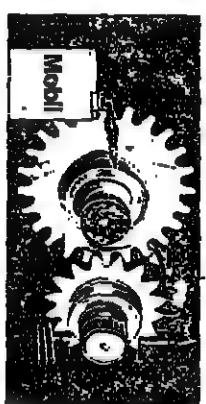
Envoyez C.V. + photo et prétentions sous réf. 83/07 à  
**STEIN INDUSTRIE**  
boite postale 74 - 78141 Vélizy-Villacoublay Cedex

**Mobil**

Ingénieurs généralistes, débutants ou 1<sup>re</sup> expérience, rejoignez les équipes d'ingénieurs d'application et inspecteurs commerciaux de Mobil. Vous appliquerez sur le terrain vos compétences acquises dans les domaines mécanique, génie chimique ou thermique... Votre forte technicité sera valorisée par la formation Mobil.

**Ingénieur application**

Vous serez en charge la promotion et l'application des produits des grandes entreprises industrielles (lubrifiants, produits d'usage, combustibles...). Vous développerez un programme de maintenance rationnel, préconisation des produits de haute technicité, formation des spécialistes d'entretien, bilan économique de vos actions... Vous participerez à l'établissement des objectifs de votre unité, en liaison avec les commerciaux, ainsi qu'à l'évolution de notre gamme de produits et de nos services de vente. C'est une belle tâche pour un homme d'action et de relation, ayant une forte technicité.



**Inspecteur commercial**

Vous serez en charge la promotion et l'application des produits des grandes entreprises industrielles (lubrifiants, produits d'usage, combustibles...). Vous développerez un programme de maintenance rationnel, préconisation des produits de haute technicité, formation des spécialistes d'entretien, bilan économique de vos actions... Vous participerez à l'établissement des objectifs de votre unité, en liaison avec les commerciaux, ainsi qu'à l'évolution de notre gamme de produits et de nos services de vente. C'est une belle tâche pour un homme d'action et de relation, ayant une forte technicité.

Ces postes sont réservés aux jeunes généralistes. Ils sont à pourvoir à Paris et en Province. Pour plus d'informations, adressez-nous une lettre avec votre C.V. plus photo sous réf. 67533 à MOBIL OIL FRANÇAISE - Service Recrutement, Tour Septentrion - 92081 PARIS LA DEFENSE Cedex II.

**Mobil. Avancez avec nous.**

**Recherche appliquée Electronique Thermique**  
**Ingénieurs grandes écoles**

Développer une nouvelle famille de produits, assez nouveaux faisant appel à la combinaison d'un certain nombre d'idées dans le vent et liés aux problèmes de la maîtrise de l'énergie, voilà ce à quoi se consacre notre petite équipe d'ingénieurs et techniciens. Nous avons la chance d'appartenir à un grand groupe et de disposer des moyens nécessaires.

Avant le sortir en série ces produits nous avons encore deux ans de travail. Les études de faisabilité ont été faites, les prototypes ont tourné et nous préparons maintenant cette phase d'industrialisation. Nous avons besoin de deux ingénieurs qui nous apporteront leurs connaissances acquises en grande école, leur esprit curieux et inventif et leur goût à travailler sur du concret et en équipe.

L'un sera THERMICIEN, un peu mécanicien aussi, même s'il n'a pas encore de véritable expérience professionnelle.

L'autre ELECTRONICIEN, expérimenté en instrumentation et systèmes : microprocesseurs, superviseur, développer, mettre au point les automatismes industriels avec microprocesseurs nécessaires tant sur le plan hard (y compris alimentation et raccordement) que soft.

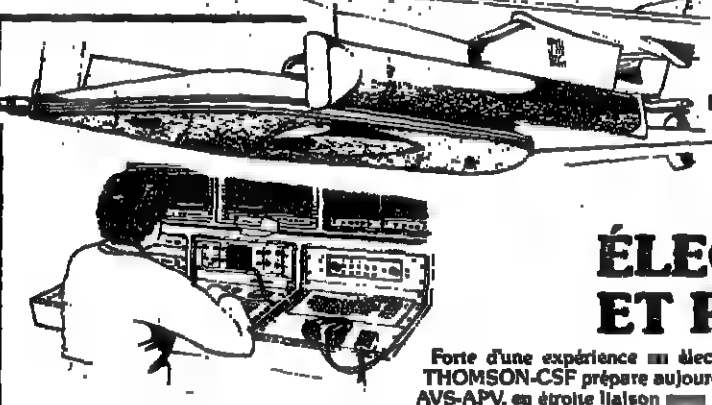
Lien de travail : Rueil-Malmaison.

Ecrire rapidement sous référence 6523 LM aux consultants de

CLEAS qui étudieront pour nous votre candidature.



6, place de la République Dominicaire - 75017 PARIS



**THOMSON-CSF**  
APV/AVS  
**ÉLECTRONIQUE ET PÉDAGOGIE**

Avionique Thomson-CSF intervient dans toutes les phases de développement et de mise au point des équipements de radars, de systèmes de navigation, de systèmes de communication, de systèmes de défense.

Fort d'une expérience en électronique militaire, la Division Équipements Avioniques de THOMSON-CSF prépare aujourd'hui l'électronique de demain. AVS-APV, en étroite liaison avec les Départements des Radars Contre-Mesures, la Division Logistique.

**INGÉNIEURS ÉLECTRONICIENS**  
École d'Ingénieur

Chargés pendant un an de la mise au point des équipements, ils devront ensuite en toute autonomie la formation théorique et pratique des clients étrangers. Après 18 mois de cette riche expérience pédagogique, ils pourront : partir à l'étranger, reprendre en charge la mise au point d'un nouvel équipement. La formation technique est assurée par un besoin permanent, nombreuses possibilités offertes à nos candidats à l'esprit d'initiative et à l'esprit d'équipe. Anglais parlé couramment.

**TECHNICIENS ÉLECTRONICIENS**  
DUT ou BTS électronique

Chargés pendant un an de la mise au point des équipements, ils devront ensuite en toute autonomie la formation théorique et pratique des clients étrangers. Après 18 mois de cette riche expérience pédagogique, ils pourront : partir à l'étranger, reprendre en charge la mise au point d'un nouvel équipement. La formation technique est assurée par un besoin permanent, nombreuses possibilités offertes à nos candidats à l'esprit d'initiative et à l'esprit d'équipe. Anglais parlé couramment.

d'adresser votre candidature à THOMSON-CSF - Service du Recrutement, 13-15, rue du Pont-de-Halles, 92000 NANTERRE CEDEX.



BRANCHE SYSTÈMES ET DÉTECTIONS



PARIS

Nous fabriquons et vendons des composants aux industries pointes. Nous recherchons pour diriger le département CONNECTEURS pour FIBRES OPTIQUES prometteur et à forte expansion.

**RESPONSABLE TECHNIQUE**

Animateur d'une équipe d'une quinzaine de personnes, il aura la RESPONSABILITÉ DE 3 SECTEURS (Bureau d'Etudes, Laboratoire de Développement, Laboratoire de Production). Nous souhaitons rencontrer un homme expérimenté, capable d'organiser et de diriger une équipe, ayant une formation technique supérieure et une réelle compétence en matière de MESURE dans le domaine de l'OPTIQUE.

**RESPONSABLE LABORATOIRE D'ESSAIS**

Il devra animer une petite équipe chargée de la mise au point de nouveaux produits. Il devra avoir une formation technique supérieure et une réelle compétence en matière de MESURE dans le domaine de l'OPTIQUE.

Merci de faire parvenir votre dossier (candidature (C.V., photo et prétentions) à SOURIAU, 11, rue de la République, 92100 BOULOGNE.

Filiale française d'un important groupe multinational, nous avons lancé et développé tant en France qu'à l'Export des produits de haute gamme et de marque prestigieuse. Nous recherchons aujourd'hui

**Chef des Ventes France**

Votre formation est de type ESC. Agé d'au moins 35 ans, vous possédez une solide expérience de terrain acquise, idéalement en distribution sélective de produits de marque (habillement, accessoires, parfums, cosmétiques, ...). Vous pouvez prouver que vous conduisez avec efficacité l'équipe de vente dont vous êtes responsable.

Basé à Paris, vous êtes prêt à passer les trois quarts de votre temps sur le terrain. Rattaché au Directeur Commercial, vous serez responsable de la réalisation d'objectifs quantitatifs et qualitatifs sur le terrain : stimulation, contrôle d'une force de vente de 10 personnes, mise en place et suivi de nouvelles méthodes commerciales.

Notre ambition est grande. Vos qualités d'animateur, de négociateur et de gestionnaire pourront donc s'exprimer pleinement.

La connaissance de l'anglais est souhaitable.

La rémunération annuelle peut atteindre tout de suite 250.000 F.

Si ces perspectives vous intéressent adressez votre CV + photo + rémunération actuelle

sous réf. 26183 à COFAP 40, rue Chabrol 75010 Paris, qui transmettra.

Mentionnez le nom des sociétés auxquelles votre CV ne doit pas être transmis.



OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

## Jeunes diplômés... venez avec nous inventer de nouvelles réponses aux besoins du marché

Grandes écoles de gestion et scientifiques

Le Groupe la Compagnie Bancaire par sa capacité d'innovation et sa réaction aux évolutions de l'environnement économique a su devenir le premier organisme financier privé en Europe.

Il rassemble des sociétés spécialisées dans :

- le financement des investissements des PME et des PMI,
- le financement de l'équipement, l'acquisition et l'amélioration des logements des particuliers,
- le financement de l'équipement domestique et l'achat d'automobiles,
- la mise à disposition des particuliers de placements sûrs et rentables,
- l'informatisation des entreprises et des professions libérales,
- le financement et la construction de logements, des bureaux et des Centres Commerciaux.

Les Sociétés du Groupe (7 sociétés) offrent actuellement des carrières à des jeunes diplômés Grandes Ecoles (X, Centrale, Mines, Supélec, HEC, ESSEC, ESCP...) ou 3e cycle d'Université dans les domaines suivants :

### GESTION, FINANCE, INFORMATIQUE, MARKETING

Vos compétences et vos goûts détermineront la fonction que vous occuperez chez nous au départ. La suite de votre carrière pourra évoluer vers des fonctions diversifiées, avec une perspective d'accéder à des responsabilités de haut niveau au sein du Groupe des Sociétés.

Pour un premier contact, merci d'adresser votre candidature sous réf. 010M à Annie LION, Service Orientation - Recrutement - 11 avenue Kléber - 75791 Paris Cedex 16.

Toute candidature sera étudiée de façon personnalisée et confidentielle.

**compagnie bancaire**  
UFB/LOCABAIL-UCB-CETELEM-CARDIF-SINVIM-SIS

**unicredit**  
banque - Groupe CREDIT AGRICOLE

Installe en avril 83 le premier des 3 ordinateurs VAX qui recevront son nouveau système d'information (réseau local).

Pour compléter ses équipes informatiques, elle recherche des informaticiens dynamiques, attirés par un système largement ouvert vers les utilisateurs, ayant l'expérience de mini-systèmes évolués :

### 1 analyste d'exploitation

Second du responsable exploitation, interlocuteur des études informatiques pour définir les conditions de mise en œuvre des applications informatiques; conseiller des utilisateurs dans la mise en œuvre des traitements distribués.

**PROFIL :** MIAGE; quelques années d'expérience dans une fonction analogue ou une fonction étude ou système sur mini; connaissance indispensable de la programmation et/ou d'un langage de commande sophistiqué; connaissance VAX appréciée.

### 2 moniteurs d'exploitation

chargés de la supervision de l'ensemble des traitements distribués et de l'exécution directe des traitements centralisés (horaires décalés possibles).

**PROFIL :** Formation informatique (DUT, ...) ou ayant une bonne expérience de systèmes distribués; autonomie; bon contact; connaissance langage de commande souhaitée.

### 1 administrateur de données

Responsable de la cohérence des informations; a en charge la gestion des bases de données et du dictionnaire de données.

**PROFIL :** MIAGE; 1ère expérience études; connaissance 1 ou plusieurs SGBD; très ordonné et méthodique; attiré par un poste de responsabilité fonctionnelle.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions en précisant le poste choisi à **UNICREDIT - Mr Villard**  
128/130, Boulevard Raspail - 75289 PARIS CEDEX 06

CONSTRUCTEUR INFORMATIQUE

La place privilégiée que nous occupons sur le marché nous conduit à créer le poste d'

### Ingenieur Logiciel - Chef de Projet

Expérimenté depuis plusieurs années (5-6 ans) dans la conception et la réalisation de systèmes temps réel sur mini ou micro-ordinateurs, vous êtes également compétent ou avez de bonnes connaissances techniques en architecture de réseaux.

Membre d'équipe, vous aimez à animer et à encadrer une équipe de 4 personnes. Vous êtes enfin capable de travailler sur de la documentation technique rédigée en anglais.

Merci d'adresser votre candidature complète (lettre manuscrite, CV et prétentions) sous référence 4394 à l'agence DESSIN - 44, rue de Provence - 75008 PARIS, qui transmettra.

### EQUIPEMENTS SCIENTIFIQUES ET INDUSTRIELS

Membre d'un groupe international, notre société, bien implantée en France, bénéficie d'une grande notoriété dans la fabrication de matériels spécialisés. Nous cherchons :

### un ingénieur commercial

réf. M 100

Basé au Directeur Commercial, vous intensifiez notre action sur le marché. Est de la région parisienne, après une période de formation, vous développez la vente d'une gamme complète de matériels performants auprès d'une clientèle diversifiée d'industries et de centres de recherche scientifique. Vous disposez, pour réussir, de l'appui technique nécessaire.

Diplômé, de préférence, d'un IUT. (Mesures Physiques, de Mécatronique ou de Génie Chimique, vous avez, au moins, 2 ans d'expérience commerciale.

### un ingénieur technico-commercial responsable d'un centre de profit

réf. M 3005

Basé dans la banlieue Sud de Paris, vous êtes pour mission d'accroître notre chiffre d'affaires dans un domaine prometteur : la vente de systèmes complets d'analyse de données. En liaison étroite avec le réseau commercial dont vous exploitez les informations, vous assurez les relations, dans toute la France, avec des clients appartenant aux différents secteurs de l'industrie. Vous êtes également l'interlocuteur permanent des services de production. Des possibilités d'évolution sont envisageables.

Titulaire d'un diplôme d'Ingénieur Chimiste ou équivalent, vous avez une expérience d'au moins trois ans acquise en tant qu'ingénieur Technico-Commercial dans la vente de produits industriels. Une bonne maîtrise de l'allemand ou de l'anglais est indispensable.

Nous vous remercions d'écrire, en précisant la référence, à Hélène REFREGIER qui étudiera confidentiellement votre candidature.

**SERTE**  
SELECTION 49, av. de l'Europe 75002 Paris

**digital**

N°1 de l'informatique interactive

Une croissance harmonisée de 35 % l'an, 1100 personnes en France, un C.A. de 837 MF.

### Chef des services comptables (Homme ou Femme)

Rattaché au Directeur Financier, il est responsable de l'ensemble des services comptables de la Filiale : comptabilité générale et analytique, comptabilité intercompagnies, facturation, paie, fiscalité, relations avec les auditeurs internes et externes.

Diplômé de l'enseignement supérieur (niveau expertise comptable), il a fait preuve de réelles qualités d'animation d'équipes importantes et a une connaissance approfondie des comptabilités françaises et américaines.

Le candidat idéal aura une première expérience de cabinet comptable, confirmée par des responsabilités opérationnelles dans une grande entreprise internationale.

Il parle couramment l'anglais.

Ecrire à M 33, à la Direction du Personnel : **DIGITAL EQUIPMENT-FRANCE**  
2 rue Gaston Crémieux, BP 136, 91004 Evry Cedex

### RESPONSABLE DEPARTEMENT OFFSHORE

Une solide formation (ECP, ENSTA, A.M.), une dizaine d'années d'expérience dans le domaine de l'offshore (et peut-être de la construction navale) vous ont permis de vous faire reconnaître comme un spécialiste averti. Vous connaissez bien sûr les techniques mises en œuvre dans la réalisation des projets mais surtout vous avez acquis la connaissance et le langage de ce domaine très particulier.

Maintenant il est temps pour vous de donner votre vraie dimension, à l'image de SERETE qui, après la réalisation à ABU-DHABI de l'une des plus grandes plates formes offshore du monde, a su conquérir sa place parmi les spécialistes de l'offshore.

Nous vous proposons de prendre la responsabilité de notre département commercial offshore - études. Votre mission consistera à développer ce département en organisant tous les moyens nécessaires à la réalisation de ces objectifs (politique commerciale, définition de produits, commerciale, négociations...). Il vous incombera également de garder un contact permanent avec le client tout au long de la réalisation du projet.

Si cette opportunité vous intéresse, adressez votre candidature à **SERETE** Service du Recrutement  
rue Régnault - 75640 Paris Cedex 13.

**serete**  
ingénierie

Important Groupe du Secteur Pétrolier développant la recherche et l'exploitation à l'étranger, recherche à Paris, un

## Cadre financier international

Le poste :

Au sein de la Direction Financière, vous serez chargé d'étudier et de négocier pour l'ensemble du Groupe les moyens de financement à long terme; il assurera le contrôle administratif de la gestion financière des filiales (françaises et étrangères); il supervisera la préparation et le suivi de certains postes budgétaires. Ces missions le feront travailler en permanence avec des organismes financiers et des administrations de pays étrangers. La fonction implique de courtes durées de déplacements de courte durée à l'étranger ainsi que l'utilisation de la langue anglaise.

Votre profil :

Ce poste évoluera s'adresse à un candidat de fort potentiel, diplômé d'HEC, ESSEC, Sciences Po/Eco-Fi, ou équivalent, ayant au moins 3 ans d'expérience professionnelle soit dans la Direction Financière d'une société à vocation internationale, soit dans une importante banque internationale.

Envoyez votre CV et prétentions, sous réf. 3862, à mentionner sur l'enveloppe, à **Media-System**, 10 rue Réaumur 75002 Paris, qui transmettra.

صكنا من الأمل



OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

## TOTAL

### Compagnie Française des Pétroles

recherche pour le Département Environnement  
de TOTAL EXPLORATION PRODUCTION

### INGENIEUR POLLUTIONS-NUISANCES

Il aura en charge la coordination des prestations liées aux problèmes d'environnement de l'exploration et de la production pétrolière.

Diplômé d'une école d'ingénieurs ou universitaire (Physique et Chimie) il justifiera d'une expérience très concrète dans les domaines suivants :  
- impacts, traitements des polluants  
- combats  
- pollutions accidentelles.

Basé à PARIS, de nombreuses missions à l'étranger sont à envisager. L'anglais courant est indispensable ; des connaissances en espagnol seraient appréciées. A terme, disponibilité à l'expatriation pour l'évolution de carrière.

Si ces perspectives vous intéressent, veuillez adresser une lettre manuscrite + CV + photo au Service Recrutement de TOTAL EXPLORATION PRODUCTION Tour Vendôme  
204 Rond-Point du Pont de Sèvres 92516 BOULOGNE-BILLANCOURT CEDEX  
référence 3MO 06

### Jeune Chargé d'Etudes Gestion Commerciale

Nous nous appuyons sur l'innovation technique et commerciale, la volonté permanente de compétitivité, le consensus social pour conduire depuis plusieurs années une croissance d'environ 10 % par an sur le marché français des appareils de chauffage électrique (C.A. 82 - 250 M²).

Vous avez, à environ 10 ans, une formation supérieure en gestion (E.S.C., D.U.T., ...) et une première expérience en entreprise impliquant de la gestion commerciale.

Rattaché au Directeur Commercial, vous prendrez en charge, à Paris, l'élaboration, la présentation, l'analyse des résultats du réseau de vente. Vous disposerez d'un outil informatique performant. La réussite dans cette mission doit vous être un moyen terme de responsabilité plus étendue au sein de la fonction commerciale.

Merci d'adresser rapidement lettre manuscrite, C.V. et rémunération actuelle sous référence 5502 à notre Conseil.



**EQUIPES ET ENTREPRISES**

33, rue Vivienne 75002 PARIS



**datatel**

Société de distribution d'équipements de transmissions de données et de terminaux à vocation industrielle-recherche pour tous types d'expansion (supérieure à 50% par an), des

### INGÉNIEURS COMMERCIAUX CONFIRMÉS

Les points forts suivants seraient appréciés :

- Expérience dans la vente de matériels, multiplexeurs, terminaux, réseau, matériel de raccordement X25 et terminaux.
- Maîtrise de l'anglais ou de l'italien.
- Connaissance du milieu industriel ou des gros systèmes informatiques.

La rémunération (fixe + 13ème mois + commissions) assure un revenu annuel élevé.

Si vous souhaitez rejoindre une équipe dynamique et jeune, envoyez votre C.V. détaillé ainsi qu'une lettre manuscrite précisant vos prétentions et votre disponibilité.

DATATEL - 25, rue Béranger 92110 BOULOGNE - Tél. : 01 43 00 00 00

## Chef de bureau d'études

Société d'ingénierie mondialement connue, FRAMATOME conçoit et réalise des équipements industriels complexes dans le domaine des tuyaeries.

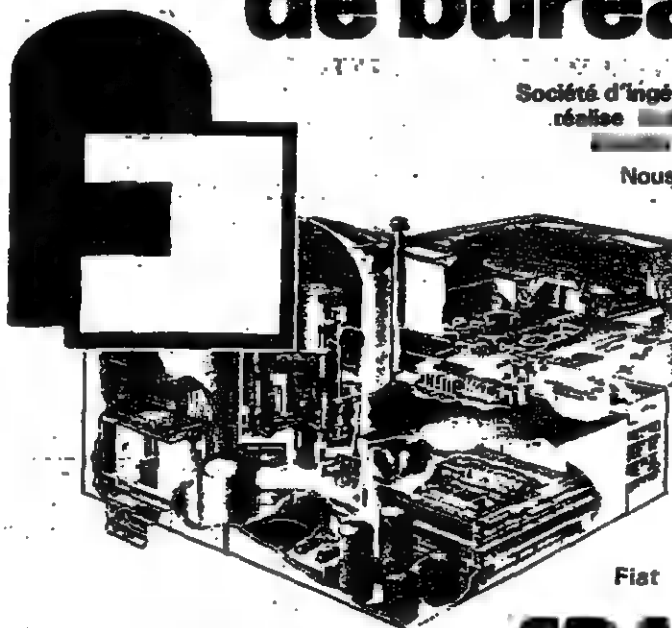
Nous recherchons, pour notre établissement situé à PARIS-LA DEFENSE, le chef du bureau d'études (60 personnes) qui a la charge de l'installation des tuyaeries, y compris la conception des réseaux de tuyaeries.

Ce poste s'adresse à un ingénieur mécanicien diplômé qui a acquis une expérience de 10 ans minimum à la direction d'un BE d'installations d'unités industrielles.

Une expérience antérieure des méthodes CAO serait appréciée.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous la référence UN/197 à

FRAMATOME - Département Recrutement - Tour Fiat - 92110 PARIS-LA DEFENSE CEDEX.



Tranche trois hauteurs.

**FRAMATOME**

Filiale française d'une Société Multinationale spécialisée dans les activités de placements et d'hygiène

recherche pour son siège PARIS-EST

### ASSISTANT (E) DE DIRECTION COMMERCIALE

- 35 ans minimum.
- Organisé (e) et méthodique.
- Disponible et prêt (e) à s'engager professionnellement.
- Habitué aux contacts clients.
- Capable d'assurer le suivi et la gestion d'un fichier de 1.500 clients.
- Sachant recevoir et transmettre l'information.
- Expérience 5 ans de secrétaire de direction ou d'administration commerciale.
- Pratique de marchés publics (administrations ou hôpitaux) appréciée.

Présentation en fonction de l'expérience.

Envoyer curriculum vitae, photo et prétentions à REGIE-PRESSE, sous n° T 09.729 M, 85 rue de Valenciennes, 75002 Paris.

Bernard MONTAGNE, André AMIC et Associés  
128, boulevard Haussmann,  
75008 PARIS

**POUR UN DE SES CLIENTS AU GABON**  
recherche

Le Chef Comptable, Contrôleur de Gestion, 10 ans d'expérience dans l'activité d'importation et de distribution de produits alimentaires et de produits de luxe.

## jeunes diplômés

Vous êtes diplômé (MIAGE, ESCAE, Ingénieur, Mathématiques, Sciences...).

Vous êtes débutant : nous vous formerons. Vous avez une première expérience : nous vous offrons un plus.

Vous êtes diplômé (DUT Informatique ou équivalent). Nous proposons des postes d'

### ANALYSTES PROGRAMMEURS.

Nous recrutons des gros utilisateurs d'informatique en gestion (3 IBM 43 41, 500 terminaux en France).

Nous recrutons une première mutuelle française, l'une des plus dynamiques aussi : 3 milliards de chiffre d'affaires, 2.300 salariés.

Des postes d'informaticiens sont à pourvoir à ROUEN-BELBEUF (Réf. ROU) et à PARIS (Réf. PAR).

Ecrivez-nous pour faire connaissance sous référence choisie à : MUTUELLES UNIES - Madame Mauhourat  
11111 X - 76029 ROUEN CEDEX.

**pour l'informatique**

Réponse et discrétion assurées à toutes candidatures.

Vous avez 3 ou 4 ans d'expérience dans le marketing, la publicité ou la promotion des produits de grande consommation, acquise après des études supérieures.

Vous avez affiné votre sens de la création, de la communication et pris conscience de vos réelles capacités.

Vous souhaitez maintenant trouver un nouveau champ d'action à votre mesure où vous pourrez mettre en valeur votre imagination, concrétiser votre goût de l'initiative, exprimer largement votre potentiel.

## L'ORÉAL

entreprise française innovatrice peut, par son implantation très internationale et par la grande souplesse de son organisation, vous donner les moyens de prendre une dimension professionnelle supérieure, dans le développement et la commercialisation de ses gammes de produits.

Reconnu très vite dans vos compétences et votre dynamisme, vous pourrez prendre un poste de Direction en France ou dans une filiale à l'étranger.

Si vous souhaitez mieux connaître les opportunités offertes, vous pouvez écrire à : L'OREAL, Direction des Ressources Humaines, Annonce 41 rue Martre 92117 Clichy Cedex, qui s'engage à observer la plus totale discrétion.

ation du  
voyages.  
les  
par  
il faut  
franç  
franç  
entre

ait donc  
urcs  
2,6 m  
an.

elopés  
des sans  
umes  
ation d  
reprise  
sauchés  
1982  
emplois  
arée de  
rentre  
puls  
l'écon  
n. Les  
s. une  
natives  
bases

ntation  
91  
531  
ivité  
en l'an  
on

roduc-  
orque  
clai-  
pro-  
deux  
visque  
si) et  
rela-  
la  
aussi  
ns  
ement  
a un  
age :

rem-  
P. les  
les  
de  
pour  
se de

qu'il  
hui  
ment  
ac  
mble  
gou-  
une  
tra-  
tique  
pon-  
tou-  
la.  
in-  
cent  
ries,  
s au  
les  
nati-  
est  
les

de  
76,  
un  
des  
les  
);  
de  
la  
es  
le  
r-  
a  
li  
s  
-

serete



OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

## Ingénieurs débutants

Les hommes **FLOPETROL INTERNATIONAL** recherche pour son développement constant des ingénieurs débutants, s'adaptant, prenant des initiatives et désirant vivre à l'étranger.

Ils sont libérés de toutes obligations militaires et possèdent une pratique de l'anglais.

Après un stage de 3 mois, ils rejoindront les équipes opérationnelles à l'étranger pour participer aux opérations techniques sur les puits.

Par la suite, ils verront confier des responsabilités leur permettant d'orienter leur carrière vers des postes Techniques ou de Management (faux les tâches techniques, d'organisation, de relations commerciales, de gestion du personnel et du budget, etc.).

Ces postes leur offriront la possibilité d'une carrière internationale implantée sur les champs pétroliers du monde entier (2 millions de personnes), performante grâce à la rapidité d'intervention, à la maîtrise de ses équipements de pointe, à la maîtrise des domaines suivants : puits, interprétation des données de puits, analyse des propriétés des fluides, mesures au fond des puits, contrôle de production, maintenance d'équipements au fond, entretien et reconditionnement des puits, installations de production.

**FLOPETROL INTERNATIONAL** offre à ses ingénieurs un salaire attractif (2 420 U.S. par mois en départ) et de nombreux avantages sociaux à l'étranger.

Votre robuste constitution, votre bonne adaptabilité et votre large ouverture d'esprit vous permettront d'accéder rapidement à des responsabilités élevées dans un cadre d'une grande passionnante et variée.

Pour faire votre candidature, adressez lettre manuscrite, C.V. et photo en précisant l'enveloppe la référence 2471/LM à **MEDIA P.A.** - 9, boulevard des Italiens - 75001 PARIS, qui transmettra votre dossier.



**FLOPETROL**

FLOPETROL JOHNSTON  
Schlumberger

### Société matériel médico-chirurgical (Métro Pont de Neuilly), recherche chef comptabilité générale et paie

La responsabilité du chef financier, outre la comptabilité générale (4 personnes) et la paie (3 personnes), il sera principalement chargé de l'établissement des situations mensuelles et des déclarations fiscales et sociales.

DECS minimum, 2 ans d'expérience dans poste similaire ou audit ainsi que la maîtrise de l'anglais lui seront indispensables. Une connaissance de la comptabilité anglo-saxonne serait appréciée.

Merci d'adresser votre CV + photo et prétentions à :  
projet public  
12, rue des Pyramides 75001 Paris

### JEUNE RESPONSABLE (H/F) avec un bon potentiel d'évolution

En progression rapide dans un métier sympa mais exigeant, sur un nouveau marché. Site de services, un des leaders dans son domaine recherche un jeune responsable (H/F) avec un bon potentiel d'évolution.

Le Directeur (attaché) à la direction régionale, sera responsable de la gestion du réseau de Franchises Paris et région.

Vous avez de préférence une première expérience et une formation commerciale supérieure mais nous recherchons surtout le personnel capable à une collaboration étroite. Déplacements ponctuels d'une journée.

Une réelle possibilité d'avancer et vous serez avec beaucoup de travail et participer activement à la vie de l'entreprise. Adresser candidature manuscrite, photo et prétentions à : Direction Générale.

Le Monde, secteur clientèle, 6 rue des Halles 75001 PARIS



**GROUPE FRANKEL**  
Compagnie Française des Convoyeurs  
(Périmètre Marne-la-Vallée)  
Notre Société a acquis une place de leader sur le marché international des Equipements de Transport Industriel Automatisé.

### Jeunes ingénieurs électro-mécaniciens

• découvrez les achats • pilotez nos prix

Notre Service Achats, avec un CA de 100 MF est l'un des Services stratégiques de notre Société. Après un temps de formation consacré à la connaissance de nos produits, nous vous confierons rapidement l'achat de la Sous-Traitance des ensembles et sous-ensembles mécaniques.

Au sein du Service «Logistique Industrielle», votre objectif permanent sera de calculer l'évolution du prix de nos produits pour permettre à nos Services Devs de mieux ajuster leur proposition. Dans un premier temps, vous procéderez à une analyse complète de nos prix de revient, puis vous participerez à l'analyse de la valeur et aux études d'investissement R&D.

Pour des débutants, ces deux postes sont incontestablement des plates-formes d'observation et des tremplins vers des postes opérationnels au sein de notre Groupe. Nous vous remercions d'adresser votre CV, en précisant la réf. sous le N° 43 076, à notre Conseil CPA, 69 rue de Monceau 75008 Paris.



MEMBRE DE SYNTec



**THOMSON**

La direction du contrôle interne intervient, à partir de Paris, sur l'ensemble des unités du groupe en France et à l'étranger. Pour renforcer son équipe, elle cherche

### un auditeur «finances et informatique»

Vous agissez comme un auditeur «classique» en contrôle des comptes et procédures, mais de plus, contribuez à la définition de notre méthodologie dans l'audit des systèmes et des traitements informatiques utilisés dans nos unités et réalisez ces audits. Ces missions nouvelles et importantes vous demandent d'être autant un financier qu'un informaticien (votre formation est donc HEC, ESSEC, Sup. de Co, MIAGE + ...).

Vous avez sans doute acquis votre expérience, d'au moins cinq ans, dans une SECI, dans une équipe d'audit, spécialisée ou une affaire internationale. Bien sûr, vous êtes bilingue français-anglais.

Notre consultant, Mme M.C. TESSIER, vous remercie de lui écrire (réf. 4333 LM) à - Carrières Gestion Finances -



**ALEXANDRE TIC S.A.**  
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS  
LYON - LILLE - BRUXELLES - LONDRES

MEMBRE DE SYNTec

Vous désirez la disposition entreprise en pleine expansion

### vos expériences de la promotion et de l'animation des ventes de biens d'équipement de bureau

- VOTRE CREATIF, IMAGINATIF.

U-BIX FRANCE S.A.

Filiale du Konishiroku en France, U-BIX France S.A. vous propose d'être conseiller au directeur des opérations : vous élaborerez, concevez et animez la promotion des ventes, vous analysez le marché, la concurrence et présentez les orientations qui en découlent, vous participez à l'élaboration du plan de publicité et en assurez le suivi, vous avez la charge de la conception et de l'édition des catalogues et des plaquettes, vous contribuez à la conception du plan de formation des vendeurs et à l'animation de la vente.

La rémunération est attractive et liée à votre expérience.

Envoyez CV, motivations et prétentions à :  
U-BIX FRANCE S.A.  
Département Développement Humain  
15 rue des Sorins - 92000 Nanterre



Important Groupe Industriel  
un des leaders mondiaux sur son marché recherche

### RESPONSABLE BUREAU D'ETUDES

Il assurera une triple mission :

- responsabilité pour les 3 filiales françaises (région parisienne) et les filiales étrangères des études de projets et de développement, ainsi que du suivi des méthodes des processus de fabrication,
- conseil auprès de la Direction Technique et des usines pour les études prospectives (matériel nouveau, automatisations, CFAO),
- assistance de l'atelier travaux neufs pour la réalisation de ces études.

INGENIEUR GRANDE ECOLE, de formation AM, ENSCM, ayant de solides connaissances électromécaniques, il sera tout à la fois homme de conception et de terrain, apte à s'adapter avec aisance dans une équipe jeune.

Le poste est basé à 70 km Nord de Paris près d'une ville universitaire.

Assuré d'une absolue discrétion et d'une réponse rapide, votre dossier de candidature est à adresser sous référence 4226 M à nos cabinets 48, rue Saint Ferdinand 75017 PARIS.

L'ADMINISTRATION CENTRALE DU MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES recrute à Paris

### UN INGENIEUR INFORMATICIEN GRANDE ECOLE

ayant plusieurs années d'expérience sur grand système (MULTICS ou MVS).  
Adressez C.V. détaillé et prétentions sous n° T 260.95  
REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75001 PARIS.

### INGENIEUR THERMicien DE PREFERENCE

Organisme conduisant au 1er plan les actions d'information et de conseil technique de maîtrise de l'énergie (dans les entreprises, administrations et collectivités) recherche pour son plein à Paris :

Tâche : vivante, nombreuses actions techniques à Paris et Province, qu'à l'étranger.

Anglais : exigence absolue que facilite la maîtrise de la rédaction.

Envoyez C.V. et prétentions sous n° 7711, rue de l'Yvette - 75008 Paris.

L'U.R.S.S.A.F. DE PARIS recrute personnel

### D'ETUDES INFORMATIQUES PROGRAMMEURS ANALYSTES ORGANIQUES ET FONCTIONNELS

Pour développer des applications comptables dans un environnement DB/DC : TOTAL, DM IV-TP, PROTEE.

Débutants acceptés.  
Salaire brut de 70.000 F à 150.000 F par an, fonction du poste et de l'expérience.  
Envoyez C.V. à : L'U.R.S.S.A.F. DE PARIS  
Département du personnel, boîte 1420  
3, rue Franklin, B.P. 430  
93518 MONTREUIL CEDEX.



CHAINE DE RESTAURATION RAPIDE DES ANNEES 90, recherche des talents dirigeants à demain et recrute aujourd'hui des

### DIRECTEURS ET ASSISTANTS DE RESTAURANT

dans les principales villes de France

- Hommes, Femmes, même débutants, qui avez :
- un minimum secondaire minimum - un esprit rigoureux - un tempérament meneur
- une expérience distribution - un atout

Adresser votre manuscrite indiquant prétentions et C.V. sous référence 244 à :

**degré**  
Conseil  
11, rue La Boétie 75008 PARIS



**THOMSON-BRANDT**

recrute dès à présent pour

la DIRECTION DES ETUDES ET DU DEVELOPPEMENT

### INGENIEURS DIPLOMES (EES)

E.N.S.T.A., E.C.P., E.C.L., E.S.E., ENSERG, ENGAE, ENSAM, ENSMA, ESPIC

Débutants ou première expérience d'application, pour conception, essais, industrialisation dans des nouveaux programmes d'armements.

Diverses possibilités d'évolution de carrière.

Lieu de travail :

SAINT-DENIS (93) ou LA FERTÉ-SAINT-AUBIN (46).

Ecrire à M. VENEAU, Service du personnel, 32, boulevard Ornano, 93204 SAINT-DENIS.



OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

## Ingénieur numéricien

### CALCUL DE STRUCTURES

La société est spécialisée dans l'étude et la réalisation d'installations industrielles complexes faisant appel aux techniques de pointe.

La mission : au sein d'une équipe de spécialistes du développement de codes de calcul de structures, faire progresser les connaissances dans le domaine de l'interaction fluide/structure, notamment pour ce qui concerne le comportement non linéaire des matériaux.

Ce poste nécessite des compétences élevées dans les domaines suivants :

méthode numérique de résolution, hydro-dynamique, mécanique des milieux continus. Il s'adresse à un ingénieur grande école.

Le contexte scientifique de haut niveau de l'entreprise offre de réelles possibilités d'approfondissement professionnel.

Lieu de travail : proche banlieue Sud-Ouest.

Merci d'adresser CV et photo, sous réf 3898 à Média-System, 104 rue Réaumur 75002 Paris, qui transmettra.

## CONSTRUCTEUR INFORMATIQUE

La place privilégiée que nous occupons sur le marché nous conduit à créer le poste d'

### ingénieur logiciel

Chargé de la coordination des développements logiciels en langage C et de l'export.

Cette coordination s'exerce dans le cadre de la réalisation de produits spécifiques au forfait et comprend :

- l'établissement des règles à respecter pour la réalisation des cahiers de charges, la consultation des fournisseurs,
- les négociations techniques et commerciales,
- le suivi de la réalisation,
- la maintenance et du support.

Ce poste s'adresse à un ingénieur ayant le goût du travail et maîtrisant parfaitement l'anglais (écrit et parlé).

Il a impérativement une expérience de plusieurs années dans la conception de la réalisation de systèmes temps réel sur mini ou micro-ordinateurs. Une expérience de chef de projet à ce titre souhaitée.

La connaissance de la langue allemande est souhaitée.

Merci d'envoyer votre candidature complète (lettre manuscrite, CV et prétentions) sous référence 1111 à l'agence DESSEIN - 69, rue de Provence - 75002 PARIS, qui transmettra.

## Technicien supérieur de gestion

Importante société d'ingénierie filiale d'un puissant groupe industriel recherche

5 à 10 ans d'expérience

Rattaché directement au responsable d'une importante unité fonctionnelle, il prendra en charge l'élaboration des budgets, le suivi et le contrôle des dépenses de cette unité.

Ce poste convient à un candidat de formation DUT ou BTS justifiant d'une solide expérience dans un domaine d'activité analogue.

Des qualités relationnelles sont par-

ailleurs indispensables pour mener à bien la mission proposée.

La taille de l'entreprise autorise d'intéressantes évolutions professionnelles.

Lieu de travail : proche banlieue Ouest.

Merci d'adresser CV et photo sous réf 3897 à Média-System, 104 rue Réaumur 75002 Paris, qui transmettra.

INTERELEC

Leader mondial des systèmes automatiques ferroviaires

MATRA

de Paris, Mexico, Santiago, etc.), nous développons en diversifiant nos produits (doublement du C.A. en 5 ans). Dans un environnement de haute technologie,

## Jeune ingénieur qualité

Vous êtes ingénieur électronicien, ou généraliste avec une spécialisation électronique. Vous avez une première expérience industrielle. Nous vous proposons d'animer et de coordonner les principales activités de la fonction qualité : aide à la maîtrise technique. Vous serez le homologue des responsables sous-traitants, à animer les opérations d'audit-qualité, à déterminer les causes de défaillance, à définir et appliquer des actions correctives.

Ce poste s'adresse à un jeune ingénieur avec une formation en études, en production, les fournisseurs et les sous-traitants. Il vous permettra de mettre à profit vos qualités d'analyse, de négociation et de diplomatie. Pour pouvoir en proche banlieue parisienne.

Merci d'envoyer votre candidature complète (lettre manuscrite, C.V., photo et salaire actuel) sous référence 1/J21/LM à l'Agence Conseil qui nous garantira votre discrétion.

Raymond Poulin Consultants 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

Un grand nom de l'industrie du cacao  
Une stature internationale  
Une gestion qui se renforce

## Le contrôleur de gestion de nos filiales hors Europe

Nous le voulons confirmé : cinq ans de métier (après HEC, ESSEC...) avec une expérience de groupe industriel et le goût de se pencher sur des problèmes d'usines. Le réseau international donne à notre gestion des traits particuliers ; tant mieux s'il en connaît aussi les principes ; sinon, nous l'initierons.

Au sein de la holding, il aura, pour nos filiales africaines et américaines (où il se rendra périodiquement), la responsabilité de faire fonctionner le système de gestion : budgets, reporting, aux de bord... et de le formaliser davantage. Avec la mission complémentaire importante, au niveau du groupe, de la faire évoluer vers encore plus d'efficacité : nous comptons pour cela sur sa capacité de conception et sa forte personnalité. Référence 432 0000.

## Deux jeunes contrôleurs budgétaires

Pour notre filiale française et pour la holding. L'un et l'autre participant à l'élaboration des budgets et chargés de leur suivi ; participant aussi à l'établissement des prix de revient. Deux postes convenant bien à des jeunes diplômés de gestion (HEC, ESSEC...) après une première expérience, même courte, de préférence en milieu industriel.

Pour le contrôleur France, la perspective de se préoccuper en bonne partie au départ de problèmes liés aux usines ; pour le contrôleur holding, celle de missions de durée limitée dans les filiales. Nous voulons pour les deux postes des contrôleurs de très bon contact et qui ont les pieds sur terre. Référence 442 910M (France), 442 911 (holding).

Trois postes à créer ; tous basés à proximité des zones de résidence agréables de la banlieue ouest de Paris. Trois postes à partir desquels existent des possibilités d'évolution en France et à l'étranger. Votre anglais doit, donc, être très opérationnel.

Ecrivez à nos conseils SIRCA en rappelant la référence qui vous intéresse.

SIRCA  
64, rue La Boétie - 75008 PARIS

Notre société embauche

## UN RESPONSABLE DU DEVELOPPEMENT DE LA FRANCHISE

Nous faisons partie d'un groupe de distribution important et notre société s'est développée rapidement en France.

Nous voulons installer notre enseigne dans les quelques villes où nous n'y sommes pas encore.

Mais surtout nous voulons attaquer le marché de l'Europe Occidentale et ultérieurement celui de l'Amérique du Nord avec les produits exclusifs que nous concevons.

Nous recherchons un homme d'une trentaine d'années ayant une bonne connaissance du textile et de la franchise en France et à l'étranger.

La pratique de l'anglais est indispensable, la pratique d'une autre langue serait appréciée.

Envoyer votre manuscrite, C.V. photo et prétentions  
s/réf. 11018 à PIERRE LICHOU S.A., BP 220,  
75002 PARIS CADRE 10 qui transmettra.

## Cii Honeywell Bull

Pour participer à ses objectifs de qualité en matière de services, recherche des

### EXPERTS EN CONDUITE DE PROJET

Ingénieurs Informaticiens Confirmés, diplômés de l'enseignement supérieur, avec une expérience de chef de projet, en situation d'avant ou après-vente. Vous connaissez nos matériels ; devenez l'un de nos experts en conduite de projet-forfait.

Durant les missions confiées aux unités opérationnelles vous interviendrez pour valider leurs estimations et contrôler le suivi. Vous serez à conseiller à orienter les équipes de réalisation. La qualité de l'engagement forfaitaire sera mesurée par le bilan que vous établirez.

Postes basés à PARIS (déplacements de courte durée prévus).

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions en précisant réf. 262 M à Cii Honeywell Bull.

PC 06021C - 94, avenue Gambetta 75990 PARIS

CEDEX 20

SOCIÉTÉ BANQUE  
SUD-EST PARIS

recherche

### COMPTABLE EXPERIMENTE (E)

Pour diriger le groupe de comptabilité d'une de nos divisions. Libre réponse.

Envoyer C.V. à T.C.P., Service de Personnel, B.P. 2, 94410 SAINT-MAURICE.

### INVESTMENT BANKER

PETIT CABINET DE CONSULTANTS

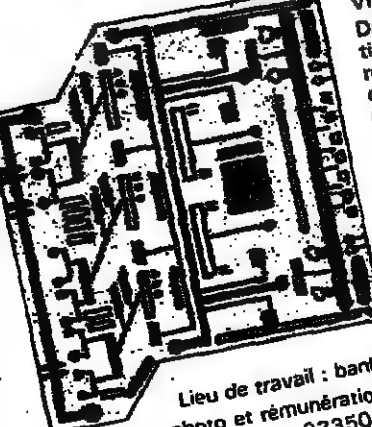
recherche

### EXPERT FINANCE INTERNATIONAL

- Rapprochement entreprises internationales.
- Recherche financement pr. sociétés, projets internationaux et exploration pétrole U.S.
- Français, anglais courant.
- Voyages fréquents.

Env. C.V. à/réf. T 038:711 M. REGIE-PRESSE 75 bis, rue Réaumur Paris-2<sup>e</sup>.

## Ingénieurs grandes écoles Etudes « automatismes » ESE, ENSI, ISEP, ISEN...



LEADER MONDIAL DES SYSTEMES AUTOMATIQUES FERROVIAIRES (métro de Paris, Mexico, Caracas...).

Dans le cadre du développement de ses activités vers la conception et la réalisation d'automatismes industriels complexes, recrute au sein du département « recherche et développement » des ingénieurs grandes écoles débutants ou 2 ans d'expérience pour participer à la conception de systèmes automatisés.

Il leur sera confié l'élaboration ou l'aménagement d'un produit : généraux et sous-ensembles.

Ils pourront évoluer vers un poste de chef de projet.

Nous leur demandons :

- une formation pluridisciplinaire orientée vers l'électronique-automatismes,
- de bonnes notions d'informatique,
- un esprit de synthèse et une aptitude à la rédaction des documents.

Lieu de travail : banlieue Nord.

Envoyer C.V., photo et rémunération souhaitée à INTERELEC - Département du Personnel - 53, rue du Commandant Rolland - 93350 LE BOUGRET.

INTERELEC

FILIALE DU GROUPE MATRA



OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS



**sogelerg**  
ingénierie  
Nous sommes une importante Société d'Ingénierie Française appartenant au groupe CGE

Notre effectif est de 500 personnes dont 250 Experts, Ingénieurs, Economistes ou Techniciens. 70% de notre chiffre d'affaires se réalise à l'exportation. Nos domaines d'activités: études économiques, travaux publics, transports, bâtiments, hôpitaux, centrales thermiques et réseaux d'électricité, agro-industrie et industries de transformation.

Dans le cadre de notre important PLAN DE DÉVELOPPEMENT et de notre CONTRAT DE SOLIDARITÉ nous recherchons des Ingénieurs et des Cadres de haut niveau et plus particulièrement:

### INGÉNIEUR CHEF DE PROJET

Département Industrie

Mission: Gestionnaire d'affaires, complexes industrielles France et Etranger. Responsable d'une équipe d'ingénieurs, spécialistes des corps d'état. Assurer tous les contacts au plus haut niveau avec les clients.

Profil: Ingénieur grande école ou équivalent. Minimum 10 à 15 ans d'expérience d'ingénierie industrielle et d'entreprise. Qualités de gestionnaire, de coordinateur. Bons contacts humains. Anglais exigé.

RM. M41

### INGÉNIEUR ÉCONOMISTE

Service  
Études Économiques

Mission: Études de planification économique, études de faisabilité, projets d'investissements, études techniques dans les pays en voie de développement.

Gestion des grands projets, contrôle des coûts et délais.  
Profil: Ingénieur grande école débutant ou quelques années d'expérience de préférence internationale. Mission de courte ou longue durée à l'étranger. Anglais exigé. Indispensable. Espagnol souhaité.

RM. M42

### INGÉNIEUR CONTRÔLE ET INSTRUMENTATION

Division Thermique

Mission: Conceptions, études des systèmes de contrôle et instruments, centrales thermiques et projets industriels.

Profil: Ingénieur en électronique et automatique. 8 à 10 ans régulation instrumentation, connaissance équipements: compteurs transmetteurs régulateurs français et étrangers.

Anglais exigé - Espagnol souhaité.

RM. M43

### INGÉNIEURS

Industrie alimentaire

### NIGÉRIA

Mission: Direction Générale ou Chef process ou chef d'usine en industrie agro-alimentaire.

Profil: Ingénieurs avec expérience industrielle agro-alimentaire. 3 à 10 ans. Unité fabrication, chef de process, chef service maintenance. Expérience expatriation. Anglais exigé.

RM. M44

### JEUNE INGÉNIEUR RÉSEAU

Division Électricité

Mission: Définition spécifications techniques Haute Tension, lignes, équipements de transport et distribution dans pays en voie de développement.

Profil: Ingénieur débutant. Diplôme SUPELEC ou équivalent. Spécialisation souhaitée. Anglais exigé. Espagnol souhaité.

RM. M45

### INGÉNIEUR THERMICIEN FRIGORISTE

Département Industrie

Mission: Définition spécifications techniques et études froid industriel, conditionnement d'air, ventilation, économies d'énergie et énergies nouvelles sur des projets industriels en France et à l'étranger.

Profil: Jeune ingénieur diplômé de l'Institut Français du Froid ou équivalent, ayant expérience dans l'industrie. Connaissance du domaine agro-alimentaire appréciée.

Anglais exigé.

RM. M46

### CADRE GESTION DU PERSONNEL

Direction du Personnel

Mission: Au sein d'une équipe en pleine expansion, apporter sa collaboration au niveau du recrutement, de la gestion administrative du personnel France et Etranger. Fonction à caractère évolutif.

Profil: Formation supérieure. Ce poste nécessite un sens développé contacts humains. Expérience de 5 ans dans poste similaire.

Anglais exigé.

RM. M47

### ATTACHÉ COMMERCIAL EXPORTATION

Direction Commerciale

Mission: Responsable d'une zone géographique, il sera chargé de définir, prospecter, développer les marchés d'études.

Il assurera les relations commerciales avec les clients.

Profil: Formation supérieure commerciale, quelques années d'expérience à un poste similaire seraient appréciées. Mobilité indispensable pour déplacements fréquents courts et moyenne durée.

Anglais exigé. Espagnol souhaité.

RM. M48

Ces postes nécessitent une mobilité totale pour des missions de courte et longue durée à l'étranger.

Veuillez adresser CV, photo et prétentions en précisant la réf. du poste à

Service du Personnel SOGELERG, 25, rue du Pont-des-Halles - CHEVILLY-LARUE - 94666 RUNGIS CEDEX FRANCE.



RECHERCHE  
Département « Systèmes Numériques »

### INGÉNIEURS GRANDES ÉCOLES

Débutants ou quelques années d'expérience pour

Études et développements de systèmes électroniques de pointe, utilisant les technologies les plus modernes.

Domaines concernés:  
- Calculateurs aéronautiques.  
- Liaisons numériques.  
- Traitement du signal.

Envoyer CV, photo et Prétentions à:  
ADMINISTRATION DU PERSONNEL  
ELECTRONIQUE SERGE DASSAULT  
55, rue Carnot - 91100 SAINT-CLOUD



AERONAUTIQUE - ESPACE - INFORMATIQUE

recherche pour son établissement Télémesure et Systèmes ainsi que ULIS - Z.I. de Courtabouf, pour son service d'études:

### UN INGÉNIEUR ÉLECTRONICIE DIPLOMÉ D'UNE GRANDE ÉCOLE

(RM. UL-19)

Ayant quelques années d'expérience, apte à diriger des études et réalisations de systèmes électroniques et informatiques d'acquisition et de traitement de données dans les domaines aéronautique et spatial.

Nombreux avantages sociaux par accord d'entreprise, prime de fin d'année.

Restaurant d'entreprise.

Adresser C.V. avec prétentions, en précisant la référence de l'annonce, à la Direction du personnel.

INTERTECHNIQUE - 78370 - PLAISIR



no 1 de l'informatique interactive

### Traducteur(trice) technique

Il (elle) sera chargé(e) de traductions anglais/français de logiciels et de manuels techniques.

● Parfaitement bilingue anglais/français.

● Bases d'informatique ou expérience de traducteur(trice) technique.

● Niveau de formation supérieur ou expérience professionnelle équivalente.

Ecrire, sous réf. M 33, à Bernard DELMAS, DIGITAL EQUIPMENT FRANCE, 2 rue Gaston Crémieux, BP 136, 91004 Evry Cédex.

### LA FORCE VIVE DE L'INFORMATIQUE

JEUNES INGÉNIEURS INFORMATIENS

titulaires d'un diplôme de grande école ou d'une maîtrise d'informatique.

Nous vous proposons des missions d'étude et de réalisation au sein d'équipes de haut niveau où vous développerez votre formation et votre personnalité. Au-delà des réalisations que vous menerez, nous vous offrons la perspective de devenir chef de projet.

Notre métier d'ingénierie de systèmes complexes administratifs ou techniques vous garantit la formation puis la maîtrise des techniques de pointe dans lesquelles CDI a acquis une grande notoriété: télécommunication, réseaux locaux, bases de données, systèmes graphiques, micro-processeurs.

Lieu de travail: région Sud de Paris (déplacements éventuels).

Merci de nous adresser un C.V. détaillé à: CDI, Annie-Paule Sarvitt, BP 110, 91944 Les Ulis Cédex.



### Société d'ingénierie informatique

EN AUTOMATISMES INDUSTRIELS ET ROBOTIQUE

Notre Service d'Informatique Industrielle comprend une équipe d'ingénieurs spécialisés dans la réalisation clé en main de systèmes informatiques, et dans l'étude et la réalisation de produits d'automatismes et de robotique.

Vous avez un diplôme d'Ingénieur Grande École et 3 à 5 ans d'expérience dans la réalisation de logiciels de base ou temps réel sur mini et micro-ordinateurs.

- Dans l'équipe avant vente: vous participez à la définition de la stratégie commerciale du service, aux études techniques, à l'élaboration et la négociation des offres. (réf. 1).

- Dans l'équipe de production: vous êtes ingénieurs d'affaires susceptibles d'assurer la maîtrise de grands projets d'ingénierie. (réf. 2).

Adresser C.V. sous réf. 9915 sur l'enveloppe à Média-System: 11 rue Réaumur 75002 Paris.

### MARKETING ALIMENTAIRE

société para-publique

proposée à

JEUNES DIPLOMÉS GRANDES ÉCOLES

(Première expérience appréciée)

Deux Postes de:

### CHEFS DE PRODUITS

Dont un nécessite une bonne connaissance du

VINS ET SPIRITUEUX

Adresser C.V. et prétentions sous réf. T 039.646 M REGIS-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, PARIS-2.

هكذا من الأهل



OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

Paris

La Direction des Relations Sociales d'une importante Société française recherche pour faire face au développement de ses activités un(e)

jeune attaché(e) de direction

La (le) candidat(e) recherché(e) :  
- aura nécessairement un diplôme de l'enseignement supérieur,  
- possèdera une première expérience réussie dans la fonction personnel lui ayant permis de se familiariser avec les méthodes de gestion des ressources humaines (études de poste, étude de structure, classification, politique de rémunération, ratios sociaux...),  
- Directement rattaché(e) au Directeur des Relations Sociales, la personne retenue devra offrir une bonne capacité d'étude, un sens pratique et une grande aptitude à la communication.  
De réelles possibilités de carrière s'offrent au titulaire du poste.  
Merci d'adresser votre candidature sous référence AT en précisant votre rémunération actuelle à

38, rue de Liéborno  
75008 PARIS

Hansen

Cit Honeywell Bull

recherche pour la constitution d'équipes de développement de logiciels mixtes : DPS-7 (GCOS 64)/micro-ordinateurs (Unix, CP/M, etc.) des

INGENIEURS INFORMATIENS

De formation Grandes Ecoles (ou équivalent), ils auront une ou deux années d'expérience. Ils seront chargés du développement d'interfaces intégrées : informatique/micro-informatique. Les travaux impliqueront la mise en œuvre des techniques suivantes : télécommunications, bases de données, applications, logiciels micro et systèmes. Lieu de travail : LOUVECIENNES (78). Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions précisant la réf. 118 M à Cit Honeywell Bull PC OG021C - 94, avenue Gambetta 75990 PARIS CEDEX 20

Groupe Européen d'Assurances

PARIS

Département VIE

un Actuaire

Responsable du Service VIE COLLECTIVE

Rattaché au Chef du Département, il dirigera un Service d'une quinzaine de personnes. Il aura en charge les travaux actuariels, le développement des Collectives, l'étude des produits et tarifs et sera ouvert à la gestion informatique. Cette activité s'adresse à un actuaire de 30 ans environ ayant 3 à 5 ans d'expérience. Elle implique des qualités de commandement, de technicité et d'organisation.

Département IARD

le Responsable du Service Sinistres

Rattaché au Chef du Département I.A.R.D., il supervisera un service de 20 personnes et sera le représentant de la Compagnie auprès des organismes professionnels. Diplômé d'études supérieures - Maître de droit - excellent juriste, le candidat âgé de 30-32 ans aura au minimum 3 ans d'expérience dans une compagnie d'assurances et dans un poste similaire. Le poste implique des qualités de rigueur, de jugement et d'aisance sociale.

un Ingénieur Diplômé

Inspecteur Vérificateur de Risques d'Entreprises

Il assurera la négociation des contrats - Incendie R.I., Bris de machines, Responsabilité Civile... - et sera responsable de leur souscription et du développement de ces affaires. Il supervisera et animerà une petite équipe. Cette activité s'adresse à un INGÉNIEUR GÉNÉRALISTE, ayant eu une première expérience dans des fonctions similaires. Elle implique de courts déplacements dans toute la France. Aisance de contacts, jugement, technicité sont indispensables.

Adresser lettre manuscrite, CV détaillé et photo sous référence 67 678 à Contesse Publicité - 20, avenue de l'Opéra - 75040 PARIS Cedex 01, qui transmettra.

CONTROLEURS DE GESTION

Notre Compagnie s'est spécialisée dans un domaine technologique de pointe : le domaine Informatique. Nous recherchons des

CONTROLEURS DE GESTION.

Dans les domaines suivants :  
- COMMERCIAL ESCAE ou MIMETIS Gestion  
- Analyse du C.A. et marges.  
- Elab. des budgets pour l'ensemble de la Compagnie.  
- Participation à l'optimisation des coûts budgétaires.

INDUSTRIEL MEC - ESSEC

- Mission de contrôle budgétaire local.  
- Analyse et suivi des coûts de production.  
- Etude des méthodes d'exploitation.  
Pour deux postes, une première expérience industrielle souhaitée. La pratique de l'Informatique et la Gestion est demandée. Le lieu de travail est en région parisienne (RER). Merci d'adresser rapidement votre dossier complet (lettre manuscrite, C.V., prétentions) sous référence 11292 M à l'Agence AFFLUENTS 49, avenue Trudaine 75004 PARIS qui transmettra.

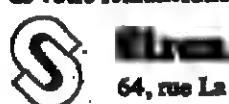
TELEFUNKEN

Un gestionnaire de poids pour un grand nom de la télé, HIFI, vidéo

Des produits séduisants, une puissante image de marque, un taux d'expansion vigoureux... des critères qu'un financier avisé considère avant de changer son fusil d'épaule. Démarche plus justifiée s'il s'agit comme chez nous d'une filiale de distribution où le contrôleur de gestion fait équipe avec le responsable commercial.

Nous lui demandons d'être le garant de la rentabilité de notre développement. Il est donc étroitement associé aux décisions d'ordre commercial et apporte sa contribution active en particulier au niveau des phases d'analyse et de contrôle. A lui, plus classiquement, l'élaboration des budgets, leur révision bi-annuelle, le reporting à la maison-mère. Par ailleurs, il supervise le service administration - ventes qui compte une dizaine de personnes. Excellent tant pour rester dans le bain de l'opérationnel que pour garder le contact avec le terrain.

Un profil complet pour un(e) gestionnaire polyvalent de formation supérieure, ayant de bonnes bases comptables, pouvant témoigner d'une expérience de 5 à 10 ans dans le contrôle de gestion en environnement international. Une maîtrise de l'anglais indispensable, la pratique de l'allemand un plus intéressant. Les consultants du SIRCA vous remercient de leur adresser rapidement votre dossier sous référence 433 3000 en précisant le niveau actuel de votre rémunération. Lieu de travail : porte de Clichy.



64, rue La Boétie - 75008 PARIS

Un jeune ingénieur fort potentiel responsable de la logistique

IMPORTANTE ENTREPRISE souhaite intégrer à Paris au niveau groupe et au sein d'une structure légère et décisionnelle un jeune ingénieur chargé de l'ensemble des moyens logistiques pour 6 usines et une dizaine de sociétés de distribution.

Sa mission concernera l'ensemble des études de suivi des réalisations dans ce domaine (flux de marchandises - organisation - optimisation - micro-informatique...).

Son expérience : 3 à 5 ans acquise soit en société d'ingénierie soit dans un groupe de la grande distribution devra lui permettre d'être l'interlocuteur privilégié et compétent auprès des utilisateurs, des fournisseurs et des organismes spécialisés.

Ecrire sous réf. XH 446 CM  
4, rue Massenet 75016 Paris



un jeune cadre

chargé de répondre aux questions les plus variées sur les statistiques, les usages bancaires, les informations boursières...

De formation Sciences Eco (ou équivalent), vous avez acquis une première expérience professionnelle dans une banque.

Envoyez votre candidature détaillée ainsi que vos prétentions à SVP Direction du Personnel, 54, rue de Monceau, 75394 Paris Cedex 08.



Commercialiser des appareils scientifiques de haute technologie

Opportunités pour 2 ingénieurs technico-commerciaux

LKB, filiale française d'une société suédoise, est spécialisée dans l'appareillage scientifique. Nous commercialisons nos produits de haute technologie auprès des laboratoires de recherche des sciences de la vie.

Pour faire face à notre développement rapide, nous recherchons 2 ingénieurs technico-commerciaux.

En tant que représentants régionaux, vous prendrez en charge la gestion commerciale de votre secteur.

Votre mission comportera aussi les aspects suivants : prospection, commercialisation de l'ensemble de notre gamme, formation et assistance à notre clientèle.

Pour ces postes clés, nous souhaitons rencontrer des candidats possédant des connaissances en chromatographie liquide, en techniques électrophorétiques ou en couplage chromatique et biochimique.

Vous êtes éventuellement débutant et fortement motivé par le vente. Vous parlez, si possible, l'anglais.

Le développement, la responsabilité ainsi qu'une grande disponibilité caractérisent vos atouts. Nous sommes prêts à vous confier 2 postes clés, basés à Orsay, s'étendant chacun sur Paris et la province.

Votre rémunération sera fonction de votre expérience et de votre potentiel. Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à

LKB Instruments S.A.  
59, rue de Paris - B. 29  
91404 ORSAY CEDEX

SOCIÉTÉ DU SECTEUR TERTIAIRE

recherche pour son équipe informatique un

Chef de projet

Son profil :  
- formation supérieure (ingénieur ou MIAGE)  
- 5 ans environ d'expérience en informatique de gestion

- expérience conduite projets  
- expérience de conception et d'analyse d'applications dans un environnement télétraitement et bases de données.

Sa mission :  
- participer à l'élaboration du plan informatique  
- conduire un projet de gestion important (environ 20 années/homme)

- élaborer le cahier des charges utilisateurs  
- participer à l'analyse fonctionnelle  
- une équipe réalisation.

Adresser votre dossier de candidature sous réf. 67717 CONTESSÉ Publicité 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris cedex 01 q.tr.

F.M.C. ÉQUIPEMENTS MAINTENANCE AUTOMOBILE

Nous sommes une division d'un groupe important aux U.S.A., 3,5 milliards de U.S. dollars de C.A., 1200 personnes. Pour notre division européenne, située à Aulnay-sous-Bois (93), commercialisant du matériel d'équipement sur l'Europe.

Nous recherchons

UN CHEF COMPTABLE

Le candidat devra parler couramment l'anglais, et avoir une solide expérience en comptabilité française et américaine et « Reporting Systems »

Adresser C.V. en téléphonant à M. DE SCHWARTZ, au 865-38-28, B.P. 123, Z.I. du Haut-Galy, 93602 AULNAY-SOUS-BOIS.

FORMATION 1 recherche ANIMATEURS

en relations humaines expérience de l'entreprise. Env. C.V., lettre man. + photo FORMATION 1, 57, quai de Seine, 93400 Saint-Ouen.

INGÉNIEUR

Formation électronique, option informatique souhaitée. Lieu de travail : de radioastronomie NANCY (Cher). Envoyer C.V. à : ROSOLEN, 195, Ppal CEDEX.

SESUREM

recherche 40 AGENTS DE MAGASINS. Tél. : 246-34-12.

CAVRE COMPTABLE

Il coordonne et supervise une équipe de 5 jeunes comptables pour toute la comptabilité générale. Agé de 30 ans environ, il a un niveau DECS et une expérience de 4 ans minimum. Envoyer C.V. et photo sous réf. 833 à SCOP 7, 2, avenue Général-Ledoux, 75014

SA RESPONSABLE BLOC OPÉRATEUR

service chirurgie orthopédique dans établissement privé - but non lucratif rech. expérimenté en orthopédie traumatologique. Prévoir avoir exercé responsabilité dans poste similaire. Possibilité d'intégration. Poste stable. Envoyer C.V. à M. M. 89-222 B.E.U. 17, rue Labat 94307 VINCENNES Cedex qui transmettra.



OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

Encadrer, au sein du Service du Budget de la Direction de la Planification, le Bureau responsable du budget personnel, de l'ordre de 2 milliards de francs.  
Assurer un suivi permanent des effectifs, des masses indiciaires et des salaires en vue d'aboutir à l'équilibre nécessaire entre les dépenses et les ressources.  
Affiner les modèles économétriques reliant les différents paramètres afin d'établir des prévisions de dépenses pour aider aux négociations budgétaires. Telles sont les attributions du

**CHEF DE BUREAU «BUDGET DU PERSONNEL»**

que l'A.F.P.A. recherche pour son siège social de MONTREUIL (93).  
De formation de niveau II en statistique ou gestion, les candidats auront une bonne expérience de la gestion budgétaire du personnel, en particulier au moyen de l'utilisation de l'informatique.  
Si vous correspondez à ce profil, nous vous remercions d'adresser votre candidature avec C.V. + prétentions justifiées à l'attention de Madame VESIAN - 13, rue de Villiers - MONTREUIL CEDEX.

afpa

IMPORTANT GROUPE ALIMENTAIRE  
600 MF C.A. - Banlieue Nord-Ouest  
recherche

**contrôleur interne**

Le candidat retenu, âgé de 25 à 30 ans, sera en relation étroite avec la direction générale, de définir et de suivre l'application des procédures, et de diagnostiquer, dans le cadre de missions ponctuelles, les résultats des filiales. De formation comptable, il aura une première expérience de la révision, qu'il pourra très largement amplifier dans le cadre d'un groupe en expansion, où la direction générale le jugera sur son brio, sa rapidité et son efficacité. Sa connaissance de l'anglais et de l'allemand sera un atout pour le développement de sa carrière.  
Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous référence C 411 à :

**COFINOR**  
49, boulevard de Courcelles - 75008 PARIS

**Informatique Industrielle et Télé-informatique**

Une des plus importantes Sociétés d'Ingénierie Informatique, filiale de Thomson C.S.F. Communications, recherche pour son département Informatique Industrielle

**Chefs de Projet**

Diplômés Grande Ecole, vous avez plusieurs années d'expérience dans la conception et la réalisation de systèmes informatiques.  
Nous vous offrons la possibilité totale d'un projet dans les domaines suivants :  
- Télé-informatique (réseaux)  
- Informatique Industrielle

**Ingénieurs Logiciels**

Ils interviendront suivant leur affinité ou leur expérience sur des projets faisant appel aux techniques des applications temps réel sur mini et micro-ordinateur.

Les candidats retenus trouveront au sein de notre entreprise des possibilités de formation et d'évolution qui sauront les satisfaire.

**answare**

Nous vous remercions d'adresser votre candidature à Mme SEREC, sous Réf. U2/27, 135, Rue de la Pompe - 75116 - PARIS

THOMSON-CSF COMMUNICATIONS

**banque**

**INSPECTEUR  
CLASSE V ou VI**

Chargé d'assister, au sein d'une petite équipe, l'Inspecteur Général dans ses missions de contrôle et d'AUDIT, dans tous les départements et services de la Banque.  
Le candidat, diplômé d'enseignement supérieur (niveau I.T.S. C.E.S.E.) devra être doté d'une solide expérience bancaire.  
Age 34 ans environ.  
Merci d'adresser votre C.V. sous réf. 157-M - I.C.A. 5 rue d'Hauteville 75010 Paris, qui transmettra.

**I.C.A.** International Capital Advertising NEW YORK

**Responsable vente par correspondance Paris**

Presse et édition - L'un des plus importants groupes de presse français, employant plus de 2.000 personnes et réalisant un chiffre d'affaires de 600 millions de francs, recherche le responsable de son service de vente par correspondance. Celui-ci aura pour mission de développer la vente par correspondance, de prospecter de nouveaux clients, de contrôler les opérations de prospection et de publications du groupe, de veiller sur le plan technique et financier. Ce service, très important, est la stratégie commerciale du groupe, doit encore se développer par la création d'une gamme de produits VPC diversifiés. Ce poste s'adresse à un candidat âgé d'au moins 30 ans, diplômé de l'enseignement commercial supérieur, et disposant d'une expérience complète de la vente par correspondance, dans une entreprise performante. La rémunération est à la mesure du haut niveau de responsabilité et d'autonomie du poste. Réf. A/2382M

renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable du candidat. Adresser C.V. en rappelant la référence à :

**PA Conseiller de Direction S.A.**  
3, rue des Gravières - 92200 NEUILLY - Tél. 747.11.04  
Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon - Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

CCI  
4catel

**ANIMATEURS  
DE FORMATION**

INGENIEURS ET TECHNICIENS des domaines suivants :  
- TELECOMMUNICATIONS : équipements de transmission/commutation temporelle  
- ELECTRONIQUE/ELECTROTECHNIQUE  
- INFORMATIQUE INDUSTRIELLE : microprocesseurs.

Vous avez une bonne maîtrise de l'anglais et, si possible, une première expérience : Bureau d'Etudes - R&D - Chéniers... souhaitez communiquer vos connaissances et votre expérience par oral que par écrit (conception-rédaction).

Nous vous offrons une STRUCTURE DE FORMATION qui vous permettra :  
- de développer vos dons d'animateur et vos connaissances dans des domaines divers  
- de pouvoir répondre à une de vos motivations en effectuant des déplacements de courte durée en France et à l'étranger.

Si vous êtes intéressé, adressez-nous votre CV accompagné d'une lettre manuscrite à l'attention de Mme DANJOU :  
COOPERATION INTERNATIONALE ALCATEL  
27 rue Godillot 93406 SAINT-OUEN.

Diplômé(e) de l'enseignement supérieur (Ingénieur, DEA, maîtrise, Miage, Sciences Eco...) option informatique ou organisation, nous vous offrons un poste d'

**analyste**

pour participer à la mise en place de systèmes informatiques (gestion comptabilité, marketing, gestion des contrats, traitement de textes...) pour des Agences Générales d'Assurances.

Travail varié (formation, analyse, besoins, organisation, études diverses) vivant (déplacements courts) province avec base Paris La Défense.

**GIE**  
Généraliste  
INFORMATIQUE  
ET D'EXPLOITATION

Nous sommes la Direction Informatique d'un important groupe d'assurances.  
Adressez lettre, C.V., prétentions réf. M 222 à :  
GIE, Direction du Personnel, Tour Franklin,  
92081 Paris La Défense Cedex 11.  
Discretion assurée.

**GROUPE SYSECA**

SOCIÉTÉ DE SERVICES ET CONSEIL  
EN INFORMATIQUE  
(650 personnes, C.A. 170 M.F.)  
partenaire d'un groupe industriel  
de taille internationale.

Dans le cadre de notre stratégie d'expansion, nous offrons des postes :

**d'INGENIEURS  
INFORMATIENS**

Formation : Grandes Ecoles, Doctorat, DEA, Maîtrise...  
De 0 à 5 ans d'expérience, désirant exercer leur activité dans les domaines suivants :

- SYSTEMES TEMPS REEL
- INFORMATIQUE INDUSTRIELLE
- LOGICIEL DE BASE
- SYSTEMES DE GESTION
- SYSTEMES DE COMMUNICATION
- SYSTEMES DE GESTION DE BASE DE DONNEES

Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous référence 1950 à :  
GROUPE SYSECA - Service du Personnel  
315, Boulevard de la Colline  
92218 SAINT CLOUD Cedex

**MEDECINS  
DU TRAVAIL**

M. et F.  
VAL-D'OISE  
TEMPS PLEIN OU PARTIEL

Notre Association Interprofessionnelle s'est développée depuis vingt ans, dans une région agréable.

Elle permet, grâce au tiers temps, une bonne connaissance des entreprises et dispose de moyens modernes : audiométrie, visionométrie, etc.  
Télésuivants du C.E.S., que vous soyez débutants ou confirmés, nous vous remercions de nous adresser votre lettre manuscrite et C.V. au SIVVO, B.P. 59, 95020 Cergy-Pontoise Cedex. Vous aurez ensuite un entretien avec notre médecin chef, sous une totale discrétion.

**Société chimie fine  
à usage pharmaceutique**

FILIALE D'UN IMPORTANT  
GROUPE INDUSTRIEL  
(340 pers., proche banlieue Nord de Paris)  
crée un poste de

**INGENIEUR BIOCHIMISTE  
DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL**

Dans le cadre du développement et du renouvellement de sa gamme de produits biochimiques, ce poste nouveau sera voué à secondariser le responsable du département consacré aux produits actuels et à prendre en charge la conduite des projets nouveaux du stade développement au démarrage industriel.

Il conviendra à un ingénieur ENSIA, ENSAIA (ou équivalent), justifiant de quelques années d'expérience en biochimie industrielle.  
Capacité d'organisation, esprit d'équipe et anglais courant sont des atouts nécessaires.

Nous vous remercions d'adresser lettre manuscrite, C.V. et prétentions sous réf. T 039.467 M REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, PARIS-2.

**VOUS TERMINEZ BIENTOT  
VOS ETUDES SUPERIEURES...**

dans une école ou une université à dominante :  
COMMERCE -  
CONSTRUCTION - BATIMENT, T.P.

**MATERIAUX  
SERVICE**

MATERIAUX SERVICES, 320 personnes, un ensemble de PME implantées dans la grande couronne parisienne est spécialisée dans la distribution de MATERIAUX de CONSTRUCTION.  
Notre politique : le dialogue, la responsabilité, l'ouverture.  
Nous recrutons : le dynamisme, l'enthousiasme, le goût de l'effort en commun.  
Nous proposons : une rémunération stimulante dans un groupe où il fait bon travailler, un plan de carrière personnalisé.  
Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V. et photo) sous référence MV2 à :  
COREP - Tour 2000 - 92800 PUTEAUX

**nardeux S.A.**

P.M.J. ELECTRONIQUE PROFESSIONNELLE HAUTE RENOMMEE  
- LES ULIS -  
recrute :

**RESPONSABLE TECHNICO-ADMINISTRATIF  
DEPARTEMENT COMMERCIAL TELECOM**

- 1) Notre croissance continue nous amène à développer la structure sélective de notre département commercial télécommunications installé aux ULIS en banlieue Sud de Paris.
- 2) Vous serez en responsabilité sous l'autorité du Directeur du Département :  
- l'animation du service et la coordination avec notre siège en Touraine;  
- la mise en forme de cahiers des charges y compris des négociations techniques avec nos clients civils et militaires tant français qu'étrangers tous professionnels.
- 3) Vous êtes ingénieur de métier,  
- vous avez 35/40 ans,  
- vous connaissez la rédaction des marchés avec l'Etat et les grandes administrations,  
- votre sens de l'organisation est votre meilleur atout pour faciliter votre travail et satisfaire votre goût des contacts et des relations humaines,  
- vous êtes prêt à vous intégrer à une équipe jeune et passionnée dans un domaine de technologie professionnelle très avancée.

Envoyer CV + photo + lettre candidature manuscrite à :  
Service Relations Humaines avec mention «Confidentialité»  
NARDEUX S.A. - 1 Val de la Seine - B.P. 240  
37602 LOCHES Cedex

**ACTUAIRE CONFIRME**

Un des premiers groupes français d'assurance-crée pour son département AUTOMOBILE un poste d'

Dépendant directement d'un responsable des Etudes et du Contrôle, il conduit les études statistiques permettant l'établissement des tarifs. Il est assisté dans ses fonctions par une petite équipe qu'il anime et travaille en liaison étroite avec l'ensemble des services de la compagnie (dont l'informatique) et les organismes professionnels. Le niveau de ce poste et l'importance qu'il doit avoir dans la conception de la politique tarifaire automobile nécessite que son titulaire ait une très solide formation de base (ENSA, ISUP, Etudes d'Actuariat...) et une première expérience d'actuaire très significative. Les perspectives d'évolution de carrière peuvent être très motivantes. Merci d'adresser votre dossier complet (lettre manuscrite, C.V. photo et salaire souhaité) sous la référence 137 C à notre Conseil qui vous garantira la plus grande discrétion : CHB - 5, rue Lincoln - 75008 PARIS  
Téléphone : 359.33.48



REPRODUCTION INTERDITE

|                      | Le 10/4 | Le 10/5 |
|----------------------|---------|---------|
| OFFRES D'EMPLOI      | 77,00   | 81,32   |
| DEMANDES D'EMPLOI    | 22,80   | 27,04   |
| IMMOBILIER           | 52,00   | 61,67   |
| AUTOMOBILES          | 52,00   | 61,67   |
| AGENDA               | 52,00   | 61,67   |
| PROP. COMM. CAPITAUX | 151,80  | 180,03  |

## ANNONCES CLASSEES

|                    | Le 10/4 | Le 10/5 |
|--------------------|---------|---------|
| ANNONCES ENCADREES | 43,40   | 51,47   |
| D'EMPLOI           | 15,42   | 18,42   |
| DEMANDES D'EMPLOI  | 33,80   | 39,85   |
| IMMOBILIER         | 33,80   | 39,85   |
| AUTOMOBILES        | 33,80   | 39,85   |
| AGENDA             | 33,80   | 39,85   |

\* Dégressifs selon surface ou nombre de parutions.

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

**APSIDE**

CONSEIL ASSISTANCE INFORMATIQUE

DEPARTEMENT  
TECHNIQUES  
AVANCEES

recherche

De jeunes ingénieurs ambitieux (débutant à 4 ans d'expérience) intéressés par la télématique et ses applications, pour intervenir sur des projets d'envergure nationale dans des techniques de pointe:

- Réseaux et Services de Transport de Données (par satellite, terrestres, locaux).
- Auto commutateurs Electroniques Temporels Numériques.
- CAO/CAO.
- Automatismes/Robotique.

Votre dossier complet (CV, photo et prétentions) doit être adressé sous référence DTA 4 au 6 rue Paul Baudry 75008 Paris, où il sera traité confidentiellement.

**GFI**

Le GFI est aujourd'hui l'une des premières sociétés françaises de Services et de Conseil en Informatique (1100 personnes, CA 1982 : + 320 millions de francs). Son développement rapide s'est opéré simultanément sur 2 axes : les prestations intellectuelles, les produits et services.

La haute technicité des prestations et la diversité des moyens ouvrent au sein de notre groupe de larges opportunités d'évolution.

### INGENIEURS TECHNICO-COMMERCIAUX

Véritables spécialistes, vos qualités de techniciens alliées à des qualités de communication vous permettront d'analyser les besoins, de conseiller, de formaliser le descriptif des applications et d'assurer l'adéquation des besoins et des solutions, basées sur des produits haut de gamme : - Alpagor : Paie et gestion du personnel ; - Samit : Gestion des immobilisations ; - Lase, Lase : Logiciels de comptabilité. Une expérience d'au moins deux ans dans un poste similaire serait appréciée.

Merci d'envoyer CV, lettre manuscrite, photo et prétentions à : Marie-Pierre Pénise, sous référence 3880, GFI, Tour Neptune, Cédex 20, 92086 Paris-La Défense 1.

GRUPE FRANCAIS D'INFORMATIQUE

Importante société d'Informatique  
filiale d'un puissant groupe industriel national

### JEUNES DUT INFORMATIQUE

débutants ou ayant une première expérience

Pour assister les ingénieurs responsables de systèmes informatiques scientifiques, ils participent à l'implémentation des systèmes en créant les utilitaires nécessaires et en collaborant au sein des équipes à l'élaboration du développement de l'informatique scientifique.

Ces techniciens devront en outre s'assurer de la maintenance correcte des matériels, de la gestion des bandes, de la répartition des études et de leurs imputations. Ces postes évoluent et se situent dans un environnement technique aisé. Ils sont à pourvoir dans la proche banlieue de Paris et à Lyon. Merci d'adresser lettre de candidature avec CV et photo sous réf. 3847 à M. J. System, 104, rue Réaumur, 75002 Paris, qui transmettra.

NOUS SOMMES UN TRES IMPORTANT  
ETABLISSEMENT PUBLIC FINANCIER

Pour l'un de nos départements, spécialisé dans le financement d'opérations concernant les économies d'énergie et les énergies nouvelles, nous recherchons un

### Ingenieur d'affaires

diplômé d'une grande école (ECP, Mines, INSA...) ayant une première expérience, de préférence technico-commerciale, dans un domaine concernant l'énergie. Sa mission consistera d'une part en relations commerciales avec une clientèle très variée, d'autre part en examens, sur le plan technique, de dossiers de prêts et de crédit-bail, en montage d'opérations à financer et en analyse de leur rentabilité. Poste basé à Paris avec déplacements de courte durée en province.

Merci d'adresser CV, photo, et prétentions sous réf. F 108 à : PAJ CONSEIL, 2, rue des Dardanelles, 75017 PARIS.

### Responsable Logistique

Filiale (450 personnes) de l'un des dix plus grands Groupes Pharmaceutiques mondiaux, nous recherchons un Responsable Logistique.

Rattaché au Directeur Usine, celui-ci animer une équipe constituée d'une quarantaine de personnes. Il prendra en charge l'ensemble des responsabilités inhérentes à la fonction logistique : achats, approvisionnements, importation, gestion des stocks, ordonnancement, magasins et distribution.

L'importance que nous attachons à ce poste nous amène à rechercher un cadre de valeur âgé d'au minimum 25 ans et diplômé de l'enseignement supérieur. Une solide expérience de la fonction est une préférence dans le milieu grande distribution ou pharmaceutique. Les qualités de manager et une bonne maîtrise de la langue anglaise sont indispensables pour réussir dans ce poste.

Vous KERVEVEZ traitera confidentiellement votre candidature sous référence M 463.

**KM**

Mette Kervevez - ASS. s.c.m.  
27, rue du Général Foy 75001 PARIS

Comité de Liaison pour l'Alphabétisation et la Promotion de l'île de France

**ON (E) DÉLÉGUÉ (E)  
RÉGIONAL (E)**

Animer une équipe réalisant de la formation de formateurs bénévoles et promouvoir une dynamique innovatrice sur la formation des travailleurs immigrés. Travail notamment en lien avec le W.E.C.V. à envoyer avant le 25/04 au C.L.A.P. de France 8, Av. de Chénay - 75043 Paris 13.

Importante Société  
PHONOGRAPHIQUE  
INTERNATIONALE  
à NEUILLY, recherche

**RESPONSABLE  
MARKETING**

pour musique classique, Anglaise et connaissance des catalogues classiques exigés. Env. C.V., photo et prét. à : 67,792 CONTEXTE Publicité, 20, av. de l'Opéra, Paris-1<sup>er</sup>, 75004 Paris 13.

**PERNOD**

recherche  
**TECHNICIEN  
CHIMISTE**  
BTS ou IUT

possédant une première expérience de laboratoire utilisant les méthodes d'analyse spectrométrique.

Ecrire avec C.V. à Pernod, service du personnel, 120, boulevard Maréchal-Foch, 93111 CRETEIL.

**LANDIS & GYR**

**BILMAN**

Nous sommes une société spécialisée dans les appareils de mesure de la régulation thermique. Nous employons 1.700 personnes en France. Nous recherchons

### un jeune ingénieur

DIPLOME EN ELECTRONIQUE POUR

Position hiérarchique : adjoint au chef de service technique du département marketing/applications.

Lieu de travail : Cléchy/Seine, zone déle-

trée.

Formation : formation technique entre les domaines de l'électronique et de la régulation (automatisme et gestion).

Langues : anglais obligatoire, allemand

Connaissances indispensables d'un

programmation (Basic, Fortran, Algol).

Formation complémentaire en régulation de l'entreprise.

Envoyer CV, photo, prétentions à : M. Directeur du Personnel LANDIS & GYR - S.P. 100 03101 MONTLUÇON CEDEX

Filiale d'un Groupe International  
réputé en automatisation et robotique  
C.A. 58 MF - l'anlieu Paris

### contrôleur de gestion

Rattaché au P.D.G., il sera chargé de l'établissement des budgets, de leur contrôle, de l'analyse des écarts et du développement de systèmes de gestion informatisés et de la tenue de la Comptabilité.

De formation supérieure, titulaire du D.E.S., expérimenté en comptabilité et en informatique, le candidat devra posséder de bonnes connaissances en anglais. Une familiarité avec la comptabilité analytique sera très appréciée.

Adresser lettre manuscrite, Curric-Vitae, photo et prétentions sous référence 55.686, PUBLICITE ROGER BLEY, 101, rue Réaumur, 75002 Paris.

IMPORTANTE SOCIETE  
CHIMIQUE

recherche  
pour un département à PARIS :

### INGENIEUR DEVELOPPEMENT

Relevant du Responsable Développement le candidat sera chargé de la recherche de l'exploitation des opportunités de synthèse à façon dans les domaines des compétences du département.

Il sera pour activité principale la connaissance des principaux marchés concernés, en contact avec la clientèle, les discussions avec le service de recherches et les usines, l'instruction des dossiers d'affaires, la conduite des opérations commerciales. Déplacements en France et à l'étranger. Une connaissance pratique de l'anglais est nécessaire.

Le candidat, de formation supérieure en chimie, à une expérience industrielle en synthèse organique et en méthodes analytiques.

Un complément de formation en marketing ou quelques années de pratique du développement en chimie seraient appréciées.

Merci d'adresser CV, photo et prétentions sous réf. 67.249 à Contesse Publicité, 20, av. Opéra 75040 Paris Cedex 01 qui transmettra.

MINISTÈRE DE LA DÉFENSE  
SERVICE TECHNIQUE DES PROGRAMMES AERONAUTIQUES

recherche

**BTS ou DUT**

Domaine hydraulique, fabrication, mécanique. Sens des relations. Expérience aéronautique souhaitable.

Ecrire avec C.V. à Service Technique des Programmes Aérospatiaux, Bureau du Personnel, 4, avenue de la Porte-d'Issy, PARIS-ARMÉES.

**ceji**

### Exporter le jouet français...

Le CEJI est le numéro un du jouet en France. Dans le cadre d'un plan de restructuration, le groupe veut dynamiser son secteur commercial en particulier sur les marchés étrangers.

Développer largement les 15 % du C.A. faits à l'export est le premier objectif de l'homme que nous recherchons.

Rattaché au Directeur Commercial, associé à la définition des nouveaux choix stratégiques, il sera responsable direct d'une zone géographique en Europe (recherche et animation d'agents - adaptation des gammes de produits - lancement - mise au point d'actions en liaison avec les filiales existantes).

Etudier et diriger à deux ans le service Export est son second objectif. Exporter le jouet français, c'est également entretenir des contacts étroits avec les services Marketing, Production, Administration Commerciale basés en France : c'est savoir équilibrer l'action et la réflexion, s'adapter à un marché en perpétuel changement et bien sûr être motivé par les déplacements fréquents.

Ces responsabilités exigent une formation supérieure spécialisée en commerce international, une première expérience réussie à l'exportation, un allemand courant et un bon anglais, un habitat en région parisienne.

Si cette opportunité vous tente, merci d'amorcer le dialogue sous référence CJ 430M.

**SEFOP**

11 Rue des Pyramides, 75001 Paris

MEMBRE DE SYNTec

### INGENIEURS INFORMATIENS

SUP-ELEC, ENSIMAG, ENSEEIHT, IIE...

SPI, Société Pour l'Informatique, filiale de Pechiney Ugine Kuhlmann, c'est un centre de traitement exceptionnel par sa taille (équipé IBM 3081 et 3033), un réseau important (plus de 1.000 terminaux et 10.000 télex), une grande variété d'applications, et 300 collaborateurs compétents, dont une forte proportion de Cadres et Ingénieurs.

Notre évolution nous amène à créer des postes d'

### Ingénieurs système

qui permettront à vos compétences de s'exprimer, et vous offriront de réelles perspectives d'évolution, propres à un grand Groupe.

**SOCIETE  
POUR  
L'INFORMATIQUE**

Merci d'adresser votre candidature, sous la réf. DM à SPI - des Affaires Sociales - 88, bd Victor Hugo 92115 Clichy PECHINEY UGINE KUHLMANN











Le Monde

# sports

## AUTOMOBILISME

ALAIN PROST (RENAULT) S'IMPOSE AU CASTELLET

### Dangers et limites du ravitaillement

Le Castellet. - En gagnant, dimanche 17 avril, sur le circuit du Castellet, le Grand Prix de France, Alain Prost, sur Renault, qui avait remporté ses dernières victoires en 1982 au Grand Prix d'Afrique du Sud et au Grand Prix du Brésil, a devancé de 30 sec. le Brésilien Nelson Piquet (Williams), de 40 sec. son coéquipier, l'Américain Eddie Cheever, et de 1 min. 07 sec. Patrick Tambay (Ferrari).

Le ravitaillement en essence, qui sera interdit en 1984, est le changement des pneumatiques pendant la course. Les places pendant la course, que Bernie Ecclestone, patron de l'écurie britannique Brabham, a fait inscrire à l'Association des constructeurs de formule 1 (FOCA), a mis en pratique pour son compte l'an dernier à partir du Grand Prix de Grande-Bretagne. Depuis que Nelson Piquet, le pilote numéro un de Brabham, a gagné le Grand Prix du Brésil (le Monde du 13 mars) en employant cette tactique, les grandes écuries Ferrari, Renault et Williams, pour rester compétitives, ont décidé, « traitées en forçades », de suivre la voie.

Les courses de formule 1 étaient jusqu'ici des épreuves où les monoplace étaient pour courir d'un trait un grand prix avec leur plein d'essence, soit environ 120 litres. Pourquoi, a pensé un jour Bernie Ecclestone, les voitures ne prennent-elles pas le départ avec le réservoir à moitié rempli. Cela allégerait la voiture d'environ 90 kg. Elle serait donc plus rapide. Pourquoi, en outre, ne pas profiter de cette opération pour « chausser » des pneumatiques plus rapides et plus performants ? Cette astuce permettrait de gagner un gain d'une seconde sur les dix dernières tours de la course et d'augmenter la consommation de la voiture d'environ 100 km. L'expérience a prouvé que Brabham a bien calculé son affaire.

#### Les risques d'incendie

En décidant de « ravitailler » à leur tour leurs voitures à mi-parcours, les grandes écuries ont pourtant multiplié les risques d'incendie dans les stands. L'accumulation d'environ 100 litres d'essence, le ravitaillement sous pression dans une atmosphère à 120°C par les turbos portés à une température de 800 degrés sont en effet la nature à provoquer des catastrophes. Les incidents fréquents sur plusieurs années de personnes.

Ce danger n'est pas plus réel que, hormis Brabham, les autres écuries n'ont pas acquis l'expérience nécessaire à ce genre d'opérations. Le Finlandais Rönkä, dont la Williams a pris feu lors du Grand Prix de l'Argentine de Rio de Janeiro, aurait pu se faire les frais s'il n'avait eu le réflexe de sauter hors de sa voiture lorsque le feu a éclaté.

L'histoire s'est répétée sur le circuit du Castellet, le plus sûr de tous les circuits de formule 1. Les

Une victoire totale des monoplace à moteur turboalimentés, qui n'ont laissé que des résidus aux voitures équipées du traditionnel Ford Cosworth atmosphérique.

Au terme de la troisième épreuve de la saison, Nelson Piquet (15 points) a pris la première place du classement provisoire du Championnat du Monde des conducteurs et l'Autrichien Niki Lauda (10 points), qui a été

#### De nouer envoyé spécial

Des mesures qu'on n'avait jamais prises pour un grand prix avaient été mises en place par les organisateurs. Près de deux cents hommes, spécialistes de la lutte contre l'incendie, étaient sur le qui-vive. Des combi-

naisons ignifugées capables de résister une minute à une chaleur de 1 200 °C ont été fait pour la première fois leur apparition sur un circuit de formule 1. Seuls les mécaniciens étaient autorisés à pénétrer dans la zone des stands.

De leur côté, tous les pilotes, « habitués » aux risques encourus, étaient prêts à tout. Alain Prost trouvait néanmoins, la veille de la course, que « c'était techniquement une opération insupportable ». Seul Riccardo Patrese, confiant, qu'il n'y avait aucun problème.

L'un des uns et des autres n'ont pas failli. En fait, les incidents se sont produits, mais dans un passé récent, battillé pour l'amélioration des conditions de sécurité sur les circuits, n'ont envisagé un seul instant de s'opposer à ce type d'opération.

#### Un show de 850 000 dollars

On a pris, l'opération « ravitailler en cours » a montré ses limites. Elle n'a pas permis aux uns et aux autres de faire la différence et de modifier les positions acquises sur la piste. Alain Prost, qui s'est arrêté 24 secondes à son stand, après avoir été, n'a pas perdu la première place, que Nelson Piquet a conservée. L'arrêt au stand n'a pas dépassé 16 secondes - convoitise pour tant. Que dire alors de Patrick Tambay, qui a terminé à la quatrième place de la course, après un arrêt de 15 secondes seulement ?

Les chasses-croisées des huit pilotes ont semé la confusion dans l'esprit des spectateurs, qui ont fini par perdre la fil de la course. Ce n'est pas un hasard si les tribunes, qui étaient pleines, se sont vidées vers la fin de l'épreuve.

Le spectacle sur lequel comptait Bernie Ecclestone n'était pas de nature à retenir l'attention. Il ne faut pas s'étonner que la formule 1 perde de son intérêt, aussi bien aux États-Unis qu'en Europe, où les organisateurs s'efforcent les uns des autres de joindre les deux bouts. Ce n'est pas, en effet, la recette apportée par les trente mille spectateurs présents au Castellet qui permettra de combler le déficit du circuit, chiffré à 10 millions de francs.

Le bénéficiaire du grand show télévisé est une nouvelle fois le président de l'Association des constructeurs de formule 1. Le plateau qu'il a réuni à ce titre, a coûté, selon François Chevalier, directeur du circuit, la bagatelle de 850 000 dollars, soit plus de 10 millions de francs. Peu importe alors qu'il puisse un jour tourner à la catastrophe. Il a fallu, en 1982, la mort du Canadien Gilles Villeneuve au Grand Prix de Belgique et l'accident de Didier Pironi au Grand Prix d'Allemagne pour que le petit monde de la formule 1 se décide à supprimer la formule des championnats du monde de monoplace en véritables abus. Même si la réglementation établie à la fin de la saison dernière prévoit l'interdiction des ravitaillements en 1984, est-il sérieux, compte tenu des dangers qu'ils représentent, de les tolérer encore ?

GILLES MARTINEAU.

## RUGBY

### Nice, la tornade blanche

Dur week-end pour les bras de l'ovale. Pour le match aller des huitièmes de finale du championnat, Narbonne, le premier de l'issue de la phase préliminaire, a été battu par Montpellier (21-12) tandis que le champion sortant, s'est fait accabler par Grenoble (15-15). Après ce premier round, Tarbes, Lourdes, Pau et Béziers sont en position plus ou

moins favorable avant leur match retour contre respectivement Perpignan (9-3), Grenoble (15-10), Béziers (11-6) et Toulouse (3-0). Deux clubs semblent assurés de participer aux quarts de finale, Bayonne, qui a vaincu Montauban (27-3) et Nice, qui a dominé Bourg (47-9).

Le rugby, c'est bien connu, est le républicain du casse-cou. Les gros parades de la cité d'Antio ont leurs habitudes dans un rayon de 200 kilomètres autour de Toulouse où ils savent trouver palomares confits, cépages et foie gras à leur convenance. Loin de ces terres de ripailles, ces bons seigneurs de l'ovale ont défriché, ces fois pour qu'il n'y ait pas d'erreur, un bon « rugby ». Leur gourmandise leur a fait faire, de longue date, des exceptions pour Paris, capitale gastronomique et pour Grenoble, capitale du gratin.

Pourtant, ils ont dû envisager de partir à leur tour vers des plats plus rustiques comme le « galette » (pois chiches), le « pain » (sandwich) et la « tomate » (huile) et la « salade », qui sont des spécialités niçoises. Car, du côté de la promenade des Anglais, on ne trouve pas de restaurants de luxe, mais on trouve une école de formation en 1983, Jean-Claude Ballatore, un ancien de Toulouse, qui a succédé à André Herrero en 1978 au poste d'entraîneur, s'est appliqué à faire pratiquer un jeu plus complet. Cela a été suffisant pour convaincre plus de 3 000 personnes de suivre les matches dominicaux de la formation niçoise.

Au cours de la phase préliminaire du championnat, le club niçois a battu le troisième ligne international Eric Buchet, a battu Narbonne, le premier du classement après les poules de dix, Agen, le champion en titre. Il a une des meilleures attaques (54 essais) et une des meilleures défenses. Il a fourni à l'équipe nationale deux joueurs de première importance pour le Tournoi des cinq nations, le talonneur Bernard Herrero, aussi combattif que le titulaire habituel, Dintans, mais surtout plus précis dans les lancers en touche, et le deuxième ligne Orso, qui est de la race des sprinters. Voilà donc une formation en tous points digne d'intérêt, mais pour laquelle on ne comptait cependant pas plus d'envoyés spéciaux au match du huitième de finale aller contre Bourg-en-Bresse que pour une rencontre de seconde division.

Les Bressans étaient-ils un adversaire si négligeable que le déplacement au Gerland ne se justifiait pas ? Difficile de le soutenir à propos d'une équipe qui a battu Aurillac en match de barrage le dimanche précédent et qui aligne deux victoires, le pilier Drake et l'ailier Collinson, avec un ouvreuse à la botte redoutable, Joly.

La nervosité des Azuréens avant le coup d'envoi témoignait d'ailleurs

qu'ils ne prouvaient pas leur maîtrise à l'égard d'un club qui n'a pas de tradition. Pourquoi donc ce déclin pour le rugby niçois ? Parce que le R.R.C.-Nice traîne, depuis son accession à l'élite nationale, une mauvaise réputation. En 1971, le président du club a accueilli en bloc onze joueurs qui, au cours de la saison précédente, avaient quitté Toulouse, équipe finaliste du championnat, la saison précédente. Avec ce renfort, une véritable équipe a été mise sur pied.

Mais pour nous imposer dans une région où il n'y avait aucune tradition ovale, il nous fallait des résultats », note le président actuel Alain Maurelli, qui a succédé à son père en 1976. C'est dire qu'on n'a pas répugné à la manière forte du côté de la Baie des Anges.

Petit à petit, l'équipe a été recrutée (quatorze joueurs recrutés dans d'autres clubs en 1971) et est devenue un club bien structuré (des joueurs arrivés de l'école de formation en 1983). Jean-Claude Ballatore, un ancien de Toulouse, qui a succédé à André Herrero en 1978 au poste d'entraîneur, s'est appliqué à faire pratiquer un jeu plus complet. Cela a été suffisant pour convaincre plus de 3 000 personnes de suivre les matches dominicaux de la formation niçoise.

Au cours de la phase préliminaire du championnat, le club niçois a battu le troisième ligne international Eric Buchet, a battu Narbonne, le premier du classement après les poules de dix, Agen, le champion en titre. Il a une des meilleures attaques (54 essais) et une des meilleures défenses. Il a fourni à l'équipe nationale deux joueurs de première importance pour le Tournoi des cinq nations, le talonneur Bernard Herrero, aussi combattif que le titulaire habituel, Dintans, mais surtout plus précis dans les lancers en touche, et le deuxième ligne Orso, qui est de la race des sprinters. Voilà donc une formation en tous points digne d'intérêt, mais pour laquelle on ne comptait cependant pas plus d'envoyés spéciaux au match du huitième de finale aller contre Bourg-en-Bresse que pour une rencontre de seconde division.

Les Bressans étaient-ils un adversaire si négligeable que le déplacement au Gerland ne se justifiait pas ? Difficile de le soutenir à propos d'une équipe qui a battu Aurillac en match de barrage le dimanche précédent et qui aligne deux victoires, le pilier Drake et l'ailier Collinson, avec un ouvreuse à la botte redoutable, Joly.

La nervosité des Azuréens avant le coup d'envoi témoignait d'ailleurs

## CYCLISME

### Rooks, l'inattendu

Dans Liège-Bastogne-Liège, dimanche 17 avril, on attendait Bernard Hinault, qui avait remporté la Flèche wallonne trois jours auparavant, ou le champion du monde Giuseppe Saroni, vainqueur de la Flèche wallonne de Paris-Nice. Or, la victoire classique belge s'est terminée par la victoire inattendue de Stephen Rooks, un jeune Néerlandais incorporé depuis le début de la saison à l'équipe Sem-France-Loire.

Profitant du marquage des principaux favoris, mais suffisamment fort pour se détacher dans la côte des Forges, à 17 kilomètres de l'arrivée et résister au retour du peloton, Rooks a fait, en toute évidence, la démonstration de qualités certaines. Il était, de fait, le plus efficace du groupe d'attaque, qui comprenait Willemann, Roche, Van der Poel et le champion de France, Régis Clerc.

Il y a un mois, ce nouvel espoir du cyclisme néerlandais s'était classé troisième de Paris-Nice derrière ses équipiers Kelly et Grezet. Engagé par Jean de Gribaldy, alors qu'il ne travaillait que pour le compte de l'équipe de France, Rooks a été, en effet, le plus efficace du groupe d'attaque, qui comprenait Willemann, Roche, Van der Poel et le champion de France, Régis Clerc.

Il y a un mois, ce nouvel espoir du cyclisme néerlandais s'était classé troisième de Paris-Nice derrière ses équipiers Kelly et Grezet. Engagé par Jean de Gribaldy, alors qu'il ne travaillait que pour le compte de l'équipe de France, Rooks a été, en effet, le plus efficace du groupe d'attaque, qui comprenait Willemann, Roche, Van der Poel et le champion de France, Régis Clerc.

## KARATÉ

### Ruggiero en maître

La Fédération française de karaté (F.F.K.A.M.A.) n'a pas hésité sur les moyens pour organiser les championnats de France, les premiers du genre au monde, qui ont eu lieu les 15 et 16 avril au stade de Cochet de Paris. Elle a dépensé quelque 400 000 F pour faire venir de Saint-Clément les champions du monde et d'Europe en titre avec leurs principaux entraîneurs à ce tournoi de maîtres du coup de pied et du coup de poing qui ne rapporte rien d'autre aux vainqueurs qu'une coupe en métal doré.

Une formule simple : huit combattants - six étrangers et deux Français - dans chacune des six catégories de poids (moins de 60 kg, moins de 65 kg, moins de 70 kg, moins de 75 kg, moins de 80 kg, moins de 85 kg). Une organisation active : des tableaux d'affichage électronique permettant de suivre facilement le déroulement des combats. Et un air de héros pour cette fête : Patrice Ruggiero, vingt-sept ans, et un air de héros avec Sylvester Stallone, l'auteur - acteur de la série des « Rocky ».

Le capitaine de l'équipe de France, qui avait déjà inscrit à son palmarès cinq titres nationaux et deux titres européens, a pris sa revanche de la finale des championnats du monde de Toulouse. En moins de dix secondes, il a battu à l'arraché (six coups à cinq) le Britannique Jeff Thompson, un jeune noir rapide comme une panthère. A l'annonce du résultat, Ruggiero, qui avait été plus contracté pendant les combats préliminaires, répliqua par des coups de pied au visage d'une grande précision et par une maîtrise condition physique, au terme d'un essai très serré à un rythme plus soutenu que dans les compétitions officielles.

Par cette victoire, Ruggiero, qui s'entraîne quand il ne gère pas une agence de publicité, a confirmé qu'il était bien le numéro un français depuis la retraite, prématurée et inexpliquée, de Jean-Luc Montana, champion du monde 1980. Toutefois, les autres membres de la sélection nationale ont aussi obtenu de bonnes résultats avec les victoires de Joffroy (supérieur) et de Bertinelli (mi-moyens), tandis que dans les autres catégories s'imposaient la Suédoise Malena (léger), le Japonais Nishimura (mi-moyens) et le Belge Sparrow (moyens). Au total, le spectacle combla d'aise un public de connaisseurs et, en dépit d'un déficit supérieur à 200 000 francs, la F.F.K.A.M.A. va poursuivre cette expérience pour promouvoir ce sport qui compte désormais plus de cent mille licenciés. - A. G.

## TENNIS

### D'Aix-en-Provence à Marseille

Commence par affirmer son pouvoir en début de saison sur terre battue - sans parler de la succession de Borg - le jeune Suedat Mats Wilander, après Monte-Carlo et Lisbonne, a remporté la Coupe Davis de Provence. Ce n'est pas la finale, organisée dimanche 17 avril sur l'Espagnol Sergio Casal (6-3, 6-4), qui lui posa des problèmes, mais plutôt la demi-finale devant son compatriote et compagnon d'entraînement Joakim Nyström, lequel ne lui battit que par un « retour à la normale » (2-6, 7-5, 6-3). Henri Lecourt avait été éliminé par Casal dans l'autre demi-finale (3-6, 6-3, 6-4).

C'est à Marseille, les 8, 9 et 10 juillet, que se disputera la rencontre France-Paraguay, comptant pour le deuxième tour de la coupe Davis. La ligue de Provence, qui est habilitée par la F.F.T. à organiser le match, a prévu une arène de quelque dix mille places sur le terrain du stade de football de l'Académie.

## LES RÉSULTATS

### Athlétisme

#### MARATHON DE LONDRES

L'anglais Mike Grant a gagné en 2 h 9 min. 43 sec. le troisième marathon de Londres disputé par dix-huit mille concurrents. La Norvégienne Grete Waitz l'a emporté chez les dames en 2 h 25 min. 29 sec.

### Automobilisme

#### GRAND PRIX DE FRANCE AU CASTELLET

1. Alain Prost (Renault) : 513,740 km en 1 h 34 min. 13 sec. 91 (199,866 km/h) ;

### Football

#### Les joueurs et l'austérité

Une délégation de l'Union nationale des footballeurs professionnels (U.N.F.P.) devait être reçue, ce lundi 18 avril, au ministère du Sport, de la Jeunesse et des Sports. A la suite du plan d'austérité, concernant des mesures de blocage voire de réduction des salaires et des limitations des mutations, votées par les présidents de club pour tenter de résorber un déficit de 55 millions de francs (de l'ordre de 12 milliards), les joueurs menacent de se mettre en grève pour les trois dernières journées de championnat, à la troisième, voire de se plaindre, concernant des augmentations fiscales, n'est pas en compte par les pouvoirs publics.

L'U.N.F.P. a été, notamment, cette revendication par le conseil fédéral du football français, réuni le 16 avril à Toulouse.

### Basket-Ball

#### FRANCE-CUBA

Dans le cadre de sa préparation au prochain championnat d'Europe, l'équipe de France a battu celle de Cuba par 113 à 94, le 16 avril à Bayona.

### Base

#### CHAMPIONNATS INTERNATIONAUX DE FRANCE À SAINT-NAZAIRE

Les Français ont affirmé leur supériorité en remportant trois médailles d'or aux championnats internationaux de France, organisés à Saint-Nazaire, grâce à Miloud Kaddour (poids coq), Frank Tixier (super-welter) et surtout Vincent Sarrailh (moyens) vainqueur de l'ancien champion olympique polonais Rybicki en finale.

### Football

#### COUPE DE FRANCE (Tirage au sort des quarts de finale pour les 3 et 4 mai)

Brest-Farès-S.G. ; Lille-Rennes ; Guingamp-Tours ; Racing Paris-1-Nantes.

### Natation

#### COUPE LATINE À LISBONNE

L'Italie, avec dix-huit victoires, a dominé l'Espagne à la Coupe latine de natation. Les Français, deuxième, ont dû se contenter de trois succès dans les épreuves masculines avec Jacovis (400 mètres), Delcourt (200 mètres) et Sarrailh (100 mètres papillon) et d'une victoire féminine avec Frédérique Pélissier.

## Sport et élégance

### Ferrari s'associe à Cartier

Costume sombre, gilet blanc, veste rayée rouge - de la couleur de son écurie de course -, chevaux de neige, Enzo Ferrari, le Commanditaire, a consacré, par sa présence le 14 avril à Maranello, près de Modène, dans les ateliers où l'on monte les F1, l'association (annoncée voici trois mois), qui lie désormais sa marque à Cartier International.

Ferrari-Formula, sera l'appellation d'une ligne de produits qui comprendra des briquets, des montres aux styles, et dont le style particulier devrait souligner le caractère sportif, mais élégant, des objets de la marque.

Cartier International se confie la licence des accessoires signés Ferrari et si la distribution sera assurée par le réseau des concessionnaires du joyailler de la place Vendôme, en revanche, aucune des cent huit boutiques « Cartier » ne vendra la gamme. « Ferrari diversifie, elle le fait avec nous dans un domaine où nous sommes leaders depuis cinquante ans », dira Alain Perrin, président du directoire de Cartier, ajoutant : « Quant à la lutte contre les copies, nous sommes aussi, il y a des objets qui sont la marque Ferrari abstraitement empruntée qu'il est temps de faire le ménage. Nous nous en chargerons ». L'Europe et, pour commencer, la France, la Suisse et l'Allemagne devraient voir dans les vitrines les premiers produits Ferrari d'ici une quinzaine de jours. - C. L.











CONJONCTURE

AU GRAND JURY R.T.L.-LE MONDE

La France doit impérativement réduire ses importations

déclare M. Goux, président de la commission des finances de l'Assemblée nationale

Défendre une politique que l'on s'approprie pas, c'est une tâche délicate. M. Goux, président de la commission des finances de l'Assemblée nationale, en a fait la démonstration dimanche 17 avril, au cours de l'émission de R.T.L.-Le Monde. A l'évidence, le dispositif mis en place par le gouvernement à la suite du réajustement monétaire qui vient d'intervenir lui semble tout à la fois insuffisant et insuffisant.

M. Goux estime de son devoir « de montrer les difficultés qui attendent le gouvernement s'il s'en

tenait strictement aux mesures qu'il avait annoncées ». Il ne s'est pas privé, et a même été plus loin en préconisant une « véritable politique des importations », excluant pas des mesures de protection, en évoquant un possible retour du blocage des prix et des salaires, et se prononçant à demi-mot pour une fiscalisation du financement de la protection sociale par le biais d'un aménagement de la T.V.A. Des « critiques constructives » qui ressemblent singulièrement à un contre-plan. — Ph. L.

M. Christian Goux, président de la commission des finances de l'Assemblée nationale, qui était l'invité du « Grand Jury R.T.L.-Le Monde » dimanche 17 avril, a largement commenté les mesures économiques prises récemment par le gouvernement en insistant plus particulièrement sur l'impérieuse nécessité de rétablir la situation du commerce extérieur en réduisant les importations non indispensables, « d'où qu'elles viennent ».

Interrogé sur le point de savoir si une autre politique aurait pu être mise en œuvre, M. Goux a répondu : « Il n'est pas possible d'avoir un taux d'inflation beaucoup plus fort que celui de nos partenaires. Depuis le 11 mai 1981, je répète inlassablement au président de la République que le problème de l'inflation est capital pour notre pays. (...) La décision de rester dans le système monétaire européen me paraît une bonne solution, compte tenu des circonstances, c'est-à-dire la forte sortie de devises. De surcroît, les problèmes de l'Europe ne peuvent pas être traités à chaud au moment d'une dévaluation ».

Aux yeux de M. Goux, le dispositif gouvernemental doit impérativement être accompagné « d'une véritable politique des importations », qui ne saurait se limiter à une pression sur la demande intérieure.

Précisant sa pensée, M. Goux a alors ajouté : « Grosso modo, il y a trois types d'importations. Premièrement, les importations de matières premières et de produits agricoles indispensables : dans ce domaine, on a déjà fait des efforts. Une réduction de la production entraîne, certes, une réduction de ce type d'importations, mais ce n'est pas une bonne chose. Deuxièmement, les importations pour lesquelles il faut laisser les frontières ouvertes : les produits technologiques, les produits de pointe. Ils sont nécessaires pour que la France garde son rang de grande puissance. En revanche, je ne vois pas pourquoi nous n'essayerions pas de limiter l'importation de certains produits de consommation qui sont également fabriqués dans notre pays. La meilleure solution, serait évidemment d'avoir un produit de même qualité, si possible moins cher, et que les Français achètent ».

M. Goux estime qu'il faudrait réduire de 15 % ces importations, à ses yeux compressibles. Comment y parvenir ? Le président de la commission des finances s'est refusé à donner des précisions, jugeant que ce n'était pas à son rôle, mais a ajouté qu'il était « favorable à toute mesure que prendrait le gouvernement pour réduire le déficit commercial », sans en exclure aucune.

« Je pense que nous devons nous orienter vers une certaine fiscalisation. Pour une raison très simple : les entreprises, pour rester compétitives, ne peuvent pas voir les charges croître de façon indéfinie ».

Faut-il opérer un prélèvement sur les revenus ou un transfert vers la T.V.A. ? A demi-mot, M. Goux a laissé entendre que la deuxième solution aurait plus ou moins son aval. « Les socialistes, et tous ceux qui se préoccupent de justice sociale, estiment que l'impôt direct est plus juste et que l'impôt indirect, touchant tout le monde, est injuste. Mais il faut bien voir que, comme un grand nombre de personnes échappent à l'impôt direct, et comme il y a une fraude très importante, on peut se demander si cet impôt est finalement aussi juste qu'il en a l'air. Par ailleurs, le transfert vers la T.V.A. avantage les entreprises à l'exportation, ce qui serait donc un élément positif pour le commerce extérieur. (...) »

En conclusion, le président de la commission des finances a lancé un appel à la mobilisation : « Les Français sont un peu moroses, mais l'indépendance nationale va exiger de tous des sacrifices et une mobilisation générale. Il serait inadmissible que certains s'y dérobaient en ne faisant pas leur devoir. (...) Les problèmes économiques ne pourront être résolus que si la France retrouve son autonomie de décision, son autonomie qu'elle perdrait si elle continuait à voir le déficit extérieur s'aggraver ».

Spécialiste

Les députés socialistes ne sont pas les « brosses à reluire » du gouvernement. M. Christian Goux, président de la commission des finances de l'Assemblée nationale, n'avait pas besoin de le dire. On s'en était aperçu, bien qu'il ait voté, comme les autres, la confiance à ce gouvernement dont la politique ne lui convient pas.

Orienté à l'effort, comme il l'a fait avec l'industrie, qui sera d'ailleurs sur le plan économique du gouvernement, et que le plan, tout défectueux, qu'il propose dispose du soutien de l'ensemble des députés socialistes, c'est une autre affaire.

M. Pierre Joxe, président du groupe socialiste de l'Assemblée nationale, dont M. Goux est proche, s'efforce d'accrocher cette idée depuis une quinzaine de jours. Il est vrai que, lors du débat de politique générale à l'Assemblée nationale, trois des quatre orateurs socialistes (M. Goux, Jean-Paul Planchou et Claude Garmont) ont exprimé les mêmes inquiétudes, les mêmes doutes et les mêmes revendications. Il reste pourtant, au sein du groupe, un nombre appréciable de « rancardiers » et de « mitterrandistes orthodoxes » qui ne partagent pas tout à fait les options de M. Goux.

Les « rancardiers » voient, dans le plan d'austérité mis en place par M. Mauroy et Delors, la confirmation des thèses qu'ils ont constamment défendues, avec regrettement simplifié, avec quelque amertume, que le pou-

voir ait été pris, dans ce domaine, du « retard à l'allumage », pour reprendre une expression chère à M. Joxe. Les « mitterrandistes orthodoxes », aussi inquiets que l'est M. Goux, ne défendent pas ouvertement une autre politique. Bien que M. Goux se défende de le faire, il s'agit bien de cela. Pour leur part, ils s'efforcent de préparer la suite, la corde de l'austérité façon Jacques Delors.

Tous, en tout cas, sont d'accord sur un point, au moins : il est nécessaire que les salaires ne supportent pas à eux seuls le poids de l'austérité. M. Joxe, qui, lors de la dernière réunion du bureau exécutif du P.S., le 13 avril, a présenté une forte critique du gouvernement Mauroy, exprime les mêmes craintes que les secrétaires fédéraux du parti réunis le 16 avril à Paris, et les mêmes que M. Lionel Jospin, dont la question posée à l'occasion du comité directeur, le 27 mars, « qu'est-ce qu'une bonne politique qui fait baisser le pouvoir d'achat ? » — n'a toujours pas reçu de réponse.

Le premier secrétaire du P.S. n'a pas non plus obtenu l'adhésion à la mise en garde formulée le même jour. « La tentation critique, dit-il, traverse chacun d'entre nous et n'a nul besoin, pour s'affirmer, de spécialistes patentés. Les « rancardiers » étaient. Les dirigeants du CERES, dont les thèses sont proches de celles de M. Joxe, le sont devenus. M. Goux a pris le relais. »

J.-Y. L'HONNEAU.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

|            | COURS DU JOUR | UN MOIS | DEUX MOIS | SIX MOIS |
|------------|---------------|---------|-----------|----------|
|            | + ou -        | + ou -  | + ou -    | + ou -   |
| SE.U.      | 7,378         | 7,318   | + 175     | + 228    |
| DM         | 5,915         | 5,925   | + 125     | + 125    |
| Yen (100)  | 3,403         | 3,404   | + 140     | + 125    |
| Fr.        | 2,970         | 2,969   | + 175     | + 240    |
| Fl.        | 2,628         | 2,640   | + 125     | + 125    |
| £          | 12,825        | 12,840  | + 180     | + 240    |
| ES         | 1,938         | 1,925   | + 220     | + 240    |
| L. (1 000) | 8,255         | 8,260   | + 175     | + 220    |
| £          | 11,577        | 11,580  | + 140     | + 125    |

TAUX DES EURO-MONNAIES

|            | 3 1/8  | 3 1/4  | 3 1/2  | 3 3/4  | 4      | 4 1/4  | 4 1/2  | 4 3/4  | 5      | 5 1/4  | 5 1/2  | 5 3/4  | 6      |
|------------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|
| SE.U.      | 8 7/8  | 9 1/8  | 9 1/4  | 9 1/2  | 9 3/4  | 10 1/4 | 10 1/2 | 10 3/4 | 11 1/4 | 11 1/2 | 11 3/4 | 12 1/4 | 12 1/2 |
| DM         | 4 7/8  | 4 1/2  | 4 1/4  | 4 1/2  | 4 3/4  | 5 1/4  | 5 1/2  | 5 3/4  | 6 1/4  | 6 1/2  | 6 3/4  | 7 1/4  | 7 1/2  |
| Yen (100)  | 5 7/8  | 6 1/8  | 6 1/4  | 6 1/2  | 6 3/4  | 7 1/4  | 7 1/2  | 7 3/4  | 8 1/4  | 8 1/2  | 8 3/4  | 9 1/4  | 9 1/2  |
| Fr.        | 3 1/4  | 3 1/2  | 3 3/4  | 3 1/2  | 3 3/4  | 4 1/4  | 4 1/2  | 4 3/4  | 5 1/4  | 5 1/2  | 5 3/4  | 6 1/4  | 6 1/2  |
| Fl.        | 3 1/4  | 3 1/2  | 3 3/4  | 3 1/2  | 3 3/4  | 4 1/4  | 4 1/2  | 4 3/4  | 5 1/4  | 5 1/2  | 5 3/4  | 6 1/4  | 6 1/2  |
| £          | 16 3/4 | 17 1/4 | 17 1/2 | 17 3/4 | 18 1/4 | 19 1/4 | 19 1/2 | 19 3/4 | 21 1/4 | 21 1/2 | 21 3/4 | 23 1/4 | 23 1/2 |
| L. (1 000) | 18 3/4 | 19 1/4 | 19 1/2 | 19 3/4 | 20 1/4 | 21 1/4 | 21 1/2 | 21 3/4 | 23 1/4 | 23 1/2 | 23 3/4 | 25 1/4 | 25 1/2 |
| £          | 22 3/4 | 23 1/4 | 23 1/2 | 23 3/4 | 24 1/4 | 25 1/4 | 25 1/2 | 25 3/4 | 27 1/4 | 27 1/2 | 27 3/4 | 29 1/4 | 29 1/2 |

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises sont indiqués en fin de journée par une grande banque de la place.

SOCIAL

Le nombre des conflits du travail a diminué en février

Les conflits du travail ont été moins nombreux en février que le mois précédent : le nombre de journées non travaillées pour ces raisons a diminué de 19,6 %. Les effectifs et le nombre d'établissements concernés ont respectivement régressé de 4 % et de 17,7 %.

Le ministère annonce également pour février une progression du chômage partiel. Ces journées indemnisables ont augmenté de 4,6 % en un mois (mais leur nombre a diminué de 14 % en un an). Les effectifs et les établissements affectés ont progressé en février de 16,5 % et 22,5 %.

Toujours selon le ministère, en mars, neuf cent treize contrats de solidarité ont été signés : huit cent soixante-dix-sept concernent des dé-

parts en préretraite, vingt-quatre seulement une réduction de la durée du travail. Trente-six ont été signés par des collectivités locales.

Le communiqué du ministère précise enfin la structure du chômage en mars (en baisse de 3 % en données brutes, voir (Le Monde du 16 avril). L'ancienneté moyenne des demandes d'emploi enregistrées à l'agence nationale pour l'emploi (A.N.P.E.) est de deux cent quatre-vingt-dix-sept jours en mars contre deux cent quatre-vingt-huit en février et deux cent quatre-vingt-huit en mars 1982. Le chômage passe plus sur les hommes (51,2 %) que sur les femmes (48,8 %), mais tend à diminuer chez les moins de vingt-cinq ans (39,5 % des chômeurs fin mars contre 40,4 % en février et 41,1 % en janvier).

LE PLAN DE RIGUEUR CONTINUE DE SUSCITER DES PROTESTATIONS SYNDICALES

Loir de mettre un frein aux critiques des organisations syndicales, le plan de rigueur gouvernemental du 25 mars, malgré les correctifs apportés au projet initial, continue de susciter de nombreuses manifestations de mécontentement. Toutefois, les centrales ouvrières canonisent leurs réactions à des campagnes d'explications, à l'avis de motions et de pétitions, et au pire à de courts débrayages, dans le cadre de journées d'action.

Plusieurs fédérations cégétistes ont déjà décidé des journées d'action : le 21 avril dans la métallurgie (pour la défense du pouvoir d'achat), le 28 au P.T.T., le 29 chez les sapeurs-pompiers, les 5 et 6 mai dans les services communaux, du 4 au 18 mai dans les transports. La C.F.D.T. organise de son côté une semaine de débats et d'initiatives « du 25 au 29 avril tandis que la C.F.T.C. lance une quinzaine d'action à partir du 1<sup>er</sup> mai. Quant à l'O.G., elle attend la réunion de sa commission exécutive, le 25 avril, pour décider d'une éventuelle action.

La suppression de la garantie de ressources licenciement

UNE SOURCE D'INEGALITES

La C.G.C. a vivement protesté contre le projet de loi — adopté mercredi 13 avril par le conseil des ministres — qui supprime la garantie de ressources licenciement. Après les textes législatifs et contractuels qui ont mis en place la retraite à soixante ans et supprimé de fait la garantie de ressources en cas de démission, restait encore en vigueur la garantie de ressources liée aux licenciements mise en place par les partenaires sociaux et législée en 1979. Pour supprimer cette mesure, une loi était nécessaire.

Est-ce une « régression », un scandale, comme l'affirme la C.G.C. ? Logiquement, la garantie de ressources licenciement, qui accordait 70 % du dernier salaire après soixante ans, devait disparaître puisque est instituée la retraite à soixante ans. Deux problèmes restent cependant posés. Tout d'abord, celui des salariés qui, atteignant soixante ans, veulent poursuivre leur activité mais sont licenciés. Comment faire respecter le droit au travail s'il est bien exact que le droit à la retraite n'est pas une obligation ? Réponse devrait être fournie par la voie contractuelle, et des négociations devraient s'ouvrir prochainement.

Se pose ensuite le cas des salariés âgés qui n'ont pas 37,5 années de cotisations et qui, eu-delà de soixante ans, sont au chômage. Selon le projet de loi, ces personnes ne recevront qu'une allocation chômage dite de base, égale seulement à 42 % de leur salaire plus 34,05 F par jour. Il y a là une inégalité traumatisante. Ceux qui ont démissionné à temps, par le biais des contrats de solidarité, recevront 70 % jusqu'à soixante-cinq ans, tandis que les « actifs » — ceux qui veulent le rester, mais sont victimes du chômage, seront pénalisés.

JEAN-PIERRE DUMONT.

“La Banque Africaine de Développement au Service de L'Afrique”  
LA BANQUE AFRICAINE DE DEVELOPPEMENT  
OUVRE SON CAPITAL AUX PAYS NON AFRICAINS.

Créée à Khartoum en 1963 par les pays africains qui avaient déjà accédé à l'indépendance, en vue de promouvoir le développement économique et le progrès social de ses membres, la Banque africaine de développement (BAD) a officiellement ouvert son capital-actions aux pays non africains, le 30 Décembre 1982. Au 15 Mars 1983, l'Autriche, la Belgique, le Canada, la Corée, le Danemark, les Etats-Unis, la Finlande, la France, l'Italie, le Japon, le Koweït, la Norvège, les Pays-Bas, la République Fédérale d'Allemagne, la Suède, la Suisse et la Yougoslavie avaient adhéré à la BAD.

De concert avec les institutions de financement qui accordent des prêts à des conditions privilégiées et qui lui sont affiliées (Fonds africain de développement et Fonds spécial du Nigéria), la Banque africaine de développement avait investi, dans les pays africains, à la fin de l'année 1982, un montant global de 3,87 milliards de dollars des Etats-Unis.

Pour la période couverte par son programme d'action quinquennal actuel (1982-1986), le Groupe de la Banque africaine de développement prévoit un volume total de prêts de 7,3 milliards de dollars EU, soit le double du montant global des prêts

consentis par l'institution depuis le début de ses opérations en 1967. La répartition sectorielle des prêts sera la suivante : 33% à l'agriculture (en particulier à la production vivrière), 22% aux transports, 20% aux équipements collectifs, 11% à l'industrie et aux banques de développement, 9% à la santé et à l'enseignement et 5% à des activités autres que les projets.

PERSPECTIVES  
Disposant de ressources relativement confortables grâce à l'élargissement de sa base de capital, assurée d'un complément de garantie qui lui permettra d'emprunter davantage sur les places financières internationales, la Banque africaine de développement, tout comme ses institutions affiliées, affronte l'avenir avec confiance, résolue à remplir sa mission de promotion du développement économique et social en Afrique.

Pour accélérer le rythme des transferts de ressources vers l'Afrique et activer le développement économique de ce continent, le Groupe de la Banque africaine de développement se propose de multiplier les projets de cofinancement avec les entreprises publiques et privées, notamment les banques commerciales.



Pour de plus amples renseignements, s'adresser à :  
BANQUE AFRICAINE DE DEVELOPPEMENT  
(DIVISION DE L'INFORMATION)  
01 B.P. 1367 ABIDJAN 01 - CÔTE D'IVOIRE  
TÉLÉPHONE: 32.07.11/32.50.10  
TÉLEX: 3717/3263/3498  
CABLE: AFDEV ABIDJAN.



# AFFAIRES

## ARME EFFICACE DU COMMERCE INTERNATIONAL

### Les normes sont bien mal utilisées par les Français

Comment ralentir le flot des importations ? Pour redresser le déficit du commerce extérieur, le gouvernement a mis en place un plan de rigueur dont les mesures sont toutes d'ordre macro-économique. Mais il réfléchit également à des dispositifs plus techniques.

L'histoire remonte à 1979. Les constructeurs français de chariots de manutention s'insurgent à cette époque contre la fermeture du marché allemand. Cela fait plusieurs années que la normalisation adoptée subitement outre-Rhin bloque leurs exportations sous couvert de sécurité. Inversement, les constructeurs de R.F.A. pénètrent facilement sur l'hexagone. Les importations croissent de façon apparemment irrésistible. « Tout un pan de l'industrie hexagonale se délite », expliquent les professionnels français. Une tentative d'établir des normes communes au niveau de la C.E.E. traîne en longueur sans aboutir depuis des années. Il faut faire autre chose.

Les pouvoirs publics sortent alors de leur immobilisme. Pour sauver les Français du naufrage, ils décident d'établir une nouvelle normalisation à l'image de l'Allemagne. Le ministère de l'Industrie de l'époque se veut moins naïf que ses prédécesseurs et ne craint pas d'apparaître « protectionniste », malgré les convictions libérales du gouvernement Barre. Les professionnels acceptent.

Le coup est ensuite vite joué. L'Afnor (Association française de normalisation) est chargée du dossier. Réunions express, procédures accélérées, en quelques semaines la normalisation nouvelle qui impose une certification (le label N.F.) est publiée au Journal officiel. Les pédales, à droite sur les chariots allemands, devant être placées... à gauche. Les batteries de 50 volts devront être... de 60 volts, etc. Des « trucs » qui, sous prétexte de sécurité, ont pour seul objet de bloquer immédiatement les importations. Cette norme est, bien entendu, rendue obligatoire (ce qui est assez exceptionnel, puisque 2 % seulement

C'est le cas pour la normalisation, où un projet de loi est à l'étude. Les Allemands savent l'adoption de la norme à l'échelle de l'Europe, les comportements individualistes des industriels et les incohérences administratives rendent son utilisation difficile.

En avril 1983, il n'y a toujours pas de normes pour les chariots de manutention. Fenwick est aux abois et cherche un repère (seuls des groupes étrangers américains et bulgares sont candidats), posant un insoluble problème au ministère de la recherche et de l'industrie. L'histoire des chariots de manutention s'arrête là, sans avoir de fin.

Que conclure de cet exemple, qui n'est malheureusement pas isolé ? Déplorer la double naïveté des pouvoirs publics, celle d'être peu protectionnistes et celle de le clamer quand ils veulent l'être un peu ? Regretter l'incohérence des industriels et des administrations ? Sans doute. Les comportements des uns et des autres n'apparaissent ni conscients ni organisés lorsqu'il s'agit de causes un tant soit peu collectives.

En tout cas, le débat sur le protectionnisme, récemment revenu sur la place publique en France à l'occasion du réajustement monétaire et de l'éventuelle sortie du S.M.E., mériterait d'être approfondi à la lumière du réalisme allemand plutôt que de s'enliser dans la théorie économique. Les Allemands, réputés « libéraux », ont une normalisation et ils savent s'en servir sans crier au loup. Le président de la République française vient à juste titre de faire remarquer au cours de son voyage en Suisse que les plus protectionnistes ne sont pas ceux qui ont croit.

La normalisation française est mal appliquée. Certains industriels adoptent volontiers les normes dans la construction électrique ou le B.T.P., mais elles restent lettre morte dans beaucoup de secteurs. La norme, en particulier dans les P.M.E., est vécue comme une contrainte, alors qu'elle peut être utile. Elevant la sécurité des travailleurs, renforçant la compétitivité des entreprises, rassurant le consommateur, dès lors qu'elle est conçue puis diffusée et connue, la normalisation est un outil économique qui peut être efficace.

Reste que la normalisation est surtout une arme offensive. Les normes peuvent valoriser la technologie française et contribuer à la conquête de marchés extérieurs. Les Allemands de l'Ouest, ici encore, ont fait la démonstration. Les normes DIN sont internationalement réputées alors qu'elles ne sont guère meilleures techniquement que les françaises. Simplement, tout le monde les applique et les respecte outre-Rhin, ce qui les valorise à l'intérieur et à l'étranger.

Les échecs ouest-allemands ont fait récemment grève en refusant de ramasser des poubelles d'origine française. Pourquoi ? Elles n'ont toujours pas pu obtenir les normes DIN.

ERIC LE BOUCHER.

#### Textile

### LA SOCIÉTÉ MAVEST CHERCHE À ASSURER SA SURVIE

(De notre correspondant)

Roanne. - Mavest S.A., spécialisée dans la confection masculine, devra définitivement mettre la clé sous le paillasson et ses salariés au chômage si aucune solution salvatrice n'intervient avant la mi-mai.

Depuis le dépôt de bilan et la mise en règlement judiciaire avec poursuite d'activité, intervenue le 29 juin 1979, la firme continuait à tourner avec quelque trois cents salariés à Roanne et deux cent cinquante à Ambazac (Haute-Vienne).

Depuis quatre ans, par filiales interposées, c'était le groupe financier suisse Jassica qui maintenait Mavest en vie. Le 13 avril dernier, la Ficotex, filiale de Jassica, le SURI et l'administrateur provisoire n'ayant vraisemblablement pu trouver de solution permettant la réorption du passif - de l'ordre de 45 millions de francs - le tribunal de commerce de Roanne a prononcé la liquidation des biens avec sursis d'exécution d'un mois pour permettre d'honorer les commandes en cours, sursis que les syndicats comptent utiliser pour mettre sur pied un type de plateforme de survie, peut-être sous forme d'une société à participation ouvrière. Pourquoi pas ?

### LA SOCIÉTÉ JACQUARD LICENCIERAIT LA TOTALITÉ DE SON PERSONNEL

La société Jacquard, dont le siège social est situé à Châtenoy-le-Royal (Saône-et-Loire), devrait, selon la C.G.T., licencier la totalité de son personnel, soit 696 personnes. L'annonce en aurait été faite vendredi 15 avril au comité d'établissement. Trois cent quarante-huit salariés dans l'unité de Montchanin, 16 dans celle de Saint-Valier et 332 au siège de Châtenoy sont concernés par ce licenciement. Le directeur de la société, M. Maubert, avait reçu jeudi du tribunal de commerce de Chalon-sur-Saône l'injonction de cesser ses fonctions le jour même.

La société Jacquard, spécialisée dans les articles de confection à bas prix, employait 1 800 personnes en 1978. Après un premier dépôt de bilan, ses effectifs étaient ramenés à 1 200 personnes, puis un nouveau plan de restructuration en 1980 se soldait par plus de 400 licenciements. En décembre 1982, la Société nouvelle Jacquard, contrôlée par un holding genevois, la société Investrade, était mise à son tour en règlement judiciaire. Les pertes de 1982 s'élevaient à 10 millions de francs.

### EXXON DEMEURE LA PREMIÈRE SOCIÉTÉ AMÉRICAINE

La revue Fortune publie, comme chaque année, le classement des cinq cents premières sociétés américaines en fonction des chiffres d'affaires réalisés en 1982. Par rapport à 1981, ce classement traduit les effets de la récession du marché pétrolier. Mobil perdant sa deuxième place au profit de General Motors et Standard Oil of California rétrogradant de la cinquième à la septième place.

Le classement est le suivant :

- 1° Exxon, 97,2 milliards de dollars (1° en 1981) ;
- 2° General Motors, 60 milliards (3°) ;
- 3° Mobil Oil, 59,9 milliards (2°) ;
- 4° Texaco, 47 milliards (4°) ;
- 5° Ford, 37,1 milliards (6°) ;
- 6° I.B.M., 34,3 milliards (7°) ;
- 7° Standard Oil of California, 34,3 milliards (5°) ;
- 8° Dupont, 33,3 milliards (12°) ;
- 9° Gulf Oil, 28,4 milliards (9°) ;
- 10° Standard Oil of Indiana, 28,1 milliards (7°).

# AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

## ROBECO

Grâce à la tendance positive de la quasi-totalité des Bourses, pendant le premier trimestre de 1983, l'action Robeco a enregistré une hausse de 11,9 %, atteignant FF 893 (Ft 279) à la fin du mois de mars. La régression de l'inflation et la baisse des taux d'intérêt ainsi que des premiers signes d'un redressement conjoncturel aux États-Unis ont constitué les principales sources de l'optimisme des investisseurs.

Le fort accroissement de la demande d'actions a non seulement provoqué une hausse des cours, mais il a aussi bénéficié au développement des investissements. C'est surtout la forte hausse des Bourses européennes, dont celle d'Amsterdam, qui a été frappante.

Pendant le trimestre écoulé, par exemple, Robeco a été vendeur de titres américains et canadiens, principalement dans les secteurs de pétrole et de pétrole où elle a cédé U.S. Steel, Shell, Gulf Oil et El Paso, par exemple. Les acquisitions les plus importantes ont eu lieu en Allemagne fédérale où elle a acheté entre autres des actions de VEBAG. En Extrême-Orient, elle s'est également portée acheteuse de titres, acquérant des actions Sumitomo Electric Industries au Japon, et China Light & Power à Hong-Kong.

La force dominante du dollar U.S. a incité la société à renforcer la couverture contre les risques de change : la quasi-totalité des placements dans la devise américaine est actuellement couverte contre des florins.

Les actifs nets au 31 mars 1983 s'élevaient à FF 15 337,3 millions (correspondant à Ft 5 842,5 millions) et leur répartition se présentait comme suit :

|                    | 31/03/1983 | 31/03/1982 |
|--------------------|------------|------------|
| France             | 699        | 700        |
| Europe (Allemagne) | 154        | 159        |
| Europe (autres)    | 754        | 700        |
| Reste Europe       | 1023       | 940        |
| Amérique du Nord   | 4135       | 4215       |
| Japon              | 1251       | 1243       |
| Autres pays        | 235        | 244        |
| Autres actifs      | 145        | 111        |
|                    | 927        | 913        |

100,0 % 100,0 %

Robeco N.V., Boer Beekweg 133, 3032 AD Rotterdam.

## COGIF

Le conseil d'administration de COGIF, société immobilière d'investissement, s'est réuni le 13 avril 1983 afin d'arrêter les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 1982.

Les recettes totatives de l'exercice 1982 se sont élevées à 72 887 000 F contre 67 020 000 F en progression de 8,75 % par rapport à celles de l'exercice précédent. Le taux d'occupation sur l'ensemble de l'année est resté proche de 100 %. Après dotation de 4 320 000 F aux amortissements et provisions contre 3 038 000 F, le résultat d'exploitation, en raison notamment d'un effort de compression des frais de gestion, s'élevait à 57 625 000 F, en progression de 10,5 % sur celui de l'exercice 1981.

La société a, d'autre part, réalisé sur la vente d'éléments d'actif une plus-value nette à long terme de 1 378 000 F contre 4 472 000 F en 1981. Compte tenu de cette plus-value et des pertes et profits sur exercices antérieurs, le bénéfice net est passé de 56 411 000 F en 1981 à 59 338 000 F en 1982.

Le conseil d'administration propose à l'assemblée générale ordinaire tenue au 8 juin 1983 la distribution d'un dividende de 18 F par action contre 16,50 F l'année précédente.

Les comptes consolidés du groupe Creusot-Loire pour 1982 ne sont pas encore définitivement arrêtés. Le chiffre d'affaires consolidé est de 17,1 milliards de francs, en diminution de près de 10 % à structure comparable, sur celui de 1981 ; cette diminution provient de la baisse des chiffres d'affaires du matériel et de la métallurgie. Le résultat

## L'Européenne de Banque

- annonce la création de deux Fonds Communs de Placement :
- Ressources naturelles : matières premières, énergie,
  - Trans-europe : valeurs européennes,
- venant enrichir la gamme existante :
- Laffitte Energie I : obligations CNE 3 %
  - Interobligations : obligations internationales
  - Obligations court terme
  - Obligations court terme II
  - Asie Pacifique : actions Asie et Australie
  - Avenir technologie : valeurs technologiques
  - Amérique actions : valeurs Amérique du Nord

Souscription (par tranche de F 5.000 minimum) auprès des réseaux de Paris et province de L'EUROPÉENNE DE BANQUE et de ses filiales.

21, rue Laffitte B.P. 304.09 75102 Paris Cedex 09

Gérant : LAFFITTE GESTION  
Dépositaire : L'EUROPÉENNE DE BANQUE

## CREUSOT-LOIRE

Résultats 1982

Le conseil d'administration, réuni le 12 avril, a arrêté les comptes et le bilan de la société pour l'exercice 1982.

Le résultat net est une perte de 465 millions de francs. En 1981, l'exercice s'était soldé par un bénéfice de 41 millions de francs.

Le compte d'exploitation fait apparaître un bénéfice de 187 millions de francs pour un chiffre d'affaires de 6,6 milliards de francs. Ce chiffre d'affaires est en augmentation de 51,5 % sur celui de 1981, l'activité des divers secteurs ayant progressé d'environ 15 % et celle des divisions métallurgiques diminuée de 9 %. L'augmentation d'amortissements, limitée comme les années précédentes aux amortissements fiscaux, est de 156 millions de francs.

Le bénéfice d'exploitation est en diminution sur celui de 1981, qui était de 360 millions de francs. Les résultats des divisions métallurgiques ont progressé par rapport à ceux de l'année précédente. En revanche, des pertes ont été enregistrées par les divisions métallurgiques. En outre, le compte d'exploitation est affecté par les charges qui ont encore régressé en 1982 de l'ordre de 1,5 %, les fabrications de produits longs sidérurgiques au Creusot.

Enfin, le bénéfice d'exploitation comprend, comme l'année dernière, la part de 70 % revenant directement à Creusot-Loire, des résultats de l'ensemble des divisions sidérurgiques, qui sont en baisse sensible par rapport à ceux de 1981, du fait du report de certaines livraisons de chaudrons sidérurgiques.

Le compte de pertes et profits enregistré, en 1982, des mouvements très importants dont l'incidence négative sur les résultats est de 652 millions de francs.

Il s'agit, pour l'essentiel, de la prise en compte, au niveau de Creusot-Loire, des lourdes pertes subies en 1982 par les filiales sidérurgiques, IMPHY S.A., en France, et PHOENIX STEEL, aux États-Unis, qui ont rendu nécessaires des dépréciations, provisions ou abandons de créances pour 410 millions de francs. S'y ajoutent, notamment, le coût de la réduction des effectifs de Creusot-Loire pour environ 55 millions de francs, ainsi que la contribution de provisions destinées à couvrir les risques financiers relatifs à certaines participations et l'ajustement des provisions pour risques techniques et commerciaux.

Les comptes consolidés du groupe Creusot-Loire pour 1982 ne sont pas encore définitivement arrêtés. Le chiffre d'affaires consolidé est de 17,1 milliards de francs, en diminution de près de 10 % à structure comparable, sur celui de 1981 ; cette diminution provient de la baisse des chiffres d'affaires du matériel et de la métallurgie. Le résultat

net consolidé, pour la part Creusot-Loire, devrait s'établir à un niveau de pertes de l'ordre de 600 millions de francs.

L'assemblée générale se réunira le 15 juin, à 10 heures, au siège social. Avant cette date, le conseil d'administration fera le point sur la situation créée par les pertes de 1982, qui excèdent le montant de l'actif net. Il examinera les mesures propres à assurer le redressement de la société, et les dispositions à proposer aux actionnaires.

## SNI SICAV

### SOCIÉTÉ NATIONALE D'INVESTISSEMENT

L'assemblée générale des actionnaires, réunie le 6 avril 1983, sous la présidence de M. Henri Frensch, a approuvé les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 1982 et les résolutions qui lui étaient proposées.

Elle a ainsi décidé la mise en paiement d'un dividende net de 38 F, en augmentation de plus de 25 % par rapport à celui distribué l'année précédente.

Ce dividende est mis en paiement depuis le 8 avril 1983 aux guichets suivants :

- Crédit industriel et commercial ;
- Société générale ;
- Banque nationale de Paris ;
- Crédit commercial de France ;
- Crédit lyonnais ;
- Crédit général du Pérou.

Les actionnaires auront la possibilité de réinvestir une somme équivalente au montant de leurs dividendes bruts pour souscrire des actions nouvelles en franchise totale de droit d'entrée jusqu'au 8 juillet 1983.

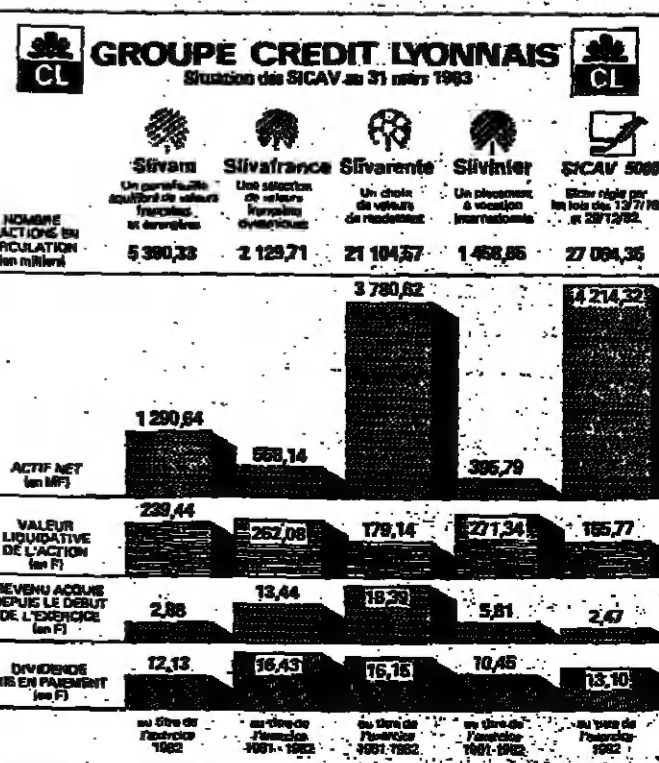
## LOCAEXPANSION

À la fin de l'exercice 1982, la société a pris un seul engagement nouveau, de nature patrimoniale, d'un montant de 3 300 000 F, portant sur des boutiques dans le centre commercial de Toulouse-La Valsère.

Le résultat de l'exercice s'établit à 23 950 510,73 F contre 22 312 422,35 F au 31 décembre 1981.

L'actif distribuable à 85 % selon la réglementation propre aux SICAV s'élève à 23 847 297,13 F contre 20 114 484,53 F.

Le conseil, en sa séance du 23 mars, a décidé de proposer à l'assemblée générale la distribution d'un dividende unitaire de 17 F contre 15,73 F, soit une augmentation de 8,07 %.



## AVIS d'ouverture d'enquête publique

MINISTÈRE DES TRANSPORTS  
DÉPARTEMENT DES HAUTS-DE-SEINE  
DIRECTION DE L'ÉQUIPEMENT

COMMUNE D'ANTONY

Autoroute A-86, section comprise entre l'échangeur des Marguerites et la limite du département des Hauts-de-Seine

Le public est informé que, par arrêté préfectoral en date du 1<sup>er</sup> avril 1983, il a été prescrit une enquête publique concernant le projet soumis sur le territoire de la commune d'ANTONY.

Les pièces du dossier concernant cette enquête seront déposées pendant SOIXANTE jours consécutifs du 2 mai 1983 au 30 juin 1983 inclus à la mairie d'ANTONY, direction des services techniques, où le public pourra les consulter du lundi au vendredi de 8 h 30 à 12 h et de 13 h 15 à 17 h 15.

Les personnes désirant émettre un avis sur ce projet pourront signer leurs observations sur le registre ouvert à cet effet aux jours, heures et lieux ci-dessus. Elles pourront, de même, les adresser à M. Pierre MELIN, Inspecteur Divisionnaire hors classe à la S.N.C.F., 1, rue Pasteur, 75017 PARIS, nommé Commissaire-Enquêteur.

Celui-ci recevra le public au mairie d'ANTONY, de 9 h à 12 h et de 14 h à 17 h, les mardi 28, mercredi 29 et jeudi 30 juin 1983.

A l'issue de cette enquête, les copies des conclusions du Commissaire-Enquêteur seront tenues à la disposition du public, en mairie d'ANTONY, à la sous-préfecture d'ANTONY, à la préfecture des HAUTS-DE-SEINE - direction Départementale de l'Équipement - accueil du public - niveau + 1 aux heures normales d'ouverture.

Cette publication est effectuée en application de l'article R. 11.4 du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique.

مكتبة الأصيل







